

UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN
FACULTE DE PSYCHOLOGIE ET DES SCIENCES DE L'EDUCATION
DEPARTEMENT DE PSYCHOLOGIE SOCIALE ET DU TRAVAIL

**Identité sociale, éducation populaire et
action collective**

Promoteur:
Professeur Michel BONAMI

THESE présentée par
Iván ORTIZ CACERES
en vue de l'obtention du grade
de Docteur en Psychologie

Louvain-la-Neuve
Février 1991

REMERCIEMENTS

J'exprime ma reconnaissance aux Professeurs membres du jury, Michel Bonami, Jacques-Philippe Leyens, Guy de Villers, Juan Eduardo Garcia-Huidobro et Guy Bajoit, pour leurs conseils, leur disponibilité, leurs remarques critiques.

Je suis redevable à Yves Bestgen et Eduardo Crivisqui, pour leur importante assistance statistique. Le premier m'a introduit à l'analyse logit; le deuxième, à l'analyse factorielle de correspondances. A Daniela Cisamolo, Michaël Dubois et Vincent Lorant, pour leur collaboration dans le traitement de mes données.

Je suis aussi redevable à ceux qui ont exercé la fonction de "juge": Eduardo Abarzua, Rosario Correa, Pancho Prado, Horacio Rivera, Carmen Sotomayor, Pablo Venegas. Et à ceux qui ont corrigé mon français, particulièrement à "Reliance" et Fabienne Dourte. Merci également aux membres de l'Unité ERGA, aux collègues doctorands: nous avons produit ensemble une ambiance agréable de travail et camaraderie, je pense notamment à Fabienne Dourte et Charles Nditije.

J'adresse aussi mes remerciements au Secrétariat à la Coopération Internationale de l'Université Catholique de Louvain, dont j'ai été un boursier relativement cher. Que le Centro de Investigacion y Desarrollo de la Educacion soit remercié aussi, qui m'a soutenu quant il le fallait.

Les aides reçues à travers maints échanges et discussions sont trop nombreuses pour que je puisse toutes les citer (Elisa Araya, Patricio Cariola, Cristian Cox, Luis Zuniga, José Weinstein...), et je prie ceux qui m'ont encouragé et qui m'ont fait confiance -mon épouse Maria Eugenia Guzman parmi eux- de trouver ici ma reconnaissance.

Enfin, je dois dire que ce parcours, long, dur, extraordinaire, où j'ai certes commis des erreurs, m'a beaucoup appris tant sur le processus de production des connaissances que sur moi-même en tant qu'acteur de ce processus.

A Maria Eugenia
con amor,
A Isidora,
Valentina y Dominica,
A mis padres

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE N°1:	
EDUCATION POPULAIRE ET PROBLEMATIQUE SOCIALE.....	9
1. Introduction.....	9
2. La méthode participante.....	11
3. L'influence de Paulo Freire.....	12
4. L'éducation populaire au Chili.....	15
4.1. Antécédents descriptifs généraux.....	15
4.2. Le sens politique.....	24
5. Bilan critique.....	28
CHAPITRE N°2:	
POUR UN MODELE D'ARTICULATION PSYCHOSOCIALE:	
L'INDIVIDUALISME METHODOLOGIQUE.....	38
1. Introduction.....	38
2. L'individualisme méthodologique.....	40
3. L'acteur et le système.....	47
4. Conclusions.....	52
CHAPITRE N°3:	
LE MECONTENTEMENT, BASE MOTIVATIONNELLE	
DE L'ACTION COLLECTIVE.....	55
1. Introduction.....	55
2. Hypothèse du mécontentement:	
théorisation pour et contre.....	56
2.1 Mérite et culpabilisation.....	61
2.2 Déprivation groupale.....	64
3. Déprivation groupale: analyse critique.....	64
4. Stratégies d'action face au mécontentement.....	70
5. Conclusions.....	73
CHAPITRE N°4:	
IDENTITE SOCIALE ET MOBILISATION.....	75
1. Introduction.....	75
2. Définitions et postulats fondamentaux.....	78
2.1. La catégorisation sociale.....	78
2.2. L'appartenance de groupe.....	79
2.3. Les comparaisons sociales.....	82
2.4. Pourquoi protesterait-on collectivement?.....	83
2.5Stratégies de distinction.....	86
3. L'effet de discrimination minimale entre les groupes.....	89
4. Critique du noyau motivationnel de la TIS.....	91
5. Le pouvoir comme condition de discrimination.....	95
6. Compétition sociale et/ou conflit d'intérêts dans les conflits sociaux réels.....	98
7. Les difficultés de l'action collective populaire,	
un exercice d'explication basé sur la TIS.....	102
7.1 Première hypothèse:	
pas d'identité de groupe.....	104
7.2 Seconde hypothèse:	

stabilité perçue du système.....	106
7.3 Troisième hypothèse:	
confiance dans la mobilité individuelle.....	107
8. En guise de conclusion.....	108

CHAPITRE N°5:

ETUDE DESCRIPTIVE DE L'IDENTITE SOCIALE

D'HABITANTS DE QUARTIERS POPULAIRES CHILIENS.....	111
1. Introduction.....	111
2. Méthode.....	117
2.1 Sujets.....	117
2.2 Procédure.....	120
2.3 Traitement des données.....	122
3. RESULTATS.....	123
3.1. Contenu et fréquences des associations libres.....	123
3.2. Classes de sujets.....	127
4. Discussion et conclusions.....	134

CHAPITRE N°6:

ETUDE DES EFFETS DE FORMATION EN MILIEU POPULAIRE.....

1. Le problème.....	138
2. Antécédents théoriques.....	139
3. Méthode.....	144
3.1 Plan de l'étude.....	144
3.2 Sujets.....	144
3.3 Procédure.....	147
3.4 Variables.....	149
3.5 L'instrument.....	150
3.6 Elaboration de l'instrument.....	152
3.7. Spécification des modalités des variables.....	155
3.8 Le champ d'observation.....	161
3.9 Analyse statistique des données.....	163
4. Résultats.....	164
5. Discussion et conclusions.....	173

CHAPITRE N°7:

ETUDE DE FACTEURS PSYCHOSOCIAUX DE L'ACTION COLLECTIVE EN MILIEU POPULAIRE.....

1. Le problème.....	183
2. Protestations contre le régime militaire chilien (1983-1987).....	186
3. Méthode.....	190
3.1 Sujets.....	190
3.2 Procédure.....	191
3.3 Variable dépendante.....	191
3.4 Variables indépendantes.....	192
4. Résultats.....	196
4.1 Profil socio-démographique de l'échantillon.....	196
4.2. Modèle logit de participation à des manifestations.....	196
5. Discussion et conclusions.....	202

CHAPITRE N°8

LA PARTICIPATION A L'ACTION COLLECTIVE, UNE APPROCHE INDIVIDUALISTE.....

1. Introduction.....	210
----------------------	-----

2. Facteurs de structure sociale.....	211
3. Facteurs politiques.....	214
4. Critique des facteurs psychologiques.....	219
5. L'individu au sein d'un contexte cognitif: le modèle d'Olson.....	225
6. Evaluation du modèle d'Olson.....	230
7. Un modèle intégratif.....	241
8. Dynamique du dépassement de l'effet "free rider".....	244
9. Conclusions.....	248
 CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES.....	 251
 BIBLIOGRAPHIE.....	 260
 ANNEXES.....	 274

INTRODUCTION

L'arrière-fond de ce travail est lié à la problématique de la pauvreté. Au niveau national, la population chilienne pauvre s'élevait à 53% en 1983 (Rodriguez, 1985). Dans le grand Santiago, des statistiques récentes montrent que les foyers pauvres ont augmenté durant les dernières 20 années de 28 à 41% (Scholnik, 1989). Cependant, il n'existe pas de consensus concernant l'étendue de la pauvreté parce que les méthodes pour la mesurer ne sont pas uniques et, surtout, parce qu'interviennent des intérêts politiques (Martinez, 1989). Des études, effectuées par des organismes du gouvernement Pinochet, ont livré des chiffres bien plus modérés que les précédents pour ces mêmes périodes, utilisant comme critère de pauvreté l'absence de connexion entre le logement et le réseau des égouts. Les chiffres signalés plus haut, en revanche, utilisent des critères basés sur les revenus: pauvres sont les foyers où le revenu familial mensuel est inférieur au coût du double d'un panier alimentaire de base, déterminé par l'Organisation Mondiale de la Santé.

A Santiago, la pauvreté tend à se concentrer dans des espaces bien déterminés: les bidonvilles. Généralement, on en retrouve dans les zones périphériques de la ville. Il s'agit d'ensembles de logements précaires qui, tant pour ceux qui y vivent que pour les gens de l'extérieur, forment une unité. Ces ensembles sont le résultat soit d'un peuplement spontané suite à l'appropriation de terrains en friche par des personnes pauvres, soit de politiques de logements proposées par les gouvernements successifs. De la sorte, le prototype du pauvre est un habitant de ces bidonvilles, un "poblador". On estime que, dans la ville de Santiago, il y a environ 1.300.000 habitants de bidonvilles (Chateau et Pozo, 1987), ce qui correspond à un tiers, approx., du total des habitants. On dénombre néanmoins des personnes pauvres qui n'habitent pas dans des bidonvilles, mais vivent surtout dans la zone centrale de Santiago où là aussi elles tendent à se concentrer sur des espaces bien définis.

Nous entendrons la "pauvreté" comme un lieu bien précis dans l'espace de positions sociales. Selon Bourdieu (1979, 1987), dans le champ

global de la société, les positions occupées sont essentiellement des positions de classe, une classe étant comprise comme un ensemble d'agents relativement homogènes en fonction de leurs relations avec les déterminants fondamentaux des conditions matérielles d'existence. Ces "déterminants" correspondent au volume global de leurs capitaux. Si les positions sociales sont définies fondamentalement par la possession ou l'appropriation de ressources ou de capitaux (Bourdieu, 1987), celle qui correspond à la pauvreté se caractérise par la détention des niveaux les plus bas de capital économique, social, culturel et symbolique. Ce niveau de capital économique est bas dans la mesure où les biens (objets possédés, ressources financières, force de travail) des pauvres ont une faible valeur monétaire. Le niveau du capital social est également bas puisque le réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées de reconnaissance est faible. Quant au niveau de capital culturel, il est bas dans la mesure où l'ensemble de leurs biens culturels et de leurs diplômes scolaires est comparativement maigre. Enfin, un bas niveau de capital symbolique puisque le prestige, la réputation, la légitimation dans la société, associés à la position, est déficitaire. Nous sommes donc loin de définir la pauvreté seulement par son aspect purement économique, bien que nous nous refusons à nier l'aspect central de ce critère¹

Les gouvernements et certaines institutions de la société civile s'inquiètent généralement -inquiétudes morales et politiques- de la situation de pauvreté. Il existe un consensus social notable autour des avantages qu'il y aurait à surmonter la pauvreté. Les processus sociaux et les dispositifs d'action nécessaires pour y parvenir font, néanmoins, l'objet de disputes politiques et académiques. La recherche en politiques sociales et en planification sociale, réalisée par de prestigieux organismes non gouvernementaux (tels l'ILPES², l'UNICEF, et le CEPAL³) tend à conclure que la coordination d'actions conjointes menées par les

¹ Bourdieu montre que la nécessité qualifie spécialement les conditions d'existence des classes populaires. Dépourvues de capital, privées des biens nécessaires, ces classes sont soumises à des situations d'urgence et au poids de la nécessité, de telle sorte que le modus vivendi des classes populaires intériorise la soumission à la nécessité, en faisant même d'elle une vertu. On le voit, la pauvreté matérielle n'est pas seulement un aspect secondaire, une situation de fait pour les personnes qui la vivent, c'est encore le fondement de dispositions durables, de goûts et, dès lors, elle est un élément qui régule le choix de suivre un tel destin.

² Instituto Latinoamericano de Planificación y Estudios Sociales.

³ Comisión Económica para América Latina.

individus pauvres tendant à augmenter leurs capitaux, par opposition à une situation où chacun chercherait à accroître son capital moyennant une stratégie purement individuelle et atomisée, est un prérequis important pour faire face à la pauvreté. Nous appellerons "action collective" ce prérequis. Brièvement le raisonnement tenu (Franco et Palma, 1981; Wolfe, 1981; Demo, 1984) est le suivant:

La pauvreté n'est pas la conséquence principale d'une économie faible, mais d'un ordre institutionnel qui distribue la richesse de manière inégale. Ceux qui concentrent la richesse dans leurs mains ont intérêt à ce que cette situation perdure, de sorte que la probabilité d'un changement de situation en faveur des pauvres est nulle, à moins que ne se constitue un contre-pouvoir capable d'améliorer la logique distributive de l'institution. De toute façon, la création de ce contre-pouvoir n'est pas possible si, a) l'Etat ne développe aucune politique redistributive effective, et b), les pauvres ne mettent sur pied que des stratégies individuelles d'amélioration de leurs conditions de vie. Si les gens concernés coordonnent leurs actions en fonction de stratégies collectives, ils peuvent créer des espaces favorables à leurs intérêts et neutraliser ainsi les intérêts des classes supérieures.

L'action collective est perçue comme une condition favorable pour faire face à la problématique de la pauvreté, non seulement quand la politique économique est basée exclusivement sur le fonctionnement du marché, mais aussi lorsque l'Etat prend une part active à la recherche de solutions. Cet avis est soutenu par les arguments suivants (cf. Franco, 1981, 1984; Demo, 1984)⁴:

a) Au moment de décider où et comment sera distribué le budget social, la bureaucratie étatique se laisse souvent influencer par la pression de groupes organisés; des individus isolés ont peu ou pas de possibilités d'influer sur la prise de décision. Et, quant l'Etat, contraint par des intérêts politiques, pratique des politiques sociales discriminatoires, c'est sont les discriminés organisés qui ont les plus des chances de contrecarrer cette situation.

⁴ Garcia-Huidobro (1988), qui développe amplement le thème, nous a mis sur la piste de ces textes.

b) A partir des difficultés qui existent habituellement pour que des actions de lutte contre la pauvreté se concrétisent et soient réellement au bénéfice des pauvres, on a appris qu'une réussite des programmes sociaux requiert une attitude active de la part des bénéficiaires eux-mêmes, en tant qu'interlocuteurs organisés et responsables. Les politiques sociales, décidées et appliquées sans aucune participation des individus concernés, aussi bien inspirées soient-elles, ne peuvent qu'engendrer la passivité du pauvre, ce qui, en définitive, contribue à perpétuer sa condition. Les expériences associatives des pauvres, par exemple les ateliers de production, demeurent un potentiel créatif de ceux-ci, potentiel que doit intégrer les programmes sociaux.

c) L'utilité des apports financiers de l'Etat serait maximisée lorsque les programmes sociaux engendrent l'organisation et la participation des pauvres. Par exemple, les crédits associés sont les plus souvent moins onéreux que les crédits individuels, parce qu'un groupe ou une organisation peut garantir un meilleur crédit que des individus pris isolément, équilibrant les mauvaises périodes de l'un avec les bonnes de l'autre.

Sans doute, tous n'accordent pas de l'importance à l'organisation des pauvres. Les intellectuels de tendance néolibérale et la droite politique, proposent une solution au problème de la pauvreté basée essentiellement sur une croissance soutenue du produit national dans une économie de marché. Il est intéressant de noter que les régimes autoritaires récents dans le triangle Sud de l'Amérique Latine, qui ont imposé une stratégie économique de ce type, se sont caractérisés précisément par leur action de désarticulation et de répression de l'action collective des couches populaires.

L'action collective des pauvres s'est montré cependant insuffisante. Certes, dans l'histoire des sociétés latinoaméricaines -et de la notre en particulier- il y eut de nombreuses actions collectives populaires; il serait inutile d'accumuler les exemples à ce propos. La majorité des conquêtes sociales de ce siècle (éducation, lois du travail) furent en grand partie possibles parce que des groupes organisés de pauvres -parmi lesquels se détachent les ouvriers- luttèrent pour elles. Depuis plusieurs décades, des pauvres organisés viennent revendiquer des

solutions de logement, s'approprient collectivement des terrains libres, etc. Plus récemment, divers groupements de pauvres ont émergé pour affronter collectivement des problèmes communs de subsistance, pour la défense des droits de l'homme, etc.

L'organisation populaire pourrait être dite faible selon divers critères (par exemple, ampleur, autonomie, degré d'articulation). Celui qui nous intéresse, est un critère quantitatif: les pauvres qui se lancent dans des actions collectives permanentes au profit d'intérêts liés à leur position sociale, ont été historiquement une minorité. Différentes études appuient cette affirmation. Parmi elles se détache celle de DESAL (1970) sur l'affiliation d'individus pauvres à des organisations de base, pendant une période historique durant laquelle non seulement il n'y avait aucun obstacle institutionnel à la participation, mais ce phénomène était même systématiquement encouragé par l'Etat. Observons les chiffres d'affiliation pour quatre organisations d'intérêts typiques, de la population active des deux sexes à partir de 15 ans, dans les bidonvilles de Santiago. Comités de quartier: 10%. Syndicats et corporations: 10.5% (exceptés ceux qui cherchent du travail pour la première fois). Coopératives: 2.6%. Partis politiques: 2.3%.

Une étude plus récente (Valenzuela, 1987) montre que 69% des chefs de ménages pauvres et 76% de leurs conjoints ne participe à aucune groupe ou organisation. La minorité restante participe à des syndicats, des comités de quartier, des coopératives, des groupes religieux, des clubs de sports. L'auteur fait remarquer que 4% des chefs de ménages sont affiliés à des syndicats, tandis que 5.4% ont cessé d'appartenir à ceux-ci, conséquence d'un haut niveau de chômage. Un tel taux de désaffiliation, bien qu'important en termes relatifs, indique, selon l'auteur, que la syndicalisation a toujours été exigüe.

Objet et plan de la thèse

Face au panorama présenté, nous nous demandons de quels facteurs dépend la participation des individus à l'action collective, ou bien, selon une formulation plus élaborée empruntée à Boudon et Bourricaud (1982), sous quelles conditions un groupe latent, défini comme un ensemble de personnes qui partagent un intérêt commun, est capable

d'entreprendre une action concertée visant la promotion de l'intérêt commun de ses membres?, par quels processus un groupe latent se convertit en un groupe organisé, en fonction d'un bien commun?. Telles sont les questions de fond de ce travail et elles reviendront à plusieurs reprises au long de ses huit chapitres.

Ces questions nous les avons envisagées à partir d'une perspective d'analyse psychosociale. La réflexion théorique sur l'action collective avait, au Chili, bénéficié jusqu'à présent de modèles sociologiques holistes, tel par exemple la conception des mouvements sociaux de Touraine. "Le mouvement social est la conduite collective organisée d'un acteur de classe luttant contre son adversaire de classe pour la direction sociale de l'historicité dans une collectivité concrète" (Touraine, 1978:104). Par modèles holistes nous entendrons ceux qui prennent des totalités sociales comme unité de l'analyse, en présupposant que celles-ci sont cohérentes et dotés, parfois, d'une identité et d'une conscience. Fort méfiants quant aux principes fondamentaux de cette prétendue cohérence, nous avons voulu contribuer d'un regard différent à l'étude des questions ci-dessus, un regard psychosocial, méthodologiquement individualiste (cf. chap.2).

Si la problématique de la pauvreté constitue l'arrière-fond de ce travail, des expériences très particulières de formation en milieu populaire en constituent le point de départ. Pendant le régime Pinochet, de nombreuses institutions privées ont développé un travail social en milieu populaire, dans le but de contribuer à l'organisation des gens (cf. chap.1). Ayant participé en tant que formateur à ce mouvement éducatif, nous n'avons pas pu nous soustraire au désir de raisonner la relation entre son projet et ses effets, à l'aide de données empiriques. Nous avons mené une enquête auprès d'un échantillon de bénéficiaires d'expériences d'éducation populaire, afin d'étudier leurs effets a posteriori sur quelques indicateurs d'action collective (cf. chap.6); cette étude revêt une importance considérable dans la structure de cette thèse de doctorat, puisque le processus de recueil des données au Chili, étape obligée du parcours, a été fait en fonction des questions y posés. Mais cette thèse ne porte pas seulement sur les effets de l'éducation populaire. Inspirés des questions de fond ci-dessus, nous avons cherché à raisonner sur les facteurs psychosociaux impliqués dans la participation

des individus à l'action collective (cf. chaps. 3, 4, 8). De cette réflexion, nous avons dégagé des questions, issues notamment de la théorie de l'identité sociale appliquée à l'action collective, dont l'analyse empirique s'est servi des mêmes données précédentes (cf. chap.7).

En effet, le sujet de notre étude sur le terrain est double. Il s'agit, d'une part, de considérer les effets d'actions de formation: la question est de savoir dans quelle mesure ces interventions font acquérir aux adultes en formation une "conscience critique" et/ou suscitent des actions collectives de revendication. D'autre part, nous analysons l'effet, sur l'action collective (participation à des manifestations), de quelques facteurs issus de l'approche taylorienne, censés la moduler (l'appartenance de groupe, les stratégies de mobilité perçues comme importantes, parmi d'autres).

La théorie de l'identité sociale (Tajfel et Turner, 1979/1987) fournit des repères théoriques de base pour ce travail (cf. chap. 4). D'après cette théorie, lorsque l'insatisfaction résultant de l'appartenance objective d'un individu à des groupes sociaux, devient intolérable et si, pour diverses raisons, il se voit obligé de reconnaître son appartenance à un groupe, il se peut qu'il entreprenne des actions avec d'autres qui partagent sa situation, en vue d'améliorer sa position dans le système de statut. Nous avons posé l'hypothèse que l'appartenance de classe n'est pas un facteur déterminant de la participation à l'action collective chez des individus des couches populaires et que divers facteurs y entravent la formation du "groupe psychologique". Dans le chapitre 5, nous livrons une analyse descriptive détaillée de l'appartenance de groupe des habitants de bidonvilles qui ont fourni les données empiriques de cette thèse.

En cours de route, nous nous sommes aperçus du fait que, paradoxalement, la psychologie n'est pas la discipline productrice principale de théorie psychosociale concernant l'action collective. Certes, la théorie de l'identité sociale des psychologues sociaux de l'Université de Bristol élabore des propositions assez précises, mais les économistes et les sociologues offrent eux aussi des repères théoriques fondamentaux, articulant le fonctionnement des individus au niveau des

systèmes d'interactions plus larges. Le chapitre 8 constitue un essai de systématisation de ces repères. Sa place en chapitre final veut exprimer sa postériorité par rapport au moment du recueil des données empiriques, et partant, des chapitres portant sur la recherche empirique. Toutefois il pourrait être lu au préalable, parce que la discussion des résultats des chapitres empiriques est souvent éclairée des éléments théoriques que s'y trouvent.

En résumé, le chapitre 1 traite de la portée et la visée de ce travail social connu sous le nom d'"éducation populaire". Le chapitre 2 développe l'individualisme méthodologique comme outil d'articulation psychosociale, exprimant, en quelque sorte, un parti-pris épistémologique: il propose d'expliquer les phénomènes sociaux à partir de l'agrégation complexe des motivations et actions individuelles. Le chapitre 3 discute la question de savoir dans quelle mesure et sous quelles conditions le mécontentement peut expliquer la participation à l'action collective. Le chapitre 4, consacré à la théorie taylorienne des mouvements sociaux, propose que si le désir d'une distinctivité positive lié à une appartenance de groupe peut expliquer en partie la mobilisation des groupes ethniques et régionaux, sa généralisation à des clivages du type "classe sociale" n'est pas évidente. Le chapitre 5 analyse, sur base de données empiriques, l'endogroupe et l'exogroupe définis par des individus pauvres. Le chapitre 6, est consacré à l'étude des effets de formation, en termes de "conscience critique" et participation à des organisations. Le chapitre 7 présente une étude empirique de l'impact de facteurs tels que l'appartenance de groupe, les stratégies préférées de mobilité sociale, le mécontentement socio-économique et l'attribution causale des conditions de vie, sur la participation à des manifestations contre le régime Pinochet d'habitants de bidonvilles de Santiago. Le chapitre 8 développe des repères théoriques pertinentes pour l'analyse de l'action collective, issus notamment d'un paradigme utilitariste inauguré par Mancur Olson, selon lequel les individus comparent les gains et les coûts attendus des actions possibles et choisissent celle qui leur paraît la plus efficace pour rétablir une balance gains/pertes favorable. Des éléments de synthèse du parcours général et des perspectives de recherche, sont dégagés au terme de ce travail.

CHAPITRE N°1
EDUCATION POPULAIRE ET PROBLEMATIQUE SOCIALE

1. Introduction

En Amérique Latine, le terme "éducation populaire" fait référence à un vaste ensemble d'expériences éducatives destinées aux adultes des secteurs populaires et qui se sont développées en marge du système d'enseignement officiel. Comme l'a dit Gajardo (1985), cette notion a vu le jour ici parallèlement à une tendance opposée aux conceptions sous-jacentes aux propositions éducatives qui, dans les dernières décennies, ont accompagné les styles de développement prédominants dans cette partie du globe.

Elle s'oppose, par exemple, à une certaine proposition éducative caractéristique d'un style de développement appelé modernisation sociale, lequel modifia de façon significative les structures sociales et les structures de pouvoir en Amérique Latine à partir des années 50. Le style de modernisation conduisit à une amplification du système d'enseignement officiel et à une diversification de l'offre éducative, y compris la formulation de politiques étatiques des adultes en milieux populaires. Ces phénomènes sont également l'effet de la pression de groupes sociaux émergeant pour une plus grande participation dans la production, la consommation et autres bénéfices. L'alphabétisation fonctionnelle, la formation de base, la formation professionnelle et, en général, les programmes d'éducation orientés vers le développement de la communauté, furent des instruments utilisés pour incorporer les secteurs populaires à la vie nationale et diffuser les modèles culturels et les valeurs requises pour (et par) la modernisation sociale.

Un modèle interprétatif de la réalité, appelé théorie de la marginalité était sous-jacent à de telles politiques d'éducation. Ce modèle attribuait les déficits sociaux et économiques de la société au

retard que manifestaient certains secteurs par rapport aux autres, considérés comme modernes et développés. Vu que le retard était aussi éducatif, on attribuait alors à l'éducation un rôle central comme moteur de développement. Cependant, les contradictions de ce style modernisateur montrèrent - durant les années 60 - que la marginalité n'était pas la conséquence de retards ou de lacunes, mais du modèle même de développement (capitaliste et dépendant du capitalisme central).

La critique surgit à partir d'autres modèles d'interprétation de la réalité sociale, lesquelles générèrent des perspectives renouvelées dans le domaine de l'éducation et de la culture. Ces modèles se basent sur une conception historique structurelle du développement et partant d'une donnée fondamentale : la vie sociale est organisée sur base de relations de domination économique et sociale. L'impact de ces modèles sur l'éducation s'exprime dans le surgissement de conceptions libératrices - du point de vue socio-politique - et de pratiques conscientisatrices sur le problème de la domination, surtout dans le cas de l'éducation d'adultes de secteurs populaires. ici elle se "comprendait comme un mécanisme qui, inséré dans des processus de mobilisation et d'organisation populaires, pouvait être utilisé comme appui dans le but d'élever les niveaux de conscience politique, améliorer la capacité du mouvement et permettre l'acquisition de connaissances et habiletés pour prendre part au pouvoir social et à la gestion collective des moyens de production" (Gajardo, 1985 : 13).

Actuellement, coexistent en Amérique Latine des expériences d'éducation d'adultes avec des connotations sociales, culturelles et politiques diverses, dépendant des contextes nationaux et des groupes qui les animent. Selon Gajardo, il y aurait trois tendances prédominantes. D'une part, il existe des programmes étatiques d'éducation adressées aux secteurs populaires qui conçoivent ces activités comme un important facteur d'intégration sociale et comme un appui aux processus de développement dans le cadre des structures en vigueur. D'autres programmes, menés par des fronts politiques ou des mouvements sociaux, ou encore par des organismes non gouvernementaux,

se définissent comme un type d'éducation qui vise la transformation structurelle de l'ordre existant. Dans une position intermédiaire se situent les programmes ou projets éducatifs qui se définissent comme visant à collaborer à la satisfaction des nécessités autodéterminées par les secteurs populaires et leurs organisations de base, ce qui suppose une reformulation des relations de pouvoir via le renforcement de la société civile. Cette tendance intermédiaire s'est généralisée, le plus souvent, à partir de l'initiative d'institutions privées, académiques et de services, des églises et de groupes d'inspiration chrétienne. (Dans le prochain chapitre, lorsque nous présenterons le cas du Chili, nous aborderons ce point plus en détail).

Le terme éducation populaire fait donc référence à une tendance renouvelée de l'éducation d'adultes, qui reflète tant les changements structuraux qui ont eu lieu pendant les dernières décennies dans les sociétés latino-américaines, que les modèles interprétatifs des situations de crise et de déséquilibres sociaux qui les ont affectées. Peut-être ne sera-t-il pas superflu de préciser que le terme "populaire" ne connote pas seulement la situation de pauvreté de grands groupes, mais aussi leur situation de dominés et leur faible participation au pouvoir. Ainsi, l'éducation populaire, dans chacune de ces trois tendances principales, trouve son sens profond dans sa contribution à la transformation de tels secteurs en sujets sociaux et politiques.

2. La méthode participante

L'importance de l'éducation populaire n'est pas seulement d'ordre numérique; il ne faut pas non plus l'évaluer d'après ses objectifs généraux. Garcia-Huidobro (1983) pense qu'elle a été l'un des domaines les plus riches et qui reflètent le mieux la réflexion sur l'éducation tout court dans la région, du fait de la créativité des réponses qu'elle a élaborées. Cette créativité concerne spécialement les méthodes et moyens éducatifs employés, vu qu'elle est le reflet d'une préoccupation constante du "comment faire", laquelle

ne peut être en contradiction ni avec les buts globaux de la pratique éducative, ni avec les valeurs qu'elle véhicule, ni avec les caractéristiques propres à la culture populaire. Cette préoccupation a stimulé la recherche de méthodes et de techniques à caractère participatif qui innovent par rapport aux traditions de l'éducation, dont on s'est éloigné. L'un des traits de cette méthode consiste à travailler en petits groupes, dans lesquels chaque membre peut avoir sa perception propre. Ceci se combine avec des activités qui réunissent divers groupes à la fois, si bien que les participants perçoivent leur dimension collective.

3. L'influence de Paulo Freire :

La réflexion de cet auteur a comme point de départ la donnée de la domination. La tâche éducative s'insère donc dans la recherche de conditions de vie plus justes pour les secteurs dominés et le dépassement même des structures de domination. Mais, si le dépassement de la domination suppose des changements structuraux (économiques, politiques), ceux-ci ne sont possibles et durables que s'ils sont précédés d'une véritable libération des consciences.

Un long passé de domination a réduit le peuple au silence, dévitalisant et appauvrissant sa culture. Ainsi s'est constitué, dans de vastes secteurs subalternes, une conscience opprimée, fataliste, pétrie de mythes et de croyances qui rendent les sujets incapables d'une action autonome. L'éducation libératrice vise non seulement à augmenter le niveau des connaissances, mais encore à ce que les secteurs populaires deviennent capables d'agir de manière autonome sur leur propre situation. Cela ne peut se produire sans un changement de conscience qui permette d'abandonner la participation passive à une conception d'un monde étranger, pour élaborer alors d'une façon consciente et critique sa propre conception du monde. L'activité qui permet à la conscience de dépasser un niveau de connaissances naïve et

d'atteindre à la conscience profonde et critique n'est autre que la réflexion.

Freire théorise l'acte humain de connaissance. Il affirme que la véritable source de connaissance est la confrontation avec le monde, et que la connaissance humaine est une structure dialogique. Par sa première affirmation, il entend que les hommes apprennent au sein de la construction permanente, humaine et culturelle du monde; partant, la connaissance est historique et située socialement. La seconde affirmation fait référence au caractère intersubjectif de la connaissance, c'est-à-dire au fait que l'homme apprend avec les autres. La connaissance et la réflexion ne sont pas des actes simplement individuels. Sans une relation de communication entre ceux qui connaissent, l'acte humain de connaissance est impossible, parce que le monde historique et culturel n'existe pas en dehors de l'intersubjectivité et de la communication.

Freire affirme aussi - nous entrons ici dans sa proposition méthodologique - l'union indissoluble de la réflexion et de l'action. C'est à partir de la réflexion sur sa propre pratique quotidienne que le peuple apprend, en vue de la transformer. Cette pratique quotidienne est alors le point de départ et le point d'arrivée du processus éducatif. Le concept qui exprime le noeud de sa proposition méthodologique est celui de conscientisation, et il se réfère au processus d'acquisition d'une conscience critique.

Le passage d'une conscience opprimée à une conscience critique n'est pas à comprendre comme le passage d'un ensemble de contenus d'une connaissance à une autre, également prédéterminé, mais bien comme une manière d'établir la relation homme-réalité. La conscientisation fait référence à un processus d'interrogation qui permet la prise de conscience de sa propre situation existentielle, une prise de position et une manière d'agir contre cette situation. La compréhension de la réalité comme une construction sociale et donc comme ouverte à la pratique, est la base qui permet d'établir une relation entre l'homme et la réalité qui soit digne d'une conscience critique.

Celle-ci dépasse le divorce de la pensée et de l'action, vu qu'elle consiste en une pensée critique en relation étroite avec une action transformatrice et libératrice. Freire s'oppose ainsi à l'idéalisme, qui situe le défi de la libération uniquement dans la conscience, en supposant que la simple découverte de l'état d'objet signifiera déjà être sujet. L'auteur s'oppose aussi à un certain déterminisme objectiviste qui suppose - d'après une mauvaise interprétation de Marx - que l'action révolutionnaire n'est pas possible sans l'accomplissement intégral de certaines conditions préalables concernant l'infrastructure (par exemple, le développement complet du capitalisme dans les pays de la périphérie). Cet objectivisme nie, ainsi, l'influence du facteur subjectif comme agent de transformation de la réalité.

Le postulat de Freire selon lequel il n'y a pas de conscience critique sans une pensée critique accompagnée d'une pratique transformatrice, implique ceci : le moment éducatif ne se réduit pas au moment de réflexion, mais il se prolonge en une action transformatrice, qui est une action politique. Le texte suivant est remarquable à ce propos :

"En revanche, précisément parce que la conscience ne se transforme que dans la praxis, le contexte théorique ne peut pas se réduire à un centre d'études non engagé. Le cercle de culture doit trouver les voies que chaque réalité locale indiquera, à travers lesquelles il se prolongera en tant que centre d'action politique. Si une transformation radicale des structures de la société, qui expliquent la situation objective dans laquelle se trouvent les paysans, n'est pas opérée, ils resteront les mêmes, exploités de la même façon, et peut importe que certains d'entre eux aient réussi à connaître la raison d'être de leur propre réalité. A vrai dire, dévoiler la réalité sans orientation vers une action politique claire et nette n'a tout simplement pas de sens " (Freire, 1983 : 191).

Ainsi donc, Freire élabore une méthode éducative inscrite dans un projet global de libération des opprimés, qui s'oppose à l'éducation traditionnelle que notre auteur qualifie de "bancaire", d'instrument d'oppression dans la mesure où elle mystifie la réalité et véhicule la vision du monde de la classe dominante. L'éducation populaire s'inspire fortement de cette conception libératrice de l'éducation.

4. L'éducation populaire au Chili

Nous présenterons le champ de l'éducation populaire au Chili, en mentionnant quelques résultats d'une étude qui analyse cent expériences concrètes d'éducation populaire développées au Chili en 1983¹. Nous présenterons d'abord un ensemble de données descriptives, aussi bien des institutions que des expériences éducatives qu'elles encouragent; ceci nous permettra de situer globalement ce travail éducatif. Nous approfondirons ensuite une analyse des propos et du sens de ces activités, pour y extraire notre problème à étudier.

4.1. Antécédents descriptifs généraux

L'étude analyse un échantillon qui comprend 61 institutions privées et 100 projets d'éducation populaire assurés par celles-ci. Nous entendons par "projet" une unité d'action déterminée qui suppose : une équipe de travail spécifique à l'intérieur des institutions, qui

¹ Il est important de signaler que cette présentation de l'éducation populaire est faite depuis une perspective et un lieu particuliers : celui des éducateurs et des chercheurs. Il s'agit, au fond, d'une représentation du discours des institutions et de leurs fonctionnaires. L'étude est réalisée par une équipe de chercheurs du CIDE et de la FLACSO (Chili). Notre présentation est significativement basée sur un texte de Garcia-Huidobro et Martinic (1985), qui recueille et synthétise les principaux résultats de cette étude.

formule un plan d'action dans des endroits concrets et avec des groupes populaires déterminés. Les institutions peuvent développer plusieurs projets à la fois; ces 100 projets ne couvrent pas la totalité des projets réalisés par les 61 institutions. On estime qu'il y a 159 institutions privées qui agissent en éducation populaire et qui ne représentent pas encore la totalité.

La plupart des 61 institutions de l'échantillon dépendent de l'aide financière externe pour leur fonctionnement, et ce, dans une très forte proportion. Cette situation montre la fragilité de ces institutions et leur dépendance relative à l'égard des orientations politiques, académiques et autres, propres aux agences de financement. Le tableau suivant résume ces données².

Tableau N° 1 : Origine du financement institutionnel

= % financement externe	N° institutions	%	=
= 90 % ou plus	27	44,3	=
= 75 % à 89 %	14	23,0	=
= 50 % à 74 %	5	8,2	=
= sans financ. externe	8	13,1	=
= sans information	7	11,4	=
= TOTAL	61	100	=

Par rapport au caractère juridique de ces institutions, une proportion importante d'entre elles (45.9) sont ou bien des organismes faisant partie de l'Eglise Catholique, ou bien des fondations autonomes qui dépendent de celle-ci ou d'autres églises. Pour le reste, ce sont des institutions laïques autonomes, bien que certaines d'entre elles opèrent au moyen de conventions avec des institutions d'église. Le tableau suivant rend compte de cette information.

²La source de tous nos tableaux se trouve dans l'ouvrage de Garcia-Huidobro et Martinic (1985).

Tableau N° 2 : Dépendance institutionnelle

= Type d'institution	Nombre d'institutions	%	=
= Organismes de l'Eglise Catholique	10	16,4	=
= Dépendant de l'Egl. Cathol.	13	21,3	=
= Laïque avec convention	7	11,5	=
= Dépendant d'une autre église	5	8,2	=
= Laïque autonome	26	42,6	=
= TOTAL	61	100	=

En ce qui concerne l'emplacement du travail, l'action des institutions se déroule le long du pays dans des zones urbaines et rurales. Parmi ces 61 institutions, 35 ont leur siège à Santiago, 4 dans des villes du nord du pays et 22 dans ces villes du sud, mais beaucoup d'institutions ayant leur siège à Santiago développent des activités dans le nord ou dans le sud, surtout dans des zones rurales. Un quart seulement des institutions ont des projets exclusivement urbains.

Voyons maintenant le caractère et les orientations du travail de ces institutions. Une façon d'apprécier globalement ce point consiste à connaître le type de participants (le public) aux projets éducatifs et les principales problématiques abordées par ceux-ci. Les trois tableaux suivants, que nous commenterons ensuite, nous donneront une vision générale du sujet.

Tableau N° 3 : Types de participants aux projets

Participants	Nombre de projets	%
"Pobladores" urbains	40	40.4
Paysans	27	27.3
Paysans indiens	15	15.2
Ouvriers urbains	6	6.0
"Pobladores" et paysans	7	7.1
Animateurs	4	4.0
TOTAL	99	100

Le tableau suivant est très pertinent par rapport à notre problématique d'étude. Il montre que les projets éducatifs engagent deux sortes de public : l'un participe aux différentes organisations populaires dont la complexité de structure varie énormément; l'autre commence à s'organiser à partir d'une expérience éducative.

Tableau N° 4 : Appartenance organisationnelle des participants

Appartenance	Nombre de projets
Participants appartenant à une organisation déterminée	14
Participants appartenant à différents groupes et organisations	24
Des groupes sont organisés à travers le travail éducatif	35
Combinaison des alternatives précédentes	25
Pas d'information	1

Tableau N° 5 : Types de problématique (principale et sous-principale) abordée par les projets.

Problématique	Principale	Sous-principale
Organisation	32 projets	44 projets
Famille, femmes et enfants	17 projets	4 projets
Subsistance	36 projets	15 projets
Identité ethnique	3 projets	3 projets
Besoins fondamentaux	7 projets	5 projets
Communication	5 projets	2 projets
TOTAL	100	73 projets

Dans les tableaux précédents, on remarque que l'orientation du travail se tourne vers les "pobladores" urbano-marginaux (sous-prolétaires dans un sens large) et vers les paysans et paysans indiens. Le travail avec des ouvriers urbains est remarquablement rare. D'autre part, on voit que le travail éducatif s'adresse indistinctement à un public organisé ou non-organisé. Dans une large mesure, c'est à travers la pratique éducative que des groupes s'organisent, pouvant éventuellement devenir par la suite de nouvelles organisations; c'est ainsi que se créent des instances de participation là où elles n'existaient pas³. Dans d'autres cas, les projets se réalisent avec une organisation déterminée existant au préalable (par exemple le syndicat, la coopérative de production) pour améliorer leur action grâce à un apport éducatif. D'autres projets réunissent des participants de différents groupes et organisations et visent à résoudre avec eux une problématique commune, par exemple celle de la formation de dirigeants.

En ce qui concerne les problématiques principales abordées par les projets, on observe l'importance de la "subsistance (36 % des projets), l'"organisation" (32 %) et la "famille" (17 %). Notons que, de plus, un nombre important de projets mettent en valeur l'"organisation" comme problématique sous-principale, à laquelle on prétend faire face de façon indirecte. Voyons maintenant en quoi consistent ces trois problématiques principales, en nous arrêtant un peu plus sur l'organisation, puisque c'est autour d'elle que ces pratiques prennent leur signification privilégiée.

³ Malheureusement, il n'y a pas de données systématiques sur le destin et l'évolution de ces groupes. Nous savons que les projets tentent d'affermir des organisations permanentes à partir de ces groupes nouveaux, mais nous ne savons pas exactement s'ils y parviennent. Jugeant ce que l'on discute aux réunions et rencontres nationales d'éducation populaire, on n'aurait pas réussi à créer des organisations à partir de ces projets-là ou, au moins, les résultats concrets auraient montré que c'était difficile. Il faut cependant signaler que la notion d'organisation utilisée par les éducateurs est souvent très proche du type "changement social" : une organisation orientée fondamentalement vers l'action sur le terrain politique, ce qui contribue à ne pas percevoir d'autres types de comportement organisé qui surgissent à partir des expériences éducatives. par exemple, les actions orientées vers la recherche de solutions propres aux problèmes communs, les actions solidaires avec les membres les plus touchés par les problèmes économiques.

la préoccupation surtout de projets développés dans des "poblaciones" de la banlieue des grandes villes du pays. Son importance réside, d'une part, dans le besoin impérieux de contribuer à la solution de problèmes urgents qui touchent la famille; et , d'autre part, elle a surgi comme thème significatif par la mise en valeur de la vie quotidienne et par l'accroissement de la préoccupation pour la condition spécifique de la femme dans les secteurs populaires " (Garcia-Huidobro et Martinic, 1985 : 57).

Plus la moitié de ces projets s'adressent à des femmes pour aborder leur condition en tant que personne du sexe féminin. La femme urbano-populaire subit une double subordination : celle due à sa condition de pauvre et celle de sa condition de femme, ceci à l'intérieur de sa propre culture et face à l'homme. Bien qu'elle accomplisse un rôle fondamental dans sa famille, aussi bien parce qu'elle s'occupe des enfants et de la maison que parce qu'elle prend en charge des responsabilités économiques, elle est dominée par l'homme et a développé une perception "détériorée" d'elle-même. Les projets, alors, se proposent de favoriser l'accession de la femme à une nouvelle condition encourageant son autovalorisation, son expression générale et son insertion active et organisée dans la société. Le processus de travail qu'ils développent est fondamentalement de type éducatif et constitue une sorte de synthèse entre un mode de travail pédagogique à caractère incitatif et un autre de type appropriatif, en accord avec la typologie de Lesne .

Marcel LESNE (1984) distingue trois modes de travail pédagogique. L'un, de type transmissif, à orientation normative, au moyen duquel sont transmis des savoirs, des valeurs ou des normes, des façons de penser, de percevoir et d'agir : autrement dit, on transmet des biens culturels en même temps que l'organisation sociale correspondante. Un autre, de type incitatif à orientation personnelle, opérant principalement au niveau des intentions, des motifs, des dispositions des individus, et cherchant à développer un apprentissage personnel des savoirs. Et un troisième, de type appropriatif, axé sur l'insertion sociale aussi bien des éducateurs que des éduqués; les éduqués sont considérés comme des agents sociaux en processus

d'appropriation cognitive du réel, c'est-à-dire un processus de rupture avec un système familial d'évidences et de représentations, pour laisser le passage à une connaissance plus approfondie du réel et contribuer peut-être à sa modification. Nous pensons que, parmi nos projets, beaucoup s'orientent principalement vers le mode incitatif, bien que leurs propositions et leurs discours soient plutôt du type appropriatif. La proposition du mode incitatif, en plus, brise la dichotomie freirienne classique entre éducation bancaire et éducation libératrice, qui a inspiré profondément notre conception des pratiques réelles; d'après cette dichotomie, toutes nos expériences seraient libératrices parce qu'opposées à la conception bancaire.

Le reste des projets de ce champ problématique aborde des aspects du développement socio-émotionnel de l'enfant et de la dynamique interne des familles urbano-populaires, par exemple des problèmes du couple. Ici, de nouveau, le processus de travail éducatif est à la fois incitatif et appropriatif.

La problématique de l'organisation populaire est un thème-clé de l'éducation populaire. Tel que nous l'avons vu au Tableau N° 5, 32 projets soulignent cette organisation comme le problème central auquel ils s'affrontent, tandis que pour 44 autres, il est le sous-principal. Néanmoins, à l'intérieur de cette grande problématique, on distingue trois ensembles de problèmes spécifiques différents, qui sont indiqués au tableau suivant :

Tableau N° 6 : Problèmes spécifiques d'organisation

Type de problème	Principal	Sous-principal
Manque d'espaces de participation	14 projets	31 projets
Passivité et autres traits négatifs du sujet	12 projets	8 projets
Pratiques inappropriées de l'organisation	6 projets	5 projets
TOTAL	32 projets	44 projets

Le problème spécifique du "manque d'espaces de participation" se rapporte aux conséquences de la politique de répression et de désarticulation de l'organisation populaire, encouragée par le régime dictatorial. Cette situation générale s'est maintenue depuis le Coup d'Etat Militaire, bien qu'elle ait eu des manifestations différentes au cours des années. C'est ainsi que, dans un premier temps, les organisations populaires existant ont été directement réprimées et annihilées. Par la suite, il y a eu quelques formes d'expression organisée des secteurs populaires qui ont surgi, surveillées et réprimées lorsque leur lutte est devenue plus intense (par exemple, lors des rassemblements de chômeurs, des communautés chrétiennes de base, des comités de "pobladores" sans logis). Enfin, dans tous les cas, le régime a découragé la participation des citoyens, en clôturant les espaces qui auparavant étaient légitimes, et en diffusant des messages idéologiques pour la passivité politique. Les projets, alors, ont ouvert des espaces de participation, canalisant une partie de cette demande.

Le deuxième problème spécifique "passivité et traits négatifs du sujet", fait allusion aux répercussions de la situation antérieure sur la subjectivité des sujets : la peur, le manque d'intérêt, le manque d'expérience organisée, la tendance à l'isolement, sont quelques-uns des traits négatifs qui freinent le développement de l'organisation. Il s'agit là d'un problème étroitement lié au précédent, de telle façon qu'il est difficile de séparer l'un de l'autre : tous les deux constituent le gros de la problématique de l'organisation.

Le manque d'espaces de participation et les attitudes négatives des sujets sont des difficultés concrètes qui se rapportent indistinctement aussi bien à la marche des organisations existant qu'à la formation de nouvelles organisations. Le troisième problème spécifique "pratiques inappropriées de l'organisation" ne touche, évidemment, que les organisations existant déjà. Il fait allusion à des problèmes internes tels que le style autoritaire des dirigeants, des problèmes de communication, soit entre dirigeants et membres, soit

entre organisation et communauté. De tels problèmes nuisent à l'efficacité et à la croissance de l'organisation.

Les projets sont confrontés à ces trois problèmes concrets ayant recours principalement à un processus de type éducatif, axé sur la "problématisation" des représentations que les sujets ont de leur expérience dans l'organisation et sur la réflexion critique de la réalité. Ces projets couvrent aussi des activités de formation de leaders et de dirigeants et, plus globalement, permet un accompagnement ou assessorat qui prétend avoir une influence sur la façon dont le groupe s'organise pour accomplir ses buts.

4.2. Le sens politique

"Organisation populaire" est un terme qui, en éducation populaire, désigne des groupes très différents, par exemple des syndicats, des coopératives de production, des communautés chrétiennes populaires, des groupes de jeunes, etc. Les expériences éducatives s'insèrent dans une diversité de types d'organisation. Agurto et al. (1983) suggèrent trois fonctions principales qui seraient accomplies par les organisations populaires, et qui permettraient d'en reconnaître des différents types, à savoir :

- i) Fonction personnalisatrice, concernant les organisations dont la fonction principale est de favoriser le développement de ses membres, améliorer les niveaux de coexistence et des relations interpersonnelles, encourager la récréation (par exemple les clubs de sport, les centres de jeunes, certains rassemblements de femmes).
- ii) Fonction revendicative : demande et fait pression face à l'Etat ou à d'autres institutions pour la solution de problèmes concrets ayant rapport avec les besoins - primaires ou dérivés - d'un ensemble de personnes (par exemple : la plupart des syndicats, des comités de "pobladores" sans logis).

iii) Fonction de changement social : cherche à intégrer l'action solidaire dans une perspective de réussir des structures plus justes dans la société; l'expression pure de ce type d'organisation est le parti politique. Les éducateurs se rapportent souvent à ce type d'organisation quand ils expriment les desseins politiques de fond de l'éducation populaire⁴ .

Pour que cette sommaire typologie s'accorde mieux avec nos pratiques en étude, il faudrait ajouter une quatrième fonction : iv) celle de l'autosubsistance. Elle se rapporte à une réponse propre aux groupes face au besoin de résoudre leurs problèmes de subsistance; ici il n'y a pas de primauté d'une fonction revendicative, mais une stratégie autonome face aux problèmes. par exemple, des coopératives de production pour l'autoconsommation, des "comedores populares".

Les expériences éducatives, qui se rattachent à des organisations existant au préalable, s'établissent, nous semble-t-il, sur ces quatre types d'organisation populaire. Cependant, les organisations dont la fonction est le changement social sont rares et émergent à des moments précis de l'évolution du processus politique sous la dictature⁵ .

Nous pourrions dire - sans nous tromper - que les pratiques éducatives ont apporté beaucoup aux organisations sous de nombreux aspects, par exemple la rencontre de leurs buts spécifiques. Ainsi, une coopérative améliore-t-elle sa pratique productive suite à un travail éducatif; de la même manière, les enfants de maternelle de familles paysannes participant à un projet d'éducation infantile, améliorent leur rendement scolaire. De plus, il y aurait au moins deux types d'apports généraux de l'éducation populaire vis-à-vis de n'importe quel type d'organisation où elle s'est insérée : la prise de

⁴ Ce concept d'"organisation" a, à notre avis, ses antécédents théoriques dans l'idée des mouvements sociaux de A. Touraine (1978).

⁵ A partir de 1981, lorsque l'échec du modèle économique néolibéral soutenu par la dictature devient évident, celle-ci se voit forcée à ouvrir relativement l'espace politique. Des référents politiques d'opposition commencent à se constituer, les citoyens protestent massivement. C'est à ce moment-là qu'émergent des organisations populaires ayant clairement des buts politiques de changement social.

conscience et la sensibilisation au politique, d'une part, la démocratisation de la pratique interne des organisations, de l'autre. En effet, toute pratique éducative introduit des activités de réflexion critique de la réalité, cherchant le rapport avec le plan politique des problèmes posés par les participants. Dans certains cas, cette sensibilisation atteindra aussi le concept même de politique et les différentes formes que peut assumer le travail politique. D'autre part, les projets encouragent la participation active de tous les membres des organisations où ils s'insèrent, mettant en question les relations autoritaires entre les dirigeants et la base, encourageant une gestion effectivement démocratique à l'intérieur de celles-là. Cet accent sur la participation interne est dû au fait que les organisations populaires ont présenté dans le passé des limitations dans ce sens, et, aussi, parce que la leçon de la dictature a introduit avec force la valeur des attitudes et des comportements démocratiques comme un style de vie sociale qui préfigure la société que l'on veut réussir.

Le fait que la nécessité d'améliorer les niveaux d'organisation soit l'une des principales problématiques soulignées par les projets, est un indicateur du fait que nous sommes face à des expériences qui ont nettement un sens politique. Que ce sens politique s'exprime en termes de soutien des mouvements sociaux populaires (25 % des projets) ou de contribution au développement d'organisations autonomes à la base, elles possèdent en commun une orientation générale de soutien de l'organisation populaire. La citation d'une des institutions illustre ceci, montrant en plus une autre intention - la création de la conscience - liée fréquemment à l'organisateur : "... réussir le développement d'une conscience critique et l'organisation des secteurs populaires, et se projeter avec l'ensemble des organisations populaires dans la quête d'une société juste, fraternelle et solidaire " (cité par G. Huidobro et Martinic, 1985).

On assume - comme on peut l'apprécier - qu'une des plus importantes médiations à travers lesquelles on met en question l'ordre social et on en propose un nouveau, est représentée par les mouvements sociaux. L'éducation populaire, partant, est une pratique qui prétend

l'organisation cohérente et unitaire des secteurs populaires. Garcia Huidobro (1983) suggère que les projets se distingueraient plutôt concernant l'accent mis sur la façon d'atteindre cette accumulation de forces. Pour certains d'entre eux, cette accumulation doit avoir pour base un noyau actuel d'organisation (par exemple, mais non exclusivement, les partis politiques); l'éducation populaire, comme les organisations qu'elle suscite, devrait s'associer à ce noyau plus avancé. Il y aurait une vision de changement commun au mouvement, soutenue par ses dirigeants : la théorie politique (le matérialisme historique). Pour d'autres projets, le problème de l'organisation unitaire est important, mais est reporté; ici, l'éducation est conçue comme un travail lent, en profondeur, qui façonne une organisation à la base et qui voit, à partir de ceci, ce qui pourrait être une organisation plus massive; la connaissance de la réalité et de la culture des secteurs populaires serait indispensable en vue d'un dépassement de la domination, les théories classiques seraient inappropriées pour comprendre les secteurs populaires de l'Amérique Latine. Le risque pour les premiers serait le dogmatisme : "objectifs politiques fixés, sans l'apport d'une analyse du réel, à partir de et avec la communauté " (Garcia Huidobro, 1983 : 45-46).

5. Bilan critique

Dans les pages précédentes, on a pu apprécier l'accent que l'éducation populaire met sur la promotion de comportements collectifs organisés. Cet objectif se retrouve tant dans les projets concernant des groupes et organisations déjà existantes, que dans d'autres projets qui nécessitent la constitution de groupes pour pouvoir fonctionner. Dans le premier cas, il s'agira de développer une visée politique de l'action du groupe; dans le second, il sera question de créer une instance collective permanente pouvant affronter les problèmes, tout en permettant le développement de la dimension politique de l'action. par dimension politique de l'action, on entendra essentiellement l'intention des acteurs populaires

d'influencer les facteurs d'ordre politique qui déterminent leurs conditions d'existence.

Cependant, l'éducation populaire n'a pas approfondi une réflexion théorique sur la liaison entre l'expérience éducative et le développement d'actions collectives, à caractère politique. On peut se demander, à juste titre, pourquoi ce qui se fait dans le cadre de ces pratiques pourrait servir à stimuler l'organisation politique des secteurs populaires ou, au moins, de ceux qui y participent.?. Il n'existe pas une proposition théorique explicite qui justifie l'affirmation selon laquelle ces types de comportements collectifs sont susceptibles d'être promus au moyen d'une intervention éducative. Dans une perspective d'analyse des effets réels de ces expériences sur l'action collective, il serait souhaitable de suggérer des hypothèses expliquant de tels résultats, en termes de processus et de facteurs en jeu dans le procès pédagogique proprement dit. En réalité, ce serait un contre-sens que ces effets ne puissent pas être expliqués - partiellement - par des éléments ou facteurs sur lesquels les expériences éducatives ont une incidence directe .

Il convient de clarifier notre conception générale de la notion d'effets des pratiques éducatives. Un accent excessif et exclusif sur le dispositif pédagogique en tant que déterminant des effets, mène à une notion restreinte de ceux-ci. Par contre, l'ouverture à certaines dimensions du sujet et du contexte comme co-déterminants des effets, en interaction avec l'intervention éducative, mène à une notion élargie et enrichie de ceux-là. La notion restreinte prétend que l'effet de formation est entièrement déterminé par les objectifs pédagogiques de l'intervention. Comme ceux-ci sont définis généralement en termes de connaissances, capacités ou attitudes à acquérir par les individus, les effets pertinents se bornent à l'enregistrement des résultats atteints dans de telles dimensions au terme de l'expérience éducative. De plus, on attribue de tels résultats exclusivement à des facteurs du travail pédagogique. La notion élargie (proposée par Cockx, Gallez et de Villers, 1986, et, d'ailleurs, très proche des conceptions prônées par Howard Richards et Horacio Walker, 1983), par contre, affirme la non-identité de l'effet

de formation et de son résultat en termes des objectifs pédagogiques fixés, étendant sa portée à tout changement identifiable chez le sujet et dans le système dans le temps qui suit l'intervention éducative, changement qui peut être attribuable au moins en partie à cette intervention, c'est-à-dire qui soit un produit de la dialectique entre l'expérience éducative et l'expérience de vie du sujet et le monde où toutes les deux se déroulent. D'après Cockx, Gallez et de Villers (1986), l'intervention éducative s'inscrit dans une histoire personnelle et sociale, de telle façon que la dimension intentionnelle de l'éducation interagit de façon permanente avec cette dimension historique du sujet. Si la notion restreinte d'effets est circonscrite au moment terminal de l'intervention éducative, la notion large laisse ouverte la possibilité d'une cristallisation des effets à n'importe quel moment après la fin de cette intervention. En passant, cette notion large d'effets replace le sujet comme centre du processus éducatif et acteur de sa propre formation, parce que l'acte de formation ne peut plus se situer dans les limites de l'intervention éducative, mais dans la structure existentielle du sujet, structure fondamentalement temporelle et productrice de sa propre temporalité : *"En d'autres termes, l'effet de formation s'atteste lorsqu'un acquis de la formation devient opérant pour le sujet. Tout se passe comme si la formation avait déposé dans le sujet une lettre dont la valeur signifiante ne se révélait qu'au détour d'une situation de vie dont elle permettrait alors une lecture nouvelle. Inversément, des événements d'une histoire prennent sens d'être interprétés dans le cadre d'une formation "* (Cockx, Gallez, de Villers, 1986 : 64).

D'autre part, notre notion d'effets ne se limite pas aux effets au niveau de l'individu, bien que cette dimension soit cruciale. Sainsaulieu (1981) suggère l'expression "effet systématique" pour désigner l'impact des pratiques de formation sur la scène de relations quotidiennes de travail et sur la scène de relations de l'organisation (dont les individus en formation font partie) avec son environnement. Nous prenons donc en compte l'effet des pratiques éducatives sur tout ensemble structuré de rapports sociaux ou matériaux au sein duquel l'individu participe. Encore faut-il préciser que cette dimension systémique des effets éducatifs ne peut pas être comprise en dehors

des effets au niveau des individus : l'effet systématique est une résultante complexe, d'une part, de l'agrégation des effets au niveau individuel, et, d'autre part, de la réaction face à ceux-ci, des autres acteurs appartenant au même ensemble structuré de relations. Enfin, nous prenons en compte le fait que l'effet systématique peut être "pervers", dans ce sens qu'il peut échapper à la prévision et à l'intention des éduqués aussi bien que des éducateurs et des autres acteurs concernés.

Evidemment, il y a des facteurs appartenant au champ socio-politique qui influent sur le développement d'actions collectives de groupes éventuellement engagés dans un processus éducatif, mais cela sort de notre sujet. Ceci ne veut pas dire que nous sous-estimons leur importance, ou que nous croyons que l'intervention éducative puisse être raisonnée hors du champ socio-politique. Au contraire, l'expérience démontre que ces facteurs sont assez décisifs. Ainsi, par exemple, quand en 1983, le gouvernement militaire relâcha la censure sur l'espace politique, diminuant la répression et le contrôle des groupes d'opposition, on assista à des actions massives de protestation, et on vit se constituer non seulement des références politiques au niveau national, mais également des organisations populaires d'action politique. Cependant, la mobilisation progressive de la plupart des secteurs du pays motiva l'imposition de l'état de siège et la désarticulation de ces groupements politiques et sociaux.

Marcel LESNE (1984) a élaboré une grille de lecture des pratiques développées dans une action de formation et qui distingue trois champs, articulés entre eux selon un ordre de détermination. Tout d'abord, il y aurait le champ de la vie quotidienne, professionnelle et sociale. L'important ici, c'est que le travail pédagogique concret prend signification par rapport à ce champ, puisque celui-ci a pour raison d'être de produire ou de développer des compétences, qualifications ou capacités relatives à l'exercice de pratiques dans ce champ. L'élaboration, donc, du projet éducatif n'a de sens que par rapport à la vie quotidienne. En deuxième lieu, il y aurait le champ des formes institutionnelles de la formation, désignant à la fois les organisations et les institutions de la

formation. Il s'agit d'un champ où la dynamique éducative peut intervenir à la faveur de l'existence de contradictions sociales, de la naissance d'idées nouvelles ou de besoins nouveaux, de changements dans les idées ou les mœurs. Mais, bien qu'ayant un fonctionnement spécifique, ce champ prend l'essentiel de sa signification par rapport au champ de la vie quotidienne et sociale. Finalement, il y aurait le champ de la pédagogie. Il s'agit du champ des pratiques directement relatives au moment proprement dit de l'enseignement ou de l'animation, avec ses contraintes spécifiques, ses rapports fondamentaux (formateur/formé) et ses instruments spécifiques. L'essentiel de sa signification, il le prend par rapport au cadre déterminé dans le champ des formes institutionnelles de la formation. Ceci dit, on comprend aisément pourquoi nous disons que l'intervention éducative ne peut pas être raisonnée hors du champ socio-politique. L'ensemble du processus éducatif traverse les trois champs de pratiques distingués ci-dessus, alors que le procès pédagogique se déroule dans le champ de la pédagogie; mais, si le procès pédagogique a pour but de produire des capacités ou compétences qui prennent leur sens par rapport au champ de la vie quotidienne, professionnelle et sociale, alors nos questions sont pertinentes.

On a pu apprécier la façon dont des décisions à portée national - extérieures à une situation éducative - se raccrochent au déploiement de comportements organisés de personnes et de groupes, dont certaines participaient à ce moment-là à des expériences d'éducation populaire. Cependant, par rapport à l'élaboration théorique du lien entre éducation et action, il serait tout à fait pertinent de poser des hypothèses en ce qui concerne les mécanismes, processus ou facteurs associables à l'action organisée, sur lesquels un travail éducatif agirait directement.

En réalité, il existe déjà des présupposés théoriques qui relient le travail pédagogique à l'action politique organisée des secteurs dominés. Au début de ce chapitre, nous mentionnions l'inspiration freirienne de l'éducation populaire, laquelle postule qu'un processus éducatif libérateur agirait en modifiant les consciences des gens. L'évolution des consciences - passant d'un état

de naïveté à un niveau de critique - serait la condition principale d'un changement de comportement, c'est-à-dire, du passage de l'isolement et de la passivité à un comportement collectif transformateur. Le concept de conscience critique de Freire est complexe et ne coïncide pas entièrement avec une simple pensée critique. En effet, à celle-ci il faut ajouter une action transformatrice, l'interrelation entre les deux étant le noyau du concept. Cependant, nous avons l'impression que l'usage courant de ce concept chez les éducateurs, réduit celui-ci à sa dimension de pensée critique. Conformément à cette vision réductrice de la théorie de Freire, la transition d'une pensée naïve à une pensée critique devrait être la condition - à charge du travail éducatif - de l'évolution des individus vers un comportement collectif organisé.

En définitive, nous ne nions pas que le caractère critique de la pensée soit une condition utile au développement de comportements collectifs organisés. Mais la question est de savoir ce que l'on entend par pensée critique. L'usage courant de cette notion dans les projets, l'associe à la mise en relation des problèmes de la vie quotidienne des individus avec leurs causes macrosociales et, en dernière instance, politiques. Avant la mise en route de l'expérience éducative, ces individus posséderaient normalement un autre type d'explications à leurs problèmes, d'ordre surnaturel ou psychologisant. L'analyse des causes des conditions de vie des secteurs populaires a subi - dans nos projets - une certaine simplification, de même que la notion de réflexion critique que l'on utilise. Tout a tendance à se réduire au rejet du régime de dictature et du modèle économique néo-libéral que celui-ci soutient.

En réalité, Freire est allé beaucoup plus loin avec sa conception de la conscience critique. Pour lui, il ne s'agissait pas seulement de savoir identifier les causes macro-sociales des conditions d'existence, mais encore d'arriver à capter l'historicité de la réalité sociale, d'une part, et la transformabilité de cette réalité, d'autre part. De cette façon, la conscience critique permet aux hommes de s'approprier leur situation comme réalité historique et de percevoir eux-mêmes comme acteurs de la transformation du monde. En

faisant une autre lecture de ce qui précède, on pourrait voir dans l'attitude critique la capacité de déréifier le monde social, en comprenant que ce monde qui est vécu comme une certitude ou une évidence banale n'est rien d'autre que -paraphrasant Berger et Luckman (1971) - une réalité socialement construite.

Ce niveau plus profond et subtil de la pensée critique semble absent des préoccupations des projets. Il met en évidence un élément qui a des implications importantes vis-à-vis du problème du comportement collectif organisé. Il s'agit de percevoir ou non la transformabilité du monde social, et encore, de se percevoir ou non soi-même comme acteur de cette transformation. Dans le cas d'une réponse négative à ces questions, une pensée critique, conçue seulement comme la connaissance des causes structurelles des conditions de vie, pourrait difficilement être un préalable suffisant à des actions organisées.

En résumé, nous venons de dire que l'éducation populaire n'a pas justifié théoriquement les présuppositions qui lui permettent de formuler l'objectif de promotion d'actions collectives à partir d'un travail éducatif. De plus, nous avons spécifié l'hypothèse plus ou moins implicite de l'éducation populaire à ce sujet, à savoir la stimulation de la conscience des causes structurelles des conditions de vie, comme facteur déterminant d'actions politiques organisées.

Le fait que cette stimulation critique s'exprime fondamentalement à travers un travail sur les contenus (on détecte les problèmes, on analyse leurs causes, on remet en question les explications naïves), nous permet d'entrevoir un autre présupposé implicite, qui n'a pas été justifié non plus par les éducateurs. Nous pourrions le formuler de la manière suivante : l'action collective organisée est un effet qui se produirait à partir d'un travail pédagogique centré sur des contenus. En d'autres mots, ce serait le travail sur les contenus qui toucherait certaines dimensions chez les individus, ou qui ferait se déchaîner certains processus chez eux, lesquels seraient des facteurs d'action collective.

En y regardant de plus près, il y a deux éléments en jeu dans cet implicite. D'une part, il y aurait "certaines dimensions chez les individus", appelons-les des dimensions subjectives (dont la conscience, les convictions, les valeurs nous donnent une image), auxquelles on attribue la qualité d'être des déterminants ou des régulateurs de l'action collective organisée. L'éducation populaire s'est efforcée, par exemple, de promouvoir la conviction selon laquelle le dépassement des conditions de vie actuelles n'est pas possible si les personnes qui en souffrent ne s'unissent pas pour agir politiquement et de façon organisée. D'autre part, ce serait un travail sur les contenus qui permettrait d'agir ou d'avoir une influence sur ces dimensions subjectives. De telles dimensions subjectives constituent jusqu'à présent un domaine théorique inexploré dans l'éducation populaire.

Nous ne voyons pas d'obstacles majeurs à supposer que l'action collective organisée puisse être régulée par des facteurs subjectifs. En fait, c'est une hypothèse vraisemblable. Le problème est de les identifier et, éventuellement, d'explicitier leurs liens avec des facteurs objectifs. Bref, il faut rechercher quelles sortes de convictions et de croyances sont en jeu dans la détermination des individus à agir de façon collective et organisée. Dans tous les cas, nous affirmons que la seule conviction de la nécessité d'agir de manière organisée est absolument insuffisante à ce propos : les gens pourraient en être convaincus et, néanmoins, ne pas développer un comportement collectif.

Nous avons dit tout à l'heure que, conformément à notre lecture des hypothèses implicites de l'éducation populaire, ce serait le travail pédagogique relatif aux contenus qui agirait sur les dimensions subjectives dont il est question. Cette supposition, bien que raisonnable, nous paraît partielle, parce qu'une quelconque situation éducative ne peut pas se réduire à un dialogue relatif aux contenus. A ce niveau-là sont également en jeu des processus communicatifs et relationnels qui se déroulent en dehors du message explicite et, parfois, de la conscience.

Nous pouvons donc concevoir la situation éducative comme une situation de communication, à laquelle participent deux types clairement définis d'acteurs : les éducateurs et les éduqués. Selon la théorie de la communication humaine du groupe de "Palo Alto", toute communication présente deux niveaux ou aspects : de contenu et de relation. Un message, sous son aspect de contenu, transmet une information; sous son aspect de relation, il désigne la manière dont le message doit être compris, et, en fin de compte, la relation entre les partenaires⁷. L'éducation populaire a attribué une grande importance au type de relation qui s'établit entre éducateurs et éduqués. Inspiré par Freire, elle propose une relation horizontale comme contrepartie de la relation verticale et autoritaire propre au système éducatif traditionnel. La valeur de l'expérience et des connaissances des éduqués y est reconnue. Il s'agit donc d'une pratique éducative qui, en définissant un type de relation entre éducateurs et éduqués, définit d'une certaine manière ces derniers.

Cet aspect relationnel de la communication à l'intérieur des expériences éducatives n'a pas été examiné en profondeur, quant à l'impact qu'il pourrait avoir sur la dimension subjective des individus. Il n'y a pas de raison d'écarter son incidence éventuelle sur des éléments subjectifs régulant les comportements collectifs. Nous pensons, par exemple, aux processus d'influence sociale qui peuvent s'instaurer entre les partenaires de la relation éducative et qui placent les éducateurs dans un statut de "minorité active" (Moscovici, 1979) par rapport aux éduqués. Nous voudrions ici insister sur le fait que ces projets constituent des situations complexes de communication qui influencent la subjectivité des individus : non seulement les contenus sont importants, mais également la relation

⁷ Nous sommes conscients que nous simplifions beaucoup la théorie de la communication humaine, dans la mesure où nous laissons supposer qu'il s'agit d'une circulation d'une information simplement constatative. La pragmatique de la communication nous apprend qu'il y a certains messages qui ne se bornent pas à dire quelque chose, sur quelque chose, à quelqu'un, mais qui sont performatifs, c'est-à-dire qui font quelque chose à quelqu'un. Par exemple, le message "je te bénis" ou "je te promets". L'importance de la pragmatique de la communication c'est qu'elle introduit dans l'analyse - le plaçant au centre - les effets de la communication sur les partenaires.

CHAPITRE N°2
POUR UN MODELE D'ARTICULATION PSYCHOSOCIALE:
L'INDIVIDUALISME METHODOLOGIQUE

1. Introduction

Le statut de l'explication en psychologie sociale comme en sociologie a fait l'objet de multiples débats et discussions qui réduisent souvent le problème à une opposition entre explications centrées sur l'individu et centrées sur le système ou le collectif. Toutefois, les paradigmes de recherche qui essaient d'articuler les niveaux ci-dessus sont de plus en plus nombreux, tant en sociologie comme en psychologie sociale.

Doise (1982) distingue en fait quatre types d'explications dans les travaux des psychologues sociaux. Un premier type se limite à l'étude des processus "intra-individuels". Les modèles utilisés décrivent la manière dont les individus organisent leur perception, leur évaluation et leur comportement à l'égard de l'environnement social. Dans ces modèles, l'interaction entre individu et environnement social n'est pas directement abordée, ce sont les mécanismes qui, au niveau de l'individu, lui permettent d'organiser ses expériences, qui sont l'objet des analyses proposées. Un deuxième type porte sur la dynamique de processus "inter-individuels" et "intra-situationnels" qui se déroulent entre individus considérés comme interchangeables, dans une situation donnée. Les différentes positions que les individus peuvent occuper en dehors de cette situation ne sont pas prises en considération. Le troisième type d'explication fait intervenir des différences de "positions" ou de "status sociaux" -préalables à l'interaction- pour rendre compte de modulations d'interactions situationnelles, les individus n'étant pas alors plus considérés comme interchangeables. Enfin, un quatrième type de recherches part d'une analyse des conceptions générales sur les rapports sociaux que les

individus étudiés important dans une situation et montre plus particulièrement comment de telles "croyances idéologiques universalistes" induisent des représentations et des conduites différenciatrices, voire discriminatoires.

La tendance numériquement dominante de la psychologie sociale (américaine et européenne) se limite à des analyses des deux premiers niveaux. D'autre part, les systèmes d'analyse pour les niveaux 3 et 4 ne sont ni très développés, ni explicités (sauf pour ce qui est de, par exemple, l'analyse de l'identité sociale par Tajfel). Beaucoup d'analyses au niveaux 3 et 4 ne sont pas tant abordés pour elles-mêmes, que dans la mesure où elles rendent intelligibles des modulations ou des modifications de processus étudiés au niveaux 1 et 2. Doise insiste en la nécessité de créer des paradigmes qui portent sur l'articulation des deux premiers niveaux avec les deux derniers, articulations qui sont déjà en cours d'élaboration dans certains domaines de recherche de la psychologie sociale européenne, comme les relations intergroupes, les représentations sociales, l'influence minoritaire et d'autres. Nonobstant, les articulations produites sont très variées et manquent de systématité. L'auteur dénonce une conception complémentariste de l'articulation psychosociale, qui veut qu'on mène dans un premier temps chaque explication jusqu'à ses limites extrêmes de rentabilité: le résidu doit alors être expliqué par le discours d'un autre niveau.

L'investigation en psychologie sociale cherche ses variables dépendantes au niveau des comportements, évaluations et représentations de l'individu. Mais ceci n'implique nullement, selon Doise, que ces variables soient à mettre en rapport exclusivement avec les systèmes d'organisations individuels. Elles pourraient porter aussi sur l'insertion de l'individu dans des dynamiques interindividuelles, sur sa participation à des dynamiques liées aux positions spécifiques qu'il occupe dans un champ social plus large, et sur son adhésion à des croyances de nature idéologique. Or, les psychologues sociaux situent les manifestations des dynamiques qu'ils étudient au niveau 1 et 2. L'étude des phénomènes de niveau 3 et 4 est d'une relative rareté: nous nous demandons pourquoi?. Est-ce que

ce genre de phénomènes n'est pas censé intéresser les psychologues sociaux? Doise ajoute que des principes théoriques de niveau 3 et 4 sont plus souvent utilisés pour expliquer les variables de niveau inférieur que des théories de niveau inférieur ne le sont pour expliquer des variables de niveau supérieur. Quel type de principes explicatifs utilisent alors les rares psychologues sociaux intéressés dans des phénomènes des niveaux 3 et 4?

Notre objet d'étude est un phénomène comportementale que nous situerons d'avantage aux niveaux supérieures de la classification proposée par Doise. Et voici que nous avons trouvé une perspective méthodologique féconde articulant les niveaux individuel et systémique. Il s'agit de "l'individualisme méthodologique", une tradition de pensée en sciences humaines issue de la philosophie écossaise du XVIII^e siècle et de la philosophie des lumières. Chez des auteurs comme Weber, Simmel, Alfred Schütz, on trouve l'affirmation que pour comprendre les phénomènes sociaux il faut partir des individus. Car ce sont les actions individuelles qui, par agrégation, constituent les phénomènes collectifs. Mais il est capital de distinguer individualisme et atomisme, deux notions tout à fait différentes. L'individualisme méthodologique n'est pas atomistique: il n'interdit pas et il exige même que les individus soient considérés comme insérés dans un contexte social, ayant un passé, des ressources, des croyances appartenant à une société. Et c'est dans ce cadre social qu'ils agissent.

2. L'individualisme méthodologique

Raymond Boudon résume ce paradigme de la façon suivante¹.

"Soit un phénomène social ou économique quelconque, M, qu'on cherche à expliquer. M doit être interprété comme une fonction $M(mi)$ d'un ensemble d'actions individuelles mi . Quant aux actions individuelles mi , elles sont elles-mêmes,

¹ Les pages qui suivent ont été largement empruntées de Boudon (1984a, 1984b, 1985, 1986).

classe est parfaitement recevable si on lui donne un sens individualiste, c'est-à-dire si on l'interprète comme décrivant se sentiment de degré variable qu'a un individu de son appartenance à une classe. La notion de conscience collective est, par contre, beaucoup plus incertaine. Il suffit de gratter à la surface de ces concepts collectifs dont parle Weber, pour déceler facilement que leur fondement réside dans les illusions socio-centriques de l'observateur.

La subjectivité reconstruite à partir des données de S, est un moment indispensable à l'explication de la structure de M. Explication de M et compréhension des actes des sujets observés sont des aspects indissolublement liés de l'analyse. Rien n'interdit d'ailleurs que la reconstruction soit empiriquement vérifiée. La vérification de l'analyse peut se situer et a avantage à se situer à deux niveaux: a) on cherchera, si cela est possible, à vérifier que les mécanismes psychologiques postulés par l'observateur informé des données principales de S correspondent à la réalité, b) on vérifiera que les conséquences au niveau agrégé des hypothèses microsociologiques sont bien conformes aux données agrégées telles qu'elles sont empiriquement observées.

Les sciences sociales ne s'intéressent jamais, par définition, à expliquer les comportements individuels dans leur complexité. L'individu n'est pas, en tant que tel, leur objet. Les énoncés traitent sans doute des états subjectifs des individus, mais ils ne peuvent être tenus pour des énoncés sur leur "psychologie". C'est plutôt un énoncé microsociologique au sens où a) il traite de ce qui se passe dans la tête de chaque individu, et où b) il fournit l'explication du phénomène agrégé dont on cherche les raisons d'être. En ne distinguant pas les énoncés "psychologiques" des énoncés "microsociologiques", on s'expose à des confusions inextricables. Les premiers font état d'une relation entre le comportement observé et la personnalité de l'individu, relation à laquelle les secondes le plus souvent ne s'intéressent pas. A partir du moment où l'on veut expliquer des phénomènes très agrégés, très macroscopiques, et où l'on estime que cette explication doit transiter par une représentation des actions individuelles, on est nécessairement amené, dit Boudon, à

regrouper les acteurs en catégories et à donner à ces acteurs des motivations très élémentaires. Ces motivations seront nécessairement très artificielles puisqu'elles sont imputées, non pas à des individus concrets, mais à des acteurs abstraits.

Les énoncés microsociologiques m'étant commandés par la nature de la question M, il en résulte aussi qu'il ne peut exister modèle de l'homo (sociologicus, oeconomicus, psychologicus) de validité générale. Expliquer le comportement d'un acteur c'est mettre en évidence les bonnes raisons qui l'ont poussé à adopter ce comportement tout en reconnaissant que ces raisons peuvent, selon le cas, être de type utilitariste ou téléologique, mais aussi bien appartenir à d'autres types. Ainsi, le modèle de l'homme calculateur et rationnel résume parfois de façon utile la "psychologie" dont se servent les économistes. Mais cela ne signifie pas qu'il soit général. De même, le modèle "cognitif" que certains mettent en concurrence avec le modèle "utilitariste" des économistes a parfois son intérêt: certains comportements sont inintelligibles si on ne voit pas que le sujet est porteur de certaines représentations.

Dans certaines situations, celles en particulier qui sont caractérisées par une grande incertitude, l'acteur a recours à des représentations plus ou moins solidement fondées. On peut sans doute qualifier son comportement de rationnel, à condition de préciser que la rationalité est limitée par le caractère incertain de la situation:

"Confronté à un problème de choix, l'acteur tente de fonder son choix sur des raisons qui, bien que n'ayant pas et ne pouvant pas avoir la rigueur des lois de la pesanteur, lui apparaissent comme plausibles. Selon la situation, l'action peut se reposer sur des raisons plus ou moins décisives ou contraignantes. Mais dans certaines situations, on ne peut imaginer qu'il puisse exister des raisons décisives. L'acteur qui agit alors en se fondant sur des raisons non-décisives ne mérite pas pour autant d'être qualifié d'irrationnel. Pourrait être dit "irrationnel" au contraire, celui qui ne verrait pas qu'il est dans une situation telle qu'il ne peut espérer trouver des raisons décisives ne choisir telle option plutôt que telle autre. Ce point n'est pas sans importance pratique. Ainsi lorsqu'une corrélation entre des attributs sociaux et des comportements apparaît faible, cela est souvent dû à ce que ces comportements sont des réponses à des situations où le choix ne peut être fondé sur des raisons décisives. La faiblesse de la corrélation

n'est pas bruit, mais signal. Non pas entropie, mais information quant à la structure de la situation" (Boudon, 1984a:59).

La méthodologie individualiste critique donc les présupposés utilitaristes de l'économie politique classique aussi bien que ceux du courant culturaliste dominant dans une certaine tradition sociologique. Au rationalisme utilitariste, on objecte l'indétermination initiale des intérêts de l'acteur: un même acteur peut avoir des intérêts contradictoires et sa perception de ses intérêts varie avec ses croyances et ses valeurs. Au culturalisme, on oppose la nécessité d'établir une médiation entre les valeurs dominantes dans une société et l'activité des individus qui est supposée traduire leur importance: les valeurs apparaissent comme le résultat d'un processus d'évaluation qui résulte d'un calcul de type quasi stratégique:

"...l'évaluation est une comparaison entre des éventualités diversement valorisées et inégalement probables, qui peut être traitée comme un processus social à trois titres au moins. Elle procède d'un apprentissage; elle s'appuie sur des références fournies par des systèmes normatifs qui préexistent au processus évaluatif considéré; elle est liée au statut du décideur, à sa position dans l'organisation. En caractérisant l'évaluation comme un processus qui consiste pour un individu pourvu de certains attributs à établir des préférences entre des états différents d'un système social, on est amené à en donner une vue à la fois pluraliste, combinatoire, et à la limite stratégique" (Boudon et Bourricaud, 1982:604).

La validité d'un modèle microsociologique peut donc seulement se juger à l'aune de l'intelligibilité qu'il apporte au phénomène M.

Boudon prend soin de distinguer deux types de situations idéales bien différentes que l'analyste a à étudier. Dans la première, chaque individu est placé par les institutions dans une situation telle qu'il peut se déterminer indépendamment de toute entente avec autrui (par exemple, choisir une école). Dans la deuxième, les individus se trouvent dans un système fonctionnel où leur action et leur décision ne peuvent avoir lieu sans échange social: ils doivent tenir compte des attentes des autres (fixer un rendez-vous). Le premier type de situation a la particularité, en raison même de sa structure, de créer à partir des comportements individuels des phénomènes sociaux

consequences"; l'opération inverse peut être dite de désagrégation). Une tentation tautologique est toujours présente -celle de la transposition- qui consiste à calquer au niveau microsociologique les données macrosociologiques: tel phénomène M se produise parce que les individus font en sorte qu'il se produise. Cela est parfois vrai, dit Boudon, mais on n'a alors guère besoin des sciences sociales. Dans le cas où les acteurs ne donnent pas de signe évident de leur volonté de produire M, on suppose parfois qu'ils le souhaitent inconsciemment. Mais pourquoi leur inconscient désirerait-il un résultat que leur conscience n'aperçoit pas?, se demande notre auteur. Certains concepts des sciences sociales (poids des traditions, intériorisation de valeurs, habitus) peuvent fournir une réponse commode à cette question, mais cette réponse est généralement tautologique.

L'acteur et le système:

Les concepts développés par Crozier et Friedberg (1977) peuvent être entendus comme une perspective d'analyse des problèmes posés, non pas par l'organisation comme objet social spécifique, mais plutôt par l'action organisée des hommes, ce qui inclut l'organisation marchande mais aussi d'autres types de systèmes sociaux, tels qu'un système politique. Il s'agit de concepts pour réfléchir, tout d'abord, sur les relations de l'acteur et le système. Si nous les faisons ici une place particulière, c'est parce qu'ils relèvent, en dernière analyse, d'une méthode individualiste, en complétant et en précisant de la sorte certains de ses éléments fondamentaux, tels que les notions de système, acteur, stratégie, rationalité.

"C'est en effet autour de l'existence de ces deux pôles opposés que se structure le raisonnement que nous apportons. L'acteur n'existe pas en dehors du système qui définit la liberté qui est la sienne et la rationalité qu'il peut utiliser dans son action. Mais le système n'existe que par l'acteur qui seul peut le porter et lui donner vie, et qui seul peut le changer " (Crozier et Friedberg, 1977 : 9).

Il est intéressant de noter que la réflexion de ces auteurs surgit et est motivée, de même que chez Boudon, par la constatation du caractère général, sinon universel des effets pervers ou effets contre-intuitifs des actions humaines. Le dilemme n'est situé ni au niveau des intentions ni à celui des motivations ni des objectifs, mais au niveau des médiations parmi les buts que nous poursuivons et les moyens humains que nous sommes forcés d'employer pour y parvenir. Cette médiation ce sont les construits d'action collective et la structuration des champs qu'ils instituent. L'effet contraintuitif peut être analysé, de même que toute médiation ou construction d'action collective comme "effet de système", c'est-à-dire d'un ensemble constitué comme champ structuré - non neutre - dont les différents éléments ont des conduites coordonnées et interdépendantes.

Ainsi, l'analyse de Crozier est axée sur les rapports d'interdépendance, coordination et coopération des différents éléments du système, qui produisent des effets de système, qu'ils soient pervers ou non pervers. Deux types de raisonnement complémentaires, contradictoires et convergents sont posés comme des outils d'analyse des organisations particulières : le raisonnement stratégique et le raisonnement systémique.

D'après le raisonnement stratégique, les participants d'une organisation peuvent être considérés comme des acteurs ayant chacun d'eux sa propre stratégie. La rationalité de ces stratégies ne peut pas être comprise seulement par rapport aux préférences et aux motivations de ces acteurs, ni par rapport aux résultats de leurs actions. Leurs comportements n'ont de sens que s'ils sont liés aux possibilités de succès ou de pertes qu'ils avaient vraiment au jeu ou aux jeux que les uns jouent avec les autres. Si l'on connaît les stratégies de chacun des acteurs et si l'on connaît les pressions objectives auxquelles ils sont soumis en vertu des incertitudes que comporte la réalisation de leurs activités (par exemple, celles de la loi, de la technologie, du marché), on peut reconstruire le jeu à partir duquel ces stratégies peuvent devenir toutes également rationnelles, jeu qui conditionne leurs comportements.

Le raisonnement systémique est implicite dans la logique stratégique à condition de distinguer et d'associer à la fois le contenu de stratégie et le continent de jeu ou de système. Le raisonnement stratégique se rapporte, en plus, au type de causalité par lequel les faits sont expliqués; on distingue ainsi une causalité linéaire et une causalité systémique. La première explique un effet par une cause ou par la conjonction de plusieurs causes indépendantes. La causalité systémique consiste à considérer effets et causes comme interdépendants à l'intérieur d'un système dont les propriétés (modes de régulation, types de jeu qui prédominent) permettent de comprendre et de prévoir les résultats que l'on veut expliquer. Au lieu de chercher les coupables, au lieu de chercher à repérer le mal de structure ou le mal de fonctionnement, il s'agit de faire un diagnostic du système permettant de comprendre en quoi et pourquoi, dans ce système, les comportements ou les mécanismes incriminés sont en fait rationnels.

Le comportement des acteurs, bien qu'il ait rarement les objectifs clairs ou des projets cohérents, froidement calculés, est toujours actif et il a un sens, une rationalité par rapport aux opportunités qui se présentent devant lui et au contexte qui les définit, par rapport aussi au comportement des autres acteurs, au parti pris par ceux-ci, au jeu qui s'établit entre eux.

"C'est enfin un comportement qui a toujours deux aspects: un aspect offensif, la saisie d'opportunités en vue d'améliorer sa situation; et un aspect défensif : le maintien et l'élargissement de sa marge de liberté, donc de sa capacité à agir " (Id. : 47-48).

Les décisions et les comportements de l'acteur ne peuvent donc être considérés comme des simples phénomènes d'adaptation à une situation donnée; ils comportent aussi une dimension constructive dans la mesure où ils visent à produire la situation. Par contre, les actions individuelles ont pour Boudon une fonction d'adaptation à la situation. Certes, la connotation du mot "adaptation" est à rattacher

à la démarche de comprendre²; adaptation des comportements à la situation et intelligibilité de ceux-ci, vont de pair.

La logique systémique et la logique stratégique s'intègrent grâce au concept de jeu. Le jeu restitue aux individus leur statut d'acteurs, par opposition à des conceptions passives et adaptatives de leur conduite. Le jeu est l'instrument essentiel de l'action organisée, conciliant la liberté et la coertion :

"Au lieu de nous centrer sur une série de concepts bien délimités, structure, rôle, personne, qui ne nous permettent pas d'appréhender les phénomènes que nous jugeons essentiels et qui sont des phénomènes de relations, de négociations, de pouvoir et d'interdépendance, nous nous centrons sur les mécanismes d'intégration de ces phénomènes eux-mêmes. Le jeu pour nous est beaucoup plus qu'une image, c'est un mécanisme concret grâce auquel les hommes structurent leurs relations de pouvoir et les régularisent tout en leur laissant - en se laissant - leur liberté " (id : 97). "Le concept de jeu tel que nous l'avons employé est, au fond, un modèle d'intégration des comportements humains qui suppose une vision dualiste et non plus intégrée du champ des rapports sociaux. Sont entretenues ensemble et non réconciliées les deux orientations contradictoires, celle de la stratégie égoïste de l'acteur et celle de la cohérence finalisée du système. L'une s'applique au comportement des acteurs dans le jeu et l'autre aux résultats du jeu. Seul le jeu en tant que mécanisme social intégrateur parvient à les dépasser. " (id : 204).

Réagissant contre une conception de l'organisation - et de tout système, en fin de compte - qui exagère la menace d'oppression qu'elle ferait peser sur les hommes, Crozier et Friedberg insistent sur la marge de liberté des acteurs. Même la conduite d'un individu face à ses supérieures hiérarchiques au sein d'une institution ne correspond pas tout à fait à un modèle simple d'obéissance et de conformisme; elle est le résultat d'une négociation et en même temps un acte de négociation. Il ne s'agit pas, cependant, d'exagérer la liberté et la rationalité de l'acteur, puisque l'organisation peut être considérée comme un ensemble de mécanismes qui restreignent remarquablement les possibilités de négociation des acteurs.

² "Comprendre, au sens weberien, c'est établir des relations entre la situation de l'acteur et ses motivations et actions, telles que l'observateur puisse conclure -et convaincre son lecteur de conclure- que, dans la même situation, il aurait sans doute fait comme l'acteur." (Boudon, 1984b:66).

Les acteurs, alors, n'ont qu'une liberté restreinte et ne sont capables que d'une rationalité limitée; il s'agit de découvrir les conditions structurales et humaines du contexte qui limitent et définissent cette liberté et cette rationalité et, partant, le sens des comportements observables empiriquement. C'est le travail de recherche de la stratégie des acteurs.

Si la stratégie de l'acteur (individu, groupe) constitue le point de départ du travail pratique de recherche, c'est la dimension du pouvoir qui va lui donner tout son sens, parce que tant qu'il a été mécanisme fondamental de stabilisation du comportement humain, c'est le pouvoir la base de l'ensemble de relations qu'il constitue. Crozier souligne le caractère relationnel du pouvoir dans ce sens qu'agir sur un autre, c'est entrer en relation avec lui; le pouvoir est une relation et non un attribut des acteurs. En tant que relation, il s'agit d'échange, négociation. Et il est instrumental, c'est-à-dire le pouvoir n'est conçu que dans la perspective d'un objectif qui, dans une logique instrumentale, motive l'engagement de ressources de la part des acteurs. Mais il est aussi une relation déséquilibrée, dont l'un peut retirer davantage que l'autre mais où, également, l'un n'est jamais totalement démuné face à l'autre. Quant à la source et aux fondements du pouvoir :

"Ce sont tout naturellement les atouts, les ressources et les forces de chacune des parties en présence, bref, leur puissance respective qui détermineront le résultat d'une relation de pouvoir. Mais encore convient-il de préciser davantage ce qu'on entend par "puissance". En effet, qu'est-ce qui s'échange à travers une relation de pouvoir?. Ce ne sont pas tant les forces ou les puissances des différentes parties prenantes que leurs différentes possibilités d'action (...). Le pouvoir réside donc dans la marge de liberté dont dispose chacun des partenaires engagés dans une relation de pouvoir, c'est-à-dire donc sa possibilité plus ou moins grande de refuser ce que l'autre lui demande. Et la force, la richesse, le prestige, l'autorité, bref, les ressources que possèdent les uns et les autres n'interviennent que dans la mesure où ils leur fournissent une liberté d'action plus grande " (id.: 59-60).

3. Conclusions

Un des apports principaux de la méthodologie individualiste réside dans le rappel aux analystes des phénomènes sociaux macroscopiques de l'importance de l'individu dans les modèles explicatifs. Elle s'oppose ainsi aux modèles holistes qui postulent qu'il existe des entités supra-individuelles précédant les individus dans l'ordre explicatif. L'explication procède de lois d'autorégulation ou de développement de ces entités plus larges, tandis que les actions individuelles sont dérivées du modèle agrégé ou global. Il convient d'ajouter, nonobstant, qu'une explication au niveau des individus n'est pas une fin en soi. Mais souvent l'intelligence de l'explication se trouve améliorée lorsque nous passons du macro au micro, lorsque nous réduisons le laps de temps entre explanans et explanandum dans toute la mesure du possible afin d'éviter des explications controuvées. Expliquer c'est fournir un mécanisme, ouvrir la boîte noire et mettre à jour les désirs et les croyances qui engendrent les résultats agrégés.

L'individualisme méthodologique ainsi conçu est une forme de réductionnisme désirable. Jon Elster (1989) souligne cependant que la désirabilité de la réduction ne doit pas nous aveugler sur les dangers d'un réductionnisme prématuré:

"Ainsi Pascal reprocha-t-il à Descartes de succomber à cette tentation dans sa biologie mécaniste: "Il faut dire en gros: cela se fait par figure et mouvement, car cela est vrai. Mais de dire quels, et composer la machine, cela est ridicule. Car cela est inutile, et incertain, et pénible". De même le danger est réel que les essais d'explication de phénomènes sociaux complexes en termes de motivations et de croyances individuelles ne débouchent pas sur des explications stériles et arbitraires (...) En l'espèce, et pour l'heure, mieux vaut nous contenter d'une explication du type boîte noire, même s'il importe de garder à l'esprit que ce n'est que faute de mieux. Le collectivisme méthodologique

ne peut jamais être un desideratum, mais seulement une
nécessité temporaire" (Elster, p.21)

Il convient aussi de garder à l'esprit que le plus souvent on a
affaire à des phénomènes de boucle réursive (E. Morin, dans Raynaud,
1987). C'est-à-dire qu'on ne peut pas penser les faits sociaux macro
sans les interactions entre les individus, mais ces interactions
forment système: elles produisent des qualités émergentes au niveau du
système lui-même qui, en tant que tout, rétroagit sur les individus qui
la produisent. A la limite, il n'y a pas d'antériorité dans ces
termes: cela dépend de la manière dont chacun fait la ponctuation de
la séquence. Notre parti pris en faveur d'une méthodologie
individualiste résulte de l'intuition que notre objet, la
participation à l'action collective- se rapporte à une situation
ouverte où les individus sont confrontés à des choix authentiques:
c'est un genre de situation privilégiée pour cette méthodologie.

Il est enfin regrettable que Boudon conçoit qu'on est
nécessairement amené à donner aux acteurs des motivations très
élémentaires et artificielles et à appliquer une psychologie a priori:

"Car à partir du moment où l'on veut expliquer des
phénomènes très agrégés, très macroscopiques, et où l'on
estime que cette explication doit transiter par une
représentation des actions individuelles, on est
nécessairement amené à regrouper les acteurs en catégories
et à donner à ces acteurs des motivations très rudimentaires
(...) Mais ces motivations seront nécessairement très
artificielles puisqu'elles sont imputées, non pas à des
individus concrets, mais à des acteurs abstraits" (Boudon,
1985:106)

Nous ne voyons pas cette "nécessité". Par contre, nous ne voyons que
des bénéfices dans l'application d'une psychologie subtile. Rien
n'empêche de tirer profit des connaissances des niveaux 1, 2, 3 et 4
produites par la psychologie sociale et par la psychologie tout court.
Il nous semble, par exemple, que les processus de "dissonance
cognitive", devenus un classique de la psychologie sociale, sont au

coeur de phénomènes macro-sociaux, en particulière du 'faire de la
nécessité vertu' que Bourdieu (1979) considère constitutif de
l'habitus des classes populaires et de toute fraction de classe amenée
à développer le goût de ce qu'elle est contrainte à faire ou à
penser. On pourrait même espérer que le recours à une "psychologie
subtile" limite l'application d'une "psychologie trop rudimentaire".

CHAPITRE N°3

LE MECONTENTEMENT, BASE MOTIVATIONNELLE DE L'ACTION COLLECTIVE

1. Introduction

Pour la plupart des gens, les manifestations collectives de protestation sont liées à des sentiments de mécontentement. Toutefois, pour les spécialistes, cette liaison a été l'objet d'un débat qui se poursuit encore de nos jours. En guise d'illustration, nous présentons ici deux citations contradictoires, extraites de la première page des deux ouvrages les plus récents sur ce thème, à notre connaissance :

"...While there have been frequent debates over the forms of discontent that are most important for particular kinds of protest in particular settings, consensus on the general applicability of the grievance theory of protest remains" (Finkel, Miller et Opp, 1989, p. 885).

"...The common assumption that people who are discontented participate in protest, and those who do not protest are contented, finds little support any more in the scholarly literature. It took several decades, however, before the conclusion that discontent was neither a necessary nor a sufficient condition to make people rebel took hold in the literature of protest behaviour" (Klandermans, 1989, p. 113).

En réalité, la contradiction entre les deux citations n'est qu'apparente. La première pose la question au niveau des "formes de mécontentement les plus importantes pour des types particuliers de protestation dans des situations particulières"; la seconde envisage le mécontentement comme "condition nécessaire ou suffisante pour la protestation". En fin de compte, les deux citations attribuent au mécontentement un rôle qu'il est important d'analyser: c'est le message que nous souhaitons communiquer en conclusion de ce chapitre. L'objectif des pages suivantes sera par conséquent de présenter de

façon critique l'accumulation théorique et empirique sur le sujet, de sorte que cette ébauche de conclusion s'impose d'elle-même.

2. Hypothèse du mécontentement : théorisation pour et contre

C'est au cours des années 60 qu'ont commencé à s'imposer les théories qui, pour expliquer les mobilisations de protestation, attribuaient un rôle central au mécontentement. La prémisse fondamentale de ces théories est que la perception d'un écart entre les attentes de position sociale et les conditions de vie réelles, produit chez les sujets un état d'insatisfaction qui les inciterait à protester.

La théorie de la "courbe J des attentes", de Davis (1962, 1974) a été l'une des premières à être consacrée. Selon cet auteur, le sentiment d'insatisfaction s'associe à l'éventualité de perdre des avantages acquis. S'inspirant d'idées développées par Tocqueville et Marx, Davies établit que les changements sociaux sont davantage susceptibles de se produire lorsqu'une longue période de développement socio-économique est suivie d'une période de récession courte et brutale. Dans une société, le principal effet qui peut être produit sur les mentalités provient de la formation, durant la période de croissance, d'une espérance de satisfaction constante des besoins -de plus en plus nombreux- et, pendant la période de récession, d'un état d'anxiété et de frustration dès que la réalité effective rompt avec la réalité anticipée. De plus, Davies propose que la pire des conditions de vie -c'est-à-dire, la privation absolue- est moins significative qu'une perspective selon laquelle le progrès passé -qui est maintenant stoppé- peut et doit continuer à l'avenir. De plus, lors des pénuries, les gens utilisent généralement toutes leurs énergies pour survivre le mieux possible; la famille devient la première unité de solidarité et la communauté locale existe dans la mesure où les familles doivent agir ensemble pour assurer leur subsistance. Cette observation a été à l'origine du concept de déprivation -ou frustration- relative, par opposition à la déprivation absolue.

Il est intéressant de noter que, depuis Tocqueville et Marx jusqu'à nos jours, tous les observateurs admettent l'idée selon laquelle les inégalités et les privations sont souvent supportées par les catégories sociales qui les endurent comme si elles étaient naturelles. D'après Tocqueville, les révolutions apparaissent rarement dans des périodes de pénurie profonde, dans la mesure où les maux qui semblent inévitables sont généralement supportés avec patience (cité par Davies, 1969). Il faut des événements extraordinaires, comme par exemple des périodes de croissance économique ou la propagation de certaines idéologies, pour réinterpréter de manière critique la propre privation. Ainsi, selon Davies, les individus les plus enclins à se mobiliser ne seraient pas ceux qui ont toujours vécu dans de mauvaises conditions, mais ceux qui ont connu un niveau de vie satisfaisant qu'ils risquent de perdre. Davies montre que de grands mouvements sociaux (la révolution française, la rébellion de Dorr aux U.S.A. au 19e s., la révolution russe de 1917 et la révolution égyptienne de 1952) ont surgi lors de périodes de récession économique qui avaient succédé à des époques d'abondance.

Une autre théorie pionnière a été développée par Gurr (1970)¹. A la différence de Davies, cet auteur tente d'articuler un modèle explicatif des mouvements sociaux qui prend en compte le mécontentement des individus, mais en interaction avec des facteurs tels que la justification idéologique du caractère radical des actions de protestation, la perception du rapport de forces et de soutiens institutionnels des groupes en conflit. Par ailleurs, Gurr ne réduit pas le concept de privation relative aux aspects purement économiques ou matériels : il évoque également un mécontentement d'ordre politique. Les deux auteurs tirent de l'histoire des exemples qui viennent appuyer leurs théories. La révolution française, la révolution bolchevique, la guerre civile américaine et d'autres révoltes importantes sont interprétées en termes motivationnels d'insatisfaction.

¹In Why Men Rebel ?, Princeton Paperback, USA. Nous nous basons sur une synthèse réalisée par Paez (1983).

Certaines études récentes ont montré, contrairement à ce que postulait la théorie de Davies, que la participation à des protestations est plus fréquente, non pas dans une conjoncture de croissance suivie d'une récession brutale, mais dans le cas inverse, c'est-à-dire décroissance suivie de croissance (Klandermans, 1989; Barnes et al., 1979). Pour Klandermans, c'est une question d'optimisme ou de pessimisme envers l'avenir. Ses propres études mettraient en évidence que la volonté de protester s'associe à l'optimisme et non au pessimisme de sujets vis-à-vis des chances que ceux-ci ont de satisfaire leurs attentes dans l'avenir (Klandermans, 1984, 1987). Bien que cette conclusion soit fondée, il reste toutefois difficile de comprendre pourquoi les gens devraient protester dans des périodes de croissance qui suivent des périodes de décroissance. Si les choses vont bien après qu'elles allaient mal, il ne devrait pas y avoir raison de protester, à moins que les perspectives de succès ne soient mises en cause, comme l'avancait Davies.

Une des principales critiques de la valeur explicative des théories du mécontentement a été formulée par Snyder et Tilly (1972, 1974). Se basant sur des données historiques de la période 1830-1960 en France, ces auteurs critiquent la théorie de Davies car ils ne trouvent pas de relation significative entre les indicateurs économiques et les indicateurs de protestation sociale, en admettant l'hypothèse de la courbe J. Ils proposent, comme explication alternative, que les protestations collectives violentes sont l'expression de luttes politiques pour le contrôle du pouvoir entre des groupes d'intérêts opposés. En définitive, la critique de Snyder et Tilly met en évidence la faiblesse prédictive d'une théorie basée uniquement sur le mécontentement. Que Davies et d'autres auteurs aient pu rendre compte de certaines manifestations de protestation célèbres en termes de déprivation relative ne signifie pas que toute protestation sociale s'explique de cette manière.

Le courant de la "mobilisation des ressources", qui prévaut de nos jours dans le domaine des mouvements sociaux, est celui qui a le plus remis en cause l'importance du mécontentement dans la genèse

d'actions collectives de revendication. Ce courant met en évidence le fait que l'insatisfaction sociale peut être considérée comme une constante, étant donné que, même si elles atteignent un certain niveau de bien-être, les sociétés sont toujours traversées par des conflits d'intérêts qui rendent certains plus insatisfaits que d'autres, ceci d'après leurs gains ou leurs pertes. Par contre, les mobilisations contestataires ont été épisodiques, voire rares (Oberschall, 1978; Jenkins, 1983). Si le mécontentement facilite effectivement l'apparition de protestations, son importance serait secondaire pour deux raisons principales. D'une part, le mécontentement s'explique à son tour par des facteurs structurels, comme des changements dans les rapports de pouvoir. Et, d'autre part, étant donné l'ubiquité de la protestation, c'est l'organisation et la mobilisation du mécontentement qui suscite celle-ci, et non le mécontentement en lui-même. Qu'un individu soit psychologiquement ou idéologiquement prédisposé à participer à des protestations importe peu, s'il lui manque le véhicule "structurel" qui pourrait l'inciter à agir. Quatre facteurs ou véhicules sont ainsi considérés comme importants : le contact préalable avec les membres d'un mouvement, l'affiliation à des organisations, les antécédents dans l'activisme et la disponibilité (McAdam, McCarthy et Zald, 1988).

La relation entre le mécontentement et la protestation a été étudiée aux niveaux macrosocial et microsocial. Les premières études furent d'ordre macrosocial. Elles se caractérisent par l'utilisation d'indicateurs macroéconomiques de prospérité ou de pénurie, comme les indices de prix alimentaires et de produits manufacturés et le niveau de la production industrielle. Par exemple, on présume que des augmentations brutales des prix associées à des réductions de la production industrielle sont des indices de pénurie. L'argument traditionnel est que la population connaît une déprivation relative lorsqu'elle compare l'expérience actuelle avec le passé immédiat. Les indicateurs de protestation collective se basent généralement sur le nombre de manifestations, de participants aux manifestations, d'arrestations et de morts pendant ces protestations. Tous ces indicateurs s'observent à des moments précis et à l'échelle nationale.

Quant aux études microsociales, elles n'utilisent aucun des indicateurs antérieurs. En général, elles analysent les caractéristiques de divers participants et non-participants à des mouvements singuliers de protestation collective : il importe ici de savoir si les participants connaissent une déprivation relative supérieure à ceux qui ne participent pas. Rares sont les études qui interrogent la population avant l'apparition d'un mouvement de protestation (par ex. Klandermans, 1987). Souvent, la population est interrogée par la suite. L'hypothèse du mécontentement comme condition préalable à la protestation présente des résultats non-concluants dans ce genre d'analyses.

En effet, on constate que les études empiriques "microsociales" du rôle de la déprivation relative dans des protestations sociales sont contradictoires et ne permettent pas de conclure (Kinder et Sears, op. cit.; Dubé et Guimond, 1986). En revoyant l'évidence négative, on a découvert des manquements dans l'opérationnalisation du concept de déprivation. Ainsi, ce que de nombreuses études mesuraient n'est pas la déprivation relative, c'est-à-dire, l'écart entre les attentes et la réalité, mais la déprivation absolue (à partir d'indicateurs socio-économiques). Cependant, même quand les variables théoriques centrales sont bien mesurées, le soutien de la déprivation relative comme explication des protestations sociales reste faible (Dubé et Guimond, op. cit.).

Par contre, les études macrosociales tendent à soutenir l'hypothèse du mécontentement. Outre les études classiques de Davies et de Gurr, une nouvelle étude favorable est apparue récemment. Se fondant sur la plus importante compilation de données internationales actuellement disponibles, Muller et Seligson (1987) sont parvenus à défendre l'argument qui attribue aux disparités des revenus un impact causal sur l'insoumission politique. Ils présument clairement que les disparités existant dans la distribution des revenus sont sources de mécontentement. Cette étude couvre de nombreux pays d'Amérique latine, d'Asie, d'Europe et d'Amérique du Nord, pendant la période 1968-1977. Les auteurs ont testé un modèle qui intégrait des variables indépendantes telles que la distribution de la terre, le

niveau de développement économique, l'intensité du séparatisme social, le degré de repression exercé par le régime ainsi que la distribution du revenu national. La relation étroite rencontrée entre l'inégalité du revenu et la violence politique (basée sur le nombre de morts dans des émeutes politiques) est indépendante des effets de l'interaction avec d'autres variables du modèle.

Une des raisons pour laquelle les études au niveau macro tendraient à soutenir l'hypothèse du mécontentement, c'est peut-être qu'elles travaillent avec un mécontentement général, déduit à partir d'indicateurs macroéconomiques. Ces études soutiennent ce rapport de manière convaincante mais elles ne contrôlent pas le risque d'homogénéisation des différences individuelles à l'intérieur de la population. Dans les études au niveau micro dont les indicateurs de mécontentement sont directs et désagrégés, ces différences individuelles apparaissent, et font justement remarquer que ceux qui participent à des protestations ne connaissent pas tous de déprivation relative et, inversement, ceux qui n'y participent pas ne sont pas tous satisfaits.

Etant donné le caractère non-conclusif des résultats empiriques dans les études microsociales, il a été suggéré de ne plus utiliser le concept de déprivation relative comme variable explicative d'action collective de protestation. Certains auteurs ont tenté, par contre, d'approfondir la réflexion. Les tentatives visant à résoudre le dilemme en faveur de l'hypothèse du mécontentement recourent à une redéfinition du concept. Une des tentatives considère le "mérite" et la "culpabilisation" comme des éléments constitutifs de la déprivation relative; une autre opère la distinction entre déprivation relative égoïste et déprivation fraternaliste. Les lignes suivantes sont consacrées à ces deux cas.

2.1 Mérite et culpabilisation

Selon Crosby (1976, cité par Olson et Hazlewood, 1986), les conditions nécessaires et suffisantes pour ressentir une déprivation relative sont au nombre de cinq :

- a) voir que les autres possèdent le bien x,
- b) vouloir le bien x,
- c) croire qu'on mérite d'obtenir le bien x,
- d) penser qu'il est possible d'obtenir le bien x et
- e) ne pas se sentir personnellement responsable de ne pas disposer du bien x.

Plus tard Crosby avança que seules deux de ces conditions étaient vraiment nécessaires et suffisantes : vouloir et mériter le bien x. Kinder et Sears (op cit.) estiment, quant à eux, que la déprivation relative apparaît lorsque les gens désirent quelque chose qu'elles n'ont pas, sentent qu'elles méritent cette chose et ne s'estiment pas responsables de ne pas déjà en disposer. Ces auteurs estiment que l'information empirique du rôle de la DR dans les protestations sociales est due au fait que les études ne retiennent, pour la définir, que les divergences entre les conditions de vie réelles et l'espérance d'une vie meilleure. Lorsqu'on considère le "mérite" et la "déculpabilisation de soi", l'evidence empirique est plutôt positive.

La littérature récente concernant les mouvements sociaux met de plus en plus l'accent sur les attributions causales, en particulier la distinction entre la culpabilisation personnelle et structurelle (Ferrer et Miller, 1985; Klandermans, 1989). L'idée est que ceux qui connaissent des carences -aussi intenses et objectives soient-elles- n'en feraient pas les fondements de protestations s'ils considéraient ces carences comme des conséquences de leurs qualités personnelles. Il faut une attribution externe, au système social. Davies avait déjà décelé l'importance de l'attribution du mécontentement au système politique, mais il n'a pas intégré cet élément à son modèle théorique de la courbe J. Cependant, nous n'avons pas rencontré d'évidences empiriques de cette hypothèse, utilisant l'action collective comme variable dépendante. Une enquête réalisée par Muller (1979) (citée

par Kinder et Sears (1985)), auprès de citoyens ouest-allemands indique que ceux qui estimaient avoir moins que ce qu'ils méritaient et en rejetaient la faute sur le gouvernement, étaient substantiellement plus *enthousiastes* envers des actions collectives de protestation ¹

L'intuition selon laquelle le mécontentement ne mène pas à la protestation à moins d'être influencé par des variables cognitives, telle que l'attribution causale, nous semble fort pertinente. La croyance au succès de l'action collective semble être une autre de ces variables cognitives. Klandermans (1989) croit qu'indépendamment de l'intensité du mécontentement, les individus ne seront pas motivés pour protester s'ils ne croient pas pouvoir atteindre les objectifs de la protestation collective. Cependant, l'auteur estime que le poids de chaque facteur peut varier en fonction des coûts associés à la participation à une protestation. Lorsque la participation n'entraîne pas de coûts élevés pour les sujets, il se peut que les attentes de succès ne jouent pas un rôle très déterminant, mais elles admettent en contrepartie un lien plus direct avec le mécontentement. Par contre, si la participation entraîne des coûts élevés, les attentes de succès joueraient un rôle plus prépondérant. De cette façon, Klandermans explique rétrospectivement deux études qu'il a effectuées précédemment. Dans l'une d'elles, (Klandermans, 1984), il découvrit que chez des travailleurs hollandais syndiqués, la volonté de participer à une grève (impliquant des coûts élevés) en vue d'obtenir une semaine horaire de travail, pouvait s'expliquer par un modèle dans lequel la réaction d'autres personnes significatives pour le sujet et les attentes de succès étaient importantes. Mais une autre étude menée sur la campagne de mobilisation pour la paix (Klandermans, 1987) montra que la volonté de participer à une manifestation pour la paix à La Haye (entraînant des coûts limités) était mieux prévue par les attitudes envers les objectifs de la

¹ Toutefois, Muller conclut qu'il existait une variable médiatrice des effets de la déprivation relative : la désaffection ou apathie politique. L'individu qui connaît une déprivation relative développe un sentiment de déception envers les institutions et autorités politiques; c'est cette déception qui constitue le facteur déterminant davantage proche de l'action.

manifestation et le mécontentement correspondant, que par les perspectives de succès.

2.2 Déprivation groupale

La plupart des études qui ont tenté de mettre la déprivation relative en rapport avec les mouvements de protestation n'envisageaient que l'une forme de la déprivation: celle égoïste ou personnelle et non la déprivation groupale ou fraternaliste. Cette distinction fut opérée par Runciman en 1966. En somme, la déprivation égoïste se réfère à l'insatisfaction de l'individu qui se compare aux autres, en tant que personne isolée. La déprivation "fraternaliste" est celle qui est ressentie en tant que membre d'un groupe en comparaison avec d'autres groupes. Or, l'insatisfaction due à la position des groupes dans la société semblerait plus pertinente pour expliquer les protestations sociales que l'insatisfaction d'un individu en raison de sa situation sociale à lui (Vanneman et Pettigrew, 1972, cité par Dion, 1986). L'argument sous-jacent à cette thèse, c'est que les mouvements sociaux sont généralement définis comme un effort collectif pour mener à bien ou prévenir certains changements structurels dans une société. Ces changements engendrent des modifications dans la position des groupes, mais pas nécessairement la mobilité individuelle au sein du système social ¹

3. Déprivation groupale: analyse critique

La tendance actuelle veut que ce soit la déprivation groupale qui prévaut (Klandermans, 1989). Ceci nous incite à revoir les deux

¹ Cet argument est incohérent, puisque les changements dans la position du groupe engendrent évidemment des changements dans la position des individus au sein de la structure sociale. Les auteurs ont sûrement voulu dire que les changements dans la position du groupe au sein de la structure sociale ne provoquent pas nécessairement des changements dans la position de l'individu dans son propre endogroupe.

seules études soutenant l'hypothèse précédente qu'il nous ait été donné de rencontrer.

Dans l'une d'elles (Dubé et Guimond, op. cit.), on enquêta auprès d'étudiants de l'Université de Montréal à propos de leur participation à des manifestations lors d'une période d'intense protestation étudiante dans cette ville. Deux formes de mécontentement furent prévues: l'une personnelle et l'autre de groupe. Les questions se rapportaient aux sentiments de mécontentement des étudiants, mais dans un cas, il s'agissait du mécontentement dû à la situation collective des étudiants québécois, et dans l'autre, du mécontentement relatif à leur situation personnelle. La participation à des actions collectives fut évaluée au moyen d'une question portant sur leur participation dans chacune des dix actions de protestation, qui ont constitué une échelle d'activisme. Les résultats montrent que les étudiants ressentant une forte déprivation groupale participaient davantage à des actions de protestation (voir fig.1) que ceux ressentant une faible déprivation groupale; par contre, la frustration personnelle, forte ou faible, s'est avérée indépendante de la participation aux protestations.

TABLE 11.4
Activism as a Function of Personal and Group Discontent

		Personal Discontent	
		Low	High
Group Discontent	Low	21.0 A (n = 51)	27.6 B (n = 7)
	High	41.9 C (n = 30)	43.0 D (n = 35)

Note. Entries are means on the activism scale ranging from 10 (not at all active) to 90 (frequently active in various protest actions)

(Source: Dubé and Guimond, 1986, étude N°3).

Dubé et Guimond pensent que le type d'individus analysés peut influencer les résultats. Des ouvriers pourraient se comporter autrement que des étudiants d'université issus de la classe moyenne.

Chez les derniers, l'action collective est peut-être liée au mécontentement de groupe, davantage qu'au mécontentement individuel, alors que ce ne serait pas le cas chez les premiers. Les auteurs font allusion à une étude (Tougas, 1982), qui enquêta auprès d'un échantillon de travailleurs manuels de Montréal et découvrit que la déprivation personnelle et la déprivation de groupe n'y étaient pas du tout liées à leur volonté de protestation.

L'influence éventuelle du type d'individus étudiés sur les résultats nous semble être une idée intéressante. Malheureusement, les auteurs ne l'exploitent pas en profondeur: ainsi, ils n'explicitent même pas la rationalité de l'hypothèse selon laquelle des étudiants d'université issus de la classe moyenne pourraient se comporter autrement que des ouvriers. La protestation sociale liée à la déprivation groupale (et non personnelle) serait davantage le fait d'étudiants d'université que d'ouvriers, peut-être parce que la situation socio-économique des premiers est généralement meilleure que celle des seconds et donc, moins génératrice de frustration personnelle.

Par ailleurs, Dubé et Guimond estiment que leurs résultats appuient l'idée selon laquelle les protestations collectives sont mieux prévues par des attitudes hautement symboliques que par des motivations fondamentales de bien-être. Néanmoins, la recherche en question ne spécifie ni l'enjeu de la revendication sur laquelle les étudiants ont été interrogés (mouvement dirigé contre la vigilance politique?; ou contre les coûts économiques de l'inscription?), ni les indicateurs utilisés pour évaluer les deux types de déprivation. Dans quelle mesure la déprivation évaluée se référerait essentiellement à des enjeux symboliques ou, au contraire, à des enjeux économiques?. On utilisait des indicateurs de mécontentement symbolique pour la déprivation groupale mais des indicateurs matériels pour la déprivation personnelle ?

C'est de la réponse à ces questions que dépendrait, d'une part, la pertinence de la distinction entre déprivation personnelle et groupale dans la discussion des résultats rencontrés et la pertinence

de l'interprétation selon laquelle les protestations sociales sont mieux prévues par des attitudes hautement symboliques que par des motivations de bien-être matériel, d'autre part.

En effet, imaginons que les résultats décrits dans la figure N°1 se rattachent à une situation dans laquelle l'enjeu de la mobilisation étudiante a trait au coût élevé des études. Les indicateurs de déprivation utilisés sont, en conséquence, d'ordre économique. Dans ce cas, la plus forte participation de ceux qui ne ressentent aucune déprivation personnelle à la protestation collective (fig.1C) serait indicative d'une attitude hautement symbolique, solidaire voire altruiste. La figure 1D, quant à elle, illustrerait une situation où convergent déprivation personnelle et déprivation groupale: le mécontentement dû au cas personnel va de pair avec le mécontentement dû à la situation des étudiants en tant que groupe. Cette cellule mettrait donc en cause la pertinence de la distinction conceptuelle entre déprivation personnelle et déprivation groupale, dans sa relation avec l'action collective. Une lecture différente des résultats -mais non contradictoire avec les conclusions des auteurs- mettrait en évidence non pas l'indépendance de la déprivation personnelle vis-à-vis de l'action collective, mais l'existence de deux types d'acteurs ou de sujets qui sont impliqués dans ce type d'actions: ceux pour qui la déprivation personnelle individuelle va de pair avec la déprivation due à l'appartenance au groupe auquel ils s'identifient, dans la mesure où leur situation est partagée par beaucoup d'autres, et ceux qui ne s'estiment pas mécontents au niveau personnel et considèrent le mécontentement d'une partie du groupe auquel ils s'identifient comme "propre".

Imaginons maintenant une situation où l'enjeu de la revendication étudiante serait plus symbolique: par exemple, davantage de participation dans les décisions académiques. En conséquence, les indicateurs de déprivation utilisés - aussi bien personnels que groupaux - sont d'ordre symbolique. Dans ce cas, la distinction entre déprivation égoïste et fraternaliste est inutile, la dernière étant indissociable de la première. Comment pourrait-t-on être "fraternalistement" déçu à cause d'un manque de participation aux

décisions académiques, sans l'être aussi "égoïstement"?. En plus, une interprétation des résultats qui établit que les protestations sociales sont mieux prévues par des attitudes hautement symboliques, serait de toute évidence aussi banale que tautologique.

Walker et Mann (op. cit.), qui ont aussi émis l'hypothèse selon laquelle les protestations sociales proviennent de la déprivation groupale, ont interrogé un échantillon de personnes au chômage en Australie. Deux variables dépendantes furent mesurées : le nombre de symptômes de stress rapportés par les sujets et leur tendance (intention, comportement) à la protestation sociale. Deux évaluations de déprivation égoïste et deux autres de déprivation fraternaliste furent obtenues à partir du Self Anchoring Striving Scale (SASS) de Cantril. Le SASS destiné à évaluer la déprivation fraternaliste envisageait de marquer la position sociale où les sujets étaient au moment présent, celle où ils pensaient que se situaient les chômeurs de leur âge et la position qu'ils croyaient être celle de leurs semblables.

Les résultats indiquent qu'une seule des quatre mesures du mécontentement -une mesure de déprivation égoïste- a prédit significativement le nombre de symptômes de stress rapportés par les sujets. Par contre, les deux mesures de déprivation fraternaliste - mais aucune mesure de déprivation égoïste - ont prédit significativement la tendance à la protestation sociale. Cette étude constitue un soutien empirique plus sérieux que la précédente analyse en faveur de la spécificité de la déprivation groupale comme indicatrice de protestations sociales, parce que la relation entre l'enjeu de la revendication (le chômage) et les évaluations de déprivation utilisées (SASS), est davantage congruente. Par ailleurs, l'étude fait état d'une absence de relation significative entre les mesures de déprivation égoïste et les mesures de déprivation groupale, faisant supposer par là qu'il s'agit de facteurs distincts.

La distinction entre les deux types de déprivation, individuelle et groupale, nous semble en définitive claire et suggestive. Certes, un individu peut se sentir satisfait de la

position du groupe auquel il s'identifie dans la structure sociale et, en même temps, se sentir insatisfait de sa propre position à l'intérieur de ce groupe, et vice-versa. Mais la supposition selon laquelle les protestations sociales pour des changements ou le maintien du système d'inégalités seraient mieux expliquées par la déprivation groupale ne nous semble raisonnable que si les inégalités sont perçues par les individus comme un problème de groupe qui nécessite des stratégies d'action de groupe également, et pas uniquement personnelles. Tajfel (1984) défendit la spécificité théorique d'une catégorie de relations intergroupales qui se distinguerait des problèmes inhérents aux relations interindividuelles. Dans les comparaisons interindividuelles de statuts, une personne met sa position en rapport avec celle d'autres personnes. Par contre, dans le cas des comparaisons intergroupales, un individu se compare en tant que membre de son propre groupe avec d'autres personnes considérées comme membres d'autres groupes, ou avec des exogroupes vus comme une entité. Il faut noter que la déprivation groupale due à des comparaisons intergroupales suppose, comme condition sine qua non, l'appartenance psychologique de l'individu à un groupe, de telle sorte que la position défavorable du groupe soit perçue comme insatisfaisante pour lui. Ceci implique des rapports étroits d'identification groupale. Il n'est donc pas étonnant que l'argument selon lequel la déprivation groupale est indicatrice de protestation sociale provienne essentiellement de contextes intergroupaux ethniques ou raciaux (cfr Dion, 1986, pour une révision de ces analyses). Dans ce genre de groupes, on peut supposer, presque sans risque de se tromper, un fort sentiment d'appartenance psychologique lorsque des différences intergroupales sont rendues saillantes. Nous nous demandons si la distinction entre déprivation groupale et personnelle est pertinente pour prévoir les protestations sociales hors de ce genre de contextes intergroupaux.

Certaines situations génératrices de mécontentement, comme les crises économiques, peuvent également susciter des sentiments d'appartenance groupale entre les moins favorisés, alors que ces sentiments étaient inexistants auparavant. A notre avis, tel serait le cas chez les sujets au chômage interrogées dans l'étude Walker et

Mann. Mais dans de tels cas, le recours au concept de déprivation groupale comme indicateur prévoyant la protestation sociale nous semble théoriquement injustifié. Fidèles à la nature de la distinction, nous devrions interpréter les résultats de l'étude de ces auteurs de la manière suivante : les sujets de leur expérience seraient disposés à s'engager dans des actions collectives de protestation, car, indépendamment de la question de savoir si ils se sentent ou non satisfaits de leur propre position sociale face à leurs semblables, ils se sentent insatisfaits de la position que les chômeurs- groupe auquel ils se sentent fortement identifiés - occupent dans l'échelle sociale. Une telle explication nous semble peu convaincante. Ces résultats peuvent être mieux interprétés en recourant à l'articulation des concepts d'attributions et de mécontentement. Les causes du chômage peuvent être attribuées à soi-même (manque d'efforts, de capacité) ou au système social (politique économique du gouvernement, récession économique internationale). Si on l'attribue à soi-même, le mécontentement qui en résulte serait perçu comme un problème strictement personnel, de même que les stratégies pour l'affronter (la production de symptômes de stress pourrait être une de ces stratégies). Par contre, l'attribution du chômage au système social transforme un problème personnel en un problème de groupe, dans la mesure où de nombreux individus peuvent penser que les stratégies plus effectives pour l'affronter seront probablement collectives également.

Dans ce cas, le caractère collectif de l'action est une conséquence de l'agrégation complexe des mécontentements individuels, davantage que d'un appel à agir au nom d'une appartenance groupale.

4. Stratégies d'action face au mécontentement

Si la protestation collective a vraisemblablement pour condition de départ le mécontentement (de quelque chose), elle n'en est pas la seule réaction, ni la plus probable d'emblée, ce qui expliquerait peut-être le caractère non-concluant de l'évidence

empirique. Hirschman (1977) a proposé dans son influente ouvrage "Exit, voice and loyalty", trois réponses possibles des individus face au mécontentement du déclin des organisations. Ces réponses ont pour l'auteur une applicabilité générale, visant les conduites économiques, sociales et politiques. La "défection" est une réaction de fuite: l'individu mécontent sort du système d'interactions, il rompt la relation sociale. La "voix" est une réaction inverse dans ce sens que l'individu reste, mais il cherche à réduire ou à supprimer son mécontentement en essayant de changer le système d'interactions de l'intérieur par le moyen de la protestation; c'est l'action politique par excellence. La "loyauté" est aussi une réponse contraire à la défection, mais sans protestation; par le conformisme et la confiance au mode institué de contrôle sociale qu'elle suppose, elle a pour effet de conserver le statu quo du système d'interaction.

L'analyse de Hirschman se réfère à l'efficacité relative des trois réactions (surtout de la défection et de la voix) pour la prévention du déclin des organisations et des institutions. Ainsi, dans certains cas une défection massive peut entraîner la chute du système d'interaction; mais si la possibilité de la défection n'existait pas, la voix ou protestation n'aurait aucun poids. Les analyses des économistes -dira-t-il- ont un biais en faveur de la défection (ne pas acheter un bien ou service), tandis que ceux des scientifiques politiques l'ont en faveur de la voix. L'auteur se donne donc pour tâche, entre autres, d'introduire la pertinence de vues complémentaires pour les uns et pour les autres. Nous n'allons pas reproduire les fines analyses des combinaisons possibles des trois réactions, auxquelles Hirschman se livre, par rapport à un large éventail d'institutions, de la famille à l'Etat. Notre but est plutôt d'introduire le paradigme stratégique et utilitariste qu'il utilise. Les réactions des individus au mécontentement peuvent être considérées comme des stratégies, c'est-à-dire, des ensembles cohérents de comportements visant l'obtention de certains gains ou l'évitement de certains coûts. Ce qui détermine alors le choix de l'une ou de l'autre c'est un complexe calcul dont le but est de rétablir un équilibre coûts/bénéfices. Evidemment, l'équilibre recherché ne se limite pas à des gains et coûts économiques: sécurité, prestige, pouvoir,

amusement, bonne image de soi-même, valeurs moraux, constituent autant d'éléments que les individus mettent sur les plateaux de leur balance. Evidemment, aussi, il y a des systèmes d'interactions dont la structure rend certains choix plus coûteux (l'armée, la voix; la famille, la défection; les associations à buts altruistes, l'apathie). Le raisonnement de l'individu fait néanmoins intervenir des attentes, des évaluations et des projections: "l'individu s'attendait à telle balance gains/coûts qu'il trouvait, ou aurait trouvée, normale, acceptable, juste, et voici qu'il évalue, qu'il estime qu'elle a changé; il projete une évaluation des gains et des coûts des réactions susceptibles de rétablir cette balance" (Bajoit, 1988:344).

Bajoit (1988) a proposé récemment d'ajouter une quatrième réaction possible face au mécontentement, aux trois classiques de Hirschman: l'apathie. Voici un exemple emprunté à lui-même:

"Lorsqu'il est entré au service de telle organisation, M.X en partageait pleinement les objectifs, et se réjouissait d'apporter à leur réalisation sa contribution enthousiaste. Cependant, les contraintes de l'autorité n'ont pas tardé à se faire sentir, et à limiter ses initiatives. Mécontent, mais néanmoins confiant dans l'expérience de ses dirigeants, M.X se soumettait de bonne grâce à leur autorité, sans perdre son attachement aux finalités de l'organisation. Il était loyal. Avec le temps, M.X a pris de l'assurance, et, convaincu d'avoir raison, il s'est permis de critiquer la direction et de suggérer des modifications. Il est passé à la protestation. Ses efforts pour améliorer l'organisation de l'intérieur furent mal accueillis. Ses initiatives comme sa protestation, lui paraissant inutiles, voire dangereuses pour son avenir, M.X envisagea de s'en aller: il voulait faire défection. Mais il avait quarante ans déjà, des charges de famille, un salaire convenable, et une maison, qu'il venait d'acheter près de son lieu de travail. Alors, M.X s'est résigné: il n'a plus confiance ni dans l'organisation, ni dans ses dirigeants; il sait qu'il est inutile de protester, et il n'ose pas prendre le risque de s'en aller. Donc il reste: il "fait son boulot", juste ce qu'il faut, tout en profitant le plus possible des avantages de son statut" (Bajoit, 1988:)

L'auteur trouve que la notion de loyauté chez Hirschman revêt un sens trop large: il considère comme fidèle toute conduite qui n'est ni défection ni voix. Or, il est difficile d'admettre, qu'à la fin de sa trajectoire aussi banale que courante, M.X puisse encore être considéré comme loyal. Il est évident -dit Bajoit- que si les uns sont

fidèles par conviction, par attachement au système d'interactions, à ses dirigeants, à ses objectifs, les autres ne désertent ni ne protestent que par un mélange de résignation, de passivité, de repli sur soi, et d'opportunisme, que l'auteur appelle "apathie" ou "pragmatisme".

La notion d'apathie sera pour nous l'occasion d'opérer un inversement du raisonnement selon lequel, l'absence d'action collective qu'on déplore souvent dans les couches inférieures des pays latino-américains serait due, ou moins en partie, au caractère passif et apathique des individus (Wolfe, 1981; Walker, 1989). A la lumière des paragraphes précédents, l'apathie ne serait pas une cause de l'absence d'action collective, mais plutôt une stratégie d'insertion dans le système social, résiduelle, celle que les sujets perçoivent comme la plus "payante" (et ceci après avoir, parfois, essayé la protestation) étant donné le système de contraintes où ils sont insérés et les zones d'incertitude qu'ils parviennent à contrôler.

4. Conclusions

A l'origine, l'hypothèse du mécontentement comme condition de la protestation se référait au mécontentement vis-à-vis des conditions matérielles de vie. Toutefois, de nombreuses études empiriques sur le thème se rapportent à d'autres mécontentements, se référant par exemple à la santé, à la paix, aux libertés civiles (Klandermans, 1987, Opp. 1988). Dans notre problématique, le mécontentement qui nous intéresse provient des vicissitudes de la position occupée par les sujets dans la structure sociale, position déterminée par l'ensemble de leurs capitaux (économique, culturel, social, symbolique). On notera que l'ensemble d'objets de mécontentement peut se diviser en deux: des biens individuellement appropriables (argent, prestige, santé) et des biens publics ou collectifs, par nature indivisibles (paix, réduction des impôts, lois). Il serait intéressant d'étudier la

CHAPITRE N°4

IDENTITE SOCIALE ET MOBILISATION

1. Introduction

Ce chapitre aborde l'action collective d'après la théorie de l'identité sociale (TIS), une théorie du conflit entre les groupes qui a été élaborée, dès le début des années 70, principalement par Henri Tajfel et ses collègues de l'Université de Bristol. Tajfel et Turner (1979) la présentent comme une alternative à l'optique dominante dans la matière, la théorie du conflit d'intérêts objectifs entre les groupes, développée par Sherif. Cette théorie avait démontré empiriquement que les conflits d'intérêts réels conduisaient à des relations hostiles entre les groupes et à une forte identification avec son propre groupe. La TIS va ouvrir une nouvelle perspective dans l'interprétation des conflits sociaux, en avançant que l'hostilité entre les groupes peut surgir pour des raisons autres que le conflit d'intérêts objectifs.

Bref, notre intérêt dans la TIS réside en ceci. Une action collective peut se produire lorsque les individus d'une catégorie sociale déterminée estiment que leur définition collective est menacée. Dans ce cas, ceux-ci pourraient s'engager dans des actions conjointes dans le but de revendiquer une meilleure image sociale. Le caractère collectif de l'action serait assuré par l'uniformité du comportement, due à l'identification commune des sujets.

Tajfel est l'un des rares psychologues sociaux qui s'est attaché récemment à théoriser les mouvements sociaux. Il a été un des principaux promoteurs d'une nouvelle psychologie sociale visant à établir un lien entre l'intérêt des individus en interaction et le cadre social plus large de ces interactions. Sa préoccupation s'oriente plus particulièrement vers l'explication des processus psychosociaux impliqués dans les relations -parfois conflictuelles-

entre les groupes sociaux de grande ou moyenne taille. Il s'est efforcé d'opérer un changement d'optique par rapport aux perspectives traditionnelles en psychologie sociale, axées sur les processus psychologiques impliqués dans le comportement de l'individu en interaction avec un ou plusieurs autres ou dans les relations entre les individus au sein d'un groupe réduit; ces processus ne semblaient pas être régulés ou affectés par les appartenances sociales des individus.

Tajfel, quant à lui, insiste à plusieurs reprises sur le fait que, souvent, un individu sent, pense et se comporte en fonction, d'une part, de son appartenance à des groupes et, d'autre part, de l'appartenance d'autres individus à des groupes. Dans toute société où il existe des différences de pouvoir, de statut, de prestige, etc., chaque individu se situe dans une série de catégories sociales qui prennent une place importante lorsqu'il s'autodéfinit. En conséquence, dans les situations évoquant ce genre d'autodéfinition partagée, l'individu agira essentiellement comme les autres membres du groupe. Et Tajfel d'ajouter:

"It is equally obvious that this social conduct is determined to a large extent by the relations between the groups to which he belongs as well as other groups, and the nature of these relations is in turn largely due to the socially shared regularities of intergroup conduct. This is therefore a social phenomenon which can be considered as an exemple par excellence of the interaction between the individual and his social setting" (Tajfel, 1981:31)

De la sorte, l'auteur met en cause l'autonomie présupposée des processus psychologiques opérant au sein des individus.

Bien que Tajfel ait vivement souhaité opérer un changement d'optique allant au-delà du paradigme "interindividuel", classique en psychologie sociale, la TIS présente plutôt un caractère d'"individualisme méthodologique". Comme on pourra le voir plus loin, les postulats fondamentaux se réfèrent plus à l'individu qu'au groupe. Paradoxalement, la théorie entière est basée sur un postulat relatif à un besoin d'ordre individuel: "we need to postulate that at least in our kind of societies, an individual strikes to achieve a satisfactory concept or image of himself" (Tajfel, 1981 : 254). Et, tel que Taylor

et Brown (1979) l'ont souligné, les processus de catégorisation et de comparaison sociales, sont manifestement d'ordre individuel. Certes, le caractère partagé de croyances, valeurs et attributions joue un rôle central dans la théorisation, amenant souvent l'auteur à penser en termes du groupe comme unité d'analyse. Mais en définitive, les relations entre les groupes sont conçues en termes d'agrégation complexe d'actions et d'orientations subjectives individuelles ("individuelles" au sens méthodologique, non pas au sens théorique de "dispositions autonomes").

Ce chapitre débute par quelques définitions et postulats fondamentaux de la TIS. Ensuite seront exposées ses origines expérimentales: l'effet de discrimination minimale et son explication. Puis, nous présenterons la critique empirique du noyau motivationnel de la TIS. Nous étudierons également certaines expériences intéressantes menées sur l'influence du pouvoir sur le comportement discriminatoire, avant d'analyser la distinction analytique entre "compétition sociale et conflit d'intérêts"; nous nous interrogerons sur sa validité dans l'étude de conflits sociaux réels. Le chapitre se terminera par un exercice interprétatif de la démobilisation populaire, inspirée de la TIS.

2. Définitions et postulats fondamentaux

La catégorisation sociale

Nous prendrons comme point de départ le phénomène de la catégorisation sociale, puisqu'il constitue une sorte de base conceptuelle sur laquelle la théorie est basée. "Par catégorisation, on entendra ici les processus psychologiques qui tendent à ordonner l'environnement en termes de catégories : groupes de personnes, d'objets ou d'événements, dans la mesure où ils sont semblables ou équivalents aux autres au niveau de l'action, des intentions ou des

attitudes d'un individu" (Tajfel, 1972 : 272). La catégorisation trouve sa fonction essentielle dans le rôle pratique qu'elle joue dans la systématisation de l'environnement en vue de l'adaptation des individus et des groupes.

Cette systématisation implique une simplification, dont la conséquence majeure est que "...de nombreuses caractéristiques des objets, des événements de l'environnement doivent être modifiées afin de pouvoir être intégrées aux structures qu'un individu a déjà à sa disposition. Sinon, la catégorisation, qui est un des principaux systèmes d'orientation de l'action, perdrait son utilité (Tajfel, 1972 : 275). Ainsi, certains aspects de l'information sont omis, d'autres sont sélectionnés ou bien modifiés afin qu'ils entrent dans une catégorie. A ce propos, les valeurs jouent un rôle central, en ce sens que les critères qui établissent les catégories -notamment celles qui s'appliquent aux personnes et aux groupes- s'appuient essentiellement sur des valeurs connotatives. De ce fait, un terme qui a un contenu valoratif peut être facilement applicable à une catégorie sociale, de même que deux ou plusieurs catégories peuvent différer les unes des autres selon un ensemble de valeurs.

Outre qu'elle ordonne l'environnement social, oriente l'action et actualise les valeurs, la catégorisation agit comme "un système d'orientation qui crée et définit la place particulière d'un individu dans la société" (Tajfel, 1972 : 273). La catégorisation sociale est donc un processus symbolique fondamental qui permet à Tajfel d'envisager les phénomènes d'appartenance au groupe, d'identité et de comparaison sociales, concepts à partir desquels l'auteur élabore sa théorie des comportements collectifs.

L'appartenance de groupe

Tajfel fournit une définition délibérément simple de l'appartenance groupale : c'est un ensemble de personnes qui sentent qu'elles forment un groupe. Cette définition comporte trois composantes : une composante cognitive, c'est-à-dire la conscience

d'appartenir à un groupe; une composante évaluatrice, dans le sens que les notions de groupe et d'appartenance groupale peuvent avoir une connotation valoratrice positive ou négative et une composante émotionnelle, c'est-à-dire que tout ce qui précède peut s'accompagner de sentiments envers le groupe même, ou envers d'autres groupes en rapport avec celui-ci. Ces trois composantes peuvent être appliquées aussi bien à de petits groupes qu'à de grandes catégories sociales.

La définition d'appartenance au groupe proposée par Tajfel ne dit rien sur la complexité des processus qui la forment. Or, il s'agit d'un point polémique. Actuellement on assiste à une controverse autour des processus qui déterminent qu'un ensemble d'individus sentent qu'ils forment un groupe. Pour certains auteurs la formation psychologique du groupe dépend d'un processus cognitif de catégorisation de soi (Turner 1982; Hogg and Turner, 1987). En effet, selon cette perspective un groupe social peut être défini comme deux ou plusieurs individus qui se perçoivent eux-mêmes comme appartenant à la même catégorie sociale. Dès lors, l'appartenance psychologique au groupe n'est autre chose qu'une représentation de soi comme "identique à", et "interchangeable avec", les autres membres du groupe. Tout comme la catégorisation des autres conduit l'individu à les percevoir de façon stéréotypée, la catégorisation de soi conduit à se percevoir lui-même de façon aussi stéréotypée. De cette manière, l'individu se perçoit en termes de caractéristiques définissant le groupe; il sent et agit comme les autres membres, et intériorise les finalités et les nécessités du groupe. La conformité aux normes du groupe et l'appartenance psychologique au groupe vont alors de pair: toutes les deux dépendent du processus cognitif de catégorisation de soi.

Par contre, certains auteurs ne partagent pas les vues précédentes. En continuité avec Kurt Lewin, Rabbie et Horwitz (1982, 1988) affirment que le critère principal pour que un ensemble (large ou restreint) d'individus sentent qu'ils forment un groupe, est l'interdépendance perçue des conséquences qui leur arrivent. Autrement dit, un destin commun, en ce sens que ce qui m'arrive est lié à ce qui arrive aux autres. La distinction entre un groupe social et une catégorie sociale, passe par l'interdépendance perçue entre les

individus plutôt que par le fait de partager certains attributs en commun.

Bien que Tajfel ne théorise pas sur les processus générateurs d'une identité sociale, il ne partage pas la perspective cognitiviste de Turner selon laquelle la formation psychologique du groupe dépend d'un processus de catégorisation de soi. Il est plutôt d'accord avec la perspective du destin commun (Tajfel, 1982).

Revenons aux définitions. Tajfel (1981) entend par identité sociale la dimension du concept de soi, dérivant de la conscience de l'appartenance à un ou plusieurs groupes sociaux, et le sens valoratif et émotionnel associé à cette appartenance. Ici encore, la simplicité de la définition est voulue, de même que son caractère psychosocial. Tajfel décide de ne pas entrer dans des discussions ontologiques sur le sens de l'identité; il ne s'oppose pas non plus à l'idée d'une identité individuelle. D'après lui, pour riche et complexe qu'est le concept que les individus ont d'eux mêmes, certains aspects de cette image proviennent de l'appartenance à certains groupes ou catégories sociales. Tajfel dégage plusieurs conséquences très importantes du fait d'appartenir à des groupes, rendues ci-après *in extenso* :

"a) On peut supposer qu'un individu essaiera de maintenir son appartenance à un groupe et cherchera à adhérer à d'autres groupes, si ces derniers peuvent renforcer les aspects positifs de son identité sociale.

b) Si un groupe ne remplit pas ces conditions, l'individu aura tendance à vouloir le quitter, sauf si cet abandon est rendu impossible par des raisons objectives, ou par conflit avec des valeurs importantes pour le sujet.

c) Si ces difficultés se présentent, deux solutions au moins restent possibles : 1) réinterpréter différemment les attributs du groupe de sorte que les traits négatifs (par exemple, un statut inférieur) puissent alors être justifiés ou acceptables. 2) accepter la situation telle qu'elle est, en tentant de la modifier dans le sens désiré. Il existe évidemment de nombreuses variantes combinant les

deux solutions possibles : par exemple, lorsqu'on justifie les traits négatifs et que l'on entreprend en même temps une action pour qu'ils disparaissent.

d) Aucun groupe ne vit isolément: dans une société, tous les groupes vivent parmi d'autres groupes. En d'autres termes, les "aspects positifs de l'identité sociale, la réinterprétation des traits négatifs et l'engagement dans l'action n'ont de signification qu'en comparaison avec d'autres groupes". (Tajfel, 1972 : 293-294)

Les assumptions "a" et "b" ont reçu un appui empirique. Récemment, Ellemers et al. (1988) ont conduit des expériences de laboratoire pour étudier l'effet de la perméabilité et l'imperméabilité des limites entre des groupes de statu supérieur et inférieur, sur le degré d'identification à ceux-ci de leurs membres. Les résultats les plus importants étaient que: i) les membres des groupes supérieurs s'identifient plus avec leur groupe que les membres des groupes inférieurs, ii) les membres d'un groupe inférieur s'identifient moins avec leur groupe dans le cas où les limites du groupe sont perméables, que dans le cas où celles-ci sont imperméables, iii) quand la mobilité vers un groupe supérieure est possible, les sujets avec un haut score de compétence s'identifient moins avec leur groupe que les sujets avec un score de compétence bas.

Les comparaisons sociales

La perspective comparative de l'identité sociale implique que les conséquences psychologiques de l'appartenance à un groupe ne peuvent être définies que grâce à son insertion dans une structure composée de plusieurs groupes, où les processus de catégorisation sociale segmentent le milieu social de l'individu. Ainsi, Tajfel avance que la facilité ou la difficulté d'accès aux moyens de production et de consommation des biens matériels et symboliques devient importante pour le développement d'attitudes, d'intentions et d'actions sociales, principalement au regard des comparaisons d'un

groupe avec d'autres groupes et des connotations de valeur des différences perçues.

Ce qui est important ici, ce sont les comparaisons entre groupess, puisque ce sont elles qui mènent à une conduite intergroupale, c'est-à-dire un comportement collectif en fonction d'une identité sociale qui a comme référent un ou plusieurs autres groupes sociaux. Cet élément a son importance, car les comparaisons sociales (et la privation relative) ont été l'objet de développements théoriques en psychologie sociale, mais dans une perspective intragroupale interpersonnelle. D'après cette tradition théorique, les individus se comparent eux-mêmes à d'autres individus; les individus choisis dans le but d'une comparaison ne doivent pas être trop différents de ceux qui effectuent la comparaison. Par conséquent, dans des situations sociales caractérisées par de fortes divisions entre groupess, il est davantage probable que les cibles de la comparaison appartiennent au même groupe que l'individu plutôt qu'à un autre. Tajfel ne met pas en question la validité de ces postulats, mais ceux-ci ne peuvent pas expliquer des comportements intergroupaux hostiles. L'auteur pense, par contre, qu'il existe des comparaisons sociales entre groupess. Dans des conditions de séparation psychologique entre les groupes ou d'impossibilité de passer d'un groupe à un autre, les comparaisons sociales pertinentes ne sont pas limitées à l'horizon intragroupal de l'individu. Le point clé réside dans la perception de la légitimité des différences entre groupess :

"Social comparisons between groups which may be highly dissimilar are based on the perceived legitimacy of the perceived relationships between them. The concept of social identity, as used in this chapter, is linked to the need for a positive and distinctive image of the ingroup; this is why the perceived illegitimacy of an intergroup relationship transcends the limits of the intergroup similarity in the relevant social comparisons and reaches out wherever the causes of illegitimacy are thought to reside" (Tajfel, 1981: 265).

D'après Tajfel, le principe de la ressemblance, c'est-à-dire le fait que les individus se comparent à d'autres qui leur ressemblent, semble être pertinent dans le cas de différences intergroupales de statuts, perçues comme légitimes. Dans ce sens, la non-ressemblance implique que les comparaisons avec des membres d'autres groupes ne

sont pas pertinentes, donc pas établies. Cependant, on voit apparaître les limites de ce principe dès que les individus commencent à percevoir que ce système intergroupeal n'est pas aussi stable et légitime qu'il y paraît. Dès lors, des dimensions de comparabilité surgissent là où il n'en existait pas auparavant.

Pourquoi on protesterait collectivement?

Un autre thème central de la théorie de l'action collective de Tajfel a trait aux croyances concernant la perméabilité ou l'imperméabilité à la mobilité sociale d'une société. Selon Tajfel (1981), une distinction fondamentale est à établir entre le comportement "interindividuel" et le comportement "intergroupeal". Dans le premier cas, les individus interagissent en tant qu'individus, tandis que dans le second, ils interagissent en fonction de leur appartenance à un groupe. Dans ce dernier cas, les différences individuelles pouvant exister entre les membres l'endogroupe et ceux de l'exogroupe importent peu ou pas. Le comportement intergroupe peut alors être défini comme tout comportement déployé par un ou plusieurs acteurs envers un ou plusieurs acteurs (présents ou absents) à partir de la représentation qu'ils se font d'eux-mêmes et des autres comme appartenant respectivement à un endogroupe et à un exogroupe. Il faut remarquer toutefois que les comportements collectifs ne se rangent pas nécessairement du côté intergroupeal (songeons à une foule qui fait du shopping pour Noël) et que, d'autre part, le comportement intergroupeal n'est pas obligatoirement collectif. Ainsi:

"Raconter des blagues visant un outgroup (Cairns, 1982), participer comme jouer ou supporter à des rencontres sportives en équipe (Turner et Giles, 1981), justifier une mesure politique en termes du 'bien public suprême' (Tajfel, 1984), larguer une bombe à 2.000m. d'altitude (Tajfel, 1982b), livrer une bataille contre des soldats d'une armée opposée non visibles individuellement, refuser un logement en fonction de la race du demandeur (Tajfel, 1978a) ou participer à une négociation en tant que représentant d'une des parties dans un conflit intergroupeal (Tajfel et Turner, 1979; Stephenson, Skinner et Brotherton, 1976) sont autant d'actions qui illustrent des comportements intergroupes" Bustamante (1989:68).

Selon Tajfel (1981), pour qu'apparaissent des formes extrêmes de comportement intergroupe, les individus doivent croire que les frontières sociales entre les groupes sont nettes et infranchissables, de telle façon qu'il leur sera difficile de passer d'un groupe à l'autre. De même, pour qu'apparaisse un comportement interpersonnel entre des individus appartenant à des groupes différents, il faut que ceux-ci croient que de telles frontières sont flexibles et qu'il n'existe pas de difficultés spéciales qui empêchent la mobilité individuelle d'un groupe à l'autre. Ces deux structures de croyances déterminent respectivement les formes intergroupale et interpersonnelle du comportement social. L'auteur avance que ce genre de croyances forment un continuum qui va d'un pôle "mobilité sociale" à un pôle "changement social". Ainsi, le système de croyances de la mobilité sociale est-il défini comme la perception par l'individu qu'il peut améliorer sa position dans la situation sociale, en abandonnant -objectivement ou subjectivement- son groupe et en s'engageant dans un autre. Pour ce faire, il lui suffirait d'une stratégie individuelle ou familiale. Dans ce sens, la croyance en une mobilité sociale suppose que le système est flexible et perméable. Par contre, la croyance en un changement social suppose que le sujet est enfermé dans les limites de son propre groupe; il ne peut donc pas le quitter pour entrer dans un autre groupe dans le but d'améliorer sa position sociale. Les moyens dont il dispose pour changer ou améliorer sa position sociale, s'il en est insatisfait, passent par un comportement de groupe (Tajfel, 1981: 245 ss).

L'hypothèse de la détermination du comportement "intergroupe" par la croyance à l'imperméabilité des limites intergroupes, nous paraît particulièrement applicable dans le cas d'un type particulier de comportement intergroupe: des comportements collectifs visant un changement du status quo des positions sociales des groupes. Malgré l'importance théorique de cette hypothèse, elle n'a pas été testée empiriquement. D'ailleurs, le continuum de croyances "mobilité sociale/changement social" constitue un élément de réponse à la question de savoir pourquoi un individu mécontent de son groupe agirait de concert avec d'autres individus, plutôt que d'envisager une

active, à des actions concertées de protestation peut, de ce fait, réussir.

Stratégies de distinction

La croyance du type changement social est mobilisatrice de comportement collectif à condition d'être accompagnée de la perception de l'illégitimité du système et de son possible changement. Dans ce cas, les groupes seront confrontés à certains problèmes de comparaison et d'identité sociale qui détermineront certaines stratégies d'action, que Tajfel (1981 : 276 et ss) résume par l'expression "stratégies de différenciation". Il distingue différents types de stratégies selon qu'elles se réfèrent à des groupes définis comme supérieurs ou inférieurs par consensus social.

Quand il s'agit d'un groupe supérieur dont le statut est mis en question par certains de ses propres membres, c'est-à-dire quand la différence avec d'autres groupes leur semble illégitime, le cas le plus intéressant se présente lorsque la force de l'affiliation des membres contestataires reste telle qu'ils n'abandonneront pas leur groupe. Dans cette hypothèse, le conflit de valeurs ne peut se résoudre qu'en trouvant de nouvelles justifications pour le maintien du statu quo. Plus il sera difficile d'abandonner son propre groupe - soit par impossibilité objective (différences raciales), soit par pression sociale, ou encore par incapacité à renoncer aux avantages de la situation supérieure-, plus le conflit de valeurs aura de chance d'être résolu par la création et la diffusion d'idéologies justificatrices nouvelles..

Dans le cas de groupes inférieurs qui perçoivent que leur situation n'est ni légitime ni naturelle, les problèmes d'identité sociale auxquels sont confrontés leurs membres peuvent se résoudre de la façon suivante :

1) S'identifier davantage au groupe supérieur par l'action et la réinterprétation des caractéristiques de l'endogroupe.

2) Réinterpréter les caractéristiques inférieures du groupe, de façon à ce qu'elles n'apparaissent plus comme inférieures, mais qu'elles acquièrent une connotation positive qui les rende différentes du groupe supérieur, et/ou

3) Créer, au moyen de l'action sociale et/ou de la diffusion de nouvelles idéologies, de nouvelles caractéristiques positives du groupe qui soient différentes de celles du groupe supérieur.

La première solution est celle de l'assimilation culturelle, sociale et psychologique du groupe comme un tout. Si les conditions le permettent, ce pourrait être la première à être tentée. Cependant, cette solution implique la rupture préalable des barrières objectives et subjectives qui empêchent la mobilité sociale. L'on ne peut aisément supposer que ces ruptures se produisent facilement dans la réalité.

La deuxième solution est illustrée entre autres par les changements psychologiques survenus chez les noirs américains. Selon Tajfel, à l'heure actuelle, ils n'essayent plus comme auparavant de vouloir ressembler aux blancs; une nouvelle signification est donnée aux caractéristiques qui leur ont toujours été attribuées : elles ne sont plus inférieures, mais égales ou supérieures (par exemple, la recherche des propres racines, tout ce qui contient l'idée que *black is beautiful*, le passé et les traditions culturelles africaines...). Tout ceci doit être compris au vu du comportement que les noirs adoptaient jadis, quand ils se dévalorisaient eux-mêmes face aux blancs et essayaient de rendre leur peau plus claire ou de lisser leurs cheveux.

La troisième solution s'apparente à la deuxième, à cette différence près que la création de nouvelles caractéristiques distinctives donne naissance à un nouveau problème : la valorisation positive des nouvelles caractéristiques doit être réalisée, non seulement par l'endogroupe mais aussi par l'exogroupe. Ce problème

se pose aussi dans la deuxième solution, où il s'agit de réévaluer des traits existant déjà dans le groupe, mais ceci est plus clair quand il faut inventer ou créer par le biais de l'action de nouvelles formes de différenciations valorisées positivement. Les nouvelles caractéristiques que le groupe inférieur doit assumer sont de deux sortes : d'une part, des attributs qui ont toujours joui d'une valorisation par les groupes supérieurs ou inférieurs et, d'autre part, des attributs qui n'ont pas été valorisés d'emblée consensuellement.

Dans le premier cas, la question sera de savoir si le groupe inférieur réussira à faire reconnaître par les autres groupes la nouvelle image positive et indépendante basée sur des dimensions valorisées par consensus. Tajfel cite par ailleurs un autre exemple intéressant : celui des efforts de création d'identité positive des juifs après la guerre. Parmi les aspects inacceptables de leur identité de groupe, il y avait l'acceptation passive par les aînés du génocide. En conséquence, des exceptions comme le soulèvement du ghetto de Varsovie se sont muées en symboles cruciaux. Aujourd'hui, l'habileté militaire du nouvel Etat d'Israël constitue une de ces nouvelles caractéristiques valorisées par consensus, symbole d'une nouvelle identité positive de ces nouvelles générations.

Dans le second cas, le problème de comparaison sociale pour le groupe inférieur consiste à être reconnu positivement par d'autres groupes, qui doivent réévaluer le groupe inférieur en fonction des nouveaux attributs qui ne sont pas valorisés consensuellement. Dans ce cas, le groupe inférieur doit s'engager dans une bataille pour légitimer de nouvelles dimensions de comparaison intergroupale. Les efforts du groupe supérieur, qui visent à maintenir une distinction positive, peuvent susciter des comportements hostiles et discriminatoires entre les groupes.

3. L'effet de discrimination minimale entre les groupes.

L'apparition de la TIS peut être perçue comme une tentative d'explication de certaines irrégularités dans le comportement entre les groupes, observées en psychologie sociale lors d'expérimentations en laboratoire. Dès le début des années 70, Tajfel et ses collaborateurs entreprirent une série d'expériences qui montrèrent que le simple fait de répartir arbitrairement des individus dans des groupes suffisait pour qu'ils développent un comportement de favoritisme envers leur propre groupe (endogroupe) et de discrimination vis-à-vis de l'autre groupe (exogroupe). L'influence possible d'autres variables qui auraient pu expliquer ce résultat fut systématiquement rejetée : ainsi en a-t-il été du conflit objectif d'intérêts entre les groupes, variable cruciale dans la théorie de Sherif. Les études traditionnelles de Sherif avaient démontré de manière probante que le conflit d'intérêts conduisait à ce résultat. La littérature parle de l'effet tajfélien comme d'une "discrimination minimale entre les groupes " (parce que le simple fait de répartir arbitrairement des individus dans deux groupes suffit), et du procédé expérimental utilisé comme d'un "paradigme minimal intergroupale". Les principales caractéristiques de ce paradigme, définies par Tajfel et al. (1971), sont les suivantes :

a) les participants -généralement des étudiants- sont répartis au hasard dans deux groupes constitués arbitrairement par les expérimentateurs. En aucun moment les individus n'entrent en rapport avec les membres de leur groupe ou de l'autre groupe; c'est pourquoi il n'est pas permis de penser qu'ils pourraient développer un sentiment d'appartenance à l'endogroupe ou d'hostilité à l'exogroupe sur base des rapports qu'ils auraient eus auparavant.

b) Dans un deuxième temps, chaque participant doit attribuer un certain nombre de points ou de valeurs monétaires à des membres de l'endogroupe et de l'exogroupe, autres que lui. Il doit pour cela remplir individuellement des questionnaires. Les notes sont

attribuées anonymement, en sachant uniquement que leur destinataire appartient à l'endogroupe ou à l'exogroupe. Elles représentent la rémunération que les participants doivent percevoir pour leur contribution à l'expérience.

c) Des stratégies d'attribution des points sont suggérées par la structure même des questionnaires. Ainsi, en remplissant ceux-ci, les sujets sont induits soit à maximiser le gain de tous les participants, soit à maximiser celui des membres de l'endogroupe seulement, soit à obtenir la plus grande différence en faveur de l'endogroupe (même au détriment d'un gain absolu supérieur). Les résultats montrent que la stratégie qui l'emporte lors de ces expériences est celle visant la plus grande différence en faveur de l'endogroupe, même au détriment d'un gain absolu supérieur.

Pour expliquer cet effet systématique et surprenant de discrimination minimale entre les groupes, un mécanisme complexe a été élaboré, qui intègre des aspects cognitifs et motivationnels : la théorie de l'identité sociale. D'après celle-ci, dans un premier temps, on assisterait à la mise en place d'un processus de catégorisation du milieu social ambiant, qui contribuerait à définir la place de l'individu au sein d'un système de catégories sociales. Ce processus contribuerait à établir une identité sociale de l'individu, distinguant son groupe des autres au sein de ce système (Tajfel, 1972). Dans un deuxième temps, on admet que chaque individu tente d'atteindre, de conserver ou de renforcer une image ou une vision positive de lui-même et qu'une part importante de cette vision provient de son appartenance à des groupes (Tajfel, 1972). Enfin, dans un troisième temps, il découle de ce qui précède un principe théorique en vertu duquel une identité sociale positive est basée en grande partie sur les comparaisons favorables d'un endogroupe par rapport à un ou plusieurs exogroupes (Turner, 1975; Tajfel et Turner, 1979).

En résumé, l'hypothèse explicative de base prévoit que la motivation pour évaluer positivement son propre groupe par des comparaisons avec d'autres groupes conduit ceux-ci à essayer de se différencier entre eux. C'est cette recherche d'une différenciation

positive qui mènerait, dans les "expérimentations minimales", au favoritisme envers l'endogroupe et à la discrimination envers l'exogroupe dans la répartition des récompenses (Tajfel et Turner, 1979).

4. Critique du noyau motivationnel de la TIS

Le champ d'application de cette explication dépasse le cadre des expériences en laboratoire social : elle s'étend aux comportements des groupes réels de moyenne et de grande dimension. Cette ambition de généralité est explicite dans les travaux de Tajfel (1981, 1982, 1984). On pourrait se demander, dans l'hypothèse où Tajfel aurait expliqué l'effet de la discrimination minimale entre les groupes en termes d'identités sociales, si lui-même, en tant que juif qui vécut de près la seconde guerre mondiale, n'aurait pas été sensible aux problèmes réels que peut occasionner l'appartenance à certains groupes dans des sociétés stratifiées. En fait, il reconnaît qu'il y a une convergence entre les expériences qu'il a entreprises dans les tourmentes d'un passé relativement récent et les directions prises par son travail académique (Tajfel, 1981 : 26). Donc, dans ce cas, le laboratoire a servi à approfondir des intuitions dont l'origine et le devenir se trouvent dans des contextes plus vastes, ce qui n'est pas une tâche aisée en psychologie sociale.

Si nous ne tenions pas compte de cette référence aux phénomènes sociaux réels, l'explication de l'effet de discrimination minimale - découverte en laboratoire - en termes d'efforts tendant à atteindre une identité sociale positive serait superflue. En fait, l'interprétation tajfélienne originale de cet effet fut la suivante. Les choix des sujets sur les questionnaires, auraient été guidées par des normes sociales concernant le comportement entre les groupes. Ceux-ci classèrent la situation dans laquelle ils se trouvaient comme une de celles où une norme de concurrence était pertinente (Tajfel et al.

1971 : 174). La norme sociale mentionnée serait à mettre en rapport avec certains effets latéraux des modes de socialisation et d'éducation.

Nous ignorons les raisons pour lesquelles cette explication originale fut rejetée au profit de l'hypothèse de la distinction positive. Peut-être celle-ci a-t-elle permis une meilleure intégration de la recherche expérimentale en laboratoire avec les phénomènes sociaux réels. Il est toutefois curieux que le noyau explicatif de cette théorie -c'est-à-dire, le fait que les individus opéreraient une discrimination pour renforcer les aspects positifs de leur identité- n'ait été que très peu soumis à confirmation expérimentale.

La première tentative dans ce sens est à mettre à l'actif de Oakes et Turner (1980) : ils menèrent des recherches pour savoir si, après que les sujets eurent opéré une "discrimination" lors d'une des expériences classiques, leur estime de soi augmentait ou pas par rapport au groupe contrôle. Les résultats ont montré que l'autodéfinition des sujets du groupe expérimental est supérieure à celle du groupe de contrôle, ce qui est interprété comme un soutien empirique pour la TIS. Toutefois, la validité de cette interprétation est faible pour deux raisons : d'une part, les questionnaires utilisés pour mesurer l'estime de soi ne tenaient pas compte de la distinction entre les aspects de l'identité qui dérivent de l'appartenance à des groupes et ceux qui n'y sont pas liés. La TIS a beaucoup insisté sur le fait que sa définition de l'identité est limitée et partielle, car ne prétendant pas apporter quelque chose aux aspects généraux de l'identité ou de la vision d'eux-mêmes qu'ont les individus. Turner (1982) a également émis la possibilité que l'identité sociale puisse fonctionner en excluant l'identité personnelle comme antécédent de certains comportements. Nous pouvons donc objecter que Oakes et Turner auraient pu ne pas mesurer ce qui, conformément à la nature de la TIS, devrait être mesuré : la part de l'identité et de l'autodéfinition des individus qui dérive de leur appartenance à des groupes sociaux parallèlement à la signification en termes d'émotion et de valeur qui lui est associée. D'autre part,

avoir détecté une différence en faveur du groupe expérimental ne signifie pas nécessairement que son autodéfinition soit devenue supérieure à cause de la condition expérimentale. Cette différence peut au contraire être due au fait que les relevés évaluant l'estime de soi du groupe de contrôle aient été inférieurs à la moyenne normale. Pour éliminer cette inconnue, il faudrait disposer d'une ligne de base des scores d'estime de soi pour une population déterminée, ce qui n'apparaît pas dans l'étude. Mieux encore, on pourrait comparer le niveau d'estime de soi d'un même groupe de sujets avant et après la "discrimination".

Bien qu'il ne s'agissait pas de leur propos principal, Sachdev et Bourish (1985) évaluèrent, entre autres, le niveau de confort, de satisfaction et de bonheur ressentis par les sujets par rapport à leur appartenance aux groupes expérimentaux, après avoir attribué des points lors d'une expérience du paradigme minimal. (L'étude analysait en réalité les effets des différences de pouvoir entre les groupes sur leur propension à opérer des discriminations; nous y reviendrons par ailleurs). Pour les besoins de leur enquête, ils mesurèrent l'estime de soi des sujets par le moyen d'un questionnaire spécial (il ne s'agissait pas d'un des tests généraux d'estime de soi) qu'ils soumièrent aux sujets à l'issue de la session expérimentale. Les résultats révélèrent que les membres des groupes expérimentaux "plus puissants" ressentaient davantage de confort, de satisfaction et de bonheur, de leur appartenance au groupe, que les "moins puissants". Dans cette étude, l'effet classique de la discrimination minimale entre les groupes eut lieu seulement en cas de même pouvoir dans l'endogroupe et l'exogroupe; il était systématiquement éliminé lorsque les conditions de pouvoir étaient inégales. Les groupes dominants opéraient une discrimination plus importante que les groupes subordonnés et ils se sentaient plus satisfaits de leur appartenance au groupe, découverte que Sachdev et Bourish interprètent comme un soutien à la thèse qui veut que la discrimination sert à établir une identité sociale positive.

Toutefois, cette interprétation est peu convaincante. La satisfaction plus ou moins importante qu'ont ressentie les sujets peut

fort bien avoir été causée par le fait d'être plus ou moins puissant et pas par le fait qu'il y ait eu ou pas discrimination. Certes, la discrimination et la satisfaction furent des variables qui variaient ensemble et furent corrélées positivement, mais chacune d'elles a pu être l'effet de l'autre : le pouvoir.

Il y a peu, Rabbie, Schot et Visser (1989) ont remis sérieusement en question l'interprétation des résultats classiques du paradigme minimal au niveau de l'effort pour atteindre une identité sociale positive. Dans un de leurs premiers ouvrages, Tajfel et al. soulignèrent le caractère non-rationnel, non-instrumental et non-utilitaire des répartitions d'argent dans leurs expériences. Tentant de définir les conditions minimales d'occurrence du comportement discriminatoire envers l'exogroupe et de favoritisme envers l'endogroupe, ces expériences furent conçues pour éliminer les hypothèses alternatives, comme par exemple l'interdépendance interpersonnelle. Contrairement aux affirmations de la TIS, Rabbie, Schot et Visser apportent des preuves qui permettent en revanche d'interpréter ces résultats en termes de comportement instrumental et rationnel des sujets, tendant à maximiser leurs intérêts économiques. En utilisant une version complexe du paradigme minimal intergroupeal, ils firent cette découverte : alors que les sujets étaient davantage conscients du fait que la répartition de l'argent était interdépendante de la répartition effectuée par les membres de l'endogroupe, ou de l'exogroupe, ou bien des deux, ils attribuaient plus d'argent à ces membres, dans l'espoir d'une réciprocité, maximisant de la sorte leur propre intérêt économique. En d'autres termes, plus les membres de l'endogroupe perçoivent une dépendance, plus le favoritisme envers l'endogroupe augmente; plus les membres de l'exogroupe perçoivent une dépendance, plus le favoritisme envers l'exogroupe augmente.

Cet ouvrage a de plus remis en question l'argument de la TIS selon lequel l'unique base de la formation psychologique des groupes dans les expériences du paradigme minimal intergroupale est un

processus cognitif de catégorisation¹. Apparemment, il n'y a pas qu'un processus de catégorisation. Il n'est pas impossible que les sujets perçoivent que l'intérêt des expérimentateurs à les diviser en deux groupes ait des conséquences différentes sur les groupes en tant que tels. L'absence d'interaction entre les sujets n'est pas un obstacle au développement d'expectations d'interdépendance entre eux, par rapport à un objectif déterminé.

5. Le pouvoir comme condition de discrimination

L'étude expérimentale de l'effet des différences de pouvoir entre les groupes sur leur tendance ethnocentrique et discriminatoire a beaucoup contribué à éclaircir les conditions qui permettent ou favorisent la *discrimination minimale* entre les groupes, offrant ainsi des voies intéressantes pour mieux saisir les relations entre les grands groupes réels. Il existe des preuves expérimentales concluantes (Ng : 1982, Sachdev et Bourish : 1985) qui démontrent que les groupes moins puissants opèrent moins de discrimination que les groupes plus puissants.

Sachdev et Bourish (1985) reproduirent les conditions expérimentales du paradigme minimal, mais cette fois les sujets furent répartis arbitrairement dans des groupes diverses selon un critère de pouvoir. Ce critère fût l'influence des décisions de chaque groupe sur la répartition effective des récompenses destinées à rétribuer la participation à l'expérience. Ainsi, dans un des cas, il y avait un groupe qui détenait tout le pouvoir alors que l'autre en était totalement dépourvu (100 % contre 0 %). Dans un autre cas, la puissance du premier groupe était supérieure à celle du second (70 % contre 30 %) et dans un autre, les deux groupes avaient la même

¹ Cet argument a été ensuite généralisé par Turner (1982, 1984) au-delà du paradigme minimal.

puissance (50 % contre 50 %), c'est-à-dire que les décisions des membres des deux groupes auraient la même force sur la répartition effective des récompenses. Les résultats ont montré que, dans ce dernier cas, les membres des deux groupes adoptaient un comportement discriminatoire envers l'exogroupe. C'est le résultat qui était escompté car il correspond à une situation expérimentale qui n'est qu'une réplique des expérimentations classiques des groupes minimale. On constata par ailleurs que les groupes dominés étaient moins discriminatoires que les groupes dominants. Le groupe entièrement dépourvu de pouvoir était le moins discriminatoire de tous, alors que les membres du groupe très puissant (sauf le groupe "monopolisateur du pouvoir") opéraient le plus de discrimination. Le groupe détenant le monopole du pouvoir était également discriminatoire, mais moins que celui qui n'avait que 70 % du pouvoir. Les auteurs estiment dans leur interprétation qu'il s'agit d'un certain niveau de paternalisme bienveillant dû au fait que ce groupe détient le pouvoir absolu. Un questionnaire remis à la fin de l'expérience fit apparaître que les sujets de tous les groupes, sans distinction de puissance, préféraient les membres de leur propre groupe que ceux de l'exogroupe. Selon Sadchev et Bourish, tout ceci établit que c'est le pouvoir qui peut transformer les comportements discriminatoires, même si une répartition arbitraire peut engendrer des préjugés dans ces comportements.

Ng (1982) était arrivé à des résultats semblables après avoir effectué de complexes et ingénieuses expériences. Les conclusions de ces études indiquent non seulement que dans des conditions de puissance, les groupes font preuve d'un comportement plus discriminatoire envers l'exogroupe défavorisé, mais aussi qu'une augmentation de la puissance de ce dernier conduit les plus forts à adopter une conduite plus égalitaire vis-à-vis de l'exogroupe. Cependant, la découverte la plus intéressante de Ng réside, selon nous, dans les effets discriminatoires liés à la distinction que cet auteur opère entre "propriété de l'utilisation" et "propriété du pouvoir". La première fait référence à l'utilisation d'un bien ou d'un service dans son bénéfice propre et n'a qu'une valeur de consommation, alors que la seconde constitue une condition qui rend possible la

propriété de l'utilisation; sa valeur est de permettre la réalisation de la propre volonté au-delà des résistances des autres. Conformément à ce qu'avait prévu l'auteur, les résultats montrent que dans des conditions avantageuses de pouvoir, les sujets opèrent une discrimination envers l'exogroupe au niveau d'une propriété d'utilisation, mais ils sont encore plus discriminatoires envers les moyens qui permettent d'accéder à cette propriété d'utilisation, en somme, une propriété du pouvoir.

Dans les expériences du paradigme minimal, la conduite discriminatoire s'exprime par l'attribution de points qui ont une valeur monétaire pour les sujets; il s'agit donc d'une propriété d'utilisation. Certaines de ces expériences, où il y avait de nettes différences de pouvoir et/ou de statut entre les groupes (différences introduites expérimentalement, comme dans l'étude de Sachdev et Bourich, dont il était question précédemment; ou naturelles, comme dans une étude de Branthwaite et Jones (1975)), ont montré une certaine tendance à l'équité de la part des groupes supérieurs, bien que cela se passe toujours au sein d'un contexte plus général de discrimination. Face à cela, Ng se demande à raison si une telle impartialité persisterait dans un cadre où l'enjeu aurait trait, non pas à la propriété d'utilisation, mais à la propriété du pouvoir.

6. Compétition sociale et/ou conflit d'intérêts dans les conflits sociaux réels

Nous avons dit que la TIS était une explication qui, bien que se rapportant directement à la concurrence observée entre les groupes en laboratoires, elle évoquait aussi le monde social réel. Néanmoins, même si cette théorie a donné naissance à de nombreuses expériences en laboratoire, rares sont les études sur le terrain, impliquant des groupes sociaux réels, qui s'inspirent de celle-ci. Nous réexaminerons donc son apport dans le contexte des relations entre les

groupes réels. Pour ce faire, nous devons nous référer tout d'abord à la distinction entre compétition sociale et conflit d'intérêts, pour des raisons qui deviendront de plus en plus évidentes au fur et à mesure de notre analyse.

Turner (1975), collègue et collaborateur de Tajfel, crut utile de distinguer "compétition instrumentale" ou conflit d'intérêts -dont le fondement théorique est apporté par les études de Sherif- et "compétition sociale", basée sur l'idée tajfélienne de recherche d'une identité positive. Turner avance que l'effet de discrimination minimale peut être entendu comme une compétition sociale, c'est-à-dire, un ensemble de comparaisons sociales entre les groupes qui engendrent des différenciations mutuelles basées sur la nécessité d'une identité sociale positive, étant donné que, dans ces expériences, il n'y a pas de conflit d'intérêts réels (interdépendance négative des groupes par rapport à un objectif commun). Un peu plus tard, cependant, Tajfel et Turner (1979) reconnaîtront, en dépit du fait qu'elles soient conceptuellement distinctes, que la compétition sociale et la compétition instrumentale sont étroitement associées dans les relations entre les grands groupes sociaux réels, de telle sorte qu'il est impossible de distinguer si un comportement discriminatoire se fonde sur l'une ou sur l'autre. En effet, il se peut qu'un conflit entre des groupes réels (par exemple, celui entre hommes et femmes) ne se réduise pas à la lutte pour un objectif interdépendant négativement, mais qu'il implique aussi un souci de différenciation sociale positive. Aussi, il est possible qu'un conflit commençant comme une compétition sociale engendre par la suite un conflit d'intérêts objectifs par le contrôle de la situation qui permettrait de maintenir ou de renverser les différences entre les groupes. La pertinence de la distinction vient justement de ce qu'elle permet de comprendre que tous les conflits sociaux ne peuvent être réduits ni à une compétition instrumentale, ni à une simple compétition sociale.

Tajfel a insisté (par ex. Tajfel : 1981, Tajfel et Turner : 1979) sur le fait que la proposition d'un type de conflit "subjectif" ou "psychosocial" ne prétend pas nier dans l'absolu le poids des

déterminants objectifs des conflits sociaux réels, dont les origines se trouvent dans les structures économiques, historiques et politiques d'une société. En reconnaissant la détermination préalable objective de certains phénomènes imputables à des variables subjectives, les auteurs en question suggèrent cependant que ces dernières variables s'insèrent dans la spirale causale de telle sorte qu'elles acquièrent une fonction autonome et affectent à leur tour le fonctionnement des processus "objectifs". D'après le paradigme tadjélien, la compétition sociale et les variables sociales qui lui sont associées ne peuvent être considérées uniquement comme des conséquences psychologiques de structures objectives ou de conflits d'intérêts dus à ces structures. La fonction autonome qui peut être atteinte leur attribuerait donc un statut de variables interdépendantes dans l'analyse de la reproduction et du changement sociaux.

A notre avis, c'est ici que se situe l'apport de cette théorie à l'analyse des relations entre les groupes sociaux dont les différences de statut et d'autovalorisation sociale se basent sur des inégalités sociales, économiques et politiques objectives (par ex., les revenus, l'éducation, le pouvoir politique) davantage que sur des différences ethniques ou linguistiques. A savoir, il s'agit de la mesure dans laquelle elle peut démontrer quand et comment les variables psychosociales impliquées dans les processus de compétition sociale sont capables d'influencer, de l'une ou l'autre manière, le fonctionnement des processus objectifs sous-jacents à ces conflits. La question est pertinente car, comme on peut le supposer dans ce type de conflits, un changement substantiel du statut inférieur des groupes dominés et de leur identité sociale négative passe par une redistribution des ressources objectives et du pouvoir. Toute stratégie cognitive des groupes dominés qui vise à résoudre leurs problèmes d'identité (par ex., la négation, la justification ou la réinterprétation des aspects négatifs) et qui élude la question des ressources et du pouvoir, nous semble être un bon mécanisme de défense psychologique, mais pas une action sociale libératrice.

Les études menées sur les conflits entre les groupes réels qui ont utilisé la TIS comme paradigme interprétatif (Brown : 1978;

Williams et Giles : 1978; Capozza, Bonaldo et di Maggio : 1982; Jaspards et Warnaen : 1982; Louche : 1982) ont esquivé le problème de la relation entre variables objectives et subjectives. Elles ont montré que les groupes sociaux réels tentent effectivement d'atteindre et de conserver une identité sociale positive, souvent en rejetant les aspects négatifs que l'exogroupe leur attribue et/ou en s'attribuant d'autres caractéristiques valorisées par consensus. La majorité de ces études se sont attachées à identifier et analyser le type de stratégies de différenciation positive utilisée par les groupes, selon qu'ils sont dominants ou dominés (par ex., Williams et Giles : 1978; Capozza, Bonaldo et di Maggio : 1982). Mais aucune d'elles n'a tenté de démontrer de quelle manière les processus psychosociaux en question ont affecté la direction que prennent les aspects économiques et politiques qui sont à la base des conflits sociaux analysés.

Par contre, ce qui ressort clairement de certaines de ces études, c'est le poids des déterminants objectifs dans la direction que prennent les processus de compétition pour une identité sociale positive. Capozza, Bonaldo et di Maggio (1982) étudièrent les stratégies utilisées par les Italiens du Sud pour réévaluer leur identité sociale, par rapport aux Italiens du Nord, généralement mieux considérés au niveau de leur développement socio-économique et de leurs traits psychologiques (goût du travail, capacité de s'autocontrôler). Selon les auteurs, le contexte socio-historique de cette compétition sociale est, brièvement, le suivant. Le Nord de l'Italie s'était converti depuis le siècle dernier en une société de plus en plus industrialisée alors que le Sud conservait les aspects typiques d'une société traditionnelle. Mais, vers milieu des années 60, une crise économique survint, qui affecta le développement du Nord. Avant donc que ne commence la crise économique et le déclin industriel du Nord, nous sommes en présence d'une situation de compétition sociale dans laquelle les habitants du Sud rejettent les caractéristiques psychologiques que leur attribuent les habitants du Nord, en tentant par ailleurs de créer de nouvelles dimensions psychologiques de comparaison où ils seraient avantagés par rapport aux habitants du Nord. Quant à ces derniers, ils adoptent une attitude de supériorité et de surestime envers les habitants du Sud,

sans doute en réaction à leurs stratégies de réévaluation positive. Tout ceci se déroule dans un contexte de développement social et de forte mobilité territoriale du Sud vers le Nord. Néanmoins, en période de crise, la compétition sociale devient différente : on constate notamment un fléchissement dans le comportement narcissique des habitants du Nord et la fin de leur supériorité consensuelle. Des caractéristiques qu'ils s'attribuaient auparavant avec orgueil, comme la rationalité, commencent à perdre de leur valeur alors que d'autres, comme la passion, rejetées auparavant, obtiennent un surcroît de valeur. Cependant, ceci n'entraîne pas pour autant une réévaluation positive du Sud aux yeux des habitants du Nord; les premiers continuant à être moins appréciés que les seconds.

Ce qu'il est intéressant pour nous de constater, c'est que, comme les auteurs le signalent, *la crise socio-économique a causé un fléchissement dans l'attitude d'autoaffirmation* des Italiens du Nord. Dans cette situation nouvelle de crise au Nord, les habitants du Sud réagissent en niant au groupe supérieur toute qualité positive et en s'attribuant à eux seuls les qualités qui faisaient la supériorité du Nord auparavant.

Par ailleurs, Williams et Giles (1978) interprétèrent les luttes sociales des femmes d'après l'optique de la TIS, en montrant qu'elles peuvent être comprises comme visant une différenciation de groupe positive. L'on peut toutefois se demander jusqu'à quel point ce mouvement social peut être interprété uniquement comme la recherche d'une identité féminine positive comparativement à l'identité masculine, sans considérer les intérêts objectifs qui sont en jeu entre les deux sexes. Les motivations féminines ont en général eu comme objectif des biens concrets, tels que l'égalité des droits, la redéfinition des tâches, etc. Ces objectifs constituent un bien en eux-mêmes, vu qu'il est difficile d'interpréter leur conquête uniquement comme un besoin d'estime de soi supérieure. En outre, il se peut que ces biens objectifs revêtent un surcroît de signification, en termes d'autoestime. Quoi qu'il en soit, ce sont les conquêtes de biens objectifs qui ont permis le changement progressif du statut des femmes dans la société industrielle.

Il est bien sûr difficile d'isoler l'effet spécifique -sur l'ensemble de ce phénomène social- de variables psychosociales (comme la recherche d'une différenciation positive) de l'effet de variables objectives (comme l'intérêt de la revendication matérielle). Le manque d'intégration, dans cette étude, du conflit objectif d'intérêts entre les sexes laisse l'impression que les auteurs auraient voulu faire ressortir les variables psychosociales associées à la TIS comme les facteurs explicatifs principaux de ce mouvement social, ce qui est discutable. En tout cas, cette étude n'analyse pas la forme selon laquelle se serait construite la "spirale causale" de ce mouvement.

Tajfel n'abonde pas non plus en théorisation à propos du mode d'insertion des variables psychosociales dans la "spirale causale". Tout ceci constitue une intéressante suggestion plus qu'une conclusion fondée sur l'analyse des relations entre les groupes réels.

7. Les difficultés de l'action collective populaire : un exercice d'explication basé sur la TIS.

Au Chili comme ailleurs, la plupart des individus des classes inférieures éprouvent des difficultés majeures à constituer des organisations propres qui défendent leurs intérêts. Même conscients de leur exploitation et de leurs intérêts, les individus défavorisés ne s'unissent pas facilement. Selon la TIS, la recherche d'une identité sociale positive peut, sous certaines conditions, motiver l'organisation et la mobilisation. Cette théorie suggère aussi d'intéressantes conditions d'émergence des attitudes collectives porteuses de changement social, conditions qui sont aussi potentiellement applicables -ce qui n'a pas été envisagé par la TIS- aux relations sociales où le conflit d'intérêts objectifs constitue une partie fondamentale du problème. Nous nous référons au continuum de croyances que Tajfel appelle "mobilité individuelle" par opposition à "changement social", à la légitimité et à la stabilité perçues par

les membres des groupes à propos de la nature de leurs relations. Ces conditions n'ont pas encore fait l'objet d'études sur le terrain.

Les termes "organisation" et "mobilisation" font allusion à des processus différents, mais la question qui nous occupe les met en étroite relation. La mobilisation consiste en une "création de nouveaux engagements et de nouvelles identifications -ou, parfois, en une réactivation de loyautés et d'identifications oubliées- ainsi qu'en un rassemblements, sur cette base, d'acteurs ou de groupes d'acteurs, au sein d'un mouvement social chargé, au besoin par la confrontation directe et éventuellement violente avec les autorités en place, de promouvoir ou de restaurer des fins collectifs" (Chazel, 1975 : 516). L'organisation fait expressément allusion à ce "regroupement d'acteurs" en unités sociales, dont la structure peut être à caractère communautaire ou associatif, capables de prendre des décisions conjointement. Selon Oberschall (1978), il doit absolument exister une organisation interne au groupe social pour qu'il se mobilise².

Nous proposerons alors trois hypothèses interprétatives sur le manque d'organisation et de mobilisation des secteurs populaires. Cela ne signifie toutefois pas que la TIS puisse rendre compte du problème par elle-même; il s'agit seulement d'un exercice interprétatif. Nous ne tentons pas non plus de réduire la formation d'un comportement collectif organisé à des variables purement cognitives des individus ou des groupes: les ressources, les coûts, les opportunités, les variables situationnelles comptent également, comme nous le verrons dans un prochain chapitre .

² Sous certaines conditions de non-intégration à la société, le nombre et la diversité des organisations internes à une collectivité sont proportionnels à l'efficacité de la mobilisation. Contrairement aux théories qui mettent l'accent sur la dissolution de la structure sociale traditionnelle et de ses liens avec la communauté, parallèlement à l'absence de réintégration dans des nouvelles formes d'association comme conditions facilitant la mobilisation, Oberschall avance que ce sont les groupes qui ont le mieux résisté à la désintégration qui se mobilisent le plus rapidement et le plus efficacement. Dans cette perspective, les relations dans la communauté peuvent servir de fondement - et non d'obstacle- pour l'émergence d'associations modernes.

Première hypothèse : pas d'identité de groupe

La plupart des membres des groupes subordonnés ne retirent pas de satisfaction de leur appartenance à ces groupes, étant donné qu'ils sont sous-estimés par la société. D'après la TIS, un individu s'identifiera à un groupe dans la mesure où celui-ci peut lui garantir des aspects positifs (estime de soi) de son identité sociale, hypothèse qui tend à être appuyée par les études empiriques (Snyder, Lassegard et Ford, 1986, cité par Ellemers et al., 1988). Donc, aucune action organisée au nom de ces groupes ne l'intéressera si le sentiment d'identification à ces groupes est faible pour la raison mentionnée précédemment. Le principe d'identité nécessaire à toute lutte ou mouvement social (Touraine, 1978) serait absent.

Turner (1982) a suggéré que la raison nécessaire et suffisante pour la formation psychologique du groupe est un processus d'autoassignation -par opposition à une désignation externe, formelle- à une catégorie sociale³. De plus, d'après Turner, les déterminants les plus puissants de la formation psychologique du groupe sont des variables qui définissent en même temps les individus comme des membres d'une catégorie sociale commune et indiquent que leurs attributs critiques sont davantage positifs que négatifs. Ainsi, on pourrait faire l'hypothèse que les individus des secteurs populaires

³ La proposition de Turner est une réaction, non pas contre la définition externe d'un groupe, mais contre le rôle de l'attraction interpersonnelle, de la similarité et d'autres aspects de type affectif comme conditions principales pour qu'un ensemble d'individus sente qu'il forme un groupe et agisse en tant que tel. Turner fonde la constitution psychologique du groupe sur des bases perceptuelles et cognitives, en ce sens que les individus structurent leur perception d'eux-mêmes et des autres au moyen de catégories sociales abstraites, en les internalisant comme parties de leur autoconception. Ce qui compte, c'est la manière dont nous nous percevons et nous définissons et non ce que nous ressentons envers les autres (Turner, 1982:16). Il ne s'agit pas de nier l'évidence qui veut que, d'une certaine manière, nous nous sentions attirés par les gens avec qui nous formons des groupes, mais c'est un phénomène postérieur à la catégorisation des personnes : "We may not, after all, tend to join people we like so much as like people that we perceive ourselves joined to" (p.17). L'intérêt de cette perspective à tendance cognitive est qu'elle permet de comprendre comment un grand ensemble de personnes - sans qu'il y ait eu d'interaction préalable entre elles, car cela crée des liens affectifs- peut agir comme un groupe à un moment donné (se reporter à l'analyse de Reicher, 1982, sur la conduite collective). Mais la grande question qui reste sans réponse dans cette perspective -Turner en était conscient-, est de savoir pourquoi un ensemble de personnes s'assigne à une même catégorie.

ne s'identifieront au groupe que jusqu'à ce qu'ils commencent à se rendre compte que "populaire c'est beau".

Par ailleurs, au cas où la seule solution pour l'individu serait de reconnaître son appartenance à une catégorie sociale sousestimée, il pourrait satisfaire son besoin d'autodéfinition positive par l'une et/ou l'autre des façons suivantes :

a) En opérant une distinction nette entre son identité sociale et son identité personnelle. Jaspars et Warnae (1982) ont soutenu empiriquement cette idée : ils ont étudié les stratégies de différenciation sociale dans six groupes ethniques indonésiens et ont découvert notamment qu'en cas de menace pesant sur leur identité, les individus acceptaient les risques négatifs attribués par l'exogroupe comme étant une partie du stéréotype de leur propre groupe, mais en rejetant l'idée que ces traits soient une partie de leur autodéfinition individuelle.

b) En s'identifiant à ces innombrables sousgroupes qui existent généralement dans une grande catégorie sociale et qui s'avéreront plus appropriés pour réaliser des objectifs d'autodéfinition positive. Par exemple, des identifications et des comparaisons entre des branches professionnelles, des comités de voisinage, des clubs sportifs, etc. Il peut arriver que ces sous-identifications et comparaisons atteignent une relative importance dans la vie quotidienne de nos sociétés autoritaires, dans la mesure où les catégorisations sociales au niveau des grands groupes sociologiques, comme les travailleurs, les paysans, les propriétaires, ne sont pas saillantes, étant donné que les mécanismes sociaux et politiques qui pourraient leur rendre leur importance sont tombés en désuétude pendant la dictature.

c) En évitant le contact avec des individus de l'exogroupe et/ou des situations qui suggèrent une identité sociale négative. L'étude de Jaspars et Wernaen (1982), mentionnée précédemment, est très éloquente à propos de certains facteurs de contexte qui facilitent l'émergence de problèmes d'identité sociale. Comme nous l'avons vu, ils ont analysé les relations entre six groupes ethniques en Indonésie et ont découvert que les résultats variaient selon que ces relations

avaient lieu dans la capitale, Djarkarta, ou dans les provinces d'origine de chaque groupe ethnique. A Djakarta, les groupes sont en contact direct entre eux, alors que dans les provinces, ce contact est faible parce que chaque groupe occupe son propre territoire dans le pays, de sorte que chacun d'eux peut mener son existence indépendamment des autres. Dans la capitale, les mêmes groupes étaient plus discriminatoires et menaçaient davantage l'identité sociale des autres qu'en province. Ici, bien que l'idée que les groupes avaient d'eux-mêmes était plus positive que celle qu'en avaient les autres groupes, on observa une tendance significative à aussi évaluer positivement les autres groupes. Par ailleurs, les contenus auto-évaluatifs des individus étaient nettement plus négatives à Djakarta qu'en province. Les résultats de cette étude suggèrent que lorsqu'il n'y a pas de contact direct entre les groupes, les relations sociales sont moins affectées par la nécessité d'établir des différenciations sociales positives.

Seconde hypothèse : stabilité perçue du système

Même si les membres des groupes subordonnés saisissent l'injustice de l'état des relations sociales, il se peut qu'ils aient conscience de la stabilité de cette situation et de la difficulté de la modifier. Selon la TIS, c'est une condition qui ne favorise pas la mobilisation des individus, même dans le cas d'une forte identification à l'endogroupe. Pourquoi gaspiller de l'énergie dans une entreprise qui n'a que peu de chance d'aboutir. Toutefois, la théorie ne développe pas ce point : elle omet d'analyser les variables qui pourraient être associées à cette perception. Il ne serait pas étonnant si, parmi ces variables, la perception de sa propre capacité à modifier effectivement la situation existante -et celle du groupe dominant à la maintenir- jouait un rôle important, aussi important en fait que celui joué par les ressources concrètes dans lesquelles ce pouvoir se fonde.

Troisième hypothèse : confiance dans la mobilité individuelle

Il est possible que les individus des groupes subordonnés de notre société aient une structure de croyances de type "mobilité sociale" par opposition à "changement social". Selon celle-ci, les individus n'auraient pas de raisons d'agir collectivement, en fonction de leur appartenance au groupe, pour changer l'état des relations sociales préexistant, puisqu'ils pensent que leur propre sort -dans la mesure où il est le même pour tous les membres du groupe- peut être amélioré grâce à une action personnelle qui n'a pas besoin d'être coordonnée avec celle des autres. La mobilité individuelle implique une désidentification vis-à-vis du groupe d'origine (Tajfel et Turner, 1979). La perspective d'une mobilité individuelle -qu'elle soit illusoire ou réaliste- est donc congruente avec l'argument de la première hypothèse (rejet d'une identification avec des groupes sousvalorisés). Les deux peuvent donc être livrés ensemble à la subjectivité des individus. Cependant, il n'est pas facile de déterminer quelle est la relation entre ces deux variables; la désidentification pourrait être aussi bien la cause que la conséquence de la croyance à une mobilité individuelle, ou bien les deux variables pourraient être le résultat d'une troisième.

Parker (1985) analysa les modèles représentationnels existant à l'intérieur des couches populaires urbaines au Chili et il découvrit un ensemble d'individus qui adhéraient à un modèle que l'auteur appelle "intégrateur" : un des axes principaux en est la croyance à la mobilité individuelle. De plus, une lecture attentive de ses résultats révèle que, sur les quatre modèles représentationnels découverts par l'auteur dans son échantillon, un seul affirme expressément la nécessité d'une stratégie de mobilisation collective : c'est le modèle "critique", dans lequel s'entremêlent la tradition ouvrière et l'utopie des chrétiens progressistes.

8. En guise de conclusion

La théorie de l'identité sociale suggère de manière convaincante que le désir de différenciation positive de groupe est un type d'intérêt qui peut se convertir en un antécédent puissant d'actions collectives de revendications. Le point de départ de la théorisation, sont les conséquences psychologiques de l'appartenance objective d'un individu à des groupes sociaux. Lorsque l'insatisfaction résultant de cette appartenance devient intolérable pour le sujet et, pour diverses raisons, s'il se voit obligé de reconnaître son appartenance à un groupe, il se peut qu'il entreprenne des actions avec d'autres individus qui partagent sa situation, en vue d'améliorer sa position dans le système de statuts. Bien que la TIS ne se pose pas explicitement la question théorique de savoir pourquoi le désir de différenciation positive devrait générer des actions collectives plutôt qu'individuelles, elle en propose implicitement des éléments de deux ordres. D'une part, un calcul instrumentale conduirait les individus à concerter leurs actions, vu l'inefficacité perçue des stratégies individuelles. D'autre part, des processus cognitifs de "dépersonnalisation" conduiraient les individus à se conformer aux normes stéréotypiques de l'endogroupe; dès lors il suffirait que l'action collective soit perçue comme faisant partie des attributs prototypiques du groupe pour que cette information devienne persuasive pour ceux qui s'identifient au groupe. Des processus de contrôle social seraient aussi à l'oeuvre, assurant de la sorte la participation des membres à l'action collective.

En tout cas, dans la TIS, l'action collective n'est pas concevable sans la formation préalable du groupe psychologique. Autrement dit, il y a d'abord un endogroupe dont les membres sont mécontents; ils prennent conscience de leur intérêt en commun; l'action collective en serait une conséquence, si certaines conditions sont remplies. Or, cette séquence n'est pas toujours évidente. On peut imaginer des cas où la formation de l'endogroupe est un conséquence de l'agrégation des intérêts des individus; par exemple, la protestation

de consommateurs mécontents de certains biens ou services, la protestation de citoyens pour la paix dans une conjoncture de guerre.

On devrait s'attendre à une faiblesse de la formation du "groupe psychologique" dans les couches sociales inférieures. Contrairement aux groupes ethniques, dont les attributs constitutifs de l'identité collective ne dépendent pas de leur destin social à un moment donné, les signes de différenciation sociale des premiers proviennent essentiellement de leurs conditions de vie matérielles. A un point tel que, si ces conditions changeaient, le groupe objectif formé par les pauvres disparaîtrait? On pourrait arguer que la perception d'un destin partagé suffirait pour assurer la constitution d'un "groupe psychologique". C'est possible, à condition que le sens de l'appartenance ainsi créé contribue aux aspects positifs de l'identité des individus; ce qui est improbable dans les groupes minusvalorés. Dans le cas contraire, la TIS prévoit un processus de désidentification lorsque le sujet perçoit que les limites entre les groupes sont perméables (Tajfel et Turner, 1979; Ellemers et al., 1988) .

Par ailleurs, l'intérêt commun des secteurs populaires, bien qu'il concerne en majeure partie le problème de la différenciation positive, se réfère à l'amélioration de leurs conditions matérielles de vie. Il est possible de s'en approprier individuellement. En effet, certains individus peuvent arriver à sortir de leur condition, en marge du destin des autres, grâce, par exemple, à un emploi bien rémunéré. De sorte que le type de stratégie qui sont perçues comme étant effectives par les individus pauvres, en fonction de leur intérêt, s'avère être un antécédent important à considérer lorsqu'on estime leur potentiel d'action collective.

Le rôle de la variable "appartenance groupale" dans les comportements collectifs revendicatifs, a été étudié empiriquement dans des situations sociales réelles (Dumont, 1982; Paez, 1983; Reicher, 1984; Villarreal, 1987, cité par Villarreal et al., 1989) Sauf dans l'étude de Reicher, pour qui l'identification au groupe est la variable explicative centrale, dans les autres, l'identité groupale

en soi s'est avérée indépendante de la mobilisation collective: au groupe convoqué à se mobiliser s'identifient tant ceux qui se mobilisent effectivement que ceux que ne le font pas.

D'autres variables impliqués dans l'approche "identité sociale" n'ont pas été testés empiriquement, dans le but qui nous intéresse. Notamment, il n'y a pas d'evidence empirique du rôle de la variable "stratégies de mobilité perçues". Pourtant, il s'agit d'une variable centrale. Comme nous l'avons vu, Tajfel a proposé explicitement que ce système de croyances rempli une fonction causal par rapport au type de comportement que les sujets vont adopter pour améliorer leur situation. Nous y reviendrons dans la partie consacrée à la recherche sur le terrain.

CHAPITRE N°5

ETUDE DESCRIPTIVE DE L'IDENTITE SOCIALE D'HABITANTS DE QUARTIERS POPULAIRES CHILIENS

1. Introduction

Le problème de l'identité sociale que nous aborderons se rapporte aux appartenances "subjectives" (par opposition à "objectives") de groupe des habitants des quartiers populaires. La distinction vise simplement à prendre en compte le fait qu'une personne peut faire partie d'une catégorie sociale (les jeunes, par ex.) sans développer un sentiment d'appartenance à celle-ci; elle peut éventuellement se sentir davantage femme que jeune. Les questions que nous nous posons sont de type descriptif, par exemple, quels sont les groupements auxquels ces individus reconnaissent appartenir?. Ces questions seront situées par rapport à un contexte sociologique national, comme nous le montrerons par la suite.

Les personnes peuvent sympathiser voire s'identifier à un groupe, sans ressentir nécessairement une appartenance à celui-ci. Le concept de l'identité sociale se réfère par contre aux appartenances de groupe intériorisées par les individus comme faisant partie du concept qu'ils ont d'eux. Tajfel (1984) entend par identité sociale, la dimension du concept de soi d'un individu dérivant de la connaissance de son appartenance à un groupe ou à plusieurs groupes sociaux, et le contenu valoratif et émotionnel associé à cette appartenance. Il convient de signaler que cette définition délibérément limitée de l'identité sociale n'omet pas le fait qu'elle est forgée à travers des processus sociaux et culturels complexes. Bien que Tajfel ne théorise pas à propos des conditions génératrices de l'identité sociale, il ne partage pas la perspective étroitement cognitiviste de Turner selon laquelle la formation psychologique du groupe dépend d'un processus de catégorisation de soi (Tajfel, 1982). Le fait qu'un ensemble d'individus se sentent appartenir à un groupe n'est pas étranger à l'interdépendance qu'ils perçoivent de leur destin et c'est en cela que l'on rejoint Rabbie et Horwitz (1982).

Dans les recherches concrètes, le terme identité sociale renvoie souvent à la représentation sociale que les individus ont de la collectivité à laquelle ils appartiennent "objectivement"; on s'intéresse notamment au contenu valoratif (William et Gilles, 1978; Di Giacomo, 1981a; Cappozza et al., 1982; Jaspars et Warnaen, 1982). La question concrète qui se pose dès lors est: que signifie faire partie de ce groupe pour ses membres objectifs?. Or les théoriciens de l'identité sociale ont souligné la nécessité de définir l'appartenance de groupe de façon subjective plutôt qu'à partir de la perspective de l'observateur externe (Condor et Brown, 1988). On peut alors se poser la question de l'identité sociale d'une manière encore plus fondamentale en évoquant le découpage de l'environnement social de l'individu, de façon à faire apparaître le(s) groupe(s) par rapport au(x)quel(s) il se reconnaît en appartenance psychologique ou subjective, et ceux par rapport au(x)quel(s) il prend ses distances ou dans lesquels il ne se reconnaît pas. Ceci s'opère par l'opposition "nous-eux" (Zavalloni, 1972; Zavalloni et Louis-Guérin, 1984) .

En effet, l'identité sociale n'a pas uniquement un rapport avec le *nous*, mais également avec les *autres*, car l'altérité est également un élément qui la constitue. Zavalloni et Louis-Guérin (1984) ont observé dans leurs études empiriques que l'*autre* n'est pas seulement un élément essentiel du milieu intérieur des individus, qui apparaîtrait en tant que pluralité (eux) ou singularité , mais c'est beaucoup plus qu'un objet intériorisé, c'est la cible de l'action imaginaire et réelle du "moi"/"nous".

Nous nous posons donc la question générale de savoir quels sont les groupements auxquels s'identifient les individus habitant des quartiers populaires, et ceux desquels ces individus se démarquent. En particulier, nous nous demandons si la position socio-économique des individus -subordonnée, en l'occurrence- est d'une importance primordiale pour définir l'espace social ressenti comme "nous" par rapport à "eux". Nous souhaitons vérifier les appartenances subjectives qui apparaissent spontanément comme étant les plus évidentes pour les individus.

Voyons maintenant le contexte sociologique des questions précédentes. Au Chili, il y a une impression généralisée d'avoir vécu pendant les 20 dernières années une période de crise profonde, qui ne serait pas réductible à une dimension purement économique. Afin de rendre compte des aspects proprement sociologiques de cette crise, TIRONI (1986) a proposé le concept de dissolution sociale :

"La dissolution sociale correspond à une situation de dévolution à grande échelle qui peut survenir dans une société, après une période de grands changements structurels de type modernisateur, tels que un processus rapide et forcé de rationalisation, un courant accéléré d'urbanisation, migrations massives, une expansion économique prolongée, etc". (TIRONI, 1986).

Jusqu'au début des années 70, notre société aurait vécu cette période de grands changements de type modernisateur (urbanisation rapide, processus d'industrialisation en marche, division croissante du travail, augmentation rapide des taux de scolarité, différenciation des classes sociales). Mais la limite du changement social possible ayant été surpassé, un contre-courant régressif de grande amplitude serait apparu, étant donné que la plasticité des sociétés ne serait pas indéfinie, ne serait pas illimitée.

Le concept de dissolution sociale doit beaucoup à celui de l'anomie de Durkheim, concept exprimant des déséquilibres propres de l'évolution des sociétés vers des formes supérieures d'organisation sociale, selon l'interprétation classique de l'époque. Durkheim avait remarqué que les sociétés vivent des moments d'effervescence créatrice caractérisés par la division croissante du travail, la différenciation sociale, l'agrandissement de l'échelle d'une organisation sociale, l'intensification des relations sociales; mais parfois surviennent des moments régressifs où les processus ci-dessus s'arrêtent, donnant lieu à des phénomènes de désintégration. TIRONI développe son concept en s'abstenant du prérequis évolutionniste et invite par contre à tenter une "sociologie de la décadence", tout comme il y a une vingtaine d'années on parlait, en Amérique Latine, d'une "sociologie de la modernisation".

Ce qui nous intéresse le plus dans le concept de dissolution sociale, pour nos propos, a trait aux identités collectives. Tironi s'inspire d'auteurs tels que Durkheim, Parsons et Tilly¹ pour proposer que:

"La dissolution sociale se caractérise par une moindre différenciation en termes de classe sociale et par la constitution de conglomerats qui appartiennent à une autre situation. (masses, groupes marginaux); par la moindre complexité et l'instabilité du système de statuts et de rôles; et par le renforcement de liens internes des groupes sociaux spécifiques avec la formation d'entités collectives particularistes. L'individu, dans un état anomique, sans référence symbolique marquée et stable, avec une image de lui et une identité sociale faible, tend à l'apathie, qui ne s'efface que temporairement lors de périodes courtes d'activisme et d'agressivité. L'atomisation et l'insécurité font que les individus tendent à se replier dans les groupes primaires, basés sur des rapports de type affectif, ce qui favorise leur isolement et la segmentation sociale" (Tironi, 1986:13-14).

En résumé, trois idées centrales concernant les identités collectives ressortent d'une situation de dissolution sociale:

a) Les identités collectives sont faibles et particularistes: l'individu tend à ne s'identifier qu'à des groupes primaires. Par groupes primaires on entendra ceux caractérisés par leur nombre restreint de membres, la prédominance de liens interpersonnels de type affectif, le sentiment d'intégration ou d'appartenance à un tout, où

¹ Tilly (1975) notamment écrit: "Nous appelons *dédifférenciation* sociale la fusion ou la disparition d'unités sociales auparavant distinctes quant à leur structure et à leur fonction. La *désintégration* désigne la diminution, à la fois du degré de coordination et du degré de complexité de cette coordination au sein d'un ensemble d'unités sociales. et la *particularisation* signifie le renforcement des liens entre des ressources et des unités sociales spécifiques. La *dédifférenciation* sociale, la *désintégration* et la *particularisation* constituent des processus dévolutionnistes" (p 572).

chacun semble trouver, dans une large mesure, "les buts principaux que se fixe sa volonté" (Cooley, 1909, cité par Anzieu et Martin, 1973)².

b) La faiblesse et le particularisme des identités collectives ne s'oppose pas à une référence éventuelle à des collectifs massifs inorganisés et spontanés se rapprochant bien plus des phénomènes de foule que des groupes de pression.

c) Toutefois, la grande absence correspond à des identités sociales basées sur des grands groupes visant à faire pression sur le pouvoir ou à élargir sa marge de liberté dans un champ de relations sociales. Pour les distinguer des groupes primaires, nous appellerons groupes secondaires ce type de groupes, quoique la signification que nous en donnons ne coïncide pas exactement avec celle d'*organisation*, au sens administratif du terme, (association, société) qu'en donnent Anzieu et Martin (1973). Dans notre conception, ce qui définit le groupe secondaire n'est pas le caractère structuré ou organisé du fonctionnement des parties composantes, mais l'existence d'un intérêt commun lié à leur position dans un champ de relations sociales. Nonobstant, les groupes secondaires tel que nous les concevons ont normalement un minimum au moins d'organisation, ne fût-ce que des figures représentatives faisant profession de défendre leurs intérêts. Les *jeunes* peuvent constituer un groupe secondaire, tout comme les *travailleurs* ou les *militaires*, si les individus concernés expriment des intérêts se rattachant à leur position sociale par rapport à d'autres individus exprimant des intérêts souvent antagonistes. Notons que les niveaux d'organisation de ce trois groupes sont souvent foncièrement différents. D'autre part, un groupe secondaire peut se donner une organisation, se concrétisant en groupes restreints, où des phénomènes de groupe primaire ne sont pas exclus. Groupe primaire et groupe secondaire sont des catégories abstraites existant rarement à l'état pur dans le concret: une formation sociale singulière les combine plus ou moins à des degrés divers.

² Cette expression de Cooley -auteur de la distinction classique entre groupe primaire et groupe secondaire- peut paraître exagérée, pourtant elle réussit à montrer l'emprise que les groupes primaires souvent exercent sur les projets des individus.

La caractérisation précédente de processus régressifs n'est pas gratuite, car elle se fonde sur l'observation historique et sociologique des sociétés³. Tironi fait l'hypothèse de l'existence d'un processus régressif dans notre société à partir de phénomènes sociaux tels que le chômage, la décroissance du processus d'industrialisation, la diminution du nombre d'emplois ouvriers, l'autoritarisme politique et d'autres. Notre intention n'est pas de vérifier le bien fondé de cette hypothèse, mais simplement d'ébaucher un arrière-fond de notre étude d'où tirer des questions concernant les identités sociales. Toutefois, si l'on considère les processus régressifs comme un changement dans l'orientation de développement de toute une société, l'idée d'un processus régressif dans le Chili des années 80 est alors contestable. Car ce concept exprimerait bien, à notre avis, les conséquences d'une réduction manifeste de la marge d'action du secteur populaire, mais elle n'exprimerait pas de façon adéquate les conséquences qui, pour l'acteur dominant, furent l'élargissement de sa marge d'action à lui. D'ailleurs, dans la vie sociale de la période en question, il n'y a pas eu d'absence de règles, comme le suggère le concept de l'anomie qui a inspiré celui de la dissolution sociale. Ce qui fut fondamental dans cette période, a été un *changement des règles* du jeu imposé par un régime politique autoritaire. De nouvelles règles ont défini autrement la répartition du pouvoir social, en multipliant chez certains (la classe économique supérieure, les militaires) la marge de liberté dont ils disposent pour réaliser leurs objectifs, et en réduisant drastiquement cette marge chez d'autres (la classe économique inférieure, la classe politique de l'opposition). Ce ne serait donc que de façon indirecte que la dissolution concernerait la société globale.

En conclusion, il nous semble intéressant de vérifier si l'appartenance de groupe, exprimée par les individus des secteurs populaires, se rattache à des domaines privés et primaires, ou à des collectifs massifs indifférenciés, ou à des groupes secondaires d'intérêts se basant sur la position sociale.

³ Ce thème a été central dans les débats sur les processus de changement social des années 60-70 (voir Tilly, 1975, pour un exposé sommaire).

2. Méthode

2.1 Sujets

168 sujets habitants des quartiers pauvres de Santiago (n=132) et Concepcion (n=36) ont fourni les données pour l'étude⁴. Le tableau N°1 résume leurs caractéristiques socio-démographiques.

Dans le but de savoir dans quelle mesure nos données reflètent les caractéristiques de l'ensemble des habitants des quartiers populaires, il s'avère utile de comparer nos données à celles d'une étude des caractéristiques démographiques et socio-économiques des habitants des bidonvilles de Santiago, connue sous le nom de "enquête SUR". Cette étude a été conduite en 1985, auprès d'un échantillon représentatif de 900 domiciles (Rodriguez et Tironi, 1987). En ce qui concerne l'âge, nos données suivent la tendance générale révélée par l'étude mentionnée. En effet, on observe dans les deux cas une prédominance du segment des jeunes par rapport aux segments d'âge supérieure (Enquête SUR: 55%; nos données: 68%). La prédominance de la population jeune dans les bidonvilles est d'ailleurs un trait particulier de cet espace social par rapport à son importance dans l'ensemble de la population national (Rodriguez et Tironi, op.cit.). Toutefois, la comparaison reste approximative, les tranches d'âge n'étant pas identiques: 15 à 29 pour l'enquête SUR, 18 à 33 pour nos données.

⁴ L'échantillon est composé de sujets sans aucune expérience de participation communautaire, de sujets organisés, de sujets ayant suivi une expérience d'éducation populaire. Voir une description des groupes de l'échantillon dans le prochain chapitre.

TABLEAU N°1

PROFIL SOCIO-DEMOGRAPHIQUE DE L'ECHANTILLON: FREQUENCES OBSERVEES.

	Fréquences	Pourcentages
SEXE		
Féminin	95	56.5
Masculin	73	43.5
Total	168	100

AGE		
18 à 25 ans	68	40.5
26 à 33 ans	46	27.4
34 à 44 ans	23	13.7
45 à 60 ans	31	18.5
Total	168	100

SCOLARITE		
Primaire (jusqu'à 5 années)	25	14.9
Primaire (6 à 8 années)	12	7.1
Secondaire (9 à 11 années)	46	27.4
Secondaire (12 années)	60	35.7
Secondaire spéciale (13 années)	16	9.5
Supérieure universitaire	8	4.8
Total	168	100

OCCUPATION		
Travail "au noir" (par ex. petits marchands non-installés, ouvriers indépendants)	23	13.6
Emploi salarié du type service (par ex. employés administratifs inférieurs)	52	30.9
Emploi salarié du type productif (ouvriers)	9	5.3
Chômeurs	21	12.5
Etudiants	16	9.5
Maîtresses de maison	43	25.6
Sans réponse	4	2.4
Total	168	100

En ce qui concerne la scolarité, les conclusions de l'enquête SUR soulignent sa croissance persistante au cours des deux dernières décennies. 56% des habitants des bidonvilles, âgés de 24 ans et davantage, ont au moins 8 années d'études; 17% ont fini l'éducation secondaire, et 2% arrivent à l'éducation supérieure (contre 12% au niveau du total de la population de Santiago de plus de 24 ans). Il faut remarquer que les tranches d'âge inférieures à 24 ans s'associent à des niveaux supérieurs de scolarité, de sorte que les taux de scolarité ci-dessus sont de fait plus élevés au niveau de l'ensemble des habitants des bidonvilles. Malheureusement ces données au niveau agrégé ne sont pas disponibles. L'enquête SUR montre, toutefois, une tendance à la couverture éducative totale jusqu'à l'âge de 14 ans, à partir de quoi elle diminue aux environs de 12%, pour la tranche 20-24 ans (normalement, à 18 ans la personne termine l'éducation secondaire). Il nous semble, en définitive, que nos données, bien que montrant un surplus d'éducation par rapport à celles de l'enquête SUR, ne s'éloignent pas trop de la tendance générale des couches populaires: une scolarité moyenne qui rarement dépasse les études secondaires.

Quant à l'occupation, les données ne se prêtent pas à une comparaison aisée: l'enquête SUR se rapporte aux chefs des foyers, la notre à des répondants non rattachés au foyer comme unité d'analyse. L'enquête SUR montre que plus de la moitié de la force de travail reste hors du marché, soit au chômage (26%) soit dans des emplois marginaux "au noir" (27%). Les travailleurs indépendants constituent 11%. A peine 38% de la population des bidonvilles est soumise à des rapports de travail salarié (20% aprox. dans des emplois ouvriers et le reste dans la bureaucratie inférieure). Etant donné que dans les années 60, presque les deux tiers des occupés étaient des ouvriers salariés, de nos jours on parle à juste titre d'un phénomène de "désouvrierisation" et de "désalarisation" des couches populaires (Rodriguez et Tironi, op.cit.). De notre côté, la proportion de salariés est similaire, mais la relation entre ouvriers et bureaucratie inférieure est inversée: celle-ci est sur-représentée dans nos données. Les taux de chômage de notre échantillon sont d'autre part inférieurs à ceux de l'enquête SUR, ce qui est peut-être dû à la présence d'étudiants et de maîtresses de maison parmi nos sujets. En résumé, il nous semble que, eu égard aux limites de la comparaison, nos données retrouvent de façon

approximative les tendances générales des caractéristiques socio-démographiques de l'ensemble de la population des bidonvilles, tout en les intensifiant. Ceci en ce qui concerne la prédominance des jeunes, la scolarité relativement élevée, et les phénomènes de desouvrierisation et désalarisation de l'occupation.

2.2 Procédure

Les sujets furent interrogés chez eux, individuellement, au moyen d'un questionnaire⁵. La consigne fut : "Je travaille pour le Centre de Recherches et de Développement de l'Education (C.R.D.E.). Nous menons une enquête sur la participation à des organisations et des groupes sociaux. Nous serions très intéressés de pouvoir interroger des personnes, soit qui y participent soit que n'y participent pas. Pourriez-vous nous accorder un moment pour discuter, s'il-vous-plaît ?"⁶. Les variables "définition de l'endogroupe" et "définition de l'exogroupe" furent appréhendées au moyen d'un exercice d'association de mots. Pour la définition de l'endogroupe, la question suivante fut posée aux sujets :

- "Nous allons maintenant faire un exercice d'association de mots : Je vous dis un mot et vous devez me dire ce qui vous vient tout de suite à l'esprit. Il n'y a ni bonnes ni mauvaises réponses; elles sont toutes valables. Commençons avec le mot "NOUS". A qui pensez-vous lorsque je prononce le mot "nous" ? Qui est représenté par "nous" dans votre esprit ? (Jusqu'à 5 associations libres).".
- "Même chose avec le mot "eux" (pour la définition de l'exogroupe) : à qui ce mot vous fait-il penser ? Qui est représenté par "eux" dans votre esprit ? (Jusqu'à 5 associations libres)."

⁵ Les détails de la procédure, du questionnaire et du contexte méthodologique majeur où s'inscrit la présente étude, seront présentés dans le chapitre concernant les "effets éducatifs".

⁶ La consigne générale était la même pour tous, mais il y a quelques variations mineures en fonction du public interrogé (participants à des expériences d'éducation populaire, à des organisations sociales).

Nous tenons cette technique de Di Giacomo (1981), qui utilisa un exercice d'associations libres pour étudier l'identité sociale wallonne, et particulièrement son contenu évaluatif. Di Giacomo utilisa des stimuli inducteurs tels que "wallon" et "flamand", qui représentent des catégories sociales nettes dans la société belge. Etant donné que, dans notre cas, nous n' étions pas justement intéressés de savoir le contenu valoratif des appartenances, nous nous sommes abstenus de proposer des catégories sociales réelles comme stimuli inducteurs. "Nous" et "eux", par contre, sont des mots fréquemment utilisés dans la littérature sur l'identité sociale pour exprimer, d'une manière proche du sens commun, la signification des concepts tels que identité sociale, catégorisation sociale. Zavalloni et Louis-Guérin (1984) ont utilisé ces mots dans leurs recherches sur l'identité sociale. D'autre part, nous voulions approcher, par le moyen de cette technique et ces mots particuliers, l'appartenance psychologique, celle reconnue par le sujet lui-même, et non celle attribuée au sujet par l'observateur externe. Leur emploi comme stimuli inducteurs dans un questionnaire préliminaire fut largement concluant.

Un champ social est souvent le cadre de multiples appartenances qui font que chaque individu appartient à plusieurs groupes. Les mêmes individus peuvent appartenir à des catégories différentes, selon un premier critère, par exemple la classe sociale, et à une même catégorie, selon un second critère, par exemple le sexe. La primauté d'une appartenance ou d'une autre dépend largement des situations spécifiques qui les rendent saillantes⁷. Dans la situation d'interview de cette étude, nous avons cherché à ne rendre saillante aucune appartenance, au moins de façon explicite. Nous supposons que dans ce cas la technique utilisée a fait sortir les appartenances les plus ressenties et investies par les sujets.

⁷ Dans cette ligne, il a été montré que lorsque plusieurs appartenances sont rendues saillantes pour les sujets, l'accentuation des contrastes et des comportements discriminatoires, que l'on trouve lorsqu'il est question d'une appartenance unique, s'affaiblit (Doise, 1984).

2.3 Traitement des données

Nos objectifs seront atteints au moyen de 1) l'observation simple de l'inventaire d'associations libres remises par les sujets, et leurs fréquences, et 2) une *analyse de classification*, dans le but de regrouper les sujets dans un nombre réduit de classes homogènes en fonction de l'ensemble de leurs associations libres ("nous" et "eux"). Il ne sera pas question ici de classification par des méthodes faisant appel à la subjectivité du chercheur, mais de classification automatique au moyen d'algorithmes formalisés⁸. Une des principales difficultés des méthodes de classification consiste à définir des distances ou des dissimilarités objectives entre individus, surtout dans des cas comme le notre, où ceux-ci sont décrits par des caractères qualitatifs. Les distances entre nos individus seront alors basées sur leurs scores factoriels, suite à une analyse factorielle de correspondances multiples (A.F.C.M.) dont on n'interprétera ni les facteurs ni les plans.

⁸ La classification est obtenue par croisement de plusieurs partitions de base construites autour de centres mobiles. Le déroulement de cet algorithme est le suivant: Dans un premier temps on regroupe les individus autour de k centres arbitraires $c_1, c_2, \dots, c_k$ de la manière suivante: la classe associée à c_1 est constituée de l'ensemble des individus plus proches de c_1 que de tout autre centre. On calcule alors les centres de gravité $g_1, g_2, \dots, g_k$ des classes que l'on vient de former. On effectue alors une deuxième partition en regroupant les individus autour des g qui prennent alors la place des centres c de la première étape. On calcule les centres de gravité de ces nouvelles classes, on regroupe les individus autour d'eux et ainsi de suite jusqu'à ce que la partition mesurée par l'inertie intraclasse ne s'améliore plus. Puis les classes stables ainsi créées sont agrégées (selon le critère de Ward) par une méthode de classification hiérarchique de sorte que chaque classe d'une partition est incluse dans une classe de la partition suivante (Bouroche et Saporta, 1989; Lebart, Morinau et Lambert, 1988).

3. RESULTATS

3.1. Contenu et fréquences des associations libres

Toutes les associations libres que l'échantillon a produit face aux stimuli inducteurs, sont présentées dans les tableaux N°2 et N°3. Nous en déduisons les observations suivantes:

a) Dans la liste "nous", la fréquence la plus haute correspond à la famille. Le sentiment d'appartenance familial est probablement le plus fondamental de tous. Si notre question a évoqué spontanément la famille, cela signifie qu'elle a touché les liens solidaires envers lesquels le sujet se sent réellement obligé.

b) Les associations qui évoquent la position sociale où se situe le sujet sont diverses: travailleurs, peuple, classe inférieure, pauvres, bidonville, chômeurs, exploités, opprimés, marginaux, nécessiteux, humbles. Notons que le mot "ouvrier" est absent. Vu la structure occupationnelle de l'échantillon, axée principalement sur les emplois salariés dans le secteur de services, ce qui précède ne doit pas étonner. Dans les années 80, il y eut au Chili un processus effectif de diminution des occupations ouvrières, dont on a parlé précédemment⁹. D'ailleurs, les emplois ouvriers dans le secteur secondaire (les industries, la construction), base de la catégorie ouvrière et du prolétariat classique, très rares dans notre échantillon, ne représentent que 11% de la force de travail dans l'enquête SUR, mentionnée auparavant.

⁹ A ceci, il faut ajouter le fait qu'à partir de 1979, la catégorie occupationnelle "ouvrier" a cessé d'exister dans les lois sociales, pour s'appeler "travailleur".

TABLEAU N°2

NOUS : LISTING DES ASSOCIATIONS LIBRES DES SUJETS (N=168) ET FREQUENCES

la famille.....	101
les amis.....	63
les femmes.....	34
le peuple.....	31
les enfants.....	31
les chiliens, la nation.....	24
les voisins.....	23
le bidonville.....	21
les travailleurs.....	21
le couple.....	19
le (un) groupe.....	19
unis (adjectif).....	19
les chrétiens, les catholiques.....	16
l'organisation.....	14
la communauté.....	13
les gens.....	12
les copains.....	11
les pauvres.....	11
les copains de formation.....	10
les parents.....	9
les collègues.....	9
nous tous.....	8
les copains de travail.....	8
l'opposition.....	8
l'humanité.....	7
les jeunes.....	6
les opprimés.....	6
les exploités.....	5
lutte.....	5
les maîtresses de maison.....	4
les marginaux.....	4
nous nombreuses.....	4
les hommes.....	3
les gauchistes.....	3
les conscients.....	3
les organisés.....	3
les nécessiteux.....	2
la classe inférieure.....	2
les humbles.....	2
les chômeurs.....	2
les travailleuses.....	2
le quartier.....	2
les vieillards.....	1
les latinos.....	1
le gouvernement.....	1
Cema-Chile.....	1
 TOTAL.....	 604
MOYENNE.....	3.6

L'enquête SUR posa aussi la question des identités collectives: on a demandé aux sujets (des adultes chefs de foyer) de choisir de s'identifier à la "classe ouvrière", ou au "peuple" ou à la "classe moyenne" ou à la "classe inférieure". Les résultats montrent une identification ouvrière prédominante (35%); celle-ci est surtout masculine et composée des adultes âgés de plus de 30 ans (Valenzuela, 1987). Nonobstant, l'identification ouvrière a diminué par rapport aux années soixante, à en juger par les données d'une étude de l'époque où le taux était de 50% (Aldunate, 1970, cité par Valenzuela, op.cit.). La différence entre nos résultats et ceux de l'enquête SUR concernant l'identification ouvrière peut être expliquée, outre le fait de la rareté des emplois ouvriers, par la sous-représentativité des hommes adultes dans notre échantillon, comparativement à l'autre. D'autre part, la technique d'interrogation utilisée par l'enquête SUR, ayant offert la possibilité explicite de choisir "classe ouvrière" parmi quatre catégories, aurait de ce fait favorisé une identification ouvrière supérieure à celle saisie par notre technique, beaucoup plus ouverte, ne l'ayant guère évoqué de façon explicite.

c) Certaines associations de la liste "nous" se réfèrent directement au domaine politique: "l'organisation", "l'opposition", "les gauchistes", les conscients", "les organisés". De plus, il existe d'autres associations qui sont chargées d'une connotation politique, comme les opprimés, les exploités, mais à la différence des précédentes, celles-ci sont moins susceptibles d'être identifiées à des minorités actives dans le domaine politique par les sujets qui les relèvent.

d) Dans la liste "eux", les mots les plus cités se réfèrent à la dictature militaire. Ceci est significatif du climat social et politique, vécu dans les années 80 dans le pays, qui segmentait en espaces sociaux opposés, d'après l'adhésion ou le rejet du régime de Pinochet. Les items relatifs à la classe supérieure (riches, patrons) sont également nombreux.

TABLEAU N°3

EUX: LISTING DES ASSOCIATIONS LIBRES DES SUJETS (N°168) ET FREQUENCES.

le gouvernement.....	65
les flics.....	31
les militaires.....	29
les riches.....	29
les inconnus.....	27
les patrons.....	23
les voisins.....	20
les hommes.....	19
les délinquants.....	18
les oppresseurs.....	18
des pairs, partenaires.....	17
les autres.....	13
les tortionnaires.....	13
les puissants.....	12
les gens statuts supérieurs.....	11
ceux qui votent Oui.....	11
la famille élargie.....	9
les ennemis.....	9
immoraux (adj.).....	9
plus forts (adj.).....	8
la classe basse.....	7
les gens.....	6
les inconscients.....	6
les enfants.....	6
les bourgeoises.....	5
l'autre bidonville.....	5
les chômeurs.....	4
les victimes.....	4
Pinochet.....	4
le reste.....	3
la classe supérieure.....	3
les jeunes.....	3
les opportunistes.....	3
les rouges.....	3
les politiciens.....	3
le comité de quartier.....	2
les vieillards.....	2
les fascistes.....	2
les partis de droite.....	2
les femmes.....	2
les formateurs.....	2
 TOTAL.....	 468
MOYENNE.....	2.8

e) Un second élément d'intérêt se référant à l'exogroupe, est l'existence d'associations qui renvoient aux quartiers populaires, l'espace habitationnel propre au sujet émetteur: "classe inférieure", "voisins", "gens d'un autre bidonville", "délinquants locaux". Campero (1987) a observé dans les quartiers populaires de Santiago un phénomène du même ordre, une tendance à la différenciation sociale qui se manifeste à travers des efforts pour se distinguer des autres (façade des maisons, démarcation des secteurs supérieurs et inférieurs à l'intérieur des bidonvilles, des gens plus et moins intruits, etc.): "La síntesis de lo anterior es el uso reiterativo, en el lenguaje poblacional, de la noción de 'decencia', que se aplica para distinguir unas familias de otras, en un medio donde historicamente los resultados de los deterioros económicos o de la pobreza -agravados hoy- han dado lugar a situaciones de degradación o de conductas desviadas de las que el poblador trata de separarse radicalmente" (Campero, op. cit., p.46) La constitution d'un exogroupe "endogène" pourrait être interprétée comme l'expression d'un mécanisme de défense du sujet, tendant à protéger son identité sociale, si menacée, par la comparaison avec d'autres se trouvant dans des conditions pires.

3.2. Classes de sujets :

Les réponses des sujets ont été soumises à la procédure suivante. Chacune des associations contenues dans les deux tableaux (sauf les adjectifs) fut convertie en variable dichotomique, par exemple le mot "famille" a été converti en la variable *famille*, dont les modalités sont absence et présence. L'ensemble de ces variables dichotomiques fut ensuite soumis à un AFCM. Nous savons que les modalités de fréquence très rare tendent, en raison des calculs effectués par l'AFCM, à constituer des axes factoriels de façon relativement artificielle, ce pourquoi nous n'avons intégré à l'analyse que les items à fréquence supérieur à cinq. Nous avons créé arbitrairement trois autres variables, à partir d'items de fréquence rare: *exclus*, *radicaux* et *semblables*.

i) La variable *exclus* se rapporte à l'endogroupe ("nous") et intègre les associations suivantes : "classes inférieures", "chômeurs", "exploités", "marginaux", et "nécessiteux". Les contenus qui y ont été exprimés se réfèrent à une appartenance caractérisée, il nous semble, par un fort sentiment de marginalisation sociale, qui ne serait pas apparu dans l'analyse, étant donné les basses fréquences de leurs composants.

ii) La variable *radicaux* se rattache aussi à l'endogroupe et intègre les associations "organisés", "conscients", et "gauches", en se référant à une appartenance politique active et quelque peu radicalisée qui, étant donné également les basses fréquences de leurs composants, ne serait pas apparue dans l'analyse.

iii) La variable *semblables* se réfère à l'exogroupe, en intégrant les associations telles que: les "clients" (de la part d'un cordonnier), des "vendeurs" (de la part d'un chauffeur des transports en commun), "ceux de l'autre groupe de jeunes" (de la part d'un membre d'un centre de jeunes). Ce qui est commun à toutes les associations intégrées dans la variable "semblables" est, à notre avis, qu'elle se réfère à des personnes qui, comme la personne interrogée, appartiennent au monde populaire : ce sont ses semblables sociaux, ce sont ses semblables dans la société.

Le diagramme des valeurs propres produit par l'AFCM a montré de nombreux axes (17!) supérieurs à la valeur propre moyenne. Toutefois, la diminution régulière et faible, à partir du 6ème axe, fait penser que chaque nouvel axe contribue de façon similaire à l'inertie totale (cf. figure en annexes). Ainsi, les faits de structure semblent se concentrer sur les premiers axes dont nous avons interprété les trois premiers (cf. annexes). Le but de notre étude étant mieux servi par une analyse des classes de sujets plutôt que par des classes des modalités des variables, nous nous contenterons ici de l'examen des premières. Il faut cependant signaler que, pour l'analyse de classification, les sujets ont été caractérisés par leurs 6 premières coordonnées factorielles. L'interprétation des facteurs n'a d'ailleurs rien ajouté de spécial par rapport à l'interprétation des classes de sujets. Nous avons retenu les 6 classes de sujets résumant

le mieux, à notre avis, la variabilité des données: voici leur description :

La classe N°1 se caractérise globalement par le fait que les sujets omettent complètement la domination sociale et politique, dans la catégorisation de l'espace social. L'endogroupe est constitué par des relations primaires: ce sont les amis, abstraction faite de toute référence à des positions sociales subordonnées. L'exogroupe est constitué par les inconnus, les voisins, la classe inférieure. On n'évoque ni l'état dictatorial, ni ses alliés de classe (cf. tableau N°4). Nous pourrions dire que cette classe exprimerait les conséquences de la dissolution sociale dans la mesure où elle témoigne d'un particularisme de l'identité sociale et par conséquent, d'un manque d'articulation de celle-ci au niveau des groupes secondaires d'intérêts de classe. Aucune variable socio-démographique ne semble caractériser cette classe de façon particulière .

TABLEAU N°4: DESCRIPTION DE LA CLASSE N°1 (n=49) A PARTIR DES 15 MODALITES
LES PLUS CARACTERISTIQUES

MODALITES	% DANS L'ECHANTILLON	% DANS LA CLASSE
Nous les amis (présence)	38	59
Eux inconnus (présence)	16	43
Eux les voisins (présence)	12	27
Eux classe inférieure (")	4	12
Nous exclus (absence)	93	100
Nous peuple (absence)	82	96
Eux riches (absence)	83	100
Eux oppresseurs (absence)	89	100
Eux flics (absence)	82	97
Eux gouvernement (absence)	62	86
Eux tortionnaires (absence)	92	100
Eux gens status+ (absence)	94	100
Eux ceux qui votent Oui (")	94	100
Eux militaires (absence)	83	96
Groupe contrôle	22	43

*
* *

Dans la classe n° 2, l'endogroupe est constitué en bonne partie par "les femmes" et l'exogroupe par "les hommes" (cf. tableau n° 5). Il s'agirait d'une affirmation féministe plutôt que d'une identification purement descriptive, si l'on considère qu'une partie

de l'échantillon a participé à des expériences d'éducation populaire d'où la sensibilisation aux problèmes des femmes n'était pas absente. On observe une tendance des sujets à catégoriser en termes autres que la domination politique et la subordination sociale de classe. Apparemment, la catégorisation en termes de genre est suffisamment totalisatrice de la réalité sociale, pour intégrer une dimension aussi totalisatrice que la dimension socio-politique. Il est intéressant de constater que l'identité féministe est, au sein des couches populaires, l'affaire des femmes les plus éduquées. Nous ne pourrions pas interpréter cette classe comme étant significative de dissolution sociale, étant donné que le féminisme exprime des intérêts de groupe secondaire.

TABLEAU N°5: DESCRIPTION DE LA CLASSE N°2 (n=29) A PARTIR DES 15 MODALITES
LES PLUS CARACTERISTIQUES

MODALITES	% DANS L'ECHANTILON	% DANS LA CLASSE
Nous les femmes (présence)	20	55
Nous tous (présence)	5	17
Eux les hommes (présence)	11	45
Nous famille (absence)	40	72
Nous les amis (absence)	63	90
Nous communauté (absence)	92	100
Nous les exclus (absence)	93	100
Nous radicaux (absence)	95	100
Nous collègues (absence)	95	100
Eux les riches (absence)	83	100
Eux tortionnaires (absence)	92	100
Eux semblables (absence)	90	100
Eux les flics (absence)	82	97
Scolarité secondaire complète	45	69
Sexe féminin	57	76

*
* *

Dans la **classe N° 3**, le gouvernement dictatorial et la police sont les composantes principales de l'exogroupe et, dans une moindre mesure, les délinquants locaux. L'endogroupe se situe non pas dans un espace relatif au travail, mais habitationnel: le bidonville. Ce sont les jeunes (18 à 25 ans) et les étudiants qui sont les mieux représentés dans cette classe. Dans une moindre mesure, l'endogroupe intègre également le micro-espace éducatif ouvert par les expériences d'éducation populaire: "copains de formation" (cf. tableau N°6). L'endogroupe situé dans le bidonville exprime la segmentation spatiale

concomitante à la segmentation sociale typique des grandes villes latino-américaines: les pauvres se regroupent dans la périphérie de la ville. Ce sont des lieux de pauvreté et également de délinquance. Les individus de cette classe se démarquent donc par rapport à la déviation sociale ou morale tout en affirmant une déviation politique par rapport au projet de Pinochet. C'est ainsi qu'ici, nous nous trouvons loin de l'anomie sociale. Peut-être que ces individus anticipent une identité de groupe secondaire concernant des intérêts locaux, liés aux conditions de vie des bidonvilles.

TABLEAU N°6: DESCRIPTION DE LA CLASSE N°3 (n=23) A PARTIR DES 15 MODALITES
LES PLUS CARACTERISTIQUES

MODALITES	% DANS L'ECHANTILLON	% DANS LA CLASSE
Nous le bidonville (présence)	13	52
Nous copains de formation (")	6	26
Nous la famille (présence)	60	87
Nous copains de travail (")	5	17
Eux les flics (présence)	19	70
Eux délinquants (présence)	11	44
Eux le gouvernement (présence)	38	78
Nous les travailleurs (absence)	88	100
Nous les chrétiens (absence)	91	100
Nous les exclus (absence)	93	100
Eux les patrons (absence)	86	100
Débutants "A.A"	8	35
Anciens "A.A."	12	35
Age: 18 à 25 ans	41	74
Occupation: étudiants	10	31

*
* *

La classe N° 4 concerne la domination sociale et politique en opposant fondamentalement le travail et le capital. L'endogroupe est constitué des "travailleurs", des "chrétiens", des "collègues", des "voisins". L'exogroupe, des "patrons", des "riches" mais aussi des "militaires", témoignant de leur alliance politique pendant le gouvernement de Pinochet. Les hommes et les adultes sont bien représentés dans cette classe. La présence d'une certaine identification chrétienne, significative bien que non majoritaire, suggère que le conflit de classe a, ici, un substrat moral chrétien. D'ailleurs une partie de l'échantillon est lié à l'Eglise Catholique: les expériences d'éducation populaire se sont développées au sein de

paroisses. Apparemment, la morale chrétienne aurait plus d'importance que l'idéologie marxiste dans la contestation de la domination de classe, à en juger par l'absence de "radicaux" définissant l'endogroupe (cf. tableau n°7).

TABLEAU N°7: DESCRIPTION DE LA CLASSE N°4 (n=16) A PARTIR DES 15 MODALITES
LES PLUS CARACTERISTIQUES

MODALITES	% DANS L'ECHANTILON	% DANS LA CLASSE
Nous travailleurs (présence)	13	75
Nous chrétiens (présence)	10	38
Nous collègues (présence)	5	25
Nous voisins (présence)	14	38
Eux les patrons (présence)	14	88
Eux les riches (présence)	17	63
Eux militaires (présence)	17	50
Eux oppresseurs (présence)	11	31
Nous chiliens (absence)	86	100
Nous un groupe (absence)	89	100
Nous l'organisation (absence)	92	100
Eux les hommes (absence)	89	100
Débutants U.N.D.	13	44
Sexe masculin	44	75
Age de 34 à 44 ans	14	38

*
* *

La classe N°5, réunit des individus qui catégorisent également d'après la domination sociale et politique, mais cette fois en dehors du monde du travail. L'endogroupe est composé par les "exclus" et le "peuple", l'exogroupe par les "puissants" qui ne sont pas spécifiés (cf. tableau N°8). Rappelons que le libellé "exclus" rassemble ceux qui ont associé les mots "classe inférieure", "chômeurs", "exploités", "marginiaux" et "nécessiteux". Il s'agit, à notre avis, d'une identité sociale négative dans la mesure où elle se définit en termes d'échec voire de victimisation. Les individus ayant terminé leurs études secondaires sont bien représentés dans cette classe: celle-ci exprime peut-être une frustration des espoirs de mobilité sociale ascendante. Nous ne doutons pas du caractère non primaire et non particulariste de l'identité sociale de ces sujets: faut-il alors considérer cette classe comme exprimant une identité de groupe secondaire?. L'identification au "peuple" pourrait faire penser à un groupe secondaire revendiquant des droits civils face à l'Etat.

Mais la prédominance d'une identité sociale négative en opposition à un exogroupe constitué de "puissants" non spécifiés, nous rapproche plutôt d'une sorte de catégorie mythique.

TABLEAU N°8: DESCRIPTION DE LA CLASSE N°5 (n=12) A PARTIR DES 15 MODALITES
LES PLUS CARACTERISTIQUES

MODALITES	% DANS L'ECHANTILON	% DANS LA CLASSE
Nous les exclus (présence)	7	67
Nous le peuple (présence)	16	67
Eux les puissants (présence)	7	58
Nous enfants/fils (absence)	82	100
Nous la famille (absence)	40	75
Nous les voisins (absence)	86	100
Nous le bidonville (absence)	88	100
Nous un/le groupe (absence)	89	100
Nous le couple (absence)	89	100
Eux les inconnus (absence)	84	100
Eux les patrons (absence)	86	100
Eux les voisins (absence)	88	100
Eux les hommes (absence)	89	100
Eux semblables (absence)	90	100
Scolarité secondaire complète	45	83

*
* *

Enfin, la **classe n° 6** ne présente pas un profil aussi net et intéressant que les autres. En fait, elle correspond en grande partie (32 des 39 sujets) à la classe résiduelle de l'analyse¹⁰. En effet, nous y retrouvons les résidus des modalités ayant servi à caractériser les classes précédentes, ou des modalités rares à faible poids descriptif. Si, malgré cela, nous lui faisons une place c'est dû à la présence de "nous radicaux". Nous sommes un peu surpris du fait que les modalités "l'organisation", "l'opposition", "radicaux", définissant toutes un endogroupe axé sur le champ de l'action politique, ne caractérisent aucune des classes précédentes. Pourtant

¹⁰ L'analyse de classification cherche les groupements stables après croisement de plusieurs partitions construites autour d'individus tirés au hasard. Les individus qui ont toujours été classés ensemble définissent des "formes fortes" (groupements stables) qui sont en quelque sorte les parties vraiment homogènes de l'ensemble des individus car elles ont résisté aux aléas des tirages des noyaux. Une fois déterminé le nombre de centres à conserver pour la classification hiérarchique, il reste à reclasser les individus qui n'appartiendraient pas aux classes retenues. Ils peuvent être affectés à la classe stable la plus proche; sinon ils seront regroupés au sein d'une classe dite résiduelle (Lebart, Morinau, et Lambert, 1988).

il s'agirait d'un champ non négligeable comme producteur d'identité sociale positive.

TABLEAU N°8: DESCRIPTION DE LA CLASSE N°6 (n=39) A PARTIR DES 15 MODALITES
LES PLUS CARACTERISTIQUES

MODALITES	% DANS L'ECHANTILON	% DANS LA CLASSE
Nous l'humanité (présence)	4	13
Nous le peuple (présence)	19	33
Nous radicaux (présence)	5	13
Nous la communauté (présence)	8	15
Eux ceux qui votent Oui (")	7	21
Eux gens status+ (présence)	7	18
Eux les riches (présence)	17	28
Nous les collègues (absence)	88	100
Nous les amis (absence)	63	80
Nous les opprimés (absence)	96	100
Eux les hommes (absence)	89	100
Eux les inconnus (absence)	84	97
Eux classe inférieure (absence)	96	100
Eux les gens (absence)	96	100
Eux les délinquants (absence)	89	97

*
* *

4. Discussion et conclusions

Dans la littérature on trouve souvent l'idée que les identités collectives des secteurs défavorisés se sont construites autour du travail: la classe ouvrière, les travailleurs (cf.Valenzuela, 1987); nos résultats suggèrent que cela n'est vrai qu'en partie. Nous avons constaté l'existence de plusieurs associations liées au "nous", impliquant une reconnaissance, de la part du sujet, de la situation de subordination qu'il occupe dans la hiérarchie sociale: "les travailleurs", "les pauvres", "le peuple", "le bidonville", "les marginaux", "les opprimés", "les femmes" et d'autres..Il n'y a donc pas un principe dominant d'identification populaire. Toutefois, l'ensemble de ces associations ne renvoi pas à des groupes secondaires organisés, sauf "travailleurs" et "femmes". Dans le cas des travailleurs, il existe une certaine tradition d'organisation et de lutte; le syndicat étant d'ailleurs une institution stable. Les femmes, de leur côté, se donnent des instances

de plus en plus organisées, notamment dans les milieux professionnels; pendant les années 80 elles ont fait des efforts de sensibilisation de cette problématique en milieu populaire. Par ailleurs, les femmes peuvent difficilement se sentir identifiées avec le mot "travailleurs", étant donné que dans ce secteur, la femme appartient principalement au domaine domestique. Il est donc possible que, chez ces femmes, le sens d'appartenance sociale subordonnée, lorsqu'elle existe, s'exprime au travers d'autres catégories (le peuple, les exclus), à chaque fois qu'elle ne s'exprime pas à travers une appartenance de sexe.

Un pourcentage non négligeable de l'échantillon (45%), ne rapporte pas un sens d'appartenance à des groupes inférieurs de l'échelle sociale, bien qu'il se trouve objectivement là. Dans notre échantillon, il y a une sur-représentation des individus liés à des pratiques d'éducation populaire et à des organisations sociales, qui sont censées conscientiser les gens à propos de la domination sociale. Il est donc possible que dans les milieux populaires en général, ce pourcentage soit encore plus élevé. Comment expliquer ce phénomène de non-identification populaire?. Une explication postulerait que ces individus se trouvent dans des conditions socio-économiques objectives proches des classes moyennes, ce qui n'est pas probable. Une version plus nuancée et plus vraisemblable de cette hypothèse postulerait que ces gens, bien que se trouvant dans des conditions socio-économiques appauvries, auraient vécu une trajectoire sociale ascendante dans le passé proche; de ce fait, leur non-identité populaire exprimerait un refus de revenir en arrière. Est-ce que cela impliquerait une vision déformée de leur réalité sociale et de leur mode d'insertion dans l'ensemble socio-historique?. Pas nécessairement, à notre avis. La théorie taylorienne de l'identité sociale prévoit que si un groupe n'a aucune contribution à apporter à l'auto-estime du sujet, à cause d'une sous-valorisation consensuellement reconnue du groupe, ce sujet tendra à abandonner le groupe objectivement ou subjectivement (désaffiliation ou désidentification). A moins que cet abandon soit impossible. Parmi les raisons qui rendent cet abandon difficile, il y a les valeurs du sujet, les appels à la solidarité des autres membres. Nous suggérons toutefois qu'une autre raison rendant l'abandon difficile, très pertinente dans notre cas, est liée au caractère naturel ou biologique

des attributs qui définissent le groupe. Il sera plus difficile pour un noir ou pour une femme d'abandonner subjectivement leur groupe objectif, que pour l'individu pauvre, d'abandonner le sien. Ceci parce que, pour le premier, il est impossible de modifier l'attribut biologique qui définit leur appartenance: être noir ou être femme. L'individu pauvre a, par contre, la possibilité théorique de modifier l'attribut qui le définit: la pauvreté. La mobilité sociale est toujours une possibilité théoriquement ouverte à laquelle rêvent de nombreux individus pauvres. C'est ce dont sont fort conscients les scénaristes des séries télévisées en Amérique Latine, qui évoquent souvent le thème. Il est probable que plus les attributs caractéristiques d'un groupe social sont naturels ou biologiques, plus difficile est la désidentification à ce groupe social quand celui-ci ne contribue pas à valoriser le soi des sujets. Inversement, plus ces attributs sont acquis, plus facile est la désidentification, si d'autres conditions restent constantes. Tout se passe comme si la construction d'une identité sociale relevait d'une situation ouverte de choix, dont la décision de non-identification est une des possibilités rationales.

Dans l'échantillon coexistent des identités de groupes primaires et de groupes secondaires. En dépit des effets atomisants de l'autoritarisme politique, des appartenances de groupe secondaire de genre (femmes), de classes laborieuses et de minorités actives dans le domaine politique, arrivent à s'articuler. Le reste des individus rapporte une appartenance soit à des catégories inférieures, sans profil organisationnel (peuple, exclus), soit à des groupes primaires. Vu la sur-représentation des sujets qui sont supposés être conscientisés dans l'échantillon, nous avons espéré une présence plus importante d'identité collective secondaire. En tout cas, ces résultats ne sont pas concluants en ce qui concerne l'hypothèse de la dissolution sociale, l'étude n'ayant pas été conçue pour la tester.

La technique des associations libres s'est révélée féconde pour examiner l'appartenance sociale subjective des individus. On ne pourrait supposer a priori l'identification du sujet avec des catégories d'appartenance objective, surtout dans le cas des catégories sociales mésestimées. Les études d'identité sociale

devraient intégrer une estimation du degré d'appartenance subjective de l'individu. Au moyen de la technique d'associations libres et des stimuli inducteurs utilisées dans cette analyse, les personnes interrogées ont exprimé de façon spontanée des liens crédibles de solidarité, comme en témoigne l'étendue de l'appartenance familiale. Ceci dit, nous ne prétendons pas avoir saisi les appartenances subjectives, de façon essentielle et exclusive. Comme nous l'avons avancé dans l'introduction, la littérature montre que la primauté de l'une ou de l'autre dans l'esprit d'un même individu dépend en partie des situations et des enjeux spécifiques auxquels il se sent confronté au moment de son discours. Certes, nous n'avons rendu aucune appartenance saillante de manière explicite lors de l'interview, ce qui nous permet de faire l'hypothèse que les appartenances saisies ont été les plus investies par les sujets eux-mêmes; reste vraie l'absence, dans notre méthode, de mesures de contrôle des possibles effets de "saillance".

Pendant les années du gouvernement militaire, des agences de travail social opposées au projet politique de celui-ci, ont essayé de combattre les effets atomisants de la "dissolution sociale" sur les identités collectives en milieu populaire. Des dispositifs éducatifs conscientisateurs de la réalité socio-politique, à méthodes participantes, ont été mis en place dans ce but. Dans le prochain chapitre, nous analyserons les effets de ces expériences sur la définition de "nous" et d'"eux" des participants.

*

* *

CHAPITRE N°6

ETUDE DES EFFETS DE FORMATION EN MILIEU POPULAIRE

1. Le problème

Après le coup d'état, de nombreuses institutions privées ont été créées au Chili dans le but d'une recherche et d'une action sociale en milieu populaire. Ce travail social, au départ assistentiel, a acquis au cours du temps une dimension fondamentalement éducative. On l'appelle d'ailleurs éducation populaire. Il s'est agi d'un mouvement éducatif se voulant à la fois préparation technique pour résoudre des problèmes quotidiens (de production, consommation, vie familiale, etc.) et préparation politique: rendre les gens plus conscients et mobilisables, dans le but d'augmenter leur pouvoir social et politique.

Cette étude traite de la relation existant entre les intentions et les effets de l'éducation populaire au Chili. Il s'agit en quelque sorte d'un travail d'évaluation. Mais contrairement aux études d'évaluation réalisées en la matière, qui privilégient avant tout le pourquoi et le comment des expériences éducatives en cours, nous nous intéresserons pour notre part essentiellement aux effets à posteriori. Concrètement, nous analyserons les effets de trois programmes d'éducation populaire sur d'une part, la participation du public bénéficiaire à des organisations les concernant et d'autre part, sur les représentations, par ce même public, de certains aspects de leur insertion dans la société.

Nous pensons que la question visant à connaître les effets de l'éducation a toute son importance dans la mesure où nous considérons que toute action éducative institutionnalisée consiste en une intervention ponctuelle dans la trajectoire de vie des personnes éduquées. Cette action éducative a une finalité plus large qu'elle-même. Elle vise à préparer les personnes à la vie. Contrairement à l'expérience scolaire qui prépare à une vie qui ne commencera que bien

plus tard, l'éducation populaire rapproche l'éducation de la vie et suit ses sujets dans leurs problèmes quotidiens. Mais comme cet accompagnement est forcément limité dans le temps, le meilleur moment pour observer son sens et son utilité du point de vue des usagers est le moment qui suit son achèvement. Par ailleurs, les effets éducatifs peuvent se cristalliser à tout moment après -et pas nécessairement pendant- le déroulement du programme éducatif.

2. Antécédents théoriques

García Huidobro (1989) a passé en revue les intentions éducatives de 100 programmes d'éducation populaire : 74 d'entre eux font de l'organisation un point important de leur action, après avoir observé qu'elle était insuffisante. Ils tentent de consolider les organisations déjà en place et d'encourager la création de nouvelles organisations partant de l'idée que le dépassement des problèmes sociaux, économiques et politiques que connaissent les secteurs populaires nécessite l'amélioration de leur capacité organisatrice.

Une quantité importante de programmes d'éducation populaire s'est adressée à des sujets déjà organisés, au sein de groupes de défense des intérêts ou d'autres groupes (voir chapitre "Education populaire"). Pourtant la plupart de la population des bidonvilles ne participe pas à des organisations. Seuls 28% de la population adulte des bidonvilles participe au sein d'organisations de tous types, y compris les clubs de sport (Valenzuela, 1987)¹. En fait, et peu importe les motifs, l'éducation populaire a d'avantage travaillé avec un public expérimenté en participation communautaire.

Malgré ce qui vient d'être dit, elle s'est également adressée à un public sans participation. Nous pouvons nous demander ce qu'il est advenu de ces personnes, une fois terminée l'expérience éducative : se sont-elles ou non affiliées à des organisations de défense des intérêts? Ceci nous intéresse afin de découvrir jusqu'à quel point et

¹ L'étude de Valenzuela montre que le 14% des chefs de foyer interrogés et le 0.9% de leurs conjoints, participent à des clubs de sport.

éduquées aux divers espaces d'action du processus éducatif et à ses diverses étapes représente un apprentissage central pour le développement de conduites participantes dans d'autres sphères de la vie sociale (famille, travail, voisinage, participation à la vie publique). De cette façon, le goût pour la participation, pris lors des programmes éducatifs, pourrait ensuite être canalisé vers des organisations de défense des intérêts. En réalité, cette théorie implicite des éducateurs exprime clairement leur opposition au régime politique autoritaire en place et à ses conséquences sur les comportements des secteurs populaires. Le but est de lutter contre l'isolement, l'apathie et l'autoritarisme des habitudes. Cependant, l'apparition d'attitudes participantes lors de sessions éducatives ne garantit par leur généralisation à d'autres sphères (la famille, le travail) régies par des modèles culturels différents et parfois opposés à la participation. En tout état de cause, même s'il est vrai que la méthode participante professe un modèle culturel généralisable, il n'y a rien qui nous permette de penser que la participation se canaliserait vers des organisations de défense des intérêts plutôt que vers d'autres. Tout cela justifierait l'étude des effets de cette méthode; nous ne l'aborderons que de manière spéculative dans la discussion des résultats.

La seconde justification met en relation l'organisation et la conscience critique. Le discours sur les objectives politiques de l'éducation populaire -que nous appellerons projet pédagogique fondamental- s'inspire de théories interprétatives de la réalité sociale influencées par le marxisme. D'après celles-ci, la pauvreté et la marginalité ne proviennent pas du retard de certains secteurs sociaux par rapport à d'autres plus développés, mais bien du style de développement "modernisateur", qui suscite des relations sociales de domination. L'impact de ces théories sur la formation d'adultes s'est exprimé -principalement dans les travaux de Paulo Freire- par des conceptions et des pratiques éducatives de sensibilisation au problème de la domination sociale. D'après P. Freire, le processus éducatif doit mener l'adulte d'une conscience naïve, faite de mythes, à une conscience critique. Celle-ci est caractérisée notamment par la compréhension: du mode d'insertion subordonnée dans la réalité

sociale, du caractère construit de cette réalité, de sa possibilité de transformation par l'action collective² (Freire, 1983).

Pour Freire, la libération des consciences constituait la clé de l'organisation et de la mobilisation des secteurs défavorisés de la population. Freire a surestimé le rôle de la conscience des masses dans les processus de changement social, en réaction au déterminisme économique prôné par un certain marxisme. Il s'est par la suite écarté de l'ingénuité de cette exagération, tout en continuant à souligner l'importance des facteurs culturels et cognitifs dans ces processus. Quoiqu'il en soit, la notion de conscience critique ne peut s'entendre que dans un sens épistémologique: il s'agit d'une manière de concevoir la réalité. Une conscience critique est celle qui conçoit la domination et la réalité sociale comme des constructions humaines non extérieures à l'histoire. Nous sommes loin d'un usage courant de cet notion qui fait allusion aux opinions et aux choix concrètes à adopter dans une conjoncture socio-politique particulière. La conscience critique dans le sens épistémologique peut en principe être opérationnalisée et raisonnée en marge du terrain idéologique.

La présente étude entend donc répondre à la question de savoir si la formation modifie ou non chez les sujets une certaine structure de représentations de leur insertion sociale, dans le sens d'une conscience critique (voir spécification dans les hypothèses). Par ailleurs, il s'agira de savoir si la formation suscite ou non une participation ultérieure des sujets à des organisations d'intérêt, celles-ci étant définies par leurs buts visant l'amélioration de la position et/ou la condition sociales des individus.³.

² On retrouve ici l'idée que "l'union fait la force". Autrement dit, la transformation d'une réalité de domination passerait par des stratégies collectives; des individus isolés pariant à leurs propres efforts ne surmonteraient pas cet ordre de problématique.

³ Par condition sociale, on désigne la situation objective d'un individu ou d'un groupe telle qu'elle apparaît à travers la pratique professionnelle ou les conditions matérielles d'existence. Par position sociale, on désigne la place de l'individu dans la structure sociale et les relations que cette place entretient avec les autres niveaux de la structure. Les partis politiques, les syndicats, les associations de voisins, les groupes de promotion des droits de l'homme, les organisations économiques populaires, seront considérés comme groupes d'intérêts.

Dans la ligne du projet pédagogique fondamental, les hypothèses seraient les suivantes:

1. L'éducation populaire est responsable chez les sujets d'une modification d'un ensemble de représentations concernant leur mode d'insertion dans la société. Notamment, on doit s'attendre à:

1.1 Une reconnaissance de leur appartenance aux groupes inférieurs, dérivés de la division sociale du travail.

1.2 Le rejet des classes dominantes dans l'exogroupe.

1.3 L'attribution des causes de leurs conditions de vie à des mécanismes économiques et politiques macrosociaux plutôt qu'à des forces non-historiques ou qu'à des causes internes.

1.4 Une tendance à valoriser la participation à des organisations et les comportements solidaires en tant que stratégies (collectives) d'amélioration de la condition et/ou la position sociales.

2. L'éducation populaire est responsable d'une augmentation de la participation des formés à des organisations d'intérêt, une fois la formation achevée.

Nous allons tester toutes les hypothèses précédentes, bien que nous nous attendons à ce qu'elles ne seront pas toutes vérifiées. En particulier, l'hypothèse N°2 peut ne pas être vérifiée parce qu'elle concerne un comportement -la participation à des organisations- qui ne dépend pas seulement de certaines représentations des sujets, mais aussi d'un ensemble de variables hors du contrôle de la formation (la disponibilité des sujets à un moment donné, les opportunités offertes par l'environnement pertinent, etc.).

3. Méthode

3.1 Plan de l'étude

Le plan de l'étude suit un schéma, où l'on compare les données obtenues dans trois groupes de sujets. Le premier est composé d'individus qui ont suivi précédemment des programmes d'éducation populaire. Le second de débutants dans ce genre de programmes. Le troisième d'individus étrangers à toute sorte d'expériences d'éducation populaire et d'organisation populaire. Ces groupes s'intitulent respectivement: groupe d'ex-éduqués, groupe de débutants, et groupe contrôle.

Le plan méthodologique idéal pour tester les hypothèses concernant les effets de la formation, aurait dû inclure une évaluation type d'un même groupe de sujets, avant et après la formation. Toutefois, cette évaluation allait s'avérer impossible à réaliser, par faute de temps disponible. En effet, il nous avait semblé opportun, d'une part, que la formation dure au moins 6 mois, pour qu'elle soit effective. Et, d'autre part, que l'évaluation ne se fasse pas immédiatement au terme de la formation, mais au moins 6 mois après, afin que des changements comportementaux puissent s'opérer le cas échéant. Le plan idéal nous obligeait donc à procéder à une évaluation post-formation, longtemps après l'évaluation pré-formation. C'est pourquoi nous avons opté pour le plan alternatif présenté ci-dessus.

3.2 Sujets

L'échantillon total compte 148 sujets, tous issus des quartiers pauvres de Santiago et Concepcion . En dépit de l'existence de différences dans le degré de pauvreté des sujets, nous avons considéré la position sociale de l'échantillon comme une constante: inférieure par rapport aux classes moyenne et supérieure.

Le groupe d'ex-éduqués se compose de 60 individus des deux sexes et de plus de 18 ans. Ils ont participé à des programmes d'éducation populaire pendant une période de 6 mois minimum et qui s'est achevée entre 7 mois à 4 ans avant qu'ils soient interrogés. Ces anciens élèves ont suivi trois programmes distincts, sur lesquels nous reviendrons plus loin : "Ateliers d'Apprentissage" ("A.A." : 20 sujets), "Unissons-Nous d'Abord" ("U.N.D." : 20 sujets) et "Formation en Droits de l'Homme" ("F.D.H." : 20 sujets).

Le groupe de débutants se compose de 51 individus des deux sexes et de plus de 18 ans. Ils sont débutants dans les trois programmes cités précédemment : 14 en "A.A.", 21 en "U.N.D.", et 16 en "F.D.H.". Ils ont été interrogés au début de la participation à ces programmes, c'est-à-dire entre la première et la troisième session hebdomadaire de formation.

Le groupe de contrôle se compose de 37 individus des deux sexes et de plus de 18 ans, n'ayant jamais participé à de telles expériences éducatives, ni à d'autres organisations ou groupes sociaux.

Les programmes éducatifs "A.A.", "U.N.D." et "F.D.H." ont été choisis pour les raisons suivantes. Nous avons tout d'abord pensé qu'un échantillon provenant de diverses expériences éducatives (au lieu d'une seule) fournirait des informations plus riches et généralisables. Les trois programmes choisis s'inspirent d'une conception libératrice de l'éducation et utilisent des méthodes participatives et problématisante de la réalité sociale.

En ce sens, elles participent au discours pédagogique fondamental de l'éducation populaire. Il faut aussi tenir compte d'un critère d'accessibilité favorable : les responsables de ces programmes ne se sont pas montrés réticents à notre démarche analytique, car une tradition de coopération institutionnelle nous unissait. Enfin, ces programmes présentent une diversité thématique intéressante, tout en partageant le même discours pédagogique : dans quelle mesure cette diversité thématique allait-elle donc avoir des effets divergents sur les variables de l'étude ?

Brève description des trois programmes étudiés :

"Unissons-nous D'abord" ("U.N.D.") est un programme qui traite de la convivialité dans le couple et la famille populaire. Il travaille uniquement avec des couples, en sessions hebdomadaires de groupes. Il évoque des sujets tels que les tabous sexuels, le machisme, l'éducation affective des enfants, les problèmes de communication, ... Il se développe depuis 1982, avec comme base les paroisses de l'Eglise Catholique et a atteint une large diffusion. La méthode du programme "U.N.D." est fondée sur la participation et la démocratisation des relations humaines. Elle est transmise par le biais de couples-moniteurs, issus de milieux populaires, ayant suivi une formation préalable. Les participants sont généralement membres de groupes paroissiaux ou des parents et amis invités par ceux-ci.

Les "Ateliers d'Apprentissage" ("A.A.") entendent soutenir des enfants ayant des problèmes d'apprentissage, de performances scolaires et d'ordre émotionnel. Des jeunes issus de milieux populaires reçoivent ainsi une formation de moniteur afin d'encadrer des enfants de première à quatrième année primaire, ou même qui ne vont pas à l'école. La formation des moniteurs est permanente : ils se réunissent chaque semaine pour planifier et évaluer leur travail avec les enfants, ainsi que pour étudier la psychologie infantile, la réalité nationale et d'autres matières. Leur méthode éducative est fondée sur la participation et la démocratisation. Elle existe depuis 1980, à Santiago et en province. Les jeunes qui décident de participer au programme en qualité de moniteurs appartiennent soit à des mouvements de jeunesse liés à l'Eglise, soit à d'autres associations, et invitent souvent des amis ou des frères qui ne font partie d'aucun groupe.

Le programme de Formation en Droits de l'Homme ("F.D.H.") a été créé en 1984 par le Vicariat de la Solidarité, soucieux de dispenser une formation éducative en droits de l'homme et d'offrir un service d'assistance juridique d'urgence. Trois ans ont été nécessaires pour mettre en place les 25 sessions éducatives - prévues par le projet de base - sur le thème des droits de l'homme au niveau familial,

communautaire, national et international. Ce n'est qu'à partir de 1987 que le programme a commencé à être transmis à la population concernée, à Concepcion, par le biais de l'Eglise. Les participants sont des jeunes et des adultes, souvent très proches de l'Eglise. Les éducateurs et animateurs sont, comme dans la plupart des expériences d'éducation populaire, des membres de la communauté, formés spécialement dans ce but. La stratégie de diffusion consiste à former une chaîne sans fin d'animateurs et de formateurs d'animateurs.

3.3 Procédure

Tous les sujets furent interrogés chez eux, individuellement, au moyen du questionnaire mentionné. Quatre personnes effectuèrent ces interviews : le responsable de la présente étude et trois assistants. La participation de ces derniers s'avéra nécessaire à cause des difficultés que présentait l'accès aux sujets de l'échantillon décrits précédemment, surtout les groupes d'anciens élèves. En effet, étant donné qu'il n'existait aucun dispositif formel permettant de les contacter, il nous fallut avoir recours à des personnes qualifiées pour les atteindre. Pour les "A.A." et les "U.N.D.", ce furent deux anciens moniteurs qui avaient coordonné l'application des programmes respectifs dans des quartiers urbains bien précis; en ce qui concerne la "F.D.H.", ce fut une monitrice exerçant à cette époque des fonctions de coordination.

Puisqu'il n'existait pas de fichier reprenant les noms de ceux qui ont suivi nos trois expériences éducatives, on dut reconstituer, avec l'aide de ces assistants, et beaucoup de persévérance, une liste incomplète des anciens élèves de chacun d'entre eux. Aucune liste ne dépassait la trentaine ou la quarantaine de noms. Nous avons fixé arbitrairement à 20 le nombre de sujets par groupe, de sorte que nous dûmes sélectionner - aléatoirement - environ la moitié des anciens élèves repris sur nos listes improvisées.

Après avoir suivi une formation pour pouvoir mener les enquêtes, les intervieweurs se mirent à contacter et à interviewer les sujets

sélectionnés. La présentation fut la suivante: "Je travaille pour le Centre de Recherches et de Développement de l'Education (C.R.D.E.). Nous menons une enquête sur la participation à des organisations et des groupes sociaux. Nous serions très intéressés de pouvoir interroger des personnes qui ont suivi des formations d'éducation populaire. Puisque vous avez participé au "U.N.D." (ou "A.A." ou "F.D.H."), pourriez-vous nous accorder un moment pour discuter, s'il-vous-plaît?"

Toutefois, situer les sujets se révéla une tâche ardue : certains avaient déménagé, d'autres n'étaient pas chez eux. La dépense en temps et en énergie exigée par l'enquête nous contraignit donc à interroger tous les sujets disponibles de nos listes, sélectionnés ou non.

La stratégie de contact et d'interview des sujets de l'échantillon par des anciens moniteurs donna de bons résultats, car ces derniers disposaient des contacts sociaux nécessaires pour arriver à eux. Par ailleurs, le fait d'avoir coordonné les programmes d'éducation dans leur zone leur conférait aux yeux des sujets une certaine légitimité comme enquêteurs dignes de confiance.

Le processus de contact et d'interview du groupe de débutants fut ainsi pris en charge par ces anciens moniteurs. Dans ce cas, il n'a pas fallu dresser de liste préalable des sujets, car il n'existait pas d'information centralisée et pertinente qui le permette. Tout ce que l'on peut savoir par un responsable de programme, c'est l'endroit et la date de la prochaine application prévue, ce qui n'est jamais fixe. Nous avons donc décidé que lorsque commencerait une nouvelle application des programmes, nous interrogerions tout élève débutant disponible, en veillant à maintenir une proportion équivalente d'hommes et de femmes de tous âges entre 18 et 60 ans, comparable à la distribution du groupe d'anciens élèves. Les sujets furent interviewés dans leur foyer ou à l'endroit où a lieu l'expérience éducative (normalement, le siège d'une communauté liée à une paroisse de l'Eglise Catholique). La présentation fut semblable à la précédente : "Je travaille pour le Centre de Recherches et de Développement de l'Education (C.R.D.E.). Nous menons une enquête sur la participation à des organisations et des groupes sociaux. Nous serions très intéressés

de pouvoir interroger des personnes qui suivent des formations d'éducation populaire. Puisque vous participez au "U.N.D." (ou "A.A." ou "F.D.H."), pourriez-vous nous accorder un moment pour discuter, s'il-vous-plaît ?".

Le processus de contact et d'interview du groupe de contrôle fut pris en charge par le responsable de cette étude. Il n'y eut pas de sélection aléatoire des sujets, mais de sélection accidentale. Nous avons interrogé tous ceux qui répondaient aux critères définis par ce groupe échantillon (habitant des quartiers populaires, sans expérience de participation à des organisations ou des programmes d'éducation populaire), jusqu'à atteindre le nombre que nous avons fixé. Une proportion équivalente d'hommes et de femmes, ayant de 18 à 60 ans, fut maintenue. La présentation fut : "Je travaille pour le Centre de Recherches et de Développement de l'Education (C.R.D.E.). Nous menons une enquête sur la participation à des organisations et des groupes sociaux. Nous serions très intéressés de pouvoir interroger des personnes, soit qui participent soit que n'y participent pas. Pourriez-vous nous accorder un moment pour discuter, s'il-vous-plaît ?". Si la personne ne répondait pas aux critères ou si elle refusait l'interview, on lui demandait de nous aider à identifier quelques voisins y les répondant.

3.4 Variables

- *Définition de l'endogroupe*, opérationnalisée en termes de groupes ou catégories sociales auxquels le sujet reconnaît appartenir.
- *Définition de l'exogroupe*, opérationnalisée en termes de groupes ou catégories sociales dont le sujet se démarque ou qu'il rejette.
- *Attributions causales de la pauvreté*: comprenant les causes perçues par les individus de leur propre situation socio-économique et de la pauvreté en général.

- *Stratégies de mobilité préférées*, opérationnalisée en termes des moyens (tels que le travail, l'éducation, l'organisation) perçus comme efficaces par le sujet, en vue d'améliorer sa position et/ou sa condition sociale.

- *Participation à des organisations*, opérationnalisée en participation à des organisations et groupes sociaux divers.

3.5 L'instrument.

L'instrument qui a servi à recueillir les données de l'étude est un questionnaire ad hoc. Les items se réfèrent tant à des données d'identification (socio-démographiques ou relatives à l'échantillon) des sujets, qu'aux variables dont traitent nos trois études. Nous décrirons l'instrument en fonction des premières: les "effets de l'éducation populaire".

Les variables "définition de l'endogroupe" et "définition de l'exogroupe" furent appréhendées au moyen d'un exercice d'association de mots. Pour la définition de l'endogroupe, la question suivante fut posée aux sujets :

- "Nous allons maintenant faire un exercice d'association de mots : Je vous dis un mot et vous devez me dire ce qui vous vient tout de suite à l'esprit. Il n'y a ni bonnes ni mauvaises réponses; elles sont toutes valables. Commençons avec le mot "NOUS". A qui pensez-vous lorsque je prononce le mot "nous" ? Qui est représenté par "nous", dans votre esprit ? (Jusqu'à 5 associations libres)."
- "Même chose avec le mot "eux" (pour la définition de l'exogroupe) : à qui ce mot vous fait-il penser ? Qui est représenté par "eux", dans votre esprit ? (Jusqu'à 5 associations libres)."

La variable "stratégies préférées de mobilité sociale" fut appréhendée en posant aux sujets la question suivante :

- "Quels sont pour vous les moyens les plus importants pour progresser dans la vie ? Choisissez-en trois en les classant par ordre d'importance :

- a) Le travail,
- b) la solidarité entre les gens,
- c) les décisions des gouvernements,
- d) la participation à des organisations,
- e) l'éducation,
- f) l'unité de la famille,
- g) l'effort personnel,
- h) la foi en Dieu."

La variable "attribution causale de la pauvreté" fut appréhendée par le biais de deux questions ouvertes :

- "A quelles causes attribuez-vous votre situation socio-économique ?"

- "A quelles causes attribuez-vous la pauvreté de tant de gens au Chili ?"

Nous avons également introduit une variable annexe, "évaluation des conditions de vie", dans le but de préciser le sens des réponses des sujets face à la question sur les causes de leurs propres conditions de vie. Cette variable fut appréhendée par le biais de cette question :

- "Comment qualifiez-vous votre situation socio-économique ?
Très mauvaise - mauvaise - normale - bonne ?"

La variable "niveau d'organisation" fut appréhendée au moyen des questions suivantes :

- "Faites-vous actuellement partie d'une organisation ou d'un groupe social ? Oui - Non - Depuis quand ?"

- "Avez-vous fait partie précédemment d'une association ou d'un groupe social ?

Oui - Non - Le(s)quel(s) ? - Quand ?"

Le questionnaire présenté à l'échantillon contient encore d'autres questions. En effet, nous avons profité des entretiens pour obtenir davantage d'informations relatives à notre sujet, susceptibles de compléter utilement nos résultats. Nous avons, par exemple, posé la question suivante aux sujets: à quel(le) groupe ou classe social(e) pensez-vous appartenir ? Une question de cet ordre se réfère à l'appartenance sociale (formelle, peut-être) et se rapporte évidemment à la variable "définition de l'endogroupe". En l'incluant au questionnaire, nous ne prétendions pas obtenir un indicateur de cette variable; nous souhaitions seulement observer les différences éventuelles des réponses par rapport aux associations libres relatives au stimulus "NOUS". Ces données n'ont pas été traitées, d'ailleurs.

3.6 Elaboration de l'instrument

Avant d'acquérir sa forme définitive, une version préliminaire de cet instrument fut présentée à une vingtaine de sujets adultes habitant les quartiers pauvres des villes, afin de tester la pertinence des questions et les stimuli inducteurs de réponses en relation avec les variables à l'étude. L'enjeu consistait évidemment à vérifier jusqu'à quel point les réponses obtenues grâce à cet instrument préliminaire pouvaient être considérées comme des indicateurs pertinents de ces variables. La moitié des sujets faisait partie d'organisations sociales et l'autre moitié ne participait à aucun type de mouvement communautaire.

Les résultats de ce sondage préliminaire furent dans certains cas à l'origine d'une modification radicale des questions et, parfois, ne firent que confirmer leur pertinence.

Les questions modifiées se rapportaient à deux variables : "niveau d'organisation" et "stratégies de mobilité sociale". En effet, nous avons demandé aux sujets qu'ils fassent la liste des manifestations collectives de revendications auxquelles ils avaient participé dans le passé, en donnant les dates. Cependant, nous avons constaté que la diversité des réponses dépendait en majeure partie de la mémoire des sujets. Par ailleurs, nous leur avons demandé, après leur avoir raconté une brève histoire fictive, à quel protagoniste ils s'identifiaient : le premier, prônant des stratégies collectives de résolution des problèmes socio-économiques, ou le second, favorable à des stratégies individuelles. Mais les raisons qui motivaient les préférences des sujets nous indiquèrent que l'histoire n'était pas univoque : d'autres éléments, étrangers au caractère collectif ou individuel des stratégies présentées dans le court récit, conditionnaient également les identifications des sujets. C'est pourquoi nous avons entièrement réorganisé notre technique d'interrogation, en nous inspirant d'une étude sociologique récente sur les représentations politiques et sociales des habitants du Grand Santiago (Valenzuela, 1987). Dans cette étude, on posait aux sujets la question suivante:

- "Quels sont, pour vous, les moyens les plus importants pour progresser dans la vie ? Choisissez-en deux :
- l'éducation,
- le travail et l'effort personnel,
- l'organisation,
- la foi en Dieu,
- l'unité de la famille,
- la solidarité entre les gens,
- la politique économique des gouvernements,
- la chance. "

La richesse de la discussion des résultats et les conclusions de l'étude, en termes de la place des stratégies collectives dans les préférences des secteurs populaires, à partir de cette question, nous semblaient révélatrices de sa fécondité. Nous nous décidâmes donc à l'intégrer à notre analyse, en y apportant toutefois ces modifications :

- i) Trois réponses permises au lieu de deux, classées par ordre de préférence. L'étude en question révéla que les stratégies "éducation" et "travail" tendaient à concentrer les préférences des sujets; c'est pourquoi, il nous parut qu'une troisième préférence recueillerait une information excédentaire décisive.
- ii) Division de "Travail et effort personnel" en deux parties: "Travail", d'une part, et "Effort personnel", d'autre part. De cette façon, chaque alternative devenait tout-à-fait univoque.
- iii) Suppression de l'alternative "chance", car celle-ci ne fut pas reprise par Valenzuela dans l'analyse des résultats (il n'en a pas donné de chiffres, nous supposons que "la chance" était marginale).
- iv) Transformation de l'alternative "organisation" en "participation à des organisations" pour rendre son sens plus explicite.
- v) Transformation de "politique économique des gouvernements" en "décisions gouvernementales", pour que les sujets ne perçoivent pas l'influence éventuelle de l'Etat comme étant uniquement d'ordre économique.

Les autres questions du questionnaire préliminaire se sont avérées pertinentes pour notre étude, moyennant quelques modifications de pure forme. Notamment, L'exercice d'associations libres en réaction aux stimuli "nous" et "eux" nous sembla particulièrement pertinent. Nous tenons cette technique de Di Giacomo (1981), qui utilisa un exercice d'associations libres pour étudier l'identité sociale

wallonne, et particulièrement son contenu évaluatif. Di Giacomo utilisa des stimuli inducteurs tels que "wallon" et "flamand", qui représentent de véritables catégories sociales dans la société belge. Etant donné que, dans notre cas, nous étions justement intéressés de connaître quelles sont les catégorisations qui font que le sujet segmente son espace social, nous nous sommes abstenus de proposer des catégories sociales réelles comme stimuli inducteurs. "Nous" et "eux", par contre, sont des mots fréquemment utilisés dans la littérature sur l'identité sociale pour illustrer, d'une manière proche du sens commun, ce que signifient des concepts tels que identité sociale, catégorisation sociale ... D'autre part, nous voulions approcher par le moyen de cette technique et ces mots particuliers, l'appartenance psychologique, celle reconnue par le sujet lui-même, et non celle attribuée au sujet par l'observateur externe. Leur emploi comme stimuli inducteurs dans le questionnaire préliminaire fut largement concluant.

Cet exercice associatif nous l'avions utilisé auparavant de manière informelle avec des collègues et des amis, en révélant déjà sa potentialité. Leurs réponses correspondaient assez bien, à nos yeux, à leur comportement social. Ainsi, une collègue féministe associa spontanément "les femmes" au stimulus "nous". La fréquence avec laquelle étaient associés les parents au stimulus "nous", nous suggérait, de plus, que l'exercice évoquait des sentiments profonds d'appartenance; c'était un aspect très proche de nos objectifs.

3.7. Spécification des modalités des variables

Définition de l'endogroupe

Selon nos hypothèses, il importe de savoir si les sujets catégorisent en termes de rapports de domination économique et sociale, en même temps qu'ils reconnaissent leur appartenance aux groupes inférieurs. La définition de l'endogroupe comporte trois modalités que nous avons appelées "subordonnés", "politisés" et

"omettants"., construites à partir de l'examen des associations libres produites par les sujets face au stimuli "Nous" (voir le listing des associations dans l'étude descriptive de l'identité sociale des habitants de quartiers populaires, au chapitre précédent).

Subordonnés rassemble les sujets qui ont associé au moins un des mots suivants: "les travailleurs", "le peuple", "les pauvres", "le bidonville", "les opprimés", "les exploités", "les marginalisés", "les nécessiteuse", "la classe inférieure", "les humbles", "les chômeurs", "les travailleuses", tous évocateurs d'une appartenance aux couches populaires, subordonnées dans la division sociale du travail. *Politisés* rassemble les sujets ayant associé un des mots suivants: "l'organisation", "les organisés", "la gauche", "l'opposition", "les conscients", tous des mots qui renvoient au champ de l'action politique. L'investissement dans ce champ va dans le sens du discours pédagogique fondamental, mais avec une spécificité propre par rapport à l'appartenance subordonné. La modalité *politisés* n'est pas cependant pure, dans ce sens que certains de ces sujets ont aussi associé des items inclus dans *subordonnés*. De tels cas mixtes ont été classés dans *politisés* (peu nombreux), et non dans *subordonnés* (plus nombreux) dans le but de maximiser la variabilité des données. *Omettants* réunit ceux dont les associations ne peuvent être incluses ni dans "subordonnés" ni dans "politisés". De ce fait, ils font preuve d'un manque d'identification, et aux groupes sociaux défavorisés, et aux minorités revendicatives dans le plan politique. Il n'est pas utile de essayer de définir cet catégorie en termes positifs, l'éventail des associations qui la caractérisent étant trop varié et non-exclusif ("la famille", "les amis", "les femmes", "les chrétiens", etc).

Pour chacune des trois catégories, nous avons confronté notre codage des réponses des sujets, avec celui de chacun de trois juges extérieurs (tous des psychologues chiliens poursuivant des études de troisième cycle à l'UCL), sur base de protocoles écrits reprenant l'ensemble des associations données par les sujets.⁴.. Pour la

⁴ La méthode utilisée a été celle de Bellack (cf. TURCOTTE, Cl, "La fiabilité des systèmes d'analyse de l'enseignement", in Dussault, G., Leclerc, M., Brunelle, J., et Turcotte, Cl., L'analyse de l'enseignement, Presses Université du Québec, 1973). La méthode de Bellack ou calcul de pourcentage d'accord tient compte des unités codées une à une. La formule utilisée est:

catégorie subordonnés, on a obtenu 89% d'accord en moyenne; pour politisés, 100%; et pour omettants, 82%.

Définition de l'exogroupe

Cette variable comporte trois modalités dénommées "dictature", "riches" et "autres"., issues de l'examen des associations libres de sujets face au stimuli "Eux". Dictature rassemble les sujets qui ont associé au moins un des mots suivants: "le gouvernement", "Pinochet", "les militaires", "les flics", "les tortionnaires", "les oppresseurs", "les facistes", "les partis de droite", tous évocateurs du régime dictatorial en place et de ses appareils répressifs. De son côté, la modalité riches rassemble ceux ayant associé au moins un des mots suivants: "les riches", "les patrons", "les bourgeois", "la classe supérieure", "les puissants", "le statut supérieur", évoquant ainsi le pouvoir économique, très spécifique par rapport au pouvoir militaire, bien que son allié. Quelques sujets affectés à cette modalité ont aussi associé des items inclus dans dictature. Enfin, la modalité autres réunit ceux dont les associations ne peuvent pas être incluses dans les deux modalités précédentes. Certaines de ces associations libres font allusion à des individus habitant des bidonvilles ("les voisins", "la classe inférieure", "les délinquants) de sorte que autres est, dans une certaine mesure, endogène par rapport à le space d'habitation des sujets.

Pour chacune des trois catégories, nous avons testé la fiabilité de notre codage des réponses des sujets par rapport à celui de chacun des trois juges extérieurs (tous des psychologues chiliens poursuivant des études de troisième cycle à l'UCL) à l'aide de la méthode de Bellack, sur base de protocoles écrits reprenant l'ensemble des associations données par les sujets.(voir le listing des associations

$$\text{Coefficient de Bellack} = \frac{A * 100}{A + B}$$

où A est le nombre d'accords de la cotation d'un juge avec la cotation du chercheur, et où B est le nombre de désaccords de la cotation d'un juge avec la cotation du chercheur. L'étude est réalisée par juge (chercheur/juge) et par catégorie d'analyse. Un tel coefficient donne la possibilité de connaître le niveau d'entente entre les codeurs par la vérification de chacune des unités codées.

"eux" dans le chapitre précédent). Pour la catégorie dictature, on a obtenu un accord total; pour riches, 86% en moyenne; et pour autres, 92%.

Stratégies de mobilité

On analyse le comportement des sujets face à deux stratégies à marquage collectif: participation à des organisations et solidarité entre les gens. Celles-ci sont envisagées comme étant deux variables à modalités dichotomiques. Les deux modalités de la variable "organisation" marquent si les sujets choisissent, oui ou non, la participation à des organisations comme une stratégie importante de mobilité sociale (soit en première, deuxième ou troisième option). Les deux modalités de la variable "solidarité, de leur côté, marquent si les sujets choisissent, oui ou non, la solidarité entre les gens.

Attributions causales de la situation socio-économique propre

La question ouverte posée aux sujets montre, à nos yeux, l'existence de trois types de causes. i) "Causalité économique": la pauvreté est attribuée soit à l'exigüité des revenus, soit aux taux élevés de chômage, sans identifier des acteurs responsables. ii) "Causalité politique": la pauvreté est attribuée au modèle économique néo-libéral, ou bien au gouvernement dictatorial, ou bien aux excès des entrepreneurs. iii) "Causalité interne": la pauvreté est attribué soit à un manque de scolarité des gens, soit à leurs habitudes peu performantes. Les réponses des sujets reprenaient souvent deux des trois causes ci-dessus. Nous avons donc établi quatre catégories de réponses: cause économique, cause politique, cause interne et causes mixtes (où l'on combinait une cause interne avec une autre, économique ou politique). Si nous avons fait une place particulière à ce "mélange" spécifique de causes mixtes, c'était dans le but de garder la spécificité des causes internes par rapport aux causes externes.

Cependant, suite à une étude de fiabilité relative à l'appréciation des catégories de réponse ci-dessus, nous avons été

amenés à les remanier. En effet, pour chacune des quatre catégories, nous avons confronté notre codage d'un échantillon de 30 réponses avec celui de chacun de trois juges extérieurs (deux psychologues et un sociologue, tous des Chiliens poursuivant des études de troisième cycle à l'UCL) sur base de protocoles écrits reprenant 30 réponses⁵. Pour la catégorie "cause économique, on a obtenu des accords faibles (65% en moyenne). Ceci veut dire que, même si les causes purement économiques ont une certaine spécificité théorique par rapport aux causes politiques, il s'avère très difficile d'isoler les unes des autres dans le discours des sujets. Souvent, une cause économique comporte aussi une dimension politique. Pour la catégorie "cause politique", les accords furent, par contre, élevés (96% en moyenne). En ce qui concerne la catégorie "cause interne", les accords furent optimaux (100%). Et pour la catégorie "causes mixtes, internes et externes", les accords furent très faibles (40% en moyenne). Les juges ne se sont quasiment pas servis de cette catégorie.

En conséquence, nous avons définis deux modalités pour cette variable issue du regroupement des quatre catégories précédentes: causalité externe et causalité interne. *Causalité externe* réunit ceux ayant attribué les causes des conditions de vie propres à des événements ou des processus d'ordre économique (tels que l'exiguïté des revenus, le chômage), et/ou d'ordre politique (tels que les décisions prises par les responsables des systèmes économiques et de l'Etat). Dans tous le cas, les causes sont externes par rapport à la responsabilité de l'individu. Par contre, *causalité interne* réunit ceux dont la responsabilité des conditions de vie revient intégralement ou en partie, aux yeux des sujets, à eux-mêmes. Il convient de préciser que cette modalité a trait à des causes telles que le niveau de scolarité du sujet, son effort., mais aussi à des causes liées à la structure familiale où il est inséré, par exemple, le nombre de membres. La notion d'internalité fait référence, donc, tant au sujet interrogé qu'au système familial. Remarquons que l'unité d'analyse des études diagnostiques de la pauvreté, est la famille.

Face à ces deux nouvelles catégories, nous avons relancé le test de fiabilité de notre cotation par rapport aux cotations des trois

⁵ Nous avons utilisé la méthode de Bellack, décrite dans la note précédente.

juges extérieurs. On a obtenu un accord de 91% (moyenne) pour la catégorie causalité externe, et 75% (moyenne) pour la catégorie causalité interne. La statistique ne nous donnant pas de façons de calculer la signification de ces pourcentages, nous les considérons raisonnablement acceptables.

Attributions causales de la pauvreté

Les modalités de cette variable sont les deux mêmes que pour la variable "attributions causales de la situation socio-économique": causalité externe et causalité interne.

6. Niveau d'organisation

Il s'agit d'une variable comportementale à trois modalités. La première, appelée "sans participation", réunit ceux n'ayant jamais participé à une organisation quelconque. La deuxième, "groupe intéressé", rassemble les sujets ayant une expérience comme membres de groupes d'intérêts, ceux-ci étant définis par leurs buts visant l'amélioration de la position et/ou la condition sociale des individus. Les partis politiques, les syndicats, les associations de quartiers, les groupes de promotion des droits de l'homme, les organisations économiques populaires, sont considérés comme des groupes d'intérêts. La troisième modalité, "groupe non-intéressé", rassemble les sujets qui participent, ou qui ont participé, à des groupes dont les buts n'ont rien à voir avec l'amélioration de la position et/ou la condition sociale des individus. Les clubs sportifs, les communautés chrétiennes, certains groupes d'animation culturelle, sont considérés ici comme des groupes non-intéressés, bien qu'on y discute parfois des problèmes sociaux. Les sujets affectés à un "groupe intéressé" peuvent, cependant, avoir de l'expérience aussi dans des groupes non-intéressés.

3.8 Le champ d'observation

La description du dispositif d'observation doit être complétée par une analyse des effets éventuels que le contexte socio-politique et la "désirabilité" sociale pourraient avoir sur les données obtenues.

a Le contexte socio-politique

La majeure partie des sujets fut interrogée 3 à 5 mois avant le Plébiscite d'octobre 1988. Selon la Charte Constitutionnelle Chilienne, élaborée sous le régime de Pinochet, les Chiliens furent convoqués aux urnes le 5 octobre pour décider de continuer ou non d'être gouvernés par le Général Pinochet pour 8 nouvelles années. Au fur et à mesure qu'approchait l'échéance du 5 octobre, le climat social devenait de plus en plus chaud. Le moment allait être d'importance dans l'évolution du pays. On assista manifestement à un processus de catégorisation de l'espace social en deux groupes : le premier regroupant les partisans et le second les adversaires du maintien au pouvoir de Pinochet. Grand favoritisme intragroupe et discrimination intergroupe. La crainte de s'engager dans des actions politiques, qui prévalait chez les gens depuis longtemps - surtout chez les opposants à la dictature - s'estompa petit à petit, dans la mesure où l'expression de la dissidence avait été légalisée. Toutefois, une bonne partie des citoyens préférait encore cacher ses opinions politiques. Les médias annonçaient les résultats des sondages d'opinion, afin d'anticiper les résultats des élections.

L'entretien évoquait des sujets brûlants de politique, comme par exemple les causes de la pauvreté. C'est pourquoi, vu le contexte socio-politique, nos données peuvent être sensibles à deux effets possibles, que nous dénommerons alpha et bêta.

L'effet alpha se produirait lorsque les sujets opposants au régime passent sous silence ou transforment les réponses attentatoires

au discours officiel, si l'interrogateur est perçu comme un membre de l'exogroupe. L'effet bêta se produirait lorsque des partisans du régime ne se prononcent pas sur des questions favorables à celui-ci, si l'interrogateur est perçu comme un membre de l'exogroupe. Nous avons l'impression que, dans la partie de l'échantillon liée à des expériences d'éducation populaire, aucun des deux effets n'a eu lieu puisque tout porte à croire que tous les sujets ont agi en "conscience endogroupale", c'est-à-dire en confiance. Tant les interrogateurs que les personnes interrogées, en majeure partie, étaient de fait favorables au "No" lors du référendum et, de plus, ils avaient de bonnes raisons de penser que les interlocuteurs allaient voter comme eux. Par contre, dans le reste de l'échantillon, les deux effets ont pu avoir lieu, étant donné que la tendance politique de l'interrogateur était inconnue a priori et ne pouvait être confirmée. Cependant, l'interrogateur n'a pas eu l'impression que les sujets interviewés cachaient ou transformaient l'information.

b. Désirabilité sociale

Comme nous l'expliquions dans la description du processus, la partie de l'échantillon liée aux expériences d'éducation populaire (111 sujets) fut interviewée par des agents leur étant associés, puisqu'ils en furent responsables. Ceci fut particulièrement explicite dans le cas de la FDH. Ce que nous développons précédemment pose évidemment l'hypothèse d'un éventuel effet de désirabilité sociale dans les réponses des sujets. Malheureusement, aucun dispositif de contrôle ne fut prévu. Le contact avec cette partie de l'échantillon présentait assez de difficultés de faisabilité (surtout pour le groupe des anciens étudiants) pour ne pas le compliquer davantage avec des dispositifs de contrôle de cet effet. Nous pouvons néanmoins prévoir le sens que des effets de désirabilité prendraient. Etant donné les contenus de chacun des programmes (cfr leur description donnée), nous pouvons nous attendre à ce que :

a) les sujets concernés par le UND répondent en donnant beaucoup d'importance au rôle du couple, de la famille et de l'Eglise;

b) les sujets des AA traitent abondamment la critique du régime politique et leur participation à la protestation collective,

c) les sujets de la FDH combinent les éléments des deux premiers groupes, c'est-à-dire les rôles de la famille, l'Eglise, la critique du régime et la participation à la protestation collective.

Si les réponses des sujets prennent réellement les directions décrites plus haut, il sera intéressant de discerner si cela est dû à un effet de désirabilité sociale, ou s'il s'agit de représentations spontanées des sujets. De telles représentations pourraient être des effets ou bien pourraient précéder la formation, en allant jusqu'à déterminer le choix du programme éducatif auquel les sujets vont participer. Nous analyserons ces possibilités après la présentation des résultats.

3.9 Analyse statistique des données.

Les hypothèses seront vérifiées en étudiant minutieusement des tables de contingence, et en particulier les écarts à l'indépendance. Nous comparerons les différents groupes de l'échantillon, définis antérieurement, par rapport à chaque variable étudiée. L'analyse des tables de contingence ainsi obtenues sera complétée par l'addition des coefficients d'association. Cependant, ces coefficients ne doivent être considérés que comme des éléments de soutien : l'interprétation des résultats sera essentiellement fondée sur l'observation minutieuse des différences à l'indépendance des cellules des tables.

3. RESULTATS

On analyse des tableaux de contingence: en lignes la variable indépendante se référant à la classification de l'échantillon (groupe contrôle, débutants, ex-éduqués), en colonnes les variables dépendantes liées à nos hypothèses, une à la fois. Des résultats concernant le sexe des individus et les programmes éducatifs spécifiques ("AA", "UND" et "FDH"), seront ajoutés si significatifs. On sera attentif, dans chaque tableau, au test de signification statistique concerné. (chi-2 ou Fisher exact test). Mais on examinera aussi les cellules des tableaux: leur écart à l'indépendance, le caractère déficitaire ou excédentaire de l'écart, et leur contribution au chi2 général (cell chi2), respectivement.

4.1 Définition de l'endogroupe

Le groupe des débutants et le groupe des ex-éduqués ne présentent pas de différences significatives, et ceci par rapport à toutes les modalités concernées: "subordonnés", "politisés", "omettants" (tableau n°1). Aucun des trois programmes éducatifs ne se comporte autrement.

TABLEAU N°1
DEFINITION DE L'ENDOGROUPE: COMPARAISON ENTRE LE GROUPE DES DEBUTANTS ET LE GROUPE DES EX-EDUQUES.

	OMETTANTS	SUBORDONNES	POLITISES	TOTAL
DEBUTANTS	19 -0.3 0.0045	23 0.9 0.04057	9 -0.6 0.04360	51 45.95
EX-EDUQUES	23 0.3 0.0389	25 -0.9 0.03448	12 0.6 0.03706	60 54.05
TOTAL	42 37.84	48 43.24	21 18.92	111 100.00

Chiffres des cellules = fréquence, écart à l'indépendance, chi-2 cellule.

STATISTIC	DF	VALUE	PROB
CHI-SQUARE	2	0.164	0.921

Tant le groupe des débutants que le groupe ex-éduqués présentent des différences significatives par rapport au groupe contrôle. Dans les deux cas, le groupe contrôle est déficitaire dans "politisés" et excédentaire dans "omettants", cellules pour lesquelles les chi2 cellulaires sont les plus contributifs aux chi2 généraux (tableaux N°2. et N°3).

TABLEAU N°2
DEFINITION DE L'ENDOGROUPE: COMPARAISON ENTRE LE GROUPE DES DEBUTANTS ET LE GROUPE CONTROLE.

	OMETTANTS	SUBORDONNES	POLITISES	TOTAL
DEBUTANTS	19 -5.9 1.40655	23 3.3 .551143	9 2.6 1.08088	51 57.95
CONTROLE	24 5.9 1.93875	11 -3.3 .759683	2 -2.6 1.48986	37 42.05
TOTAL	43 48.86	34 38.64	11 12.50	88 100.00

Chiffres des cellules = fréquence, écart à l'indépendance, chi-2 cellule.

STATISTICS	DF	VALUE	PROB
CHI-SQUARE	2	7.227	0.027
CRAMER'S V		0.287	

TABLEAU N°3
DEFINITION DE L'ENDOGROUPE: COMPARAISON ENTRE LE GROUPE DES EX-EDUQUES ET LE GROUPE CONTROLE.

	OMETTANTS	SUBORDONNES	POLITISES	TOTAL
EX-EDUQUES	23 -6.1 1.26826	25 2.7 .335171	12 3.3 1.28837	60 61.86
CONTROLE	24 6.1 2.05664	11 -2.7 0.54352	2 -3.3 2.08924	37 38.14
TOTAL	47 48.45	36 37.11	14 14.43	97 100.00

Chiffres des cellules = fréquence, écart à l'indépendance, chi-2 cellule.

STATISTIC	DF	VALUE	PROB
CHI-SQUARE	2	7.581	0.023
CRAMER'S V		0.280	

En conséquence, ces résultats ne vont pas dans le sens de l'hypothèse selon laquelle l'éducation populaire facilite dans le public un sentiment d'appartenance aux groupes défavorisés. On n'observe pas non plus une facilitation de l'appartenance politisée. En fait, ce que nos résultats suggèrent c'est bien un effet auto-sélectif de l'éducation populaire, consistant à convoquer dès le début un public déjà identifié aux groupes défavorisés.

4.2 Définition de l'exogroupe

Il n'en va pas de même pour la définition de l'exogroupe (tableau n°4). Débutants et ex-éduqués diffèrent: les premiers sont déficitaires dans "dictature" en même temps qu'excédentaires dans "riches"; les ex-éduqués, de leur côté, sont excédentaires dans "dictature" et déficitaires dans "riches". Notons que le groupe contrôle est également déficitaire dans "dictature", se rapprochant ainsi des débutants.

TABLEAU N°4
DEFINITION DE L'EXOGRUPE: COMPARAISON ENTRE LE GROUPE DES DEBUTANTS, LE GROUPE DES EX-EDUQUES ET LE GROUPE CONTROLE

	DICTATURE	RICHES	AUTRES	TOTAL
GROUPE DEBUTANTS	12 -5.9 1.955	22 5.8 2.079	17 0.1 . 8E-04	51 34.46
GROUPE EX-EDUQUES	31 9.9 4.666	14 -5.1 1.340	15 -4.9 1.191	60 40.54
GROUPE CONTROLE	9 -4.0 1.230	11 -0.8 0.047	17 -4.8 1.841	37 25.00
TOTAL	52 35.14	47 31.76	49 33.11	168 100.00

Chiffres des cellules = fréquence, écart à l'indépendance, chi-2 cellule.

STATISTIC	DF	VALUE	PROB
CHI-SQUARE	4	14.35	0.006
CRAMER'S V		0.220	

En conséquence, l'hypothèse selon laquelle l'éducation populaire induit le public à rejeter le bloc dominant dans l'exogroupe, est appuyée par ces résultats, à condition de préciser qu'il s'agit du gouvernement dictatorial et de ses appareils répressifs. Cet effet ne toucherait pas la classe économique supérieure.

4.3 Stratégies de mobilité sociale

Le groupe des débutants est déficitaire face à la stratégie "organisation", tandis que le groupe des ex-éduqués y est excédentaire (tableau n°5). Le groupe contrôle est également déficitaire face à cette stratégie.

TABLEAU N° 5
PREFERENCE POUR LA STRATEGIE "ORGANISATION" : COMPARAISON ENTRE
LE GROUPE DES DEBUTANTS, LE GROUPE DES EX-EDUQUES ET LE GROUPE CONTROLE

	NON	OUI	TOTAL
— DEBUTANTS	45 3.6 0.321	6 -3.6 1.379	51 34.46
— EX-EDUQUES	41 -7.6 1.202	19 7.6 5.153	60 40.54
— CONTROLE	34 4.0 0.533	3 -4.0 2.285	37 25.00
— TOTAL	120 81.08	28 18.92	148 100.00

Chiffres des cellules = fréquence, écart à l'indépendance, chi-2 cellule.

STATISTICS	DF	VALUE	PROB
CHI-SQUARE	2	10.87	0.004
CRAMER'S V		0.271	

Face à la stratégie "solidarité" les deux groupes présentent aussi des différences significatives, mais dans le sens opposé. C'est-à-dire, que la préférence pour cette stratégie est déficitaire dans le groupe ex-éduqués (aussi bien que dans le groupe contrôle) mais excédentaire dans le groupe des débutants.

TABLEAU N° 6
PREFERENCE POUR LA STRATEGIE "SOLIDARITE" : COMPARAISON ENTRE LE GROUPE DES DEBUTANTS, LE GROUPE DES EX-EDUQUES ET LE GROUPE CONTROLE

	NON	OUI	TOTAL
DEBUTANTS	34 -6.7 1.091	17 6.7 4.293	51 34.46
EX-EDUQUES	50 2.2 0.097	10 -2.2 0.384	60 40.54
CONTROLE	34 4.5 0.686	3 -4.5 2.7	37 25.00
TOTAL	118 79.73	30 20.27	148 100.00

Chiffres des cellules = fréquence, écart à l'indépendance, chi-2 cellule.

STATISTIQUES	DF	VALEURS	PROB
CHI SQUARE	2	9.25	0.010
CRAMER'S V		0.250	

Les hommes et les femmes ne contribuent pas de manière similaire au résultat concernant la stratégie "organisation". Chez les hommes, 15% des débutants, contre 50% des ex-éduqués, s'orientent vers cette stratégie (test de Fisher significatif, avec une probabilité d'erreur = 0.013 si une issue et 0.016 si deux issues; V de Cramer = 0.361). Chez les femmes, cette stratégie est préférée par 9% des débutantes, contre 16% des ex-éduquées (test de Fisher non significatif).

Pour la stratégie "organisation", les trois programmes éducatifs ne semblent pas contribuer de manière similaire. A l'intérieur de "AA", 7% des débutants, contre 55% des ex-éduqués s'orientent vers l'"organisation" (test de Fisher significatif avec une probabilité d'erreur=0.005 si une issue et 0.009 si deux issues; V de Cramer=0.493). A l'intérieur de "FDH", la différence est de 19% contre 30%, respectivement (test de Fisher non significatif). A l'intérieur de "UND", il n'y a pas de différence (10% et 10%).

En conséquence, l'hypothèse selon laquelle l'éducation populaire favorise une valorisation des stratégies collectives de mobilité est appuyée par nos résultats, mais sous deux conditions. La première, l'effet facilitateur se rapporte seulement à la stratégie "organisation; face à la stratégie "solidarité" l'effet semble être, par contre, négatif. La seconde, l'effet facilitateur ne touche pas tous les programmes.

Il faut remarquer que, malgré la vérification partielle de notre hypothèse, les stratégies collectives "organisation" et "solidarité" ne sont préférées que par une minorité de l'échantillon. Avant celles-ci, les sujets mentionnent "l'éducation", "le travail", "la famille", "l'effort personnel", "la foi en Dieu" (tableau N°7).

TABLEAU N° 7
MOYENS DE MOBILITE SOCIALE PERCUS COMME IMPORTANTS
(En 1er, 2ème et 3ème lieu) dans un échantillon d'habitants de quartiers populaires
au Chili (N = 168).

MOYEN DE MOBILITE	1er Lieu (% sujets)	2ème Lieu (% sujets)	3ème Lieu (% sujets)
Le travail	38	15	19
La solidarité entre les gens	6	8	8
Les décisions des gouvernements	4	2	4
La participation à des organisations	2	10	10
L'éducation	18	27	12
L'unité de la famille	10	17	18
L'effort personnel	4	14	19
La foi en Dieu	18	8	21
TOTAL	100 %	100 %	100 %

4.4. Attributions causales

En ce qui concerne l'attribution de causes de la situation socio-économique propre, débutants et ex-éduqués ne présentent pas des différences significatives. Par rapport au groupe contrôle, cependant, tant le groupe des débutants que le groupe des ex-éduqués présentent des écarts excédentaires dans la modalité "causalité externe" mais déficitaires dans la modalité "causalité interne". (tableau N°8)

TABLEAU N°8
ATTRIBUTIONS CAUSALES DE LA SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE PROPRE: COMPARAISON ENTRE LES GROUPES "DEBUTANTS", "EX-EDUQUES," ET "CONTROLE".

	Causalité externe	Causalité interne	TOTAL
DEBUTANTS	32	19	51
	-0.0	0.0	34,5 %
	7E-05	1E-04	
EX-EDUQUES	41	19	60
	3.3	-3.3	40,5 %
	0.288	0.487	
CONTROLE	20	17	37
	-3.3	3.3	25.0 %
	0.454	0.768	
TOTAL	93	55	148
	62,8 %	37.2 %	100 %

Chiffres des cellules = fréquence, écart à l'indépendance, chi-2 cellule.

Statistiques	DF	Valeurs	Prob.
Chi-2	2	1.999	0.36

Il en va de même quant à l'attribution de causes de la pauvreté au Chili: les débutants ne diffèrent pas des ex-éduqués. De plus, ces deux groupes sont plus proches l'un de l'autre qu'ils ne le sont chacun du groupe contrôle (tableau N°9). On observe que la modalité "causalité externe" est beaucoup plus fréquente dans ce cas, où il s'agit d'attribuer les causes de la pauvreté générale, que dans le tableau précédent, concernant les causes de la situation socio-économique propre.

TABLEAU N°9
ATTRIBUTIONS DE LA PAUVRETE GENERALE: COMPARAISON ENTRE LES GROUPES
"DEBUTANTS", "EX-EDUQUES," ET "CONTROLE"

	Causalité externe	Causalité interne	TOTAL
DEBUTANTS	49 1.4 0.043	2 -1.4 0.6067	51 34,5 %
EX-EDUQUES	58 2.1 0.075	2 -2.1 1.0407	60 40,5 %
CONTROLE	31 -3.5 0.355	6 3.5 4.90	37 25.0 %
TOTAL	138 93,2 %	10 6.8 %	148 100 %

Chiffres des cellules = fréquence, écart à l'indépendance, chi-2 cellule.

Statistiques	DF	Valeurs	Prob.
Chi-2	2	7.02	0.03

(Chi-2 peut être un test non valide: 25% des cellules ont des fréquences espérées inférieures à 5)

En conséquence, nos hypothèses selon lesquelles l'éducation populaire modifie les attributions causales concernant les conditions matérielles de vie, de l'internalité vers l'externalité, ne sont donc pas appuyées par ces résultats. On observe plutôt un effet auto-sélectif de la formation, consistant à convoquer dès le départ un public qui attribue davantage, tant la pauvreté en général que ses conditions de vie propres, à des facteurs politiques et économiques.

4.5. Participation à des organisations

Il s'agit maintenant de comparer non pas des débutants à des ex-éduqués, mais le groupe "ex-éduqués" à deux moments différents: antérieur et postérieur au déroulement de la formation (tableau n°10).

On y observe des différences significatives, notamment concernant la modalité "groupes d'intérêt". Elle est représentée davantage au "moment postérieur". $\chi^2=5.838$, significatif avec une probabilité d'erreur très proche de 0.05 (à une probabilité 0.05 correspond une valeur du χ^2 égale à 5.991). Cependant, les trois programmes éducatifs ne contribuent pas de la même manière au résultat antérieur. Celui qui contribue le plus est "AA" Avant la formation, 5 individus de "AA" participaient à des organisations d'intérêt, tandis qu'après la formation ce nombre est passé à 15. Par contre, ce rapport est de 10 individus à 11 pour "FDH", et 1 à 1 pour "UND".

TABLEAU N°10
PARTICIPATION A DES ORGANISATIONS DES EX-EDUQUES: COMPARAISON ENTRE
LES MOMENTS ANTERIEUR ET POSTERIEUR A LA FORMATION

	antérieur	postérieur	TOTAL
Groupes d'intérêt	19	32	51
	-6.5	6.5	
	1.657	1.657	
Groupes non-intérêt	13	8	21
	2.5	-2.5	
	0.595	0.595	
Pas de participation	28	20	48
	4.0	-4.0	
	0.667	0.667	
TOTAL	60	60	120

En conséquence, l'hypothèse selon laquelle l'éducation populaire a un effet facilitateur de la participation à des organisations d'intérêt, tende à être appuyée par nos résultats, pourvu qu'on signale que cet effet ne s'observe que dans un des trois programmes: "AA".

5. DISCUSSION ET CONCLUSIONS

Revenons au problème de départ. La question posée était de savoir quels sont les effets des expériences éducatives par rapport à leur projet pédagogique conscientisateur et mobilisateur. Cinq indicateurs ont été examinés: la définition de l'endogroupe, la définition de l'exogroupe, la valeur accordée aux stratégies collectives de mobilité sociale, l'attribution causale de la problématique de la pauvreté (l'individuelle et la générale), et la participation effective à des organisations d'intérêt.

En ce qui concerne la définition de l'endogroupe et l'attribution de la pauvreté, on n'a pas trouvé de modifications représentationnelles attribuables à l'éducation populaire. Les expériences éducatives n'induisent pas un sentiment d'appartenance axé sur le champ socio-politique, en tout cas pas plus que celui existant dans le public au moment du départ. Elles n'induisent pas non plus une décentration des attributions concernant la pauvreté, de l'internalité vers l'externalité, tout simplement parce que le public attribue des causes externes dès le départ. On dirait que le public de l'éducation populaire est déjà suffisamment "critique" en matière d'attributions causales de la pauvreté et d'identification aux classes populaires pour qu'on puisse lui apprendre à le devenir.

Un résultat frappant c'est l'absence d'attributions magiques, telles que la chance, la volonté divine. Ceci suggère que la notion de conscience critique, trop basée sur la distinction entre attributions magiques et attributions historiques, doit être redéfinie. Conçue par Freire dans les années 60, cette notion a été largement utilisée en Amérique Latine jusqu'à nos jours. Son origine est liée au Brésil des années 50, où il s'agissait d'incorporer l'énorme masse de paysans, pauvres et illettrés, aux exigences de modernisation de la nation (Paiva, 1987). Les quartiers populaires d'aujourd'hui à Santiago ne reproduisent pas ce contexte, leurs habitants étant plus scolarisés et largement exposés aux médias. La distinction historique/magique en

matière d'attributions de la pauvreté, n'est donc plus actuelle au sujet des représentations qui régulent l'action organisée.

Par contre, dans le domaine de l'action collective, on constate des effets attribuables à la formation, mais seulement au sein du programme "AA". La formation aurait induit une représentation selon laquelle des stratégies collectives seraient efficaces pour améliorer la position sociale, et elle aurait induit la participation effective des formés à des organisations d'intérêt. Il y aurait donc une liaison entre représentation et comportement. Ces résultats ne seraient pas dûs au hasard. On sait que les éducateurs de ce programme préconisaient explicitement la valeur de l'action collective organisée face à la domination politique et économique. Les éducateurs eux-mêmes étaient fortement engagés à ce propos. La littérature souligne que la décision de participer à l'action collective est associée à la valeur attribuée à l'action collective comme une stratégie efficace pour atteindre des fins déterminées (Klandermans, 1984; Sabucedo, 1989). Mais la valorisation de l'organisation ne suffirait pas à expliquer l'augmentation de la participation effective à des organisations d'intérêts, dans l'après formation. Nous suggérons que "AA" peut être conçu comme un espace d'interactions où sont créées des normes annulant l'effet "free rider" (Olson, 1978). Celui-ci peut être défini de façon minimale comme la tendance à s'abstenir de participer à l'action collective si elle entraîne des coûts (en argent, en temps, en disponibilité pour faire autre chose, etc.)⁶. Ces normes veillent à ce que le sujet accepte d'assumer les coûts de l'action collective tout en comprenant que si lui-même ne les assume pas, d'autres ne le feront pas non plus, au risque de perdre les bénéfices escomptés (Oliver, 1984). Tous ces éléments font de "AA" un véritable micro-contexte favorable à l'action collective. Par ailleurs, d'après nos observations sur le terrain, beaucoup d'individus ayant suivi une expérience d'éducation populaire tendent à rester dans des réseaux sociaux proches de l'esprit du projet pédagogique fondamental (notamment, au sein de paroisses de l'église catholique), ce qui aurait contribué à maintenir active la normativité favorable à l'action collective, une fois la formation achevée. Cela

⁶ Un traitement plus détaillé de l'effet "free rider" se trouve dans le chapitre "La participation à l'action collective: pour un modèle individualiste".

pourrait être un élément qui expliquerait que, contre nos attentes, la formation a eu un effet au niveau comportemental aussi bien que au niveau représentationnel.

Mais jusqu'à quel point les effets précédents concernant la participation à des organisations du public de "A.A" sont-ils attribuables à la formation?. Examinons une autre hypothèse explicative, selon laquelle ces résultats ne seraient pas dûs à la formation mais bien aux caractéristiques du public concerné. Le public de "AA" étant composé de jeunes, serait de ce fait plus susceptible de s'orienter vers l'action collective. Contrairement aux adultes, absorbés par le travail et le foyer, les jeunes seraient eux disponibles parce que moins occupés. De plus, leur idéalisme et leur tendance contestataire les rendraient enclins à ce genre d'action. Il s'agit évidemment d'un des stéréotypes de la jeunesse, mais qui n'est pas sans assise empirique. En effet, en ce qui concerne les journées de protestation contre la dictature des années 83-85, les manifestants étaient des jeunes des quartiers populaires pour la plupart (Weinstein, 1987). Cette hypothèse explicative alternative serait donc pertinente. Cependant, le stéréotype ne se retrouve pas en ce qui concerne la participation à des organisations d'intérêt, les taux de participation des jeunes socialement défavorisés étant encore plus faibles que ceux des adultes. En effet, seuls 12% des jeunes (Urzua, 1985) versus 17% des chefs de foyer et 24% de leurs conjointes (Valenzuela, 1987), participent à des organisations telles que syndicats, comités de quartier, communautés chrétiens, partis politiques (clubs de sports non compris). L'hypothèse explicative adéquate de nos résultats reviendrait alors à l'effet de formation; un effet sur un comportement organisationnel peu habituel chez les jeunes.

Une autre hypothèse explicative a trait à la désirabilité sociale. Les résultats favorables à l'action collective ne seraient pas alors un effet de formation, mais bien un biais lié à la situation d'interview. Comme on l'a explicité dans la partie consacrée à la procédure, nos jeunes de "AA" ont été interviewés par un ancien éduqué et à la fois ancien coordinateur du programme. Pour quelques uns des ex-éduqués, l'interviewer n'était donc pas un inconnu; pour les débutants, si. Les ex-éduqués ne voulant pas décevoir l'ancien

coordinateur, lui auraient donné des réponses biaisées dans le sens des contenus de la formation. Notre méthode n'ayant pas pris des mesures de contrôle de cet effet, il demeure toujours possible. Cependant, l'effet "désirabilité sociale" serait plus vraisemblable si l'interviewer avait été un des formateurs membres de l'institution chargée du programme éducatif, souvent très admirés par les éduqués. Par contre, les coordinateurs sont, eux, fiables et sensibles vis-à-vis des besoins et des désirs des éduqués, puisque issus du même milieu social, et, de ce fait, les interrogés se seraient embarrassés de moins de précautions dans leurs réponses. Bref, celles-ci nous semblent spontanées et fiables.

"AA" serait donc le seul programme ayant un effet facilitant l'action collective, tant au niveau représentationnel que comportemental. Le programme "FDH", quoiqu'aussi orienté que "AA" vers la critique socio-politique, n'a pas produit ces mêmes effets, à en juger par nos résultats. La cause en serait un effet autosélectif, dont on a déjà avancé l'essentiel. Le public convoqué par "FDH" est, dès le départ, assez critique et expérimenté en action collective; il est de même assez sensible aux droits de l'homme. En fait, c'est le type de public visé par les responsables du programme, leur but étant d'étendre la réflexion sur les droits de l'homme aux champs familial et interpersonnel, champs souvent méprisés par ceux qui en sont conscients au niveau politique.

Le programme "UND" non plus n'a pas produit d'effets sur le domaine de l'action collective. La concentration des contenus de la formation dans la problématique de genre en serait un élément explicatif. Mais nous avons l'impression que le curriculum ne suffit pas à expliquer à lui seul le manque d'effets sur les variables ci-dessus. Le public de "U.N.D." présente les niveaux les plus bas d'appartenance subordonnée, de préférence pour des stratégies collectives de mobilité et de participation à des organisations d'intérêts. On a affaire, peut être, à un type de public qui tout en attribuant à l'extérieur les causes de la pauvreté, se méfie des stratégies collectives de mobilité sociale parce que leur schéma de quête ne fait confiance qu'aux stratégies conventionnelles (éducation, travail).

Il y a d'ailleurs une méfiance assez générale vis-à-vis des stratégies collectives, à en juger par nos résultats. Le peu d'importance qu'accordent les gens à l'action collective en tant que moyen de mobilité sociale peut partiellement s'expliquer par les deux hypothèses qui suivent. D'une part, la participation à des organisations de base peut être perçue, au sein des secteurs populaires, comme une forme de promotion propre aux plus humbles et donc impropre à ceux qui ont, par le biais de l'éducation, intégré des comportements plus individuels caractéristiques de la classe moyenne. Il faut en effet se rappeler qu'il y a vingt ans, la participation à des organisations de base présentait une relation négative avec les niveaux de scolarité et d'accès aux moyens de communication de masse au sein des secteurs populaires (DESAL, 1970). D'autre part, il faut reconnaître que, de fait, la participation à des organisations de base ne constitue pas en soi un réel moyen de mobilité sociale collective: elle ne l'est que lorsqu'il existe un lien entre ces organisations de base, et les centres de pouvoir et de mécanismes politiques permettant une réelle redistribution des ressources. Il est vrai que l'existence d'un certain degré préalable d'organisation populaire est un atout pour l'installation de ces mécanismes, mais il n'en n'est pas moins vrai que ses effets sur la mobilité réelle sont indirects et n'apparaissent qu'à long terme. Par contre, la relation existant entre l'éducation et le travail d'une part, et la mobilité sociale d'autre part, est beaucoup plus visible et directe.

Au niveau général, nos résultats semblent appuyer l'idée selon laquelle il n'y a pas une relation directe entre effets de formation et contenus pédagogiques. Les contenus de la formation ne déterminent pas à eux seuls les effets de formation. Il nous semble que tout effet de formation est un *effet de milieu*, auquel participent aussi des variables d'interaction sociale, telles qu'influence et contrôle sociale. Les sujets de la formation constituent aussi un vecteur déterminant des effets de formation (Cockx, Gallez, de Villers, 1986). Ils opèrent une véritable reconstruction du projet pédagogique en fonction de leurs habitus et de leurs projets. Ce serait le cas, par exemple, de nos résultats concernant la valorisation de l'organisation comme stratégie de mobilité: effet de formation chez les hommes mais

pas chez les femmes. Ceci est peut-être dû à une appropriation de l'expérience éducative en fonction de l'habitus de sexe. En milieu populaire, la revendication collective est attribuée au rôle masculin plutôt qu'au rôle féminin. Que les sujets opèrent une reconstruction du projet pédagogique en fonction de leurs habitus et de leurs projets reste une hypothèse, mais elle est suffisamment intéressante pour justifier de futures recherches.

Nous allons maintenant nous détacher des données concrètes pour essayer de formuler quelques éléments interprétatifs globaux de certains faits liés à l'éducation populaire.

Les agences et les agents extérieurs au milieu populaire sont toujours agréablement surpris par le climat de coopération et de solidarité qui règne au sein des expériences d'éducation populaire⁷. Et on entend souvent des explications inspirées de la notion de "habitus" de classe⁸. La solidarité, la coopération, seraient des dispositions propres aux secteurs populaires. Ces dispositions serviraient en outre à affronter de manière collective les difficultés communes. Comme le dit Campero (1987), souvent, les agences de promotion et d'éducation populaire, certains partis politiques et les dirigeants des organisations, font appel à ces dispositions pour fonder leur discours sur l'habitant des bidonvilles comme sujet porteur de capacités d'action collective. Nous pensons cependant que des comportements solidaires et coopératifs que l'on observe au sein de la formation, on ne peut pas déduire facilement une capacité d'action collective. Le phénomène coopératif peut n'être qu'une

⁷ Au delà des expériences d'éducation populaire, au sein des bidonvilles les relations entre les individus prendraient aussi la forme de collaboration communautaire, surtout face aux problèmes communs (Bano, 1985; Raczynski, 1985). Il peut se faire que cette idée très répandue soit inspirée des concepts sociologiques classiques de *gemeinschaft* chez Tönnies (repris par Weber) et de solidarité mécanique chez Durkheim, qui correspondent aux groupements de parenté et de localité, de voisinage imposé. L'individu naît dans une famille, dans un village donné à l'avance, non choisis par lui, qui déterminent sa participation à une vie commune et envers lesquels il développe un sentiment très vif d'appartenance. "Liens du sang et solidarité du clan semblent à l'origine indistincts, surtout dans les sociétés nomades. Cette indistinction subsiste dans les communautés paysannes" (Anzieu et Martin, 1973). On assimilerait alors -abusivement à notre avis- les bidonvilles à la *gemeinschaft*.

⁸ Pour Bourdieu (1979, 1987), les habitus sont des dispositions durables, qui sont au principe de pratiques au sens le plus large, de façons de sentir, de percevoir, de se tenir, de classer, de juger, d'évaluer. Il évoque d'"habitude" acquise et incarnée, quelque chose comme une propriété, un capital, une sorte d'avoir, mais une avoir devenu être, qui se présente sous les dehors d'une nature, d'une innéité.

conséquence de la dissipation de l'isolement et de la méfiance mutuelle du fait du travail en petits groupes. On observe des effets similaires à la suite d'expériences participantes de groupe restreint au sein de n'importe quel milieu social. Il nous semble cependant que le comportement coopératif que l'on voit souvent au sein des expériences d'éducation populaire et de travail social en général en milieu populaire peut avoir, en plus, un sens lié à la construction sociale d'une identité populaire positive. Voici cette interprétation.

L'appartenance populaire a été souvent marquée d'une connotation négative consensuelle; être pauvre c'est appartenir à une classe inférieure, ignorante, sans culture, peu performante, etc. Nonobstant, l'identité populaire a, au cours des dernières décennies, connu une reconnaissance sociale croissante. Bien que cette appréciation négative n'ait pas complètement disparu, même dans les secteurs populaires eux-mêmes, il existe au sein de la société des secteurs significatifs (groupes d'intellectuels, Eglise, personnes "progressistes") qui valorisent l'identité populaire. La reconnaissance de la qualité des pauvres par ces secteurs alliés - critiquant tous l'individualisme comme effet soit du capitalisme soit de la sécularisation - s'est traduit concrètement par l'attribution de certains traits positifs centraux aux gens pauvres: potentiel de solidarité, coopération, esprit non-individualiste. Il nous importe peu de savoir si cela est vrai ou pas. Il est en tous les cas certain que ces traits font partie du noyau positif de l'identité de pauvre hors desquels l'individu pauvre peut difficilement invoquer une valeur caractéristique ou une certaine supériorité, quelque soit le domaine envisagé.

Ce processus de construction sociale d'une identité populaire positive aurait été à l'oeuvre dans nos expériences d'éducation populaire. Les agents éducatifs extérieurs jouent un rôle central dans ce processus. Pour les personnes en formation, l'agent éducatif extérieur n'appartient pas au Nous, il appartient cependant à un exogroupe prestigieux, vu son statut de professionnel issu de la classe moyenne et ses valeurs égalitaires. Fort critiques de l'individualisme, ces agents favorisent l'émergence de comportements solidaires et coopératifs. Tout se passerait comme dans une "prophétie

auto-réalisée": les formateurs attribuent des dispositions à la solidarité et coopération chez les formés et en font une demande explicite ou implicite. Les formés agissent en conséquence, les formateurs confirment leurs attributions.

Ces commentaires touchant au type de relation sociale qui prévaut dans ces pratiques nous ramènent à la problématique de la méthode participante, censée former à l'action coordonnée, collective. La méthode participante est plus un mode d'expression d'attitudes qu'un moyen pédagogique; elle est plutôt la forme particulière par laquelle les éducateurs et les éduqués s'engagent dans le processus éducatif que la technique visant l'apprentissage de comportements organisationnels. Elle exprime un mode de relation sociale proche de ce que la sociologie appelle *gemeinschaft* (communauté), par opposition à *gesellschaft* (société).

Dans la *gesellschaft*, la relation est un moyen par lequel les individus ou les acteurs atteignent leurs propres objectifs (l'achat et la vente par exemple). On entre dans la relation parce qu'elle constitue le moyen le plus efficace, et disponible dans la situation concrète, pour atteindre les objectifs. Cela ne veut pas dire que les parties ne peuvent pas être unies pour d'autres raisons et sur d'autres aspects, mais il s'agit de *gesellschaft* quand, précisément, cette chose en commun peut occuper un deuxième plan par rapport aux objectifs qui rencontrent l'intérêt des deux parties. La *gemeinschaft* est au contraire une relation plus large de solidarité au sein d'un espace beaucoup plus général et indéfini de la vie et des intérêts (le mariage par exemple). Les parties n'ont pas, au moment d'entrer dans la relation, un objectif limité et spécifique comme c'était le cas dans la relation précédente, mais bien plus un intérêt général et indéfini qui inclut une multitude d'objectifs subsidiaires restant imprécis pour le moment. Les actes réalisés dans le cadre de la relation *gemeinschaft* constituent des moyens particuliers d'expression d'attitudes plus profondes enracinées et permanentes, et acquièrent une signification symbolique en plus de la signification intrinsèque. Pour cette raison, le contrôle et la sanction ne réglementent pas les moyens ou les fins, comme c'est le cas dans la *gesellschaft*. La

sanction s'intéresse plus aux attitudes qu'aux actes spécifiques que l'on considère d'ailleurs comme des expressions des premières.

La méthode participante peut donc être comprise comme une forme particulière de relation des partenaires du processus éducatif entre eux: l'expression d'une attitude solidaire de la part des agences et des agents éducatifs à l'égard des secteurs populaires. Les éléments centraux de cette méthode visant à donner la parole aux éduqués, à reconnaître la valeur de leurs expériences et à réactiver leur capacité d'action, peuvent effectivement être des moyens à utiliser à des fins éducatives déterminées. Mais, au-delà de cela, ces éléments sont l'expression d'une alliance solidaire qui dépasse les limites du dispositif pédagogique et qui renvoi à une sorte d'engagement avec le destin général des pauvres dans le cadre d'une lutte pour la défense de leurs droits économiques, sociaux et politiques. Cette alliance ne suppose pas que les bénéfices et les difficultés soient équitablement partagés puisque les relations *gemeinschaft* acceptent parfaitement des différenciations d'ordre fonctionnel et hiérarchique. A la lumière de cette alliance, l'effet auto-sélectif qui montrent nos résultats ne doit pas étonner: à l'éducation populaire se sentent appelés des gens ayant une identité sociale axée sur le socio-politique, et qui attribuent la pauvreté aux pouvoirs économique et politique. Peut-être que hors de ce système de représentations le dialogue éducatif ne pourrait pas se nouer.

Nous terminerons cette discussion par une métaphore interprétative des effets sociaux globaux de l'éducation populaire.

Les expériences éducatives ont permis qu'une "énergie sociale" à caractère critique et collectif, héritière d'une certaine tradition de lutte sociale, ait été conservée et, en même temps, renouvelée⁹. Autrement dit, l'éducation populaire a contribué au maintien d'une ressource clé des secteurs populaires. Face à un contexte socio-politique atomisant et menaçant pour l'action collective, l'éducation

⁹ La notion de conservation de l'énergie sociale est d' Albert Hirschmann (1986:57). Lors d'un séjour en Amérique Latine, il a remarqué que malgré les échecs, les gens pauvres continuaient à s'engager dans des stratégies collectives de progrès socio-économique, en intégrant les leçons de l'expérience passée. Tout comme si une "énergie sociale" tendait à ne pas se défaire.

populaire a permis que cette énergie critique trouve un espace où vivre sans se "dégrader". Elle a été renouvelée puisqu'il ne s'agit plus ni des mêmes acteurs populaires, ni des mêmes lignes maîtresses, qui ont encadré les mouvements sociaux des précédentes décennies. Hier, c'était l'homme travailleur qui se mobilisait, aujourd'hui, ce sont la femme et le jeune. Hier encore on parlait de promotion et de pouvoir populaire alors qu'aujourd'hui on parle de droits de l'homme et de démocratie. Hier, l'enjeu étaient l'Etat et le champ de la production, aujourd'hui, c'est plutôt celui de la société civile, de la vie quotidienne et du champ culturel.

Une grande partie de cette énergie a circulé à travers les circuits liés à l'Eglise, à la suite de la fermeture ou du contrôle excessif par l'Etat des autres lieux de participation à la vie publique (partis, comités de quartier, associations de maîtresses de maison). Tout le monde sait bien qu'au cours de ces quinze dernières années, le seul espace protégé de participation populaire, du point de vue de la société civile, a été celui mis à la disposition par l'Eglise. On peut alors espérer que, dans un cadre démocratique, l'énergie sociale liée aux circuits ecclésiastiques pour des raisons d'ordre socio-politiques plus que confessionnel, réinvestisse à d'autres espaces, qu'elle puisse se canaliser dans des organisations de défense des intérêts. Ceci dépend autant de variables éducatives, que de variables extra-éducatives: de l'orientation des projets pédagogiques, du prestige dont elles bénéficient en tant que moyens socialement reconnus d'intégration à la société, et enfin, du caractère organique des liens existant entre celles-ci et les pouvoirs publics.

CHAPITRE N°7
ETUDE DE FACTEURS PSYCHOSOCIAUX DE L'ACTION COLLECTIVE EN
MILIEU POPULAIRE

1. Le problème

Le problème théorique posé s'inscrit dans l'étude des conditions sous lesquelles un ensemble d'individus *coordonnent des actions en fonction d'intérêts partagés de revendication*. Concrètement, nous analyserons l'effet de quelques variables psychosociales sur la participation des habitants de bidonvilles à l'action collective de protestation, celle-ci étant définie de manière minimale comme l'action concertée d'un ensemble d'individus visant un bien collectif. Cette action coordonnée entraîne souvent une "création de nouveaux engagements et de nouvelles identifications -ou parfois une réactivation de loyautés et d'identifications oubliées- ainsi qu'un rassemblements, sur cette base, d'acteurs ou de groupes d'acteurs, au sein d'un mouvement social chargé, au besoin par la confrontation directe et éventuellement violente avec les autorités en place, de promouvoir ou de restaurer des fins collectives" (Chazel, 1975 : 516).

La présence d'un intérêt partagé peut être conçue comme une condition de possibilité du développement d'une action collective, mais elle est insuffisante lorsqu'elle est appelée à expliquer pourquoi un ensemble d'individus qui partage un même intérêt devrait agir collectivement (Olson, 1978). On peut supposer, par exemple, que beaucoup de personnes partagent un intérêt pour améliorer leur situation socio-économique, mais cela n'en détermine pas le caractère collectif des actions pour y parvenir. Au contraire, chacun peut rechercher sa propre façon de le faire, comme c'est souvent le cas.

Il est généralement admis que le mécontentement joue un rôle important dans l'émergence de comportements collectifs de revendication (Klandermans, 1989). Toutefois, l'évidence empirique à cet égard s'est avérée contradictoire (Kinder and Sears, 1985). Le

problème réside non pas dans la fiabilité des indicateurs de mécontentement, mais dans les conditions qui doivent être remplies pour déterminer l'action collective. Récemment, on a soulevé la pertinence de la distinction entre (dé)privation égoïste et fraternelle. La participation à des actions collectives serait davantage associée à la déprivation fraternelle, celle qui est ressentie en tant que membre d'un groupe en comparaison avec d'autres groupes (Dubé et Guimond, 1986; Walker et Mann, 1987). La littérature insiste aussi sur le rôle de l'attribution de responsabilité du mécontentement: il est fondamental que le sujet ne se culpabilise pas d'être dans sa situation. Lorsque le mécontentement est considéré parallèlement à l'attribution de responsabilité, il augmente la capacité explicative de l'action collective (Opp et al., 1981; Kinders and Sears, op.cit.).

La théorie de l'identité sociale suggère de manière convaincante que le désir de distinction positive de groupe est un type d'intérêt qui peut se convertir en un antécédent puissant d'actions collectives de revendication. Le point de départ de la théorisation, ce sont les conséquences psychologiques de l'appartenance objective d'un individu à des groupes sociaux. Lorsque l'insatisfaction résultant de cette appartenance devient intolérable et, pour diverses raisons, s'il se voit obligé de reconnaître son appartenance à un groupe, il se peut qu'il entreprenne des actions avec d'autres qui partagent sa situation, en vue d'améliorer sa position dans le système de statuts (Tajfel, 1981; Tajfel et Turner, 1979).

Or, dans le cas des couches sociales inférieures on devrait s'attendre à une faiblesse de la formation du "groupe psychologique". Contrairement aux groupes ethniques, dont les attributs constitutifs de l'identité collective ne dépendent pas de leurs conditions de vie à un moment donné, les signes de différenciation sociale des premiers proviennent essentiellement de leurs conditions de vie matérielles. A un point tel que, si ces conditions changeaient, le groupe objectif formé par les pauvres disparaîtrait. On pourrait arguer que la perception d'un destin partagé suffirait pour assurer la constitution d'un "groupe psychologique" (Rabbie et Horwitz, 1988). C'est possible, à condition que le sens de l'appartenance ainsi créé contribue aux

aspects positifs de l'identité des individus; ce qui n'est pas évident dans les groupes minusvalorés. Si n'était pas le cas, la TIS prévoit un processus de désidentification (Ellemers et al.1988).

Nous suggérons que l'intérêt commun susceptible de déclencher une action concertée de revendication des couches populaires, bien qu'il concerne en partie le problème de la distinction positive, se réfère surtout à l'amélioration de leurs conditions matérielles de vie. Paradoxalement, cet intérêt vise un type de bien dont on peut s'approprier individuellement. En effet, certains peuvent arriver à sortir de leur condition, en marge du destin des autres, grâce à un emploi bien rémunéré, par exemple. De telle sorte que le type de stratégie (individuelle ou collective) perçue comme étant effective par les individus pauvres, en fonction de leur intérêt, s'avère être un antécédent important à considérer lorsqu'on estime leur potentiel d'action collective. Ceci avait été bien perçu par Tajfel, mais il n'en a pas développé la portée conceptuelle: il a surtout mis en avance le rôle d'une motivation bien précise, le désir de distinction positive de groupe. En outre, la TIS suppose que la collectivisation des comportements soit assurée par la pression à l'uniformité découlant d'une identification sociale commune (cf. chapitre "Identité sociale et mobilisation"). Par contre, nous pensons que l'importance d'un calcul rationnel, instrumentale, de la part des sujets, est bien plus grande que la TIS ne le pense. Les motivations pour l'action collective peuvent être diverses (justice, statu, biens matériels, distinction de groupe), mais ce qui fonderait la participation des individus serait fondamentalement un calcul instrumental, surtout dans les cas où l'identité de groupe ne peut pas être donnée pour acquis.

Le rôle de la variable "appartenance groupale" dans les comportements collectifs revendicatifs, a été testé empiriquement dans des recherches sur le terrain (Dumont, 1982; Paez, 1983; Reicher, 1984; Villarreal, 1987, cité par Villarreal et al., 1989). En général, les résultats tendent à montrer que l'identité groupale en soi est indépendante de la mobilisation collective: au groupe convoqué à se mobiliser s'identifient tant ceux qui se mobilisent effectivement que ceux qui ne le font pas. D'autre part, il n'y a pas d'évidence empirique du rôle de la variable "stratégies de mobilité perçues".

Pourtant, Tajfel a proposé explicitement que la recherche d'une distinction positive de groupe pouvait inciter à l'action collective pourvu que les individus s'éloignent de la croyance à la mobilité individuelle. Ce genre de croyances remplirait donc une fonction causale par rapport au type de stratégie, individuelle ou collective, que les sujets vont adopter pour améliorer leur situation.

Des antécédents décrits, l'on dégage que: a) la régulation psychosociale de l'action collective semble dépendre d'un ensemble de variables en relation interactive; les approches qui mettent en évidence le rôle d'un seul facteur, n'apporteraient donc que peu d'éléments nouveaux; b) l'existence d'une base motivationnelle (mécontentement) ne suffirait pas à expliquer la participation des individus à l'action collective; c) elle dépend aussi d'une lecture des causes du mécontentement et d'une structuration cognitive de la situation comme faisant appel à une action collective.

Le propos de notre étude est donc d'observer le comportement d'un ensemble de variables en jeu, dans leur relation avec l'action collective de protestation: l'appartenance psychologique au groupe, les stratégies de mobilité préférées, le mécontentement vis-à-vis des conditions matérielles, les attribution causales des conditions de vie matérielles et la croyance à l'efficacité de la mobilisation populaire. Ceci sera observé dans le cas de la mobilisation populaire contre le régime militaire au Chili.

2. Protestations contre le régime militaire chilien (1983-1987)

A partir de 1983, une bonne partie des citoyens commença à exprimer vivement son mécontentement face à la situation économique, politique et sociale du pays. La protestation nationale qui surgit en mai 83 constitua l'expression la plus généralisée et la plus aiguë du mécontentement des grands secteurs de la société contre le régime

militaire, dans le cadre d'une sévère crise économique commencée en 82.

Après 10 ans de régime militaire et d'hégémonie du capital financier, la banque était virtuellement démantelée et contrôlée par l'Etat. De nombreuses industries se virent obligées de paralyser leurs fonctions, tandis que le chômage augmentait. L'application du modèle économique ultra-libéral eut comme conséquences le développement d'un secteur tertiaire de haute technologie (lié au capital financier et au commerce extérieur) et la détérioration des perspectives de croissance économique pour les employeurs, les commerçants, les transporteurs et les agriculteurs, (ceux qui provoquèrent le coup d'Etat en 1973). Du côté des secteurs populaires, le modèle économique causa le chômage d'un grand nombre de personnes et contribua à l'appauvrissement généralisé de ces secteurs. Les travailleurs, y compris les plus organisés, virent leurs possibilités de pression limitées, suite aux nouvelles lois sur le travail qui favorisaient amplement le secteur patronal.

Toutes les voies de participation politique étant bloquées, les partis fonctionnèrent dans la clandestinité. Les mouvements politiques de l'opposition, du centre et de la gauche avaient de sérieuses difficultés internes d'unification. Au début 83, un Commando National de Travailleurs réussit à se constituer, parmi les leaders travailleurs du cuivre. Ce commando unificateur convoqua, en mai, une journée de protestation sui generis, non autorisée par le gouvernement. A l'heure convenue, dans leurs maisons, les gens frappèrent sur des casseroles et éteignirent les lumières en signe de protestation contre le régime. Dans les quartiers populaires, les gens incendièrent, allumèrent des feux de joie et construisirent des barricades. Ces actes auront pour conséquence une forte répression politique. Des journées de protestation de ce type se répétèrent, une fois par mois, jusqu'en octobre. En novembre, l'union des forces politiques de l'opposition obtint l'autorisation du gouvernement d'appeler à une grande manifestation de protestation dans le parc d'O'Higgins, à Santiago, manifestation à laquelle assistèrent environ 500 mille personnes, selon les estimations des organisateurs.

L'année suivante, le Commando National des Travailleurs invita à une manifestation pour commémorer le jour du travail, 1er mai, fête à laquelle assistèrent quelque 250 mille personnes, selon l'estimation des organisateurs. Les actions de protestation de l'année précédente furent la toile de fond de cette célébration dont la demande centrale était le retour immédiat à la démocratie. Cette manifestation, autorisée par le gouvernement eut également un caractère de rassemblement : toutes les tendances de l'opposition avaient assumé la responsabilité de la manifestation.

Par après, la protestation contre le régime continua, mais par à-coups, de manière cyclique et un peu désordonnée. Durant les années 85 et 86, il y eut de multiples actions de protestation à Santiago et dans les provinces; cependant, aucune ne prit le caractère unificateur et massif des manifestations dans le parc d'O'Higgins des années 83 et 84. Les partis et les groupes politiques organisaient des actions de protestation à titre individuel, aux fins de reconstruire leurs cadres et leurs raisons d'être après de nombreuses années d'inactivité. Deux grandes stratégies de lutte se sont disputées le contrôle de la mobilisation. L'une, issue de la gauche plus orthodoxe et chapeautée par le parti communiste, avait établi que toute forme de lutte était légitime, même la voie de la violence. L'autre proposait l'exclusion de la voie insurrectionnelle violente, privilégiant la désobéissance civile comme moyen de pression pour négocier le retrait au pouvoir de Pinochet. Cette stratégie relevait d'une politique centriste et d'un socialisme rénové. En bref, durant l'année 87, les deux versants opposés durent assumer l'échec des deux stratégies. Le régime continua, malgré tout, à se maintenir au pouvoir et prit ses dispositions pour faire respecter le calendrier de démocratisation (prévu par la Constitution politique de 1980), selon lequel la population devrait être consultée - au moyen d'un plébiscite national en 88 - sur la reconduction du mandat de Pinochet au gouvernement pour une durée de 8 années. Face à cette situation, l'opposition décida de changer radicalement de stratégie de lutte en s'opposant au régime à l'intérieur même de sa politique institutionnalisée. En pratique, elle se prépara à vaincre Pinochet au plébiscite fixé pour 88. Dans ce contexte, l'"Assemblée des Citoyens", à savoir l'organe social le plus représentatif du pluralisme politique à ce moment, organisa une

manifestation à caractère multiple en signe de protestation qui se déroula au Parc d'O'Higgins à Santiago, en novembre 87. Cette manifestation appela le peuple à s'engager dans cette nouvelle stratégie. Selon les organisateurs, ce mouvement fut suivi par environ 330 mille personnes.

Les trois manifestations de protestation dans le parc d'O'Higgins, mentionnées ci-avant, eurent les caractéristiques suivantes : elles furent organisées par les organismes de l'opposition de grande représentativité et reflétant le pluralisme politique du moment; elles furent autorisées par le gouvernement; la publicité faite pour cette convocation fut relativement importante (étant donné les limites de la censure informative de ces années-là. Ni les susceptibilités partisans, ni une imminente répression organisée par la police, n'auraient pu être des raisons de ne pas participer. En résumé, ces manifestations sont, pour nous, celles qui présentaient alors le moins de résistances à la participation de la part de ceux qui adhéraient à la campagne de mobilisation contre le régime militaire. C'est pour cette raison qu'elles se prêtent de manière adéquate à l'objet de ce travail.

Deux hypothèses seront avancées:

1. L'action collective des pauvres est indépendante de leur appartenance psychologique à une catégorie sociale inférieure dans l'espace de positions sociales.

2. L'action collective des pauvres est associée à une structure de variables psychosociales, caractérisée par la présence simultanée d'une haute valorisation des stratégies collectives de mobilité, un niveau élevé de mécontentement socio-économique et l'attribution causale des conditions de vie au pouvoir économique et politique.

3. Méthode

3.1 Sujets :

L'échantillon comprend 132 sujets, hommes et femmes, habitant tous des quartiers pauvres de Santiago. Bien qu'il y ait des différences dans le degré de pauvreté des sujets, on doit concevoir leur situation socio-économique comme une constante. Tous les sujets sont âgés de plus de 18 et de moins de 60 ans.

Il s'agit du même échantillon que dans l'étude précédente, duquel ont été éliminés les sujets liés au programme "F.D.H". (36 sujets habitant à la ville de Concepcion), et auquel ont été ajoutés 20 individus des deux sexes, membres d'organisations sociales tels que partis politiques, syndicats, comités de quartier et groupes de promotion des droits de l'homme. L'échantillon se compose donc :

- d'individus n'ayant jamais été membres ni d'organisations sociales quelconques, ni d'expériences éducatives populaires (groupe de contrôle de l'étude antérieure);
- d'individus liés à des pratiques d'éducation populaire ("U.N.D". et "A.A."). Parmi eux, quelques membres d'organisations sociales, y compris les groupes d'action pastorale;
- de membres d'organisations sociales (mais étrangers aux expériences d'éducation populaire).

La participation à des expériences d'éducation populaire caractérise une grande part de l'échantillon. Ceci devra être tenu en compte lors de la discussion des résultats, bien qu'il ne s'agisse pas d'une variable active de l'analyse centrale.

3.2 Procédure :

Tous les sujets furent interrogés individuellement, au moyen d'un questionnaire. Les items se réfèrent tant aux données d'identification (socio-démographiques et relatives à l'échantillon) des sujets qu'aux variables concernées¹. Trois personnes menèrent les interviews : le responsable de la présente étude et deux assistants. Les sujets furent interrogés chez eux (voir détails en A8). Le processus de contact et d'interview des 20 sujets membres d'organisations, non repris en A8, fut pris en charge par le responsable de l'étude pour la plupart. Il n'y eut pas de sélection aléatoire des sujets, mais de sélection accidentale. Nous avons interrogé tous ceux qui remplissaient les critères définis par ce groupe échantillon (habitant des quartiers populaires, membre d'organisations d'intérêt, sans expérience de participation à des programmes d'éducation populaire), jusqu'à atteindre le nombre que nous avons fixé. Une proportion équivalente d'hommes et de femmes, ayant de 18 à 60 ans, fut maintenue. La consigne fut : "Je travail pour le Centre de Recherches et de Développement de l'Education (C.R.D.E.). Nous menons une enquête sur la participation à des organisations et des groupes sociaux. Nous serions très intéressés de pouvoir interroger des personnes, soit qui participent soit que n'y participent pas. Pourriez-vous nous accorder un moment pour discuter, s'il-vous-plaît ?". Si la personne ne remplissait pas les critères ou si refusait l'interview, on lui demandait de nous aider à identifier quelques voisins les remplissant.

3.3 Variable dépendante :

Action collective., indexée en termes de participation à des manifestations collectives de revendication. Les questions suivantes furent posées aux sujets:

¹ Le questionnaire présenté à l'échantillon comporte d'autres questions (voir la description de l'instrument de l'étude des effets éducatifs), mais elles n'interviennent pas ici.

_ "Vous êtes-vous rendus à la manifestation de novembre 83 convoquée par l'opposition au Parc O'Higgins ?

Oui - Non - Pourquoi ?"

_ "Vous êtes-vous rendus à la manifestation de mai 84 convoquée par l'opposition au Parc O'Higgins?

Oui - Non - Pourquoi ?"

_ "Vous êtes-vous rendus à la manifestation d'octobre 87 convoquée par l'opposition au Parc O'Higgins ?

Oui - Non - Pourquoi ?"

_ "Avez-vous participé à des manifestations convoquées par le gouvernement ?

Oui - Non - Pourquoi ? - Combien et lesquelles ?"

Deux sont les modalités définies: *n'assiste pas* (n'a jamais assisté à aucune des trois manifestations contre la dictature de Pinochet mentionnés dans les questions); *assiste* (a assisté au moins à une des trois manifestations spécifiés).

3.4 Variables indépendantes

a) *Attribution causale des conditions de vie*, opérationnalisée par les causes auxquelles les sujets attribuent leur situation socio-économique. La variable "attribution causale de la pauvreté" fut appréhendée par la question ouverte :

- "A quelles causes attribuez-vous votre situation socio-économique ?"

Il s'agit d'une variable à deux modalités. *Causalité externe* rassemble les sujets ayant attribué la pauvreté à : l'exigüité des revenus, aux taux élevés de chômage, au modèle économique neo-liberal, au gouvernement dictatorial, aux excès des entrepreneurs *Causalité interne* réunit ceux qui ont attribué soit à leur niveau de scolarité,

soit à leurs habitudes. La notion d'internalité fait référence tant au sujet interrogé qu'au système familial, les causes se référant parfois à la structure familiale où le sujet est inséré, par exemple, le nombre de membres. Il convient de préciser que la modalité "causalité interne" peut aussi se rapporter à une évaluation positive de la situation socio-économique propre. (Les résultats d'une étude de fiabilité des catégories sont présentés dans le chapitre N°7, 3.7).

b) *Appartenance psychologique au groupe*, opérationnalisée en termes de groupes ou catégories sociales auxquels l'individu reconnaît appartenir de façon spontanée. L'appartenance psychologique au groupe fut appréhendée au moyen d'un exercice d'association de mots. La question suivante fut posée aux sujets :

- "Nous allons maintenant faire un exercice d'association de mots : Je vous dis un mot et vous devez me dire ce qui vous vient tout de suite à l'esprit. Il n'y a ni bonnes ni mauvaises réponses; elles sont toutes valables. Commençons avec le mot "NOUS". A qui pensez-vous lorsque je prononce le mot "nous" ? Qui est représenté par "nous" dans votre esprit ? (Jusqu'à 5 associations libres)."

Selon nos hypothèses, il importe de savoir si les sujets reconnaissent leur appartenance aux groupes inférieurs. La définition de l'ingroup comporte donc les modalités "subordonnés", "politisés" et "omettants". *Subordonnés* rassemble les sujets qui ont associé, face au stimuli "nous", des mots tels que "travailleurs", "peuple", "pouvres", "bidon-ville", évocateurs d'une appartenance aux groupes socialement subordonnés. *Politisés* rassemble les sujets ayant associé des mots tels que "organisation", "organisés", "gauche", "l'opposition", "concients", tous des mots qui renvoient au champ de l'action politique. Il faut signaler, nonobstant, l'existence d'un certain recoupage entre ces deux modalités². *Omettants* réunit ceux dont les associations ne peuvent être incluses ni dans "subordonnés" ni dans "politisés". Le Nous est associé à la famille, les amis, les voisins, les collègues, la communauté, un groupe (indéfini), les gens, les

²En fait, des 28 sujets classés dans "politisés", 17 ont associé des items inclus dans "subordonnés".

femmes, l'humanité... Le libellé "omettants" voudrais exprimer le fait que, à notre avis, ces sujets négligent de reconnaître leur appartenance aux groupes sociaux défavorisés (et aux minorités revendicatives), tout en étant conscients de se genre de clivages sociaux. (Les résultats d'une étude de fiabilité des catégories sont présentés dans le chapitre N°7, 3.7).

c) *Stratégies de mobilité préférées.* L'opérationnalisation de cette variable fut appréhendée en posant aux sujets la question suivante :

- "Quels sont pour vous les moyens les plus importants pour progresser dans la vie ? Choisissez-en trois en les classant par ordre d'importance :

- a) Le travail,
- b) la solidarité entre les gens,
- c) les décisions des gouvernements,
- d) la participation à des organisations,
- e) l'éducation,
- f) l'unité de la famille,
- g) l'effort personnel,
- h) la foi en Dieu."

Il s'agit d'une variable à deux modalités: stratégies individuelles et collectives. D'abord, on a soumis à une AFCM les réponses des sujets face à la question "quels sont pour vous les moyens les plus importants pour progresser dans la vie?". L'interprétation des axes factoriels n'étant pas le but de l'analyse, on a alors lancé une analyse de classification basée sur les scores factoriales des sujets. On a retenu quatre classes expressives de quatre stratégies de mobilité. La première, réunit ceux qui ont choisi l'éducation et l'effort personnel comme les moyens de mobilité principaux. La deuxième, réunit ceux qui ont en commun la préférence pour la foi en Dieu et le travail comme les moyens principaux. La troisième, met en avant l'éducation et la participation à des organisations. Et la dernière, de son côté, relève notamment la valeur

de la famille et la solidarité entre les gens. Nous avons considérés la première et la deuxième comme des stratégies individuelles; tandis que la troisième et la quatrième, comme des stratégies collectives, en raison de la valeur accordée par les sujets à la participation à des organisations et à la solidarité.

d) *Mécontentement socio-économique*. La question suivante fut posée aux individus:

- "Comment trouvez-vous votre situation socio-économique ?

Très mauvaise - Mauvaise - Normale - Bonne...."

Les modalités sont deux: *intense* (a répondu "très mauvaise" ou "mauvaise" à la question ci-dessus); *faible* (a répondu "médiocre" ou "bonne" à la question ci-dessus).

4. Résultats

4.1 Profil socio-démographique de l'échantillon

A partir des données suivantes, le lecteur pourra se forger une meilleure idée de l'échantillon. En ce qui concerne l'âge, 42% de l'échantillon est composé de jeunes (entre 18 et 25 ans), 40% sont des jeunes adultes (entre 26 et 41 ans) et 18% sont des adultes de plus de 42 ans. Quant au niveau de **scolarité**, 13% ont un niveau d'éducation élémentaire, 30% ont suivi un cycle moyen incomplet, 48% ont terminé leurs moyennes et 8% ont achevé des études universitaires. En ce qui concerne l'**occupation**, 13% travaillent dans le secteur tertiaire informel, 35% travaillent dans le secteur tertiaire formel, 9% déclarent être sans emploi, 15% être étudiants et 28% maîtresses de maison. **Sexe**: 53% des sujets sont des femmes et 47% des hommes. **Etat civil**: 35% sont célibataires et 58% sont mariés; la minorité restante, de séparés, veufs, non-mariés.

4.2. Modèle logit de participation à des manifestations

Une analyse de fréquences à quatre entrées fut réalisée pour établir un modèle *logit* de participation à des manifestations de protestation. Les variables indépendantes furent les "stratégies préférées de mobilité" (individuelles ou collectives), ainsi que le "mécontentement économique" (élevé ou faible) et les "attributions causales" de la propre situation socio-économique" (externe ou interne). Cent trente-deux habitants des quartiers populaires de Santiago du Chili ont fourni les données de l'analyse. (Le tableau N°1 présente les effectifs dans chaque cellule) Toutes les composantes des tables de contingences de 2 x 2 montrèrent des fréquences estimées supérieures à cinq (cf. tableau N°2). Toutes les cellules furent prédites correctement par le modèle après l'analyse.

TABLEAU N°1
EFFETS DES VARIABLES "STRATEGIES DE MOBILITE", "ATTRIBUTIONS CAUSALES"
ET "MECONTENTEMENT" SUR LA PARTICIPATION A DES MANIFESTATIONS:
TABLEAUX DES EFFECTIFS

STRATEGIES	ATTRIBUTION	MECONTENTEMENT	MANIFESTATIONS	
			NON	OUI
COLLECTIVE	EXTERNE	FAIBLE	8	12
		FORTE	6	16
	INTERNE	FAIBLE	3	3
		FORTE	1	3
INDIVIDUELLE	EXTERNE	FAIBLE	18	2
		FORTE	18	8
	INTERNE	FAIBLE	19	3
		FORTE	8	4

TABLEAU N°2 : CROISSEMENTS SIMPLES DE CHACUNE DES VARIABLES
INDEPENDANTES PAR LA VARIABLE DEPENDANTE: FREQUENCES OBSERVEES.

	MANIFESTATIONS		
	Non	Oui	Total
STRATEGIES MOBILITE			
Collective	18	34	52
Individuelle	63	17	80
Total	81	51	132
MECONTENTEMENT			
Intense	33	31	64
Faible	48	20	68
Total	81	51	132
ATTRIBUTIONS			
Externe	50	38	88
Interne	31	13	44
Total	81	51	132

Le propos de l'analyse de fréquences à entrées multiples est de découvrir des associations entre des variables discrètes (catégorielles, qualitatives). Nous sommes pour la plupart familiarisés avec le test chi-2 d'association entre deux variables

discrètes, à deux modalités ou plus pour chacune d'elle. Si une troisième (voire une quatrième ou une cinquième...) variable est ajoutée, les associations seront recherchées grâce à une analyse de fréquences à entrées multiples. L'analyse procède à un ajustement d'un modèle linéaire des logarithmes des fréquences estimées pour chaque cellule, de sorte qu'elle ne comprenne que les associations qui sont nécessaires pour reproduire les fréquences observées. Lorsqu'une des variables peut être considérée comme une variable dépendante (VD) et les autres comme indépendantes (VI), l'analyse est dénommée *logit*. Dans ce cas, les questions concernant les associations sont transformées en tests d'effets principaux (associations entre la VD et chaque VI) et en interactions (associations entre la VD et l'effet conjoint de deux VI ou plus) (Tabachnick et Fidell, 1989).

Une analyse *logit* non-hiérarchique a produit un modèle comprenant deux associations de premier ordre (c'est-à-dire, de la variable dépendante et d'une variable indépendante) : participation à des manifestations x stratégies de mobilité, et participation à des manifestations x mécontentement socio-économique. Le modèle réalisa un ajustement quasi optimal entre les fréquences observées et les fréquences estimées, (likelihood ratio $G(4)=0,77$; $p=0,94$). La table N°3, qui reprend les résultats des tests de signification de chaque effet et les paramètres estimés loglinéaires³, résume le modèle.

³ Les paramètres estimés expriment un type particulier de relation entre les fréquences des variables, ce qui ne peut être compris en termes habituels de différences de pourcentages. Un paramètre estimé peut être défini comme étant la fréquence (ou la probabilité) d'une modalité d'une variable, comparée avec la fréquence (ou la probabilité) d'une autre. Après avoir identifié les effets significatifs, on calcule les coefficients qui expriment cette relation pour chaque cellule composant ces effets. Les effets dont les paramètres estimés sont supérieurs prévoient mieux la fréquence de la cellule que les effets dont les paramètres estimés sont inférieurs.

TABLEAU N°3
RESUME DU MODELE LOGIT DE PARTICIPATION A DES MANIFESTATIONS

EFFET	PARAMETRES ESTIMES	DL	CHI 2	PROB.
Manifestation (intercept)		1	2.25	0.134
non	0.335			
oui	-0.335			
Stratégies de mobilité		1	22.35	0.000
collective	-1.015			
individuelle	1.015			
Attributions des causes		1	0.00	0.96
externe	0.011			
interne	-0.011			
Mécontentement socio-écon.		1	5.30	0.021
faible	0.485			
fort	-0.485			

La majorité des sujets (61%) a signalé ne pas avoir participé à aucune des manifestations de protestation mentionnées dans la question. Les pourcentages de participation varient significativement avec les stratégies de mobilité préférées par les sujets. Chez ceux qui préfèrent des stratégies collectives, on note une plus grande incidence de participation à des manifestations que chez ceux qui privilégient les stratégies individuelles. Les pourcentages de participation aussi varient significativement d'après la manière dont les sujets évaluent leur situation socio-économique. Chez ceux qui évaluent leur situation comme étant mauvaise (niveau élevé de mécontentement), on constate une incidence de participation à des manifestations supérieures par rapport à ceux qui estiment que leur situation est normale ou bonne (niveau de mécontentement modéré).

Aucune interaction entre deux ou plusieurs variables indépendantes n'a eu un effet significatif, statistiquement parlant, sur la participation à des manifestations, tout comme la variable attributions causales. Le manque d'impact de cette variable subsista lorsque l'on a voulu développer un autre modèle logit de participation à des manifestations, identique au modèle antérieur, mais en modifiant

ses modalités (causes économiques ou causes politiques ou causes internes).

Deuxième modèle logit

Une analyse de fréquences à quatre entrées fut réalisée pour développer un deuxième modèle logit de participation à des manifestations de protestation. Les variables de prédiction furent les mêmes que celles utilisées dans le premier modèle, à l'exception toutefois de la variable "attributions causales", pas significative dans le modèle antérieur, qui fut remplacée par "définition de l'endogroupe" (subordonnés ou politisés ou omettants; voir fréquences observées dans le tableau N°4 ci-dessous)⁴. Les données furent apportées par les mêmes sujets.

TABLEAU N°4 : CROISSEMENT SIMPLE DE LA VARIABLE "DEFINITION DE L'ENDOGRUPE" PAR LA VARIABLE DEPENDANTE: FREQUENCES OBSERVEES.

	MANIFESTATIONS		Total
	Non	Oui	
DEFINITION ENDOGRUPE			
Subordonnés	28	21	49
Politisés	5	19	24
Omettants	48	11	59
Total	81	51	132

⁴ Tabachnick et Fidell (op cit) recommandent pour l'analyse de fréquences à entrées multiples, un nombre de cas égal à cinq fois le nombre de cellules. En règle générale, plus le nombre de variables et leurs modalités est élevé, plus la taille totale de l'échantillon nécessaire pour assurer des fréquences espérées adéquates dans chaque cellule est élevé également. Dans notre cas, pour développer un modèle logit qui comprendrait tous les VI en même temps, nous aurions eu besoin d'un échantillon de 240 sujets ($2 \times 2 \times 2 \times 3 \times 2 \times 5 = 240$). Comme nous n'avons que 132 sujets, nous avons choisi de développer un deuxième modèle complémentaire au précédent. Certes, cette solution ne permet pas de vérifier l'existence éventuelle d'un effet d'interaction entre les VI "attributions" et "définition de l'endogroupe".

L'analyse logit non-hiérarchique a produit un modèle comprenant trois associations de premier ordre: manifestations x stratégies de mobilité, manifestations x mécontentement socio-économique et manifestation x définition de l'endogroupe. Aucune interaction entre deux variables indépendantes ou plus n'a eu un effet significatif, statistiquement parlant, sur la participation à des manifestations. Le modèle opéra un ajustement adéquat entre les fréquences observées et les fréquences espérées, likelihood ratio G (7)=9,0; p=0,25. Toutefois, nous ne savons pas si la diminution de l'incertitude dans la prédiction de la participation à des manifestations faite par le modèle est importante ou pas. La table 2, qui reprend les résultats des tests de signification de chaque effet et les paramètres estimés loglinéaires, résume le modèle.

TABLEAU N°5:
RESUME DU MODELE LOGIT ALTERNATIF DE PARTICIPATION A DES
MANIFESTATIONS

EFFET	PARAMETRES ESTIMES	DL	CHI 2	PROB.
Manifestation (intercept)		1	0.02	0.910
non	0.305			
oui	-0.305			
Stratégies de mobilité		1	16.46	0.000
collective	-0.915			
individuelle	0.915			
Définition de l'endogroupe		2	14.91	0.000
subordonnés	0.272		0.77	0.381
politisés	-1.410		12.09	0.000
omettants	1.137			
Mécontentement socio-écon.		1	4.25	0.039
faible	0.465			
fort	-0.465			

L'interprétation des résultats est identique à celle du modèle antérieur, en ce qui concerne l'effet des variables "stratégies de mobilité" et "mécontentement socio-économique". Par ailleurs, la participation à des manifestations varie significativement avec la

définition de l'endogroupe psychologique (identité sociale). Chez ceux qui reconnaissent appartenir à des groupes politisés, on a constaté une plus grande incidence de participation que chez ceux dont la définition de l'endogroupe élude la référence à des catégories sociales subordonnées et politisées. La modalité "subordonnés" apporte peu à l'interprétation, à en juger par la dimension plutôt réduite du paramètre estimé correspondant à celle-ci (0,27), comparativement à la dimension des paramètres estimés des deux autres modalités.

5. DISCUSSIONS ET CONCLUSIONS

L'influence éventuelle de certains facteurs psycho-sociaux sur l'action collective (comme la participation aux manifestations de protestation) a été étudiée sur un échantillon de 132 habitants des communes pauvres de Santiago. Les résultats obtenus accréditent l'hypothèse 1, au sens où l'appartenance psychologique à des groupes défavorisés est indépendante de la participation aux manifestations. D'autre part, ces résultats, bien qu'allant dans le sens de l'hypothèse 2, ne la confirment pas au niveau statistique: aucun effet d'interaction significatif, ne peut être observé entre les stratégies choisies de mobilité, le niveau de mécontentement et les causes attribuées aux conditions de vie, sur l'action collective. Le manque de signification statistique serait peut-être la conséquence du nombre réduit des effectifs.

Les stratégies de mobilité, le niveau de mécontentement socio-économique et la définition de l'endogroupe ont eu chacun un effet significatif et indépendant sur la participation aux manifestations. Plus spécifiquement, la préférence des sujets pour des stratégies collectives de mobilisation sociale, a eu un impact significatif sur la participation aux manifestations, de même qu'un haut niveau de mécontentement socio-économique et le sentiment d'appartenance aux minorités politisées.

L'attribution causale du mécontentement n'a pas eu d'impact significatif et indépendant sur la participation aux manifestations. La cause attribuée aux facteurs externes, économiques et politiques, apparaît tout autant chez ceux qui participèrent aux manifestations que parmi ceux qui n'y prirent aucune part. Néanmoins, l'on peut affirmer que l'attribution interne -à l'inverse de l'attribution externe- caractérise le segment de population qui ne participa pas aux manifestations. En effet, parmi les sujets qui exprimèrent des causes internes, la majorité (70%) ne participa pas aux actions collectives. D'autre part, la majorité des manifestants (74%) avaient attribué leurs conditions de vie aux facteurs politiques et économiques, tandis que les 26% restant avaient incriminé leur propre responsabilité.

Il est dès lors possible d'avancer que la variable attribution de causalité a caractérisé les latitudes d'acceptation et de refus de protester contre le régime militaire, mais n'a pas influencé directement la décision de participer ou non aux manifestations. Il est cependant probable que ce résultat exprime des difficultés dans l'opérationnalisation de la variable. L'accord des juges pour la fiabilité de la catégorie "causalité interne", bien que recevable, n'est pas très satisfaisant: 75%. Nous croyons pourtant que les raisons de ce résultat sont théoriques. En fait, ce résultat ne va pas contre nos attentes. Certes, la littérature suggère que le mécontentement dû à des causes externes doit être associé à la participation à ces manifestations de protestation (Opp et al. 1981; Kinders & Sears, 1985; Villarreal et al. 1989). Mais l'attribution externe n'est jamais une raison décisive de la participation à l'action collective; elle contribue en tant que modulateur du mécontentement. Dans notre cas l'internalité et l'externalité se rapportent aux causes de la situation socio-économique perçue des sujets, dont une minorité la percevait comme "bonne". Or, nos résultats montrent que le mécontentement socio-économique est associé à la protestation collective.

Contre nos attentes, le haut niveau de mécontentement socio-économique eut un impact indépendant sur la décision de prendre part aux manifestations. Les études qui ont trouvé une association positive

entre mécontentement et action collective sont certes nombreuses, mais celles où l'association est faible ou inexistente, sont aussi nombreuses (McPhail, 1971; Kinder et Sears, 1985; Dubé et Guimond, 1986). Si, dans notre cas, le mécontentement a été effectivement associé à la protestation, rien ne garantit que l'association sera retrouvée dans des prochaines études. En tout cas, il est important de souligner que les couches pauvres de la population s'étaient encore appauvries durant la dictature. Pendant les années 80, si cet appauvrissement a résulté en partie de la récession internationale, elle fut surtout la conséquence des politiques économiques néo-libérales. On a dû attendre la fin des années 80, pour qu'une croissance effective du produit national permette aux secteurs plus pauvres de retrouver le niveau de salaires réels qu'ils avaient durant la période précédant la dictature. Vu cela, des raisons objectives à la montée d'un fort mécontentement socio-économique, attribuable à des causes externes, pouvaient se développer et influencer la décision de participer à l'action collective des années 83-87.

Le résultat antérieur impose une certaine réserve quant aux affirmations de Tironi (1989), selon lesquelles la demande émanant des pauvres ne vise pas en premier lieu l'obtention de meilleures conditions socio-économiques, mais l'obtention de possibilités d'intégration sociale et de protection offertes par une institution politique démocratique. Tironi suggère que les pauvres se sentaient davantage insatisfaits par le régime politique que par l'ordre économique en place. Il ne faudrait donc pas craindre que des frustrations vis-à-vis de l'ordre économique, si elles se développent dans le futur, provoquent des débordements d'une mobilisation populaire extra-institutionnelle, dans la démocratie chilienne renaissante, puisque ce n'est pas, en fait, la fin de ces frustrations que cherchent à obtenir les pauvres. Le futur confirmera peut-être cette affirmation de Tironi, mais pas pour la raison qu'il a signalée. Si les pauvres ne vont pas protester violemment, ce sera parce que le régime démocratique aura canalisé avec succès leurs demandes (par les voies institutionnelles conventionnelles), non du fait que ceux-ci auraient renoncé à mettre fin à leurs frustrations socio-économiques.

Comme nous nous y attendions, les stratégies perçues de mobilité sociale furent fortement liées à la participation aux manifestations. La décision de participer fut associée à l'espoir que non seulement l'éducation, le travail, la foi en Dieu ou l'effort personnel seraient des moyens adéquats pour améliorer sa position sociale, mais surtout que la participation aux organisations et/ou que la solidarité entre les personnes permettraient cette amélioration. Ce résultat constitue un appui empirique à la suggestion de la théorie de l'identité sociale (Tajfel, 1981; Tajfel et Turner, 1979) selon laquelle la mobilisation d'un groupe requiert l'adhésion de ses membres à une structure de croyances opposée à la mobilisation individuelle. Ce résultat est d'autant plus intéressant que, à notre avis, la majorité des gens n'aient pas eu de grands espoirs quant au succès des manifestations pour obtenir la chute du régime militaire et le retour immédiat à la démocratie.

Il est certain que, tel que nous l'avons formulée et opérationnalisée, la variable "stratégies perçues de mobilité" ne reflète pas une lecture, de la part des sujets, des paramètres spécifiques du contexte de chacune des manifestations. Au contraire, notre question était beaucoup plus générale, visant les moyens pour améliorer la position et/ou la condition sociales. Malgré cela, les réponses des sujets à cette question se sont avérées fort associées à la décision de participer ou non à celles-là. Comment expliquer ce décalage?. Il semblerait que les individus interprétèrent la crise qu'ils avaient endurée comme une situation de blocage pour leurs espoirs de progrès économique et social. Leur participation aux manifestations exprima, alors, la double conviction que les problèmes ne pourraient être résolus par des voies conventionnelles (individuelles, familiales) et que, d'autre part, bien qu'il était même peu probable que le régime tombe, sans une protestation collective, il n'y aurait aucune possibilité de changement. Interprété de la sorte, ce résultat à peut-être affaire à la notion de représentation sociale, que nous définissons de façon minimale comme désignant des structures de croyances largement partagées qui régulent et orientent, tant les processus de perception et d'attribution de sens à des aspects divers de la réalité, que le comportement des

individus envers ces aspects ⁵. En effet, et la lecture de la situation spécifique concernant les manifestations contre le régime de Pinochet et la décision d'y participer ou non, qui en a découlé, semblent avoir été influencés par une représentation sociale concernant les moyens préférés de mobilité sociale. Il est intéressant de remarquer que la participation à des organisations (c'est-à-dire, le fait de participer, au moment de l'interview, à des organisations tels que: partis politiques, groupements de promotion des droits de l'homme, communautés chrétiennes, groupes d'animation culturelle, comités de quartier et d'autres), a elle aussi été associée de manière significative aux stratégies collectives de mobilité⁶. Ceci renforcerait notre interprétation de la variable "stratégies perçues de mobilité" en termes d'une représentation sociale régulant la décision de coopérer à des actions collectives, la participation à des manifestations et à des organisations sociales étant deux indicateurs différents d'action collective.

Une autre variable-clé du modèle de Tajfel est le sentiment d'appartenance à un groupe. Le sentiment d'appartenance à la classe populaire a été indépendant de la décision de protester, bien que cette catégorie sociale ait dû davantage subir les conséquences négatives des politiques du régime militaire (chômage, bas salaires, détérioration de la sécurité sociale, etc.). Ce résultat peut être lu de la façon suivante: la protestation des individus pauvres face à la dictature ne fut pas l'expression d'un sentiment d'appartenance à un groupe populaire, mais un effet d'agrégation des intérêts des individus pris isolément. En d'autres termes, les sujets qui ont manifesté, ont réagi non comme membres d'une classe, mais comme simples citoyens qui se sentaient lésés dans leurs intérêts, intérêts

⁵ Nous avons consacré un chapitre à cette notion dans un travail préalable à cette thèse (cf. Ortiz, I., "Education populaire et comportements collectifs: pour une étude des effets de formation en milieu populaire", Mémoire de licence complémentaire en Psychologie, Université Catholique de Louvain, 1987).

⁶ La procédure d'analyse logit utilisée dans cette étude, comprenant les mêmes variables indépendantes, a été reproduite pour le cas de la variable dépendante "participation à des organisations" (oui/non). Deux modèles ont été aussi produits. Dans le premier, les stratégies perçues de mobilité ont eu un effet indépendant et significatif sur la variable dépendante ($p=0.014$). Les pourcentages de participation varient significativement avec les stratégies de mobilité préférées par les sujets. Chez ceux qui préfèrent des stratégies collectives, on note une plus grande incidence de participation à des organisations que chez ceux qui privilégient les stratégies individuelles. Dans le deuxième, l'effet de la même variable sur la participation à des organisations a curieusement amoindri sa signification, bien qu'allant dans la même ligne ($p=0.078$).

qui étaient par ailleurs partagés par un grand nombre. Certes, la majorité (81 %) de ceux qui ne s'identifièrent pas spontanément comme "subordonnés" et/ou "politisés", ne participa pas aux manifestations. Les résultats indiquent pourtant que la différence est faite par les "politisés". Certes, la majorité de ceux qui se dirent "politisés", s'identifièrent également comme "subordonnés". L'appartenance populaire aurait, peut-être, caractérisée la "latitude d'acceptation" de protester contre la dictature; mais elle n'a pas joué un rôle décisif pour passer à l'action.

Par contre, le sentiment d'appartenance aux minorités actives s'associa positivement à la participation aux manifestations⁷. Nous essayerons de donner sens à cette association. Si l'on croit l'approche de la catégorisation de soi (Turner, 1982, 1984; Hogg et Turner, 1987; Reicher, 1984), il aurait suffi que ces individus s'identifient aux minorités actives, pour qu'ils se comportent de la façon selon laquelle à leur avis se comporte un membre prototypique: la participation à des manifestations fait sans doute partie du repertoire de comportements typiques de ces minorités. Bien qu'un peu trop mécaniciste, cette approche comporte une partie de vérité, en ce sens que l'identification à ces minorités peut forcer le choix des individus. La reconstruction que nous en faisons est cependant moins tributaire des processus de catégorisation de soi. Il est fort probable que ce type d'identification soit fondé sur le militantisme objectif au sein de partis politiques, de groupes qui luttent pour les droits humains, ou dans d'autres groupes lancés dans le combat contre la dictature. Nous ne craignons pas de nous tromper en avançant que ces personnes avaient intériorisé l'idée de vaincre la dictature et de rétablir la démocratie, comme unique issue possible à la crise de la société; tels étaient les slogans des manifestants. Par conséquent, la haute valeur attribuée aux finalités des manifestations aurait motivé

⁷ L'analyse logit concernant la variable dépendante "participation à des organisations", dont nous avons parlé dans la note de bas de page précédente, a produit un modèle où la variable "définition de l'endogroupe" s'est comportée pareillement. Autrement dit, chez ceux qui reconnaissent appartenir à des groupes politisés, on a constaté une plus grande incidence de participation à des organisations que chez ceux dont la définition de l'endogroupe élude la référence à des catégories sociales subordonnées et politisées. La modalité "subordonnés" apporte peu à l'interprétation, à en juger par la dimension plutôt réduite du paramètre estimé correspondant à celle-ci (0.45), comparativement à la dimension des paramètres estimés des deux autres modalités (-1.05, "politisés"; 0.59, "omettants").

la participation de ces sujets, ce qui va dans le sens de la théorie et de certains résultats empiriques (Klandermans, 1984, 1987; Muller et Opp, 1986; Opp, 1988; Finkel, Muller et Opp, 1989). Cependant, la valeur du bien collectif ne pourrait passer pour une explication unique et suffisante. La littérature souligne aussi l'influence de stimulants sociaux sélectifs (Olson, 1978; Oliver, 1980). Ainsi, la recherche d'une bonne image de soi, la crainte des sanctions sociales, ne peuvent être écartés, bien que leur vérification reste hors de portée de nos données. Ce genre de groupe minoritaire arrive généralement à exercer un contrôle social fort sur ses membres, de sorte que ceux-ci se seraient exposés à de sévères sanctions sociales s'ils avaient décidé de ne pas prendre part aux actions que les normes du groupe avaient instauré. Il se peut que ces individus aient aussi été poussés à l'action collective par une norme "kantienne" de participation: "je dois faire ce que je pense que d'autres doivent également faire" (Finkel, Muller et Opp, 1989). En fin, il est possible que toutes ces motivations soient liées entre elles, constituant une structure.

Etudiés de manière conjointe, ces résultats nous permettent d'élaborer les conclusions suivantes. S'il paraît évident que la décision de participer à l'action collective nécessite une base motivationnelle liée au mécontentement, elle dépend largement de la perception de l'action collective comme un moyen efficace ou pertinent d'atteindre les finalités escomptées. L'appartenance groupale des individus des catégories subalternes, ainsi que leur capacité dès lors de mener des actions en bloc, ne doit plus être sur-estimée. L'action collective de protestation d'individus socialement défavorisés ne semble pas être fondée sur une identité sociale partagée, ni sur un processus de catégorisation de soi-même comme membre d'une classe sociale. Bien que ces personnes partagent une même position sociale et d'intérêts communs, leur action collective, lorsqu'elle survient, paraît résulter davantage de l'agrégation complexe des intérêts de chacun que de la conformité à une solidarité de groupe, celle-ci étant plutôt une conséquence de celle-là. Les observations précédentes sont pertinentes notamment pour l'individu moyen ne faisant pas partie de minorités actives. Dans le cas précis des minorités actives,

l'influence du processus de catégorisation de soi comme membre d'un groupe et des normes qui en découlent ne peut être écartée.

En fin, nous sommes surpris du fait que, malgré les faiblesses de l'opérationnalisation des variables indépendantes (mécontentement, attribution causale), nos données se sont montrées riches en information.

CHAPITRE N°8
LA PARTICIPATION A L'ACTION COLLECTIVE: UNE APPROCHE
INDIVIDUALISTE

1. Introduction

A en juger par l'abondance des dernières publications spécialisées, le champ de l'action collective et des mouvements sociaux est tout autant, si pas même plus dynamique qu'il y a 20 ou 30 ans. De grands changements sont apparus depuis lors. Il existe aujourd'hui un consensus important quant au caractère rationnel et stratégique de ce type d'action. Le stéréotype de l'action collective spontanée, émotionnelle, irrationnelle et violente appartient au passé¹. Les questions qui orientent aujourd'hui la recherche et la théorisation sont radicalement différentes de celles qui ont guidé les chercheurs d'hier et qui ont, à notre avis, contribué à la création du stéréotype dont nous parlions plus haut. Les théoriciens d'hier semblaient s'interroger sur les processus internes caractéristiques des comportements collectifs et présents dans les révolutions, les paniques collectives, les pillages, etc. Des éléments de réponse ont été apportés par des concepts tels, entre autres, les phénomènes de contagion et de dépersonnalisation (Le Bon, cité par Paez, 1983), d'imitation et de norme émergente (Turner, 1980). Ce genre de questions et de réponses -aujourd'hui marginales- est caractérisé par le fait qu'il ne tient compte ni des fins de l'action ni du cadre social et politique dans lequel elle se déroule.

¹ Ces processus irrationnels sont encore prépondérants dans des comportements collectifs tels que l'assistance par exemple à des matchs de football ou à des concerts de rock. Dans la littérature spécialisée, le concept d'"action collective" fait plutôt référence à l'obtention, par un groupe, d'un bien collectif de type économique, politique ou légal.

Par contre, on peut formuler de la manière suivante les principales questions posées aujourd'hui : quelles sont les conditions de contexte (économique, politique, systémique) facilitant ou entravant l'émergence et le maintien des actions collectives?, et, pourquoi certains individus y participent-ils et d'autres non, compte tenu de certaines conditions constantes?. A la lumière de ces questions, les fins de l'action, au sens que lui donnent les acteurs et l'encadrement sociétal occupent une place centrale. Toutes deux sont perçues comme complémentaires : on n'explique pas seulement l'émergence d'un mouvement précis à un moment donné par la seule explication de pourquoi un individu participe à une action collective. Inversement, la compréhension des processus sociaux et politiques qui ont produit un mouvement dit peu -mais son apport n'est pas dédaignable- des processus micro qui ont amené des individus particuliers à y adhérer. Bien entendu, aucun mouvement ne peut se développer si aucun individu ne s'y implique.

Dans ce chapitre nous nous attarderons à la question concernant la participation des individus, après avoir présenté un bref aperçu de perspectives mettant avant tout l'accent sur la nature des structures sociales et les types d'Etat propices au déclenchement de l'action collective.

2. Facteurs de structure sociale

Selon Oberschall (1973,1978), la probabilité de l'émergence d'une mobilisation sociale dépend en grande partie du type d'organisation interne au groupe et du type de liens existant entre les groupes, au sein de la société. Le type de liens inter-groupes peut être soit fort, soit faible : on rencontre des liens de type fort dans des structures de type gemeinschaft (liens communautaires

primaires) et gesellschaft (liens associatifs contractuels). La mobilisation requiert l'existence d'une forte organisation interne du groupe appelé à se mobiliser et reposant sur des liens communautaires ou associatifs modernes. Pour Oberschall, la mobilisation sera d'autant plus rapide et durable en situation de conflits d'intérêts qu'il existera un grand nombre et une grande variété d'organisations au sein d'une collectivité, et qu'il y aura une participation importante de ces individus au sein de ces réseaux. D'autre part, les liens inter-groupes peuvent être segmentés ou intégrés. Une structure sociale segmentée a plus de chances de faciliter la mobilisation dans la mesure où la segmentation réduit le contrôle social hégémonique et empêche que les individus mécontents n'influencent les centres de pouvoir. Plus un groupe est intégré à la structure inter-groupale, plus il est probable que ses intérêts puissent s'exprimer à travers les mécanismes politiques conventionnels de négociation.

Le modèle d'Oberschall, et sa dimension horizontale (c'est-à-dire, liens à l'intérieur de la collectivité) en particulier, ont été très féconds dans le cadre de la recherche empirique. L'hypothèse générale selon laquelle la probabilité de développement d'un mouvement social est d'autant plus forte que la densité de l'organisation sociale est importante a été largement confirmée empiriquement par diverses expériences de mobilisation (par exemple, le mouvement pour les droits civils aux Etats-Unis, pour les droits de la femme, voir McAdam, McCarthy et Zald, 1988). La dimension verticale du modèle - liens inter-groupes - a suscité moins d'intérêt en partie à cause du fait que la segmentation est incorporée à l'analyse en tant que cause du mécontentement d'un groupe et, en partie également, à cause du fait que la complexité des relations sociales dans les sociétés modernes rend difficile la définition opérationnelle de la segmentation et de l'intégration.

Le courant connu sous le nom de "ressources pour la mobilisation" a insisté sur l'organisation interne d'un groupe latent.

La mobilisation désigne le processus par lequel un groupe mécontent rassemble et investit des ressources dans la poursuite de ses fins propres. Ce courant ne se centre donc pas tant sur les processus économiques et politiques qui déterminent le mécontentement et la production de revendications par un groupe, mais bien plus sur sa capacité stratégique lui permettant d'influencer les décisions du système politique pesant sur son avenir. Les ressources constituent l'élément central puisqu'elles permettent de créer l'action. Mais de quelles ressources s'agit-il?. Tant des ressources tangibles telles que l'argent, les moyens de communication, les propriétés, etc, que des ressources intangibles comme le travail humain spécialisé (experts) et non-spécialisé (sympathisants). Certains auteurs sont parvenus même à préconiser un modèle "patronal" de la mobilisation qui repose sur les efforts d'équipes de véritables entrepreneurs expérimentés (McCarthy y Zald, 1977). Ce modèle patronal a reçu un appui empirique dans le cas de larges groupes mécontents ayant peu d'expérience politique et une faible base organisationnelle, comme les paysans et les consommateurs

Sur le plan empirique, ce courant a réussi à montrer que l'atomisation d'un groupe latent constitue un obstacle à l'action collective et, inversement, que l'existence de structures communautaires ou associatives crée des conditions favorables. (Jenkins, 1983). Tilly (cité par Oberschall, 1978) utilise la notion de "catnet"² pour synthétiser les relations de base entre la structure du groupe et la mobilisation. La solidarité interne au groupe est le produit de *catness* et de *netness*. *Catness* fait référence à l'intensité d'une identité partagée et à la clarté des limites sociales qui englobent tous ceux qui partagent une caractéristique commune. *Netness* se réfère pour sa part à la densité des réseaux existant entre les individus et qui les relient les uns aux autres à travers des liens personnels. Puisque la mobilisation

² Néologisme formé à partir des termes anglais *catness* et *netness*.

dépend en grande partie de la quantité et du type de ressources dont dispose un groupe, la "catnet" d'une collectivité facilitera le rassemblement de ces ressources et leur restitution adéquate en vue de la réalisation des intérêts du groupe. "Catnet" peut également être considérée comme une ressource à elle seule.

3. Facteurs politiques

Le courant des "ressources pour la mobilisation" se caractérise également par sa conception des objectifs de l'action collective définis comme l'expression des conflits d'intérêt présents au sein du système institutionnel des relations de pouvoir (Jenkis, 1983). Ce courant se développe dans la conjoncture des années 60 et la multiplication des mouvements sociaux d'étudiants, de protestation contre la guerre du Vietnam, et en faveur des droits civiques pour les noirs. Ces origines ont conduit à une interprétation des mouvements sociaux en tant que demande, au sein du cadre démocratique participatif, d'une participation accrue des groupes marginalisés, face à une autorité qui empêche la réalisation des valeurs démocratiques. En ce sens, ce courant s'éloigne des interprétations classiques des mouvements sociaux en termes de rupture avec le système social (Lapeyronnie, 1988). L'action collective est analysée en tant qu'activité stratégique ayant pour objectif l'accès au système politique, et en tant qu'activité instrumentale de mobilisation d'ensembles d'individus. Lapeyronnie reproche à ce courant d'insister sur le niveau d'analyse stratégique, ce qui l'a éloigné d'une référence au système social considéré comme un ensemble intégré de valeurs. Le système social n'intervient que comme générateur de ressources et de conditions nécessaires à l'action. Selon cet auteur, l'action collective et politique ne s'explique pas seulement en termes

d'intérêts d'acteurs autour de carrefours politiques : elle met également en jeu des acteurs sociaux autour de carrefours culturels.

Dans la mesure où l'action collective s'organise normalement contre un pouvoir qu'il questionne, l'interaction du groupe avec les appareils d'Etat ou avec le pouvoir politique en général est un aspect important souvent traité dans la littérature.. Selon Tilly (1978), une relation curvilinéaire existerait entre, d'une part, l'envergure ou l'extention de l'action collective, le pouvoir du groupe mobilisé et, d'autre part, l'action gouvernementale (de répression ou d'encouragement) (voir fig. 1).

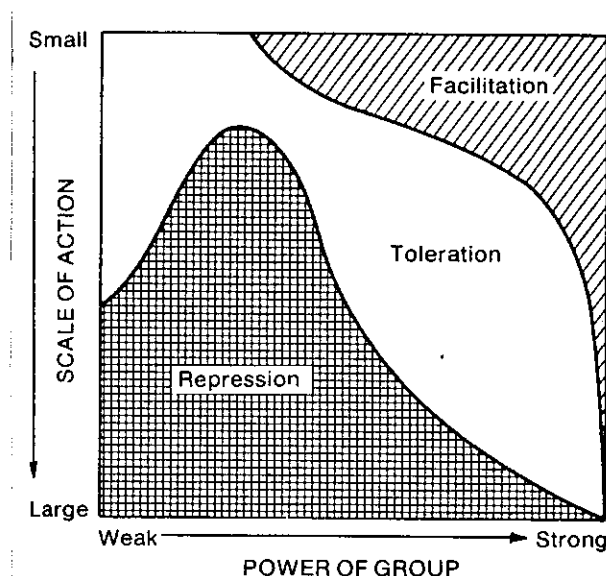


Fig. 4-6
Hypothetical distribution of governmental repression
as a function of the scale of collective action and the
power of the actor

(Source: Tilly, 1978 : 113)

En bref, le tableau suggère que la probabilité que l'action collective soit réprimée par l'Etat est plus élevée lorsque le groupe mobilisé est faible et qu'en même temps, son action collective atteint une certaine extension. Par contre, lorsque le pouvoir du groupe est

fort, l'Etat ne réprime pas son action et a même tendance à l'appuyer ...L'auteur laisse entendre que dans ce cas l'action collective n'atteint pas une grande extension car les groupes puissants sont souvent liés à l'appareil officiel du pouvoir et peuvent donc négocier avec succès leurs intérêts par la voie conventionnelle. L'aspect le plus intéressant de l'hypothèse concerne les conditions sous lesquelles il est fait usage de la répression. En général, l'expérience historique permet d'affirmer que la répression est une manière très efficace de casser l'action collective. Inversement, la diminution de la capacité coercitive de l'Etat facilite son extension (Tilly, op.cit; Birnbaum, 1984; Muller et Seligson, 1987).

L'Etat peut également casser l'action collective par le biais de moyens indirectement répressifs. Il peut par exemple intervenir en réduisant les moyens financiers du mouvement ou manipuler l'opinion publique contre lui. Mises à part ces considérations tactiques un tant soit peu banales, on a également suggéré que la structure d'un système politique peut favoriser ou faire obstacle à l'action collective. Par exemple, les états bureaucratiques et centralisés disposent d'une plus grande autonomie et facilité opérative pour déclencher la répression (Skocpol, 1979, cité par Birnbaum, 1984). Les systèmes politiques fortement représentatifs, comme c'est le cas du système britannique, ont une forte capacité démobilisatrice parce que les groupes mécontents trouvent les voies pour se faire entendre et pour obtenir des parcelles de pouvoir. C'est du moins ainsi que Tilly explique la continuelle réduction des grèves ouvrières britanniques par rapport aux françaises, entre les années 1945 et 1968.

La littérature a défini la notion de "structure d'opportunités politiques" comme l'ensemble des contraintes et des opportunités à caractère politique qui encouragent ou découragent l'action collective et la conduisent vers certaines formes plutôt que vers d'autres (Tarrow, 1988). D'autres la considèrent comme les variations de la

réceptivité ou de la vulnérabilité du système politique face à une protestation menée par un groupe mécontent (McAdam, McCarthy et Zald, op.cit.). Ces variations ne dépendent pas nécessairement de processus politiques : elles peuvent être influencées par des changements d'ordre économique ou démographique à grande échelle, non soumis au contrôle direct de l'appareil politique. Il n'existe pas une véritable théorie des opportunités politiques, mais seulement un ensemble de variables considérées comme ayant une grande influence sur l'action collective: on peut citer le degré d'ouverture ou de fermeture de la politique, la stabilité ou l'instabilité des fronts politiques, la présence ou l'absence d'alliés et de groupes d'appui, les divisions au sein de l'élite ou sa tolérance à la protestation, ainsi que la capacité de policy-making du gouvernement (Tarrow, 1988).

La notion de structure des opportunités politiques peut aider à comprendre les variations dans la stratégie, la structure organisationnelle et les résultats de mouvements similaires ayant surgi dans d'autres pays ou régions. Le mouvement féministe s'est par exemple associé à différentes cultures politiques et à la structure des partis politiques pour produire différents types de mouvements dans plusieurs pays (Katzenstein, 1987, cité par Tarrow, 1988). Cette notion est cependant difficile à observer et à mesurer dans la pratique, dans la mesure où elle consiste en un groupe de variables dont certaines peuvent prendre des formes différentes selon les endroits. La variable de l'autoritarisme du système politique est, dans ce sens, celle qui se prête le mieux à un mesurage universel.

La plus ou moins grande ouverture d'un régime politique nous semble être un facteur d'opportunité politique de poids. Certaines conditions importantes, soulignées par le courant des ressources pour la mobilisation, sont directement influencées par le type de régime politique en place; il s'agit de la capacité d'une collectivité à créer des organisations, des opportunités politiques disponibles et de la foi en une probabilité de succès de l'action collective. Muller et

Seligson (1987) ont émis l'hypothèse selon laquelle un régime semi-répressif serait une condition plus favorable à l'action collective qu'un régime démocratique ouvert et qu'un autre régime répressif à outrance. L'argumentation est la suivante. Dans le contexte d'un régime extrêmement répressif, il y a une extrême concentration du pouvoir dans l'Etat; les media sont soumis à la censure; l'opposition est réprimée et les droits politiques et les libertés civiles sont irrespectés. Dans cette situation, les groupes dissidents sont sévèrement limités dans leur capacité d'organisation ; ils croient que leurs chances de succès sont réduites et ils sont limités dans leurs possibilités de s'inscrire dans un quelconque mouvement de protestation. Les acteurs pensent, par conséquent, qu'ils ne tireront pas grand chose d'une stratégie de confrontation directe avec le régime. Par contre, dans le contexte d'un régime non-répressif, les groupes dissidents ne rencontreront aucune restriction à leurs efforts d'organisation; ils croiront aux probabilités d'impact de leur action collective; de plus, un régime démocratique offrira à ces groupes dissidents, des occasions de participer légalement et pacifiquement au processus politique. Les niveaux d'action collective basés sur la confrontation et la violence seront par conséquent relativement bas. Mais dans le contexte d'un régime semi-répressif, les groupes dissidents disposent d'une marge de manoeuvre suffisante leur permettant de développer de puissantes organisations. Ils ne disposent cependant que de très peu d'opportunités pour exercer leur influence sur le processus politique par le biais d'actions conventionnelles légales et pacifiques. Ce type de régime est caractérisé par des processus pseudo-participatifs : il y a des élections, mais celles-ci sont manipulées et contrôlées; le pouvoir judiciaire existe mais il est aux mains de l'exécutif; il existe une certaine liberté d'expression, mais les moyens de communication sont également contrôlés par le pouvoir. Puisque les occasions de participation véritable sont restreintes, les dissidents peuvent en arriver à penser que la désobéissance civile et la violence sont des moyens plus efficaces que la pseudo-participation. Les coûts de

l'agitation politique pourraient être perçus comme tolérables et compenser les bénéfices attendus. Par conséquent, les niveaux de violence politique de masse seront vraisemblablement élevés (Muller et Seligson, op.cit.pp 429-430).

L'étude réalisée par ces auteurs (à partir de données relatives à un grand nombre de pays pour les années 1960-1978) conclut notamment que les inégalités distributives ont un effet positif sur les niveaux d'agitation politique de masse et que cet effet peut encore être renforcé dans le cas de la présence d'un régime semi-répressif.

Nous terminerons par un commentaire sur l'argumentation de l'hypothèse citée plus haut. Celle-ci ne se limite pas à expliciter la condition de déductibilité du fait à expliquer, à savoir que les niveaux de protestation collective basés sur la confrontation sont en relation directe avec le degré d'ouverture politique du régime en place; elle explicite en outre le mécanisme permettant de déduire la protestation collective à partir du type de régime politique. Ces mécanismes se situent donc au niveau des individus, de leurs interactions et comportements guidés tant par leurs motivations que par la lecture qu'ils font de la situation qu'ils connaissent. C'est là la perspective méthodologique qui nous semble adéquate.

4. Critique des facteurs psychosociaux

Dans le cadre des questions actuelles, la littérature relève la difficulté des perspectives psychologiques pour rendre compte de ce type de comportement (Jenkins, 1983; Birnbaum, 1983; MacAdam, McCarthy et Zald, 1988). Nous entendrons par perspectives psychologiques celles qui ont recours soit à des dispositions individuelles relativement stables ou générales, soit à des états mentaux pour

expliquer l'action collective (nous pensons au type de locus de contrôle, à la croyance en un "monde injuste", au "sentiment de compétence", au "sentiment d'impuissance acquise" à l'aliénation). Il apparaît, à la lecture d'études faisant le bilan sur le sujet, que le principal problème des perspectives psychologiques réside dans le fait que l'évidence empirique n'est guère concluante (McPhail, 1971; Muller, 1980; Klandermans, 1983).

Cependant, nos difficultés à aborder les perspectives psychologiques sont notamment conceptuelles. Même si certains facteurs psychologiques peuvent être raisonnablement associés à l'action collective, il n'en reste pas moins que d'autres présentent des difficultés de cohérence conceptuelle.

La proposition selon laquelle la décision de participer ou de ne pas participer serait influencée par des processus d'attribution de causes, est satisfaisante d'un point de vue conceptuel. Un groupe d'individus lésés dans leurs droits et mobilisés pour la défense de ceux-ci aurait très certainement rejeté préalablement la responsabilité de cette atteinte sur d'autres acteurs sociaux. On imagine très mal en effet une protestation collective pour un motif pour lequel les individus se sentent eux-mêmes responsables. Sans en faire pour autant une disposition généralisable, le rejet de la responsabilité sur une cause extérieure peut alors raisonnablement être considéré comme un processus psychologique associé à l'action collective. On peut également penser, dans le même ordre d'idée, que des individus engagés dans des actions collectives perçoivent leur situation d'une manière plus injuste que juste. Mais ce sentiment d'injustice se limitera à la situation en question : en effet il n'y a pas de raison qu'un individu se mobilisant contre une dictature ou une menace nucléaire ne ressente l'injustice dans tous les domaines de sa vie.

Par contre, les facteurs psychologiques "centre de contrôle" et "sentiment de compétence" sont criticables car ils confondent les niveaux d'analyse individuel et groupal. Le centre de contrôle, développé par Rotter (1966), se réfère à la perception, par les sujets, des déterminants de leurs succès et de leurs échecs. Certains sujets auront tendance à croire que les conséquences ou les renforts de leurs actions découlent directement de ce qu'ils sont ou font (centre de contrôle interne), tandis que d'autres auront tendance à croire que ceux-ci dépendent de forces extérieures (centre de contrôle externe). On suppose que les sujets enclins à participer aux actions collectives ont, dans une plus grande proportion que les autres, un centre de contrôle interne, c'est-à-dire, le sentiment que les événements de leur vie résultent avant tout de leurs propres actions. Klandermans (1983) a étudié cette évidence et en a conclu qu'elle n'était pas fiable. Mais en dehors de la critique empirique, le concept appliqué au problème de l'action collective, perdra sa cohérence logique. Il est difficile de concevoir qu'un individu puisse percevoir que le système social peut être influencé par ce qu'il est ou ce qu'il fait, sauf s'il s'agit de quelqu'un de très influent. Par contre, son action, associée à celle des autres, peut avoir un impact sur le système social. Mais on assiste alors ici à un déplacement du "locus" de l'individu vers le groupe. Pour ce qui est de l'individu, le locus de contrôle n'est plus interne: le "moi" devient "nous" et cette transformation détruit les limites du concept.

Quelquechose de semblable se passe avec la variable sentiment de compétence : celui-ci est défini comme le schème mental qui met en relation l'expérience de succès et d'échec avec des réactions affectives, des changements d'attente et le comportement manifeste (Camino et al. 1977, cité par Paez, 1983). Les auteurs proposent que le sentiment de compétence médiatise le passage de la passivité à l'action des groupes minoritaires et démunis. L'augmentation du sentiment de compétence, dans la mesure où les groupes dominés progressent dans le contrôle de leur environnement, est censée

provoquer une réaction active de ces groupes dans une situation de privation relative. Mais comment réalise-t-on le passage d'un sentiment de compétence individuelle à un sentiment de compétence de groupe? Les auteurs n'ont pas envisagé cette question.

Le concept d'efficacité politique est aujourd'hui assez utilisé pour expliquer la participation politique et l'action collective. On distingue l'efficacité interne, définie comme l'évaluation par l'individu de sa capacité (relativement permanente) à influencer le système, de l'efficacité externe définie comme l'évaluation du niveau de sensibilité du système à la participation politique. Le sentiment d'efficacité externe n'est pas une disposition psychologique, mais un sentiment instable lié à l'évaluation d'une situation spécifique. On affirme que la conviction du sujet de sa capacité à influencer activement le système politique est étroitement liée à sa participation aux mouvements socio-politiques (Echevarria et Paez, 1986). L'efficacité interne n'est cependant pas décisive dans le cas de la participation politique. Par contre, l'efficacité attribuée par l'individu à l'action politique proprement dite serait bien plus importante, quel que soit le type de participation, conventionnelle ou non (Ennis et Schreuer, 1987; Sabucedo, 1989)³.

Le rôle attribué à l'efficacité externe serait l'expression de la prédominance actuelle des perspectives rationnelles dans l'analyse de l'action collective. Nous reviendrons sur ce point.

A l'exception des concepts de déprivation relative (ou de mécontentement tout simplement) et d'attribution de causalité, il nous semble que le *poids explicatif* des autres facteurs psychologiques

³ Il est plus facile d'atteindre le sentiment d'efficacité lorsque les objectifs de l'action sont concrets et relativement modestes. Cependant, l'efficacité externe n'importe pas toujours. Certains individus participent à des protestations collectives même s'ils sont très pessimistes sur les chances d'aboutissement des objectifs déclarés de la mobilisation. C'est le cas des manifestants pour la paix étudiés par Klandermans et Oegema (1987). Ces personnes se sentaient fort concernées par le problème du nucléaire et voulaient que le gouvernement sache, au moins, ce qu'elles en pensent.

exposés ici est insuffisant. En sciences sociales, expliquer un phénomène revient, entre autres choses, à formuler une réponse à une question introduite par "pourquoi?". Considérons comme admis qu'une réponse à un pourquoi doit satisfaire les conditions d'éprouvabilité et de crédibilité, toutes deux relatives au contenu particulier des propositions qu'elle avance. Les propositions doivent être susceptibles d'être mises à l'épreuve et ne pas être contredites par les faits. Selon Van Parijs (1977), une réponse à un pourquoi doit en plus, pour être acceptable dans toutes les communautés scientifiques, satisfaire à une condition de déductibilité et à une condition d'intelligibilité. En raison de cette première condition, il est impossible d'expliquer sans impliquer l'existence d'une régularité permettant de déduire le fait à expliquer. Il est par exemple possible de déduire, à partir du mois où nous sommes, la quantité d'heures de lumière naturelle dont nous bénéficierons. Mais l'implication d'une régularité est insuffisante: il est également nécessaire de comprendre, autrement dit de ressentir le fait comme intelligible. C'est ainsi que je ne peux pas m'expliquer la réduction du nombre d'heures de lumière naturelle par le seul fait que le calendrier me dit que nous sommes en décembre. Le fait ne devient réellement intelligible que lorsque la régularité postulée comme réponse nous renvoie à un mécanisme ou à un processus reconnu comme plausible par la communauté scientifique et dont l'action nous permet de déduire le fait à expliquer. Dans ce cas-ci, ce mécanisme dépend de la position et de la distance de la terre par rapport au soleil tout au long de l'orbite qu'elle décrit autour de lui.

Alors qu'une infraction aux conditions d'éprouvabilité ou de crédibilité rende *incorrecte* la réponse proposée, une infraction aux conditions de déductibilité et d'intelligibilité entraîne son rejet parce qu'elle n'est pas *une réponse* (Van Parijs, op. cit.). La proposition de facteurs psychologiques comme réponse aux questions de savoir pourquoi les individus participeraient à l'action collective ou sous quelles conditions un ensemble d'individus ayant un intérêt

commun développeraient-ils une action concertée, nous produit donc une sensation de vide explicatif, quand ils sont pris isolément. Il nous semble que le malaise que ceux-ci suscitent dans la littérature critique (Jenkins, 1983; Klandermans, 1984; McAdam, McCarthy et Zald, 1988) tient plus à ce qu'ils ne sont pas une réponse que à ce qu'ils sont une réponse incorrecte. Les éléments psychologiques seraient nonobstant très utiles comme propositions remplissant la condition d'intelligibilité. Ce serait par ailleurs une démarche qui s'accorderait avec l'individualisme méthodologique. Mais si l'on analyse quelques études empiriques qui s'en servent (Dumont, 1982; Paez, 1983) en recherchant à juger les facteurs psychologiques comme propositions remplissant la condition d'intelligibilité, on s'aperçoit que la définition d'une situation ("m" dans la formule de Boudon, 1984), remplissant éventuellement la condition de déductibilité, fait défaut.

Les facteurs psychologiques peuvent cependant délimiter les "latitudes de prédisposition négative"⁴ à l'égard de l'action collective. Cette notion définit des groupes de population en fonction de caractéristiques des individus, au sein desquels la probabilité que ces individus participent à des actions collectives est relativement faible. Par exemple, la probabilité que la mobilisation pour une demande de respect des droits de l'homme rassemble beaucoup d'individus croyants à un monde juste, est plutôt basse. La croyance à un monde juste caractériserait donc la latitude de rejet de l'action collective visant le respect des droits de l'homme. De la même manière, la mobilisation antinucléaire a peu de chances de recruter beaucoup de monde dans les groupes de population ayant un forte sentiment d'impuissance acquise. Ce sentiment caractériserait alors la latitude de rejet de l'action collective

⁴ Cette notion trouve son origine dans le champ d'étude des attitudes. McAdam, McCarthy et Zald (1988) la reprennent à Petty et Cacioppo (1981) afin de schématiser les corrélats d'attitudes dans la participation aux mouvements sociaux. Nous pensons que cette notion peut servir à schématiser l'influence des facteurs psychologiques en général sur ce même comportement.

antinucléaire (et peut-être de toute action collective). Par ailleurs, les facteurs psychologiques pourraient aussi délimiter des latitudes de prédisposition positive, c'est-à-dire des groupes de population à l'intérieur desquels il existe une probabilité relativement forte de participation des individus à l'action collective.

Le caractère non-concluant des études concernant les facteurs psychologiques révèle, en définitive, l'incapacité de cette classe de facteurs à expliquer le phénomène connu selon lequel le groupe de personnes potentiellement mobilisables est beaucoup plus étendu que le nombre de personnes qui se mobilise réellement (Olson, 1978; Boudon et Bourricaud, 1982). Une étude longitudinale de la mobilisation pour la paix de Klandermans et Oegema (op. cit.) a montré que seule une personne sympathisante sur 20 participe en définitive à l'action collective. C'est là un des grands dilemmes de l'action collective et le principal défi de la théorisation. Dans ce sens, l'absence de conclusion à tirer des données empiriques est en soi un donnée intéressante si nous la considérons comme un signal pouvant nous informer sur la structure de la situation au sein de laquelle un individu prend la décision de participer ou non à un action collective. Il semblerait qu'il s'agisse d'un type de situation caractérisé par un niveau élevé d'indétermination, ouverte à des processus de choix fondés sur des évaluations des paramètres spécifiques au contexte, plutôt que sur des dispositions psychologiques décisives.

5. L'individu au sein d'un contexte cognitif: le modèle d'Olson

L'insuffisance des explications psychologiques va de pair avec le déplacement de l'intérêt des études vers l'élaboration de meilleures perspectives explicatives au niveau des individus. Nous

disions dans l'introduction que la question visant à savoir pourquoi l'individu en arrive à participer a aujourd'hui une grande importance. Mais on a abandonné l'idée selon laquelle l'individu participe ou ne participe pas à des actions collectives parce qu'il y est psychologiquement prédisposé. La théorisation "individualiste" actuelle sur l'action collective s'est construite autour des hypothèses d'Olson et de son paradoxe de l'action collective, les adoptant parfois, les rejetant ou les modifiant, mais les discutant toujours. C'est pourquoi nous lui consacrerons un bref exposé. La logique de l'argument d'Olson est basée sur les théories économiques des biens publics. Les économistes ont montré que selon leurs prises en charge habituelles des coûts et des valeurs des biens, les consommateurs n'achèteront pas de biens publics : c'est un problème bien connu sous le nom de "théorie de la faillite du marché". Olson a étendu cette idée et a proposé que l'obtention d'un quelconque objectif commun ou la satisfaction d'un quelconque intérêt commun revient à dire qu'un bien public ou collectif a pu être obtenu par un groupe.

D'après Olson, il n'existe pas nécessairement chez les individus une incitation à l'action collective basée sur la quête de la promotion de leurs intérêts, l'action collective étant entravée par l'existence d'une contradiction entre intérêt commun et intérêt individuel.

On distingue classiquement en sociologie plusieurs types de groupements. Suivant à Boudon et Bourricaud (1982), on peut appeler catégorie sociale un ensemble d'individus partageant un caractère commun (âge, sexe, scolarité, etc.). On peut appeler groupe latent un ensemble d'individus caractérisés par un intérêt commun. Ainsi, le groupe des parents est constitué par un ensemble d'individus dont chacun a un intérêt à ce que l'enseignement soit de bonne qualité. Par groupe organisé on entendra un groupe doté de mécanismes de décision collective. On peut enfin parler de groupes semi-organisés à propos

des groupes latents "représentés" par des organisations faisant profession de défendre leurs intérêts. Il est souvent considéré comme allant de soi qu'un groupe latent agisse naturellement en vue de promouvoir son intérêt. Dans cette perspective, les seuls obstacles qui peuvent s'opposer à cette action collective seraient, d'une part le retard éventuel qui peut apparaître dans la prise de conscience de l'intérêt commun, d'autre part la résistance qui peut provenir des intérêts contradictoires d'autres groupes. Olson propose, au contraire, que les individus peuvent avoir intérêt à ne pas s'impliquer dans des actions collectives visant un bien commun.

En effet, cet auteur postule que chacun des individus qui font partie de grands groupes latents se rend compte que les profits atteints par l'action collective sont extensibles à tous, qu'ils aient ou non participé à la mobilisation. En même temps, la participation à l'action collective entraîne des coûts (économiques, psychologiques, sociaux) que l'individu aura tendance à éviter; il préférera que ceux-ci soient pris en charge par les autres, puisque de toutes façons il obtiendra les bénéfices poursuivis par l'action collective. Enfin, l'individu pense que, étant donnée le nombre de personnes faisant partie du groupe latent, la réussite de l'action ne dépend pas de sa participation, c'est-à-dire que l'efficacité marginale de sa participation lui paraît nulle. Par conséquent, il y a peu de probabilité de développement d'actions collectives de grands groupes latents. Pour que celle-ci se produise, des mécanismes d'incitation sélective doivent exister.

"Dans un grans groupe latent où la contribution d'un simple individu ne fait pas de différence perceptible en regard de l'ensemble du groupe, ou de la charge et bénéfice de chaque membre pris en particulier, il est certain qu'on n'obtiendra pas le bien collectif sans coertion ou autres incitations extérieures propres à pousser les membres d'un grand groupe à agir dans leur intérêt commun" (Olson, 1978:67)

"Seule une incitation indépendante et sélective peut pousser un individu raisonnable dans un groupe latent à agir dans l'intérêt du groupe. Dans de telles circonstances une action de groupe ne peut être obtenue que grâce à une incitation qui n'opère pas comme dans le cas du bien collectif sur le groupe tout entier, sans discrimination mais plutôt sélectivement, de manière à ce que ceux qui n'adhèrent pas à l'organisation travaillant dans l'intérêt du groupe ou qui d'une manière ou d'autre ne contribuent pas à défendre leurs intérêts, puissent être traités différemment de ceux qui le font. Les incitations sélectives peuvent être soit négatives soit positives en ceci qu'elles peuvent être coercitives (pénalisant ceux qui refusent de supporter une part fixée des coûts) ou encourageantes (récompensant ceux qui agissent dans l'intérêt du groupe)" (Olson, 1978:73-74).

Ces incitations sélectives peuvent être de nature autre que l'économique, elles peuvent être par exemple, des mobiles sociaux tels que le désir de prestige, de respect, d'amitié, d'estime de soi. Cependant, en général, la pression sociale et les motifs sociaux ne sont opérants que dans les groupes suffisamment petits pour que leurs membres aient des contacts directs entre eux. Pour que les motifs sociaux puissent mener un grand groupe latent à l'action, celui-ci doit être sous-divisé en petits groupes réunis dans une sorte de fédération représentant le groupe total. Même ainsi, l'organisation centrale doit fournir certains services aux petites organisations, pour que les membres de celles-ci soient intéressés à contribuer aux objectifs du groupe tout entier, incités par des mobiles sociaux qui se jouent à l'intérieur de chaque groupe. Pour ces raisons et pour d'autres, Olson postule que ce sont les petits groupes qui sont dans les meilleures conditions pour inciter leurs membres individuels à agir collectivement dans le but de l'intérêt commun, puisque ne pouvant pas

se cacher dans l'anonymat, la conduite des individus peut être régulée par des pressions ou des récompenses au sein du groupe.

Grâce à ce modèle, Olson a pu expliquer avec succès quelques phénomènes socio-politiques, tels que l'affiliation syndicale et le rapport entre masse électorale et partis politiques. Néanmoins, l'auteur ne prétend pas que ce modèle soit valable pour interpréter des actions collectives de toute sorte. Il faut souligner que ce modèle est basé sur la supposition rationaliste selon laquelle l'action humaine peut être entendue essentiellement comme la recherche par les individus de leur bien-être. Des situations où l'action collective n'implique aucun coût pour l'individu du fait qu'il est animé, par exemple, par des motivations altruistes, ne pourraient pas être interprétées avec l'appui de ce paradigme: nous y reviendrons.

La structure des gains et des pertes associé à l'action collective pour l'individu occupe donc une place centrale dans la motivation pour s'y engager. En résumé, trois variables entrent dans le calcul de l'utilité de l'action collective, selon Elster (1989): i) le *gain de la coopération*, défini comme la différence entre ce qui revient à l'individu si tous participent à l'action collective et ce qui lui revient si aucun ne le fait; ii) le *gain du "free rider"* ou cavalier seul, défini comme la différence entre ce qu'il reçoit s'il est le seul à s'abstenir de participer à l'action collective et ce qu'il reçoit si tous s'engagent; iii) enfin, la *perte de l'unilatéralisme*, c'est-à-dire la différence entre ce qu'il reçoit si personne ne participe à l'action collective et ce qu'il reçoit en guise de châtiment (matériel ou symbolique) s'il est le seul ou l'un des rares à passer à l'action.

6. Evaluation du modèle d'Olson

Le modèle d'Olson a fait preuve d'une grande capacité heuristique. Comme nous le disions récemment, les actuelles études de sociologie et de sciences politiques sur l'action collective ont été construites à partir des hypothèses d'Olson, même s'il ne s'agissait que de les discuter. Ce modèle tire son succès du fait qu'il a su apporter une réponse simple et élégante à l'éternelle question des disciplines intéressées par le changement social et qui vise à savoir pourquoi l'action collective semble faire défaut ou ne mobiliser qu'une proportion minime de l'ensemble de ses bénéficiaires potentiels, alors qu'elle leur serait grandement bénéfique. Olson a attiré l'attention sur l'action collective en tant qu'événement freiné par sa nature propre parce qu'elle contraint les individus à une structuration de la situation qui se trouve en contradiction avec leurs intérêts. Désormais, le bien collectif en soi ou la conscience d'un intérêt commun ne constituent plus un motif suffisant pour prévoir une action collective dans le but de s'en approprier ⁵. Un examen de la boîte noire s'avère nécessaire. Cette boîte noire fait référence à la manière dont un individu structure sa situation à un moment donné, en attribuant du sens et de la valeur aux éléments qui la composent et aux déroulements possibles de l'action.

Olson a également le mérite d'avoir imposé une perspective méthodologique qui place l'individu moyen et non les élites au centre de l'analyse. On observe différents niveaux d'insertion parmi les individus qui partagent les objectifs d'un mouvement ou qui apprécient un bien collectif déterminé (Ennis et Schreurer, 1987) : il y a ceux qui en général n'appuient que les objectifs du mouvement, ceux qui appuient en outre ses tactiques et ses organisations, ceux qui

⁵ Il ne faut pas confondre insignifiance et insuffisance. Pour Olson, le bien collectif (la valeur que lui attribuent les individus) n'est pas un facteur insignifiant, il est tout simplement insuffisant.

soutiennent également financièrement ces organisations et enfin, ceux qui planifient et développent les actions du mouvement. Le modèle d'Olson conviendrait particulièrement pour les deux premiers niveaux, les plus nombreux d'ailleurs. Si l'on conçoit la mobilisation comme un processus politique délibéré par le biais duquel une organisation tente de contrôler tous les types de ressources utiles à la mobilisation d'un groupe latent (Jenkins, 1983; Ferree et Miller, 1985), on peut affirmer la centralité des analyses au niveau des individus moyens, dans la mesure où l'organisation en faveur de la mobilisation doit résoudre le problème du recrutement des adhérents.

Olson a été critiqué pour sa vision prétendument économiste. On lui reproche de généraliser d'une manière abusive le comportement d'organisations économiques (certains de ses exemples proviennent effectivement du fonctionnement de l'économie) à des actions collectives de n'importe quel type. Dans ces dernières, la relation coût/bénéfice perdrait inévitablement sa connotation économique (Valencia, 1988) et rendrait inopérante l'application du modèle d'Olson. Cette critique ne nous paraît cependant pas fondée car jamais Olson n'a prétendu que les coûts et les bénéfices de la participation -ou du bien collectif en lui-même- pouvaient être exprimés en termes monétaires. Il a au contraire insisté sur l'importance de stimulants tels que le prestige, l'estime des autres et le pouvoir.

Nous reprenons ci-dessous quelques critiques qui ont été raisonnablement faites au modèle d'Olson.

Hirschman (1982) estime qu'un individu rationnel motivé par un intérêt personnel peut, dans des conditions déterminées, ne pas opter pour l'alternative "free rider" comme le suggère Olson. Pour un individu, le bénéfice de l'action collective ne réside pas dans la différence existant entre le résultat espéré et l'effort réalisé, mais bien plus dans l'addition de ces deux éléments. L'action collective

fait partie, selon l'auteur, d'un type d'activités humaines telles que la recherche de la communauté, la beauté, la connaissance qui, toutes, s'accompagnent de leur propre récompense. Ainsi, la distinction entre les coûts et les bénéfices de l'action collective s'effacerait parce que l'effort, qui représente un coût, prendrait la forme d'un bénéfice. Parmi les circonstances qui nous permettraient de comprendre l'existence d'une telle classe d'individus rationnels et intéressés, Hirschman retient l'effet de répercussion de son histoire antérieure de consommateur privé. L'idée consiste en ceci : les personnes qui ont été largement déçues dans leur recherche du bonheur par le biais de la consommation privée sont plus mûres pour l'action collective que celles qui entament à peine cette recherche. L'effet de répercussion amènera alors à exagérer les bénéfices et à sous-estimer les coûts de la stratégie perçue comme alternative à celle adoptée antérieurement, avec les résultats déceptionnants que l'on connaît. Il est clair qu'Hirschman se met dans le cas d'un individu moyen caractéristique des sociétés développées. Son argument nous paraît sérieux bien que difficilement conciliable avec la situation des pauvres de nos sociétés latinoaméricaines où le passage à l'action collective ne sera, selon toutes évidences, pas motivé par une déception de la consommation privée.

Certains analystes estiment, de leur côté, qu'une théorie de la mobilisation basée sur un modèle de choix rationnel est insatisfaisante parce qu'elle relègue au second plan le rôle de la passion pour la cause, de l'idéologie (Hirsch, 1990), de la conscience de groupe et de la solidarité (Oberschall, 1978; Ferree et Miller, 1985; Bajoit, 1990). Selon Hirsch (1990), la participation des étudiants aux mouvements de protestation contre les investissements de l'Université de Columbia en Afrique du Sud s'explique beaucoup mieux par des processus de groupe qui augmentent la solidarité entre les contestataires, leur engagement avec la cause et leur conviction en l'efficacité des actions à entreprendre, que par des modèles reposant sur des calculs coûts/bénéfices réalisés par des individus isolés.

Oberschall (1978) affirme pour sa part que les efforts de mobilisation sont beaucoup plus importants au sein des groupes à faible solidarité qu'au sein des groupes fortement solidaires: l'équipe des leaders doit être constituée et légitimée, elle doit aussi tisser des liens avec la population, etc. Dans les groupes fortement solidaires, les gens valorisent, bien plus que dans les groupes peu solidaires, la préservation du groupe et de ses qualités: cela se doit probablement à ce que le bien-être personnel conserve une relation plus étroite avec la solidarité de groupe (destin partagé). Les membres de ce type de groupes apporteront par conséquent plus de ressources en vue des objectifs communs, surtout si la survie du groupe est en jeu. Les groupes fortement solidaires, riches en réseaux sociaux, peuvent facilement, pour leur part, identifier des free riders et les obliger à se conformer aux normes du groupe.

Les critiques précédentes nous semblent très intéressantes parce qu'elles résument bien le mécontentement que le modèle d'Olson a suscité chez quelques analystes. Il est certain que les idéologies, les passions et la solidarité de groupe influencent les individus dans leur décision à participer. Le rôle des idéologies a, pour les raisons suivantes, un intérêt théorique considérable. Olson a très clairement établi le caractère ouvert au calcul rationnel de la situation qui place l'individu devant le choix de participer ou non à l'action collective. Sa décision dépendra donc de sa lecture de la situation spécifique dans laquelle il est placé à un moment donné. Mais les idéologies sont des facteurs qui font qu'une situation de choix se ferme au calcul rationnel. La décision de participer ne dépendra plus de l'évaluation par le sujet des éléments situationnels, mais bien d'idées déterminées et de représentations globales. Les idéologies et les passions font d'une situation en principe ouverte, une situation fermée, de choix forcé.

Certes, Olson n'a pas considéré les idéologies, les passions et les solidarités en tant que telles. Mais nous pouvons cependant

affirmer que les catégories qu'il propose pour réfléchir au problème peuvent les intégrer à l'analyse. C'est ainsi que les idéologies peuvent être considérées comme des éléments multiplicateurs de la valeur accordée aux biens collectifs en jeu. Par exemple, l'idéologie de la lutte des classes peut multiplier la valeur assignée à la revendication visant à obtenir de meilleures conditions de travail, de sorte que cette revendication peut valoir beaucoup plus pour un travailleur "communiste" que pour un travailleur "démocrate chrétien". La solidarité peut être intégrée comme bénéfice (ou coût) sélectif. Comme bénéfice sélectif d'abord, parce que tous ceux qui ont participé à l'action collective ont pu profiter de l'atmosphère de camaraderie et de conformité aux normes du groupe. Comme coût sélectif ensuite, parce que seuls les free riders seront sanctionnés s'ils ne respectent pas ces normes.

Bajoit (1991) propose que le paradigme utilitariste, à l'aide duquel Olson construit son modèle, n'est qu'un parmi plusieurs paradigmes disponibles d'analyse de l'action collective. Le paradigme utilitariste s'opposerait notamment au "paradigme du conflit" ou "paradigme du Nous", dont la sociologie de Touraine (1978) serait l'expression actuelle; le mouvement social y est placé au centre de l'explication sociologique et de la production de la société. L'homo de ce paradigme ne serait pas l'individu calculateur du paradigme utilitariste: "Le paradigme du Nous suppose un homme solidaire, rebelle et altruiste, capable de secouer le joug de la domination en s'unissant aux autres, même au prix de lourds sacrifices, capable d'agir sur la société pour la 'produire'" (Bajoit, 1991:34). Au sein du paradigme du conflit, le lien social unissant les individus dans un mouvement social serait, selon l'auteur, d'une nature autre qu'instrumentale: "Il n'y a mouvement social que s'il existe une solidarité (un Nous) fusionnelle" (p.34). Qu'est-ce qu'est cette solidarité fusionnelle?. C'est un mode d'insertion groupal dans lequel, face à une finalité à atteindre, les individualités se fondent dans le groupe par la praxis, "en ressentant comme commune son besoin

individuel et en se projetant dans l'unification interne d'une intégration commune, vers des objectifs qu'elle produit comme communs"⁶. Ceci mérite une brève discussion.

Selon Bajoit les formes de solidarité sont des stratégies; la finalité de la solidarité fusionnelle ne serait pas instrumentale, mais expressive, puisque "chaque individu attend que les autres reconnaissent, approuvent et valorisent l'expression de ce qu'il est ou prétend être" (p.99). Nous pensons que la solidarité fusionnelle, bien que très intense, est fondamentalement instrumentale, dans la mesure où l'union serait la condition sine qua non pour atteindre le but escompté, un bien indivisible en l'occurrence. La distinction entre biens divisibles et indivisibles peut s'avérer éclairante à ce sujet. Rappelons que les biens indivisibles (ou publics) se caractérisent par le fait qu'ils doivent être disponibles pour tous, s'ils sont disponibles pour n'importe qui; ce n'est pas le cas des biens divisibles, que l'on peut s'approprier individuellement. Des biens tant matériels que symboliques, peuvent être envisagés selon cette distinction. Ainsi, dans le paradigme utilitariste d'Olson, ce qui fait agir l'acteur c'est surtout la poursuite de biens divisibles, que ce soient l'argent, l'économie de temps, le status, l'autorité, l'estime de soi. Par contre, ce ne serait pas le cas de l'homo du "paradigme du conflit": ce qui le fait agir, lui, c'est la poursuite de biens indivisibles. La justice, l'argent, le prestige, pourvu qu'ils soient disponibles pour tous. Cependant, on oublie que la poursuite de biens indivisibles est la meilleure garantie de s'en approprier individuellement. Une loi, bien indivisible par excellence, pénalisant la discrimination des femmes au travail, représente une garantie de ce que chaque femme ayant éventuellement participé au mouvement des femmes, ne sera plus facilement discriminée. Nous restons donc dans un registre instrumental voire utilitariste. Le

⁶ La citation est de Sartre, duquel Bajoit emprunte et élargit l'idée de solidarité fusionnelle.

caractère plus ou moins expressif des liens à l'intérieur du mouvement aura été un sous-produit du processus, davantage que son fondement.

Poursuivons avec les critiques au modèle d'Olson. Selon Oliver et Marwell (1988), l'hypothèse selon laquelle les grands groupes ne réaliseront probablement pas d'action collective est discutable et réfutable empiriquement car des catégories aussi nombreuses que les afroaméricains et les femmes ont suscité de larges mouvements sociaux aux Etats-Unis⁷. Ces mouvements peuvent être expliqués, non pas par le concept de encouragements sélectifs, mais bien par celui de *masse critique*, compris comme un ensemble d'acteurs possédant de ressources et prêts à s'engager dans des actions en quête d'un bien collectif, pour peu cependant que le bénéfice qu'ils pourront en retirer dépasse les coûts occasionnés par le développement de l'action collective. Ce sont bien plus les grands groupes que les petits qui disposent de cette masse critique. Ces auteurs défendent l'idée selon laquelle la probabilité de survenance d'une action collective est fonction de la relation existant entre la taille du groupe et le coût du bien collectif. La majorité des biens collectifs a un coût fixe, quelquesoit le nombre de personnes qui en bénéficient (un pont, la défense nationale, certaines polices d'Etat, par exemple). C'est dans ce cas que les grands groupes ont plus de chances que les petits de pouvoir obtenir le bien collectif par le biais d'une action de la masse critique. Par contre, il existe des biens collectifs dont le coût augmente en fonction du nombre de personnes qui en profitent. Dans ce cas, un petit groupe a plus de chances qu'un grand de pouvoir le bien parce que chaque augmentation de la taille du groupe élève le prix du bien collectif par rapport au bénéfice individuel, qui lui reste constant, ce qui ne motive pas à la coopération.

⁷ Les auteurs ont mal compris l'argument d'Olson. Effectivement, des larges groupes latents se sont mobilisés partout; la question n'est pas là, mais dans les mécanismes explicatifs. Olson fait une hypothèse en faveur des incitations sélectives.

Malgré l'intérêt des observations critiques que nous venons d'exposer, celles-ci ne parviennent pas à réfuter empiriquement les hypothèses et les prédictions centrales du modèle, à savoir qu'un calcul rationnel conduirait les individus à l'abstention, que l'efficacité marginale de leur participation leur paraît nulle, que s'ils participent c'est grâce à des incitations sélectives. Les critiques suivantes le font, quant à elles, bien sévèrement.

On a en effet discuté la conception de la rationalité du modèle en tant qu'hypothèse centrale de celui-ci. Selon la tradition utilitariste, il existe deux conditions permettant de définir la rationalité du comportement: l'auto-intérêt, défini comme la recherche du bien-être personnel, et l'efficacité, définie comme le recours à des moyens appropriés pour atteindre des fins précises (le bien-être personnel dans le cas présent) (Klosko, 1987). On a souvent critiqué Olson parce qu'il avait recours à une conception très utilitaire du comportement rationnel qui attache beaucoup d'importance à la recherche du bien-être personnel. Une autre conception du comportement rationnel déclare, entre autres choses, que les préférences individuelles déterminent les actions instrumentales visant à la satisfaction des préférences respectives, ceci selon la perception du sujet et selon la structure des opportunités et des restrictions à laquelle il est confronté (Muller et Opp; 1987). Mais cette conception n'introduit aucune restriction aux types de préférences dites rationnelles. Elle ne sous-entend pas, en particulier, que les intérêts des individus se limitent à leur bien-être personnel : ils peuvent également s'intéresser au bien-être collectif (comportement altruiste). Elster (1985) souligne cependant que l'égoïsme est, d'un point de vue logique, antérieur à l'altruisme dans la mesure où ce dernier n'a de sens que si d'autres individus recherchent leur bien-être personnel⁸.

⁸ Cette observation d'Elster empêche de faire reposer sur des sentiments altruistes, une théorie de la participation à l'action collective.

On n'a pas seulement discuté la conception de rationalité d'Olson; on a également polémique -et plus fortement encore- sur l'hypothèse d'abstention qui, selon l'auteur, repose sur l'application d'un critère de rationalité. Il n'est absolument pas certain que, selon l'effet du "free rider", l'application d'un critère de rationalité conduise les individus à l'abstention, bien au contraire. Beaucoup d'individus peuvent penser que ce qui est rationnel sur le plan individuel est irrationnel sur le plan collectif, c'est-à-dire que si tout le monde décidait de ne plus coopérer, le résultat final serait négatif pour tous (Oliver, 1984; Miller et Opp, 1986). Ce type de raisonnement est parfaitement rationnel. Pour Kolsko (1987), une activité rationnelle doit être efficace mais pas nécessairement effective. En coopérant à une action collective, l'individu apporte tout ce qu'il est en mesure d'apporter, ce qui est efficace mais pas nécessairement effective. Puisque l'action rationnelle implique le choix des moyens les plus adéquats pour atteindre les objectifs fixés et ce, dans des circonstances déterminées, l'action de coopération d'un individu peut être perçue comme rationnelle. Car même si son apport est très limité, il vaut mieux un petit quelquechose que rien du tout.

On a prouvé empiriquement l'effet de la croyance (conviction) dans la contribution personnelle. Finkel, Muller et Opp (1989) ont étudié l'effet de cette variable sur la participation à des manifestations à caractère politique au sein de trois échantillons d'Allemands de l'Ouest: l'un était représentatif de la population nationale, l'autre d'une région rurale voisine d'une centrale nucléaire en construction et le dernier, d'un quartier "contre-culturel" de Frankfurt habité par des étudiants et des sympathisants du parti des Verts. Les résultats confirment l'hypothèse de la contribution personnelle, tant dans les manifestations légales qu'illégales. L'irrationnalité de ces croyances et de l'action qui en découle n'est pas du tout claire puisqu'elles se rapportent à la disponibilité objective par ce public de ressources telles l'éducation

et la sophistication cognitive qui ont objectivement beaucoup de poids dans le terrain politique. A l'inverse de la supposition d'Olson, beaucoup de personnes croient en bonne raison qu'elles pourront personnellement influencer l'octroi de biens publics.

La seconde objection centrale faite au modèle concerne la relation entre le bien collectif et les incitations sélectives. Si l'on considère que la valeur du bien collectif n'influence en rien la décision de participer à l'action collective, le pouvoir explicatif de la théorie se trouve de façon injustifiée, limitée au rôle des attrait sélectifs. Il est vrai que l'analyse empirique tend à confirmer l'importance des attrait sélectifs (Oliver, 1980). Cela s'explique en partie par le nombre des éléments pouvant être considérés comme bénéfices sélectifs: statut, pouvoir, diversion, auto-estime, sens du devoir accompli, argent, etc.⁹. Mais elle tend aussi à appuyer l'hypothèse selon laquelle la valeur accordée par les individus aux objectifs de l'action collective -c'est-à-dire au bien collectif- influence favorablement leur décision de coopérer (Klandermans, 1984,1987; Muller et Opp, 1986; Opp, 1988; Finkel, Miller et Opp, 1989).

A notre connaissance, seuls Muller et Opp (1986) ont tenté de vérifier empiriquement la possible suprématie des incitations sélectives sur la valeur des biens collectifs. Leur modèle leur permet de relever deux variables influentes: la probabilité subjective d'*influence individuelle* dans la conquête du bien collectif et l'*influence du groupe*, perçu comme un tout, fonction de la perception de succès ou d'échec d'autres groupes qui ont revendiqué par le passé. Ils ont analysé, à partir des données issues d'une enquête menée à

⁹ Selon Ferree et Miller (1985), une conception trop large des attrait sélectifs peut rendre tautologique sa relation avec l'action: les sources de l'action sont des attrait. Cet avertissement ne concerne cependant pas le point dont il est question: ce sont les bénéfices sélectifs ou la valeur accordée au bien collectif qui motivent l'action.

Hambourg ¹⁰, la relation entre la participation à des actions politiques de contestation (intention de participer et participation effective par le passé) et la valeur accordée au bien collectif (dans quelle mesure l'utilisation de l'énergie nucléaire est-elle perçue comme un préjudice public), d'une part, et avec les bénéfices sélectifs d'ordre psychologique (diversion, conformité aux normes de personnes importantes pour le sujet, reconnaissance sociale espérée de la part d'autres opposants, réprobation sociale et injures attendues de la part de la police et des employeurs), d'autre part. En définitive, les résultats confirment l'hypothèse de l'influence du bien collectif et rejettent celle de l'influence des attrait sélectifs. Le mécontentement envers l'énergie nucléaire offre une corrélation importante (0.33) avec la participation aux actions politiques de contestation. De plus, cette corrélation augmente (0.39) lorsque le mécontentement est multiplié par la perception de l'influence individuelle sur l'octroi du bien collectif. Quant aux attrait sélectifs, l'amusement et l'approbation sociale attendue de la part des autres opposants n'ont pas été significatifs d'un point de vue statistique. Par contre, et on s'en étonne, les réprobations et les injures attendues ont eu un effet contraire à celui escompté: l'expectative de ce type de sanction a une relation positive avec la participation ¹¹..

Le modèle d'Olson est également critiquable pour l'abstraction excessive de ses supposés qui l'écartent des situations réelles. Le modèle présume que l'individu prend ses décisions indépendamment des actions réalisées par les autres. Or, dans la réalité, cette présupposition est discutable. Ce que fait un individu, les autres

¹⁰ Les auteurs rapportent aussi le résultat d'une enquête menée à New York. Dans ce cas précis, la variable "valeur du bien collectif" a été indexé sous la dénomination "hostilité générale envers le système politique", ce qui, à notre sens, est un indicateur inapproprié. De plus, l'enquête réalisée dans cette ville ne mesure pas les attrait sélectifs, raison pour laquelle nous n'en tenons pas compte dans notre discussion.

¹¹ Le type d'Etat intervient également dans l'explication de ce résultat. Dans un pays aussi démocratique que la RFA, ce type de coûts peut avoir un impact plus réduit qu'en Afrique du Sud par exemple.

l'observent, et il le sait . De même, il est lui aussi en position d'observer ce que font les autres et, en définitive, ce qu'ils obtiennent. En fait, l'évidence nous montre, et nous en reparlerons plus loin, que la décision de l'individu à participer est fonction des attentes qu'il a du comportement des autres: s'il prévoit une participation nombreuse , il sera amené à coopérer lui aussi; il s'abstiendra dans le cas contraire, toutes choses restant égales par ailleurs.

En définitive, les hypothèses centrales d'Olson sont questionnables: elles ne peuvent pas en effet être généralisées à n'importe quelle situation de revendication d'un bien collectif par un groupe latent. Dans la plupart des situations concrètes, la valeur du bien collectif a un poids réel dans la décision de coopérer à l'action collective et, d'autre part, beaucoup d'individus y participent parce qu'ils pensent, d'un point de vue rationnel, que leur participation peut véritablement contribuer au succès de la mobilisation. Cependant, la perspective méthodologique individualiste et les catégories proposées par Olson conservent toute leur valeur.

7. Un modèle intégratif

Nous présentons ci-après un modèle récent d'analyse psychosociale de la participation à l'action collective; il s'inscrit en continuité avec la matrice méthodologique d'Olson mais pas avec ses hypothèses. Il représente selon nous la meilleure tentative actuelle de modélisation du problème de la décision de participer à l'action collective. Sa base théorique est en grande partie celle de la théorie des attentes - valeur.

Selon cette théorie, la motivation à réaliser une conduite déterminée est fonction des attentes de ce que le-dit comportement produira certains effets, et de la valeur accordée à ces effets. La valeur d'un résultat ou la conséquence d'un comportement est, à son tour, fonction de l'instrumentalité du-dit comportement visant à atteindre la conséquence attendue. En ce sens, la théorie de la valeur attendue est compatible avec la supposition de rationalité de l'action du modèle d'Olson. Les éléments centraux de la théorie sont alors les conséquences attendues d'un comportement (expectatives) et la valeur de ces conséquences (matérielles et non-matérielles) du point de vue du sujet. Les expectatives et les valeurs s'articulent d'une manière multiplicative. Ainsi par exemple, la valeur d'une conséquence peut être très élevée, mais elle ne motivera pas les individus si ceux-ci croient que la conséquence ne se réalisera probablement pas (est peu probable).

Klandermans (1984) a développé un modèle complexe de la décision à participer à l'action collective à partir d'une articulation entre le paradigme d'Olson et la théorie des attentes-valeur. Selon son modèle, la décision est le produit de la combinaison d'un motif collectif, d'un motif social et d'un motif de récompense.

Le motif collectif comporte les éléments suivants: i) la valeur accordée au bien collectif qui dépend à son tour de son instrumentalité en faveur des changements (sociaux) souhaités; ii) l'espoir que la participation permettra d'obtenir le bien collectif: cet espoir est à son tour fonction des attentes quant: au nombre de participants, à la contribution en elle-même de la probabilité de succès, et à la probabilité de succès si les participants sont nombreux.

Le motif social comporte: iii) la valeur accordée à la réaction d'autres personnes significatives (coûts et bénéfices sociaux); iv) la

réaction attendue de ces personnes significatives face à la participation et à la non participation.

Le motif de récompense comporte: v) la valeur des coûts et des bénéfices non sociaux; vi) les coûts et les bénéfices non sociaux attendus de la participation et de la non participation.

Le modèle présenté ci-dessus est en fait une réaction critique à la thèse selon laquelle des individus rationnels ne participeront pas à la production d'un bien collectif tant qu'ils ne disposeront pas d'attraits sélectifs. Klandermans n'ignore pas leur poids mais il accorde aussi de l'importance à la valeur accordée au bien collectif conjointement à l'espoir de succès de la mobilisation. Oberschall (1980) avait également insisté sur cet espoir de succès.

Klandermans a testé son modèle lors de l'étude longitudinale d'une campagne de mobilisation en faveur de l'écourtement de la semaine de travail dans le but de réduire le chômage; elle était organisée par le Syndicat Général des Travailleurs Industriels Hollandais. Il sélectionna sept groupes de travailleurs syndiqués et les interrogea chacun trois fois au cours de la campagne. La variable dépendante consistait en l'intention à participer à des actions collectives de pression à chaque fois qu'elles seraient nécessaires. En voici les principaux résultats: i) on trouva une relation significative entre la valeur accordée au bien collectif et son instrumentalité. Peut-être les travailleurs pensaient-ils que l'écourtement de la semaine de travail réduirait le chômage comme une rationalisation de leur désir à prester moins d'heures; ii) l'ensemble des trois motifs (collectif, social et de récompense) a expliqué les 43% de la variance dans la prédisposition à participer à des actions plus dures; iii) la contribution du motif social a été plus importante pour les actions les plus dures; iv) la contribution du motif de récompense a été faible; v) la contribution du motif collectif a été élevée. Ici, la contribution décisive a résidé dans

les attentes du nombre de participants ¹² et dans un élément absent du modèle: les sentiments de responsabilité et de solidarité à l'égard du syndicat.

Il apparaît alors que la prédisposition à participer à l'action collective est renforcée par l'espoir que beaucoup d'autres personnes y participeront. Mais, paradoxalement, le dilemme du "free rider" est présent de toutes ses forces lorsque, précisément, la probabilité de succès du groupe est perçue comme supérieure du fait d'une coopération généralisée. Si le groupe va réussir, pourquoi devrais-je absorber les coûts de l'action collective pour un bénéfice que le groupe obtiendra pour moi?. L'effet "free rider" n'est cependant pertinent que lorsque la participation représente des coûts significatifs: ceux-ci comptent réellement quand on entame une action. Les sujets de Klandermans étaient, par contre, confrontés à des questions concernant leur prédisposition à participer dans le cas d'un appel à l'action. Il est possible, le moment venu, que beaucoup de ceux qui étaient disposés à participer, se rétractent. Klandermans découvrit lui-même dans une étude qu'il réalisa postérieurement, que, des individus qui avaient déclaré leur accord à participer à une manifestation pour la paix, 60% ne le firent pas le moment venu (Klandermans et Oegema, 1987): l'effet "free rider" à l'oeuvre?.

8. Dynamique du dépassement de l'effet "free rider"

La méthode individualiste que nous avons privilégiée pour l'analyse de la participation à l'action collective ne présuppose guère que les individus prennent leurs décisions isolément, ou

¹² L'effet combiné des expectatives sur la propre contribution à la probabilité de succès, le nombre espéré de participants et le succès attendu dans le cas où beaucoup de gens participeraient, a été peu élevé. De sorte que chacune de ces expectatives a apporté sa propre contribution.

indépendamment des autres. La littérature accorde au contraire beaucoup d'importance aux *micro-contextes de mobilisation*, définis comme des situations de petits groupes au sein desquels les individus échangent et produisent des attributions et se transforment jusqu'à devenir des formes rudimentaires d'organisation capables de mobilisation (MacAdam, MacCarthy et Zald, 1988). N'importe quel réseau social peut servir de micro-contexte de mobilisation, que ce soit un groupe d'amis, les connaissances de travail ou un sous-groupe à l'intérieur du syndicat. Outre que l'échange et la production d'attributions, ces groupes peuvent, en raison du contrôle social informel qu'ils exercent sur les membres, rendre très coûteuse la décision de s'abstenir de participer à l'action collective, le moment venu.

Ces groupements offrent, de plus, un contexte communicatif et interactif très utile pour ce que l'on a appelé *frame alignment* (Snow et al. 1986)¹³ Cette notion relie les orientations interprétatives individuelles à celles des groupements meneurs de mouvements sociaux, de sorte que les intérêts, les valeurs et les croyances des individus deviennent congruentes avec les objectifs, les activités et les idéologies de ces groupements. Conceptualisé de la sorte, l'alignement d'encadrement est donc une condition nécessaire à la participation aux mouvements sociaux, quelle que soit leur nature.

La centralité du caractère inter-dépendant des décisions individuelles se laisse voir aussi dans l'effet "boule de neige" qui, de façon séquentielle, peut entraîner les individus à l'action collective (Oliver, Marwell et Teixeira, 1985). Ces auteurs postulent que les situations faisant appel à une action collective peuvent avoir deux types de structure: productivité marginale *décroissante* ou productivité marginale *croissante*. Dans le premier cas, les participations initiales ont un impact très significatif sur la

¹³ Nous n'avons pas trouvés une traduction française satisfaisante.

probabilité de succès de l'action collective (l'obtention d'un bien collectif), tandis que les participations suivantes ont un impact de moins en moins significatif. Prenons un exemple: une manifestation de protestation face aux autorités locales, contre l'installation dans un quartier élégant, d'une maison de repos pour des malades atteints du sida. Dans ce cas, on peut imaginer que les premières personnes à s'engager dans la protestation auront une probabilité égale à 0.4 de réussir leur but; les personnes suivantes élèveront cette probabilité à 0.7; les suivantes, à 0.8, les suivantes, à 0.85, et la contribution marginale des personnes suivantes sera progressivement moindre. Nous supposons, bien entendue, que ce quartier élégant a une importance politique non-négligeable. Dans le deuxième cas, par contre, les participations initiales ont un léger impact, tandis que les participations ultérieures sont de plus en plus efficaces. Ce serait le cas de l'exemple précédent, mais dans un quartier populaire: les efforts des premiers individus monteront la probabilité à 0.1; les efforts des suivants, à 0.2; mais les efforts des suivants peuvent faire monter la probabilité de succès à 0.5, les suivants, à 0.9... Les auteurs donnent un exemple qui nous paraît illustrer la "nature" de cette situation d'action collective:

"A second exemple might be creating a community center: hours and dollars have to be spent buying the land and materials and building the structure before the last few hours of painting it and furnishing it produce big payoffs in having a place to meet" (Oliver, Marwell et Teixeira, 1985:527).

Remarquons que dans les situations de productivité marginale croissante, le coût des participations initiales est beaucoup plus important que dans les participations ultérieures et nécessite, en conséquence, des individus qui attachent peu d'importance aux pertes dues à l'unilatéralisme, c'est-à-dire, aux pertes perçues du fait d'être un des rares à passer à l'action. Ces individus peuvent entraîner un effet d'accélération des contributions à l'action collective:

"A pool of highly interested and resourceful individuals willing to contribute in the initial region of low returns may therefore become a 'critical mass' creating the conditions for more widespread contributions. If even one such person exists, he or she may begin a process in which continuously increasing numbers of group members find that the contributions of others have changed the situation to one in which they, too, wish to contribute" (cf. idem, p.543).

Autrement dit, si, pour certains agents, la perte due à l'unilatéralisme est nulle, leur action peut réduire à zéro cette perte pour l'ensemble suivant de participants, et ainsi de suite. En outre, leur action peut réduire considérablement le gain du "free rider", formulé comme l'esquive des coûts de l'action collective, puisque les coûts majeurs auront déjà été pris en charge par eux.

Nous avons l'impression que la plupart des situations faisant appel à une action collective des individus des couches populaires ont une structure du type "productivité marginale croissante". La contribution, dans ces cas, des minorités actives (souvent extérieures au milieu populaire) ne résiderait pas tant, à notre avis, dans le fait d'éveiller une conscience "vrai" chez les individus, que dans le déclenchement d'un processus de productivité marginale croissante. Nous ne partageons donc pas l'hypothèse de Snow et al. (1986) selon laquelle le manque de participation est bien plus le fait de lacunes dans le "frame alignement", continuellement soumis à des réévaluations et renégociations, que d'un manque de moyens ou de confiance dans la réussite. Il serait utile de confronter empiriquement ces deux hypothèses; les deux scénarios proposés par Oliver, Marwell et Teixeira n'ayant été fondés jusqu'à présent que sur une analyse formelle appuyée par des simulations assistées par ordinateur.

9. Conclusions

Nous avons d'abord présenté certaines variables de type macro qui sont au mieux en corrélation avec l'action collective; ensuite, les micro-fondements. Nous avons voulu que le macro et le micro s'éclairent mutuellement.

Des conditions de structure sociale favorisant l'action collective, telles que le type d'organisation interne du groupe, l'intensité d'une identité partagée et la clarté des limites sociales qui englobent le groupe, ainsi que la densité des réseaux existant entre les individus, ont été évoquées. Ces conditions offrent un contexte communicatif et interactif très utile pour que les valeurs et les croyances des individus deviennent congruentes avec les objectifs, les activités et les idéologies des groupements meneurs d'action collective. Parmi les conditions politiques, la plus ou moins grande ouverture d'un régime politique à la participation des citoyens, nous semble être un facteur de poids. Certaines conditions soulignées par le courant des ressources pour la mobilisation, telles que la capacité d'une collectivité à créer des organisations, et l'expectative de succès de l'action collective, sont directement influencées par le type de régime politique en place.

Ensuite, nous avons critiqué les explications basées sur certains facteurs psychologiques. Outre le fait que l'évidence empirique s'est montrée farouchement non-concluante, ce genre de facteurs ne réussit pas à rendre suffisamment intelligible le phénomène à expliquer, dans la mesure où il suppose les questions fondamentales résolues. Les facteurs psychologiques pourraient au mieux délimiter des "latitudes de prédisposition positive ou négative" à l'égard de l'action collective, c'est-à-dire, des groupes de population définis par les caractéristiques des individus, au sein desquels la probabilité que ces individus participent à des actions collectives

est relativement forte ou faible. En contraste, nous avons suggéré la pertinence d'un modèle stratégique, où les sujets fonderaient leurs choix sur des calculs du type coûts/bénéfices et sur leur lecture du contexte, plutôt que sur leurs caractéristiques psychologiques.

En continuité avec la matrice méthodologique d'Olson, mais pas avec ses hypothèses, nous estimons que la structure des gains et des pertes associée à l'action collective pour l'individu occupe une place centrale dans la motivation pour s'y engager. Celle-ci est sensible aux conséquences attendues des comportements (propres et ceux de autres) et la valeur de ces conséquences du point de vue du sujet. En particulier, la littérature souligne: i) la valeur accordée au bien collectif qui dépend à son tour de son instrumentalité en faveur des changements (sociaux) souhaités; ii) l'espoir que la participation permettra d'obtenir le bien collectif: cet espoir est à son tour fonction des attentes quant: au nombre de participants, à la contribution en elle-même de la probabilité de succès, et à la probabilité de succès si les participants sont nombreux; iii) la valeur accordée à la réaction d'autres personnes significatives (coûts et bénéfices sociaux); iv) la réaction attendue de ces personnes significatives face à la participation et à la non participation. v) la valeur des coûts et des bénéfices non sociaux; vi) les coûts et les bénéfices non sociaux attendus de la participation et de la non participation.

Une des conclusions majeures du chapitre est que la participation à l'action collective est conditionnée par la participation des autres: la coopération n'est pas une stratégie dominante. Chaque individu préfère coopérer si l'on peut s'attendre à ce que les autres fassent autant, mais s'il soupçonne qu'ils ne le feront pas, il n'en fera rien lui non plus. En supposant que la perte de l'unilatéralisme demeure, il n'est pas "rationnel" de prendre l'initiative de l'action collective. Mais puisque action collective il y a, il faut essayer de comprendre comment l'impasse pourrait être

surmontée: l'aide de micro-contextes de mobilisation et d'un effet "boule de neige" de prise de confiance en sont des éléments de réponse.

Au contraire de ce que supposait Olson, les individus ne font pas leurs choix dans un isolement total des uns par rapport aux autres. Au contraire, souvent les individus membres d'un groupe latent participent à des multiples petits groupes informels (copains de travail, amis, clubs de sports, etc.). Un contexte de micro-mobilisation peut être défini comme les situations de petits groupes où des processus interactifs d'attribution ont lieu, et où s'installent des formes très rudimentaires d'organisation qui encouragent la participation à l'action collective (McAdam, McCarthy et Zald, 1988). Evidemment, ces réseaux ont aussi un rôle de contrôle social neutralisant l'effet free rider. D'un autre côté, il est indispensable la présence (et surtout, la information sur l'existence) d'un noyau dur d'individus toujours disposés à assumer la perte de l'unilatéralisme, c'est-à-dire les pertes en guise de châtement ou de coûts de participation à une action individuelle inutile, si l'individu est le seul ou l'un des rares à passer à l'action. Que ce soit par éthique kantienne ou par altruisme, ou bien par envie d'incitations sélectives tels le pouvoir, le prestige, l'amour, peu importe. Ce qui importe c'est l'effet de boule de neige que ceux-ci peuvent déclencher. Cet effet sera bien entendu d'autant plus efficace que les individus sont placés dans des micro-contextes de mobilisation.

CONCLUSIONS GENERALES ET PERSPECTIVES

A la fin du parcours il convient de faire le point sur la problématique abordée. Quelles sont les réponses trouvées à nos questions?, et quelles sont les nouvelles questions que nous nous posons?. Le point de départ de ce travail se situe au coeur d'un travail social en milieu populaire que nous avons entrepris dans la première moitié des années 80 à Santiago du Chile; nous nous sommes posés la question de savoir pourquoi il est raisonnable d'attendre un effet de promotion de comportements collectifs organisés à partir d'un travail éducatif, comme le voudrait le projet pédagogique de l'éducation populaire. De cette question initiale se sont dégagées plusieurs autres: de quels facteurs psychosociaux dépend l'occurrence d'action collective?, comment expliquer l'absence d'action collective d'un ensemble d'individus alors qu'elle pourrait leur être bénéfique?, quelles sont les effets réels des pratiques éducatives sur la participation à l'action collective et comment les expliquer?. Ces questions avaient pour but principal d'éclairer, à l'aide des cadres théoriques disponibles, une réalité sociale particulière, celle des habitants des bidonvilles de Santiago.

Nous avons initialement recherché des repères théoriques dans la théorie de l'identité sociale, proposée notamment par Tajfel (1981) et Tajfel et Turner (1979). Cette théorie suggère de manière convaincante que le désir de différenciation positive de groupe est un type d'intérêt qui peut se convertir en un antécédent puissant d'actions collectives de revendication. Lorsque l'insatisfaction résultant de l'appartenance objective d'un individu à des groupes sociaux devient intolérable et si, pour diverses raisons, il se voit obligé de reconnaître son appartenance à un groupe, il se peut qu'il entreprenne des actions avec d'autres qui partagent sa situation, en vue d'améliorer sa position dans le système de statuts. Or, nos résultats suggèrent que l'existence d'un "groupe psychologique" dans les bidonvilles, ancré dans la position sociale, ne va pas de soi. Un pourcentage non négligeable de l'échantillon (45%), ne rapporte pas un sens d'appartenance à des groupes inférieurs de l'échelle sociale,

bien qu'il se trouve objectivement là. Il n'y a d'ailleurs pas un principe dominant d'identification populaire qui articule la diversité de "nous" réels: le travail, le bidonville, la condition féminine, l'exclusion sociale. D'autre part, nos résultats montrent que l'action collective de protestation de ces individus contre le régime de Pinochet, ne semble pas avoir été fondée sur un processus de catégorisation de soi-même comme membre d'une classe sociale, mais comme membre de minorités politisées. Bien que les habitants des bidonvilles partagent une même position sociale et des intérêts communs, leur action collective, lorsqu'elle survient, paraît résulter davantage de l'agrégation des intérêts de chacun que de leur adhésion à une conscience et une volonté unifiées préalables. En outre, les expériences d'éducation populaire que nous avons étudiées n'induisent pas un sentiment d'appartenance collective axé sur le champ des positions sociales ni sur le champ politique, en tout cas pas plus que celui existant dans le public au départ.

Il y a d'ailleurs une méfiance assez générale vis-à-vis des stratégies collectives dans les secteurs populaires, à en juger par nos résultats: la plupart des gens n'accordent tout simplement pas beaucoup d'importance ni à la solidarité ni à la participation à des organisations comme moyen d'amélioration de la position et/ou conditions sociales. La plupart des gens perçoivent une relation beaucoup plus visible et directe entre l'éducation et le travail d'une part, et le progrès socio-économique d'autre part. La question posée aux sujets n'a pas cependant permis une exploration des raisons et motivations qui fondent leurs choix. De plus, notre instrument n'a pas permis faire une distinction entre condition et position sociales: il se peut que chacune fasse appel à des stratégies différentes. La participation à des organisations ne constitue pas toujours un réel moyen de changement de la position sociale: elle ne l'est que lorsqu'elle réussit à influencer des mécanismes politiques permettant une redistribution des ressources, ce qui n'est pas évident. En tout cas, ses effets sur la trajectoire sociale des individus sont indirects et n'apparaissent qu'à long terme. Par contre, la participation à des organisations pourrait avoir un effet positif plus direct sur l'amélioration des conditions de vie de l'individu, tout en restant dans la même position sociale, que ce soit par le biais

d'incentifs sélectifs matériels ou du bien collectif escompté. Nous songeons notamment aux biens *possibles* offerts par les syndicats et par les comités de quartier, deux organisations typiques des couches populaires au Chili. Des recherches futures devraient s'interroger sur le type de problèmes et d'enjeux, tels que les individus les perçoivent et les construisent, qui sont plus susceptibles de susciter des actions collectives dans ce milieu.

Quoi qu'il en soit, les habitants des bidonvilles ne semblent pas enclins à des stratégies collectives, ce qui confirme notre lecture de départ (cf. chapitre Introduction). La citation suivante de Birnbaum (1986:269) est une très bonne illustration des deux paradigmes explicatifs de ce phénomène, l'un holiste et l'autre individualiste, confrontés dans notre travail:

"De manière paradoxale, les perspectives tracées par Lénine et Olson à partir de considérations théoriques radicalement contraires s'accordent néanmoins sur un point particulier, à savoir l'absence de propension de la classe ouvrière à s'engager dans un mouvement de mobilisation collective. Certes, ce constat identique s'explique pour l'un et pour l'autre par des raisons contradictoires. Selon Lénine, c'est l'idéologie dominante au service de la bourgeoisie qui incite les ouvriers à préférer spontanément accroître leur niveau de vie, c'est elle aussi, proposition bien différente, qui, en les aliénant, les détourne de toute conscience vraie et rend donc nécessaire la formation, y compris dans les pays capitalistes, d'un parti de professionnels de la révolution qui, de l'extérieur, parviendra seul à susciter cette mobilisation collective de la classe ouvrière qui, autrement, demeure bien improbable. (...) Chez Mancur Olson, le jugement global est le même mais il repose sur des analyses bien différentes: c'est bien parce que chaque ouvrier en tant qu'acteur tente de maximaliser son intérêt propre qu'il refuse de s'engager dans un mouvement collectif car il sait que le coût supplémentaire en argent, temps, etc., qu'il lui faudra supporter, sera toujours supérieur au bénéfice marginal qu'il pourrait recevoir par rapport au gain qu'il peut obtenir de l'engagement collectif des autres ouvriers".

Au niveau théorique, les éléments de réponse les plus heuristiques à la question de savoir pourquoi les individus participent ou ne participent pas à des actions collectives visant leurs intérêts, nous ne les avons pas trouvés dans un paradigme holiste présupposant l'existence d'acteurs collectifs unifiés ayant une volonté propre (cf. les principes d'identité, d'opposition et de totalité de la

sociologie des mouvements sociaux de Touraine, 1978), dont la théorie taylorienne du changement social n'échappe pas complètement. Certes, les individus se trouvent souvent dans des situations difficiles ou des conditions d'existence partagées constituant des problèmes communs, mais cela n'en détermine pas le choix d'une stratégie collective pour y faire face. Nous avons ainsi détourné notre intérêt théorique vers un paradigme individualiste. Un des apports principaux de la méthodologie individualiste prônée par Boudon, Crozier, Hirschman, Elster et d'autres, réside dans le rappel aux analystes des phénomènes sociaux macroscopiques de l'importance de l'individu dans les modèles explicatifs, et des effets d'agrégation complexe qui résultent des actions individuelles. Elle s'oppose ainsi aux modèles holistes qui postulent qu'il existe des entités supra-individuelles précédant les individus dans l'ordre explicatif. Si le groupe devait constituer l'unité d'analyse de l'action collective, des bonnes raisons sociologiques et psychosociales devraient en fournir la base (par exemple, l'existence d'un organe de décision collective, une identification commune). Le raisonnement en termes holistes s'accompagne souvent d'un travail attributionnel en termes de dispositions durables de groupe, concernant la participation ou la non-participation à l'action collective. Ainsi, si les classes inférieures ne s'engagent pas dans des actions collectives de protestation, c'est parce qu'elles affichent un syndrome d'impuissance acquise, ou de contrôle externe des renforcements, ou encore de fausse conscience; si elles s'y engagent, leurs valeurs tournant principalement autour de pratiques de solidarité en seraient le fondement. Ce genre d'explications ne manque pas de séduction, mais il se prête à un usage tautologique.

Nous nous sommes convaincus donc de la pertinence d'un modèle individualiste, où les sujets fonderaient leurs choix sur des calculs coûts/bénéfices et sur des paramètres spécifiques au contexte plutôt que sur des dispositions internes. En continuité avec le paradigme d'Olson, mais pas avec ses hypothèses, nous estimons que la structure des gains et des pertes, des plaisirs et des peines associée à l'action collective pour l'individu occupe une place centrale dans la décision de s'y engager. Le modèle proposé par Klandermans (1984) résume bien les éléments qui participeraient au calcul: i) la valeur

accordée au bien collectif qui dépend à son tour de son *instrumentalité* en faveur des changements (sociaux) souhaités; ii) l'espoir que la participation permettra d'obtenir le bien collectif: cet espoir est à son tour fonction des attentes quant au nombre de participants, à la contribution en elle-même de la probabilité de succès, et à la probabilité de succès si les participants sont nombreux; iii) la valeur accordée à la réaction d'autres personnes significatives (coûts et bénéfices sociaux); iv) la réaction attendue de ces personnes significatives face à la participation et à la non participation. v) la valeur des coûts et des bénéfices matériels, vi) les coûts et les bénéfices matériels attendus de la participation et de la non participation.

Le caractère instrumental de la décision de participer à l'action collective a été mis en évidence par nos résultats concernant la participation à des manifestations contre le régime de Pinochet et aussi à des organisations sociales, des habitants des bidonvilles de Santiago. En effet, la participation a été fortement associée, non à l'appartenance de classe, mais à la croyance en ce que non seulement l'éducation, le travail, la foi en Dieu ou l'effort personnel seraient des moyens efficaces pour améliorer sa position/condition sociale, mais surtout que des stratégies collectives (la participation aux organisations et/ou la solidarité entre les gens) seraient des moyens davantage importants. Bien qu'instrumentale en ce qui concerne son contenu, ce genre de croyance ne se rapporte pas à l'ensemble des paramètres spécifiques à la situation de mobilisation, évoqués tout à l'heure (par ex., la valeur attribuée aux biens poursuivis, les attentes quant au nombre de participants, le succès de l'action, etc.). Nous avons associé ce genre de croyance générale à la notion de représentation sociale, suggérant de la sorte que ces paramètres seraient en quelque sorte neutralisés par la mise en oeuvre de la dite croyance. Reste donc à investiguer la question centrale de savoir si l'action collective des habitants des bidonvilles est favorisée par une structuration cognitive qui ouvre la situation au choix fondé sur des paramètres spécifiques ou, au contraire, si elle est favorisée par une structuration cognitive qui ferme la situation à l'évaluation de ces paramètres.

La littérature suggère justement que les individus ne font pas leurs choix dans un isolement total des uns par rapport aux autres. Au contraire, souvent les individus membres d'un groupe latent participent à des multiples petits groupes informels (copains de travail, amis, clubs de sports, etc.). Un contexte de micro-mobilisation peut être défini comme les situations de petits groupes où des processus interactifs d'attribution ont lieu, et où s'installent des formes très rudimentaires d'organisation qui encouragent la participation à l'action collective (McAdam, McCarthy et Zald, 1988). Evidemment, ces réseaux ont aussi un rôle de contrôle social neutralisant l'effet free rider. D'un autre côté, la présence d'un noyau dur d'individus toujours disposés à participer, est indispensable. Que ce soit par éthique kantienne ou par altruisme, ou bien par envie d'incitations sélectives tels le pouvoir, le prestige, l'amour, peu importe. Ce qui importe c'est l'effet de boule de neige que ceux-ci peuvent déclencher. Un noyau restreint de coopérateurs inconditionnels peut attirer un certain nombre de coopérateurs en plus, qui à leur tour peuvent attirer un certain nombre de coopérateurs en plus, etc.

Nous sommes à présent mieux outillés pour essayer de répondre à notre question de départ: pourquoi il est raisonnable d'attendre un effet de promotion de comportements collectifs organisés à partir d'un travail éducatif?. Nos résultats indiquent que certains effets dans cette ligne se sont effectivement produits, au sein d'une des trois expériences d'éducation populaire que nous avons étudiées. Au sein du programme "Ateliers d'apprentissage (AA)", la formation aurait induit une représentation selon laquelle des stratégies collectives seraient effectives pour améliorer la position sociale et, en plus, elle aurait induit la participation effective des formés à des organisations d'intérêts. Ce dernier effet serait en partie une conséquence du premier. La littérature souligne que la décision de participer à l'action collective est associée à la valeur attribuée à l'action collective comme une stratégie efficace pour atteindre des fins déterminées (Klandermans, 1984; Sabucedo, 1989); cela est connu comme "efficacité externe" et son importance serait bien plus grande que l'"efficacité interne", définie comme l'évaluation par l'individu de sa capacité à influencer le système social. Mais la valorisation de

l'organisation ne suffirait pas à expliquer l'augmentation de la participation effective à des organisations d'intérêts, dans l'après coup de la formation. Nous suggérons que "AA" puisse être conçu comme un espace d'interactions où sont créées des normes annulant l'effet "free rider" (Olson, 1978). Celui-ci peut être défini de façon minimale comme la tendance à s'abstenir de participer à l'action collective si elle entraîne des coûts (en argent, en temps, en disponibilité pour faire autres choses, etc.). Ces normes veillent à ce que le sujet accepte d'assumer les coûts de l'action collective tout en comprenant que si lui-même ne les assume pas, d'autres ne le feront pas non plus, au risque de perdre les bénéfices escomptés (Oliver, 1984). Tous ces éléments font de "AA" un véritable micro-contexte favorable à l'action collective. Par ailleurs, d'après nos observations sur le terrain, beaucoup d'individus ayant suivi une expérience d'éducation populaire tendent à rester dans des réseaux sociaux proches de l'esprit du projet pédagogique mobilisateur (notamment, au sein de paroisses de l'église catholique), ce qui aurait contribué à maintenir active la normativité favorable à l'action collective, une fois la formation achevée.

La littérature contemporaine portant sur l'action collective envisage un faisceau de problèmes. Nous nous sommes centrés sur une question très précise: les raisons pour lesquelles un individu se joindrait à une action collective (participation à des organisations et/ou des manifestations). Pour donner un fondement théorique solide à l'explication des actions collectives et des mouvements sociaux concrets il faut des modèles plus complexes que ceux traités dans ce travail. En particulier, il faut prendre en compte que l'action collective consiste le plus souvent en des actions réciproques et stratégiques entre plusieurs acteurs. Nous avons envisagés cette pluralité à l'intérieur d'un groupe latent, mais non pas entre des groupes opposés. Il faut aussi prendre en compte le caractère dynamique des actions réciproques: les conséquences de l'action collective dépendent du cours même de l'action réciproque. Selon Tilly (1986), "l'élaboration de modèles de l'action réciproque entre multiples groupes dans le cadre de répertoires de l'action spécifique à chaque couple d'interlocuteurs constitue le prochain pas théorique" (p.237).

Le fait que nous ayons donné une place privilégiée aux explications de l'action collective fondées sur un calcul stratégique et rationnel (dans un sens large) de l'acteur, ne signifie pas que nous négligeions la place des valeurs morales (telles que l'altruisme, la solidarité, l'impératif catégorique kantien) dans cette affaire. L'intégration du calcul stratégique et des valeurs n'est pas cependant une tâche aisée; apparemment il y aurait contradiction entre les deux, puisque les valeurs morales ne sont pas toujours compatibles avec la poursuite du bien-être personnel et interdisent parfois le calcul. Un élément de réponse a été évoqué précédemment moyennant l'idée de la nécessité, pour le développement de l'action collective, d'un noyau dur de coopérateurs inconditionnels. Les valeurs, les passions (y compris celles égoïstes) pourraient rendre nulle la perte due à l'unilatéralisme de ces individus, c'est-à-dire les pertes en guise de châtiment ou de coûts de participation à une action individuelle inutile, si l'individu est le seul ou l'un des rares à passer à l'action. D'autre part, la participation à l'action collective présuppose, en principe, que l'individu soit mécontent de "quelque chose": d'une situation qu'il ressent comme injuste ou indigne, par exemple. Dans ce cas, son attachement à la valeur de la justice peut être la source d'un fort mécontentement qui le pousserait à protester, éventuellement de façon concertée, sans regard du "nombre de participants" ni de la "probabilité de succès" de l'action collective, ni des "incentifs sélectifs", entraînant une réduction des pertes dues à l'unilatéralisme des autres individus, plus calculateurs. En tout cas, une présupposition selon laquelle la participation à l'action collective serait principalement explicable par des valeurs altruistes et solidaires des acteurs populaires, nous paraît invraisemblable. Si on admet que l'action collective trouve sa justification comme une stratégie pour faire face à des problèmes de condition et/ou position sociales - nous sommes bien ici dans un discours plutôt utilitariste - on ne voit pas pourquoi l'explication de celle-là devrait reposer sur l'altruisme et la solidarité. Nous avons proposés que les valeurs et les passions puissent être intégrés dans une perspective d'analyse individualiste; plus exactement, nous avons suggéré que les catégories proposées par Olson - qui relèvent d'une perspective stratégique et

rationnelle- (bien public, rapport coûts/bénéfices, incitatifs sélectifs) puissent bien en rendre compte.

Quelques pistes de recherche future ont été déjà esquissées dans les pages précédentes. Il nous semble que la problématique de l'action collective doit être liée à celle de la mobilité sociale, comprise comme tout trajet accompli dans l'espace social par des individus isolés ou formant des groupes. Une étude actualisée de mobilité sociale -des couches populaires notamment- s'avère être une piste intéressante de recherche, dans une société dont les structures économiques et politiques ont beaucoup changé pendant les deux dernières décennies. Il faut rechercher non seulement les critères objectives de stratification (critères "d'être" ou "d'avoir", par ex.) qui fondent la place actuelle des individus dans l'espace des positions sociales, mais aussi leurs stratégies et leurs interprétations du contexte. Quelle place et quel sens y attribuent les sujets à l'action collective?, dans quelle mesure la participation à des organisations peut être considérée comme une stratégie collective?. Nos résultats suggèrent que les individus -et non les groupes- se prennent pour les acteurs privilégiés de la mobilité. Mais nos données empiriques n'ont fait qu'entamer le problème. Au niveau théorique, il faut réfléchir aux causes de la mobilité et essayer d'articuler les conditions affectant le niveau global de développement et celles liée aux performances des sujets. Mais il faut réfléchir aussi à la mobilité sociale en tant qu'agent des transformations structurelles et des changements des principes de solidarité entre les individus, les groupes et les organisations. Un tel programme de recherche nécessite, bien entendu, d'une méthodologie bien plus sophistiquée que celle présentée par ce travail.

BIBLIOGRAPHIE

- AGURTO, I., DE LA MAZA, G., GARCES, M., MILOS, P. (1983a): Practica educativa y organizacion popular, Serie Temas de Educacion Popular N°4, Santiago, publicado por Educacion y Comunicaciones (ECO).
- AGURTO, I., DE LA MAZA, G., GARCES, M., MILOS, P. (1983b): Orientaciones politicas de la educacion popular, Serie Temas de Educacion Popular N°5, Santiago, publicado por Educacion y Comunicaciones (ECO).
- ALBA, R. (1987): "Interpreting the parameters of log-linear models", Sociological Methods of Research, 16, N°1, 45-77.
- ANZIEU, D. & MARTIN, J-Y. (1973): La dynamique des groupes restreints, Presses Universitaires de France, Paris.
- APFELBAUM, E. (1979): "Relations of domination and movements for liberation: an analysis of power between groups", Austin and Worchel (Eds.), The social psychology of intergroup relations, Brooks/Cole Publishing Company, California.
- BAJOIT, G. (1988): "Exit, voice, loyalty... and apathy. Les réactions individuelles au mécontentement", Revue Française de Sociologie, vol.XXIV, 325-345.
- BAJOIT, G. (1991): Pour une sociologie relationnelle. Presses Universitaires de France, coll. "Le sociologue" (in press), Paris.
- BEAUVOIS, J-L. (1984): La psychologie quotidienne, Presses Universitaires de France, Paris.
- BERGER, P. & LUCKMANN, Th. (1971): The social construction of reality: a treatise in the sociology of knowledge. London, Ed. Allen Lane (1st publ. in USA, 1966).
- BERNSTEIN, B. (1988): Poder, Educacion y Conciencia, Ediciones CIDE, Santiago.
- BIRNBAUM, P. (1980): "Etats, idéologie et action collective en Europe occidentale", Revue Internationale des Sciences Politiques, XXXII, N°4, 721-736.
- BIRNBAUM, P. (1983): "Mobilisations, structures sociales et type d'Etat". Revue Francaise de Sociologie, XXIV, N°3, 421-439.
- BIRNBAUM, P. (1984): Dimensions du pouvoir, Presses Universitaires de France, Paris.
- BONAMI, M. (1983): "Pratiques psychologiques en entreprise: bilan et perspectives", Perspectives, N°2, oct.83, 123-176.
- BONHIVERS, B. & DE KETELE, J.M. (1986): Pratique de la statistique, De Boeck, Bruxelles.
- BOUDON, R. (1979): La logique du social, Hachette, Paris.

- BOUDON, R. (1984a): "L'individualisme méthodologique en sociologie", Commentaire, 7, N°26, 268-277.
- BOUDON, R. (1984b): La place du désordre, Paris, PUF.
- BOUDON, R. (1985): "L'individualisme en sociologie", Esprit, N°108, (11), 101-110.
- BOUDON, R. (1986a): "Lois, modèles, évolution: réponse aux critiques de "La place du désordre", Revue Européenne des Sciences Sociales, Tome XXIV, 73, 151-158.
- BOUDON, R. (1986b): "Individualisme et holisme dans les sciences sociales", in Birnbaum, P. & Leca, J. (eds.), Sur l'individualisme. Théories et méthodes, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris.
- BOUDON, R. & BOURRICAUD, F. (1982): Dictionnaire critique de la sociologie, Presses Universitaires de France, Paris.
- BOURDIEU, P. (1979): La distinction, Ed. de Minuit, Paris.
- BOURDIEU, P. (1987): Choses dites, Ed. de Minuit, Paris.
- BOURGOIS, E. (1986): Transformation des représentations sociales en formation d'adultes: vers un cadre théorique (Document non publié).
- BOUROCHE, J-M. & SAPORTA, G. (1989): L'analyse des données, Presses Universitaires de France, collection Que sais-je?, Paris.
- BROWN, R. (1978): "Divided we fall: an analysis of relations between sections of a factory workforce", in Tajfel, H. (ed.), Differentiations between social groups, European monographs in social psychology N°14, Academic Press, London, New York, San Fco.
- BUSTAMANTE, R. (1982): Identité sociale, relations intergroupes et changement social, Mémoire de Licence complémentaire en Psychologie, Université Catholique de Louvain.
- BUSTAMANTE, R. (1989): Identité sociale et saillance catégorielle. Une étude sur le terrain, thèse de doctorat en psychologie, Université Catholique de Louvain.
- CAMPERO, G. (1987): Entre la sobrevivencia y la accion politica. Las organizaciones de pobladores en Santiago, Ediciones ILET, Santiago.
- CAMPERO, G. & CORTAZAR, R. (1988): "Actores sociales y la transicion a la democracia en Chile", Coleccion Estudios Cieplan, N°25, 115-158.
- CAPOZZA, D., BONALDO, E., & DI MAGGIO, A. (1982): "Problems of identity and social conflict: research on ethnic group in Italy", in Tajfel, H. (ed.), Social identity and intergroup relations, Cambridge University Press, Cambridge.
- CHATEAU, J. & POZO, H. (1987): "Los pobladores en el area metropolitana: situacion y características", in Chateau, J. et al., Espacio y poder. Los pobladores, editado por la Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales, Santiago.
- CHAZEL, F. (1975) : "La mobilization politique, problèmes et dimensions", Revue Française de Science Politique, XXV, N°3, 502-516.

CHAZEL, F. (1980): "Compte rendu de From mobilization to revolution, de CH. Tilly", Revue Francaise de Sociologie, XXI, N°4, 653-659.

CHAZEL, F. (1986): "Individualisme, mobilisation et action collective", in Birnbaum, P. & Leca, J. (eds.), Sur l'individualisme. Théories et méthodes, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris.

CHEBEL, M. (1986): La formation de l'identité politique, Presses Universitaires de France, Paris.

COCKX, B., GALLEZ, D., de VILLERS, G. (1986): "Récit de vie et formation", in M.Finger et C.Josso (eds.): Pratiques du récit de vie et théories de la formation, Cahiers de section des Sciences de l'Education, Université de Genève, Cahier N°44.

CONDOR, S. & BROWN, R. (1988): "Psychological Processes in Intergroup conflict", in Stroebe, W., Kruglanski, A., Bar-Tal, D. & Hewstone, M. (Eds.): The social psychology of intergroup conflict. Theory, Research and Applications, Springer-Verlag.

CRIVISQUI, E. (1989): Interpretacion de resultados de los analisis factoriales de correspondencias simples y multiples, Université Libre de Bruxelles, Institut de Sociologie, Apuntes del taller de formacion en métodos de tratamiento de datos socio-economicos, organizado con la colaboracion de la Universidad Nacional de Cordoba, Cordoba, Argentina.

CROSBY, F. MUEHRER, P. & LOEWENSTEIN, G. (1986): "Relative deprivation and explanation: models and concepts", in J.Olson, L.P. Herman & M. Zanna (Eds.), Relative deprivation and social comparison: The Ontario Symposium, Vol.4, Hillsdale, NJ Lawrence Erlbaum.

CROZIER, M. & FRIEDBERG, E. (1977): L'acteur et le système, Ed. du Seuil, Paris.

DAVIS, J. (1962): "Toward a theory of revolution", American Sociological Review, 27, 5-19.

DAVIS, J. (1974): "The J-Curve and power struggle theories of collective violence", American Sociological Review, 39: 607-612.

DELPIANO, A. & SANCHEZ, D. (1984): Educacion popular en Chile, 100 Experiencias, CIDE-FLACSO, Santiago.

DEMO, P. (1984): "Algunas perplejidades de la politica social", in R.Franco & J.Cuentas-Zavala (Eds), Desarrollo social en los 80, editado por CEPAL-ILPES-UNICEF, Santiago.

DENIS, M. , DUBOIS, D. (1976): "La representation cognitive: quelques modèles récents", Année Psychologique, N°76, 541-562.

DESAL (1970): La marginalidad urbana: origen, proceso y modo, Ed; Troquel, Buenos Aires.

DESCHAMPS, C. (1982): "Social identity and relations of power between groups", in Tajfel, H. (ed.), Social identity and intergroup relations, Cambridge University press.

- DI GIACOMO, J-P. (1981a): Répresentations sociales et comportements collectifs, Thèse doctorale en Psychologie, Université Catholique de Louvain.
- DI GIACOMO, J-P. (1981b): "Aspects méthodologiques de l'analyse des représentations sociales", Cahiers de Psychologie Cognitive, I, N°1, 397-422.
- DION, K.L. (1986): Responses to perceived discrimination and relative deprivation, in Olson, Herman and Zanna (Eds), Relative deprivation and social comparison : The Ontario Symposium(vol.4), Hillsdale, N.J. Lawrence Erlbaum.
- DOISE, W. (1972): "Rencontres et représentations intergroupes", Archives de Psychologie, vol. XLI, N°164, 303-320.
- DOISE, W. (1976): L'articulation psychosociologique et les relations entre groupes, Ed. A. de Boeck, Bruxelles.
- DOISE, W. (1982): L'explication en psychologie sociale, PUF, Paris.
- DOISE, W. (1984): "Les relations entre groupes", in S. Moscovici (ed.): Psychologie sociale, PUF, Paris.
- DOISE, W. (1985): "Les représentations sociales: définition d'un concept", Connexions, N°45, 243-253.
- DOISE, W. (1988): "Individual and social identities in intergroup relations", European Journal of Social Psychology, 18, 99-111.
- DOMINICE, P. & ROUSSON, M. (eds.) (1981): L'éducation des adultes et ses effets: problématique et étude de cas, Peter Lang, Berne, Frankfurt.
- DUBE, L. & GUIMOND, S. (1986): "Relative deprivation and social protest: the personal-group issue", in J. Olson, L.P. Herman & M. Zanna (Eds.), Relative deprivation and social comparison: The Ontario Symposium, Vol.4, Hillsdale, NJ Lawrence Erlbaum.
- DUMONT, P. (1982): Facteurs psychosociaux et idéologiques du militantisme pacifiste, Mémoire de Licence en Psychologie, Université Catholique de Louvain.
- DURKHEIM, E. (1898): "Représentations individuelles et représentations collectives", Revue de Métaphysique et de Morale, VI, 273-302, article repris dans Sociologie et Philosophie, Paris, Librairie Alcan, 1924.
- DURKHEIM, E. (1895/1927): Les règles de la méthode sociologique, Paris, Librairie Alcan, (8ème édition).
- ELSTER, J. (1985): "Rationality, morality, and collective action", Ethics, 96, 136-155.
- ELSTER, J. (1989) : Karl Marx, une interprétation analytique, Presses Universitaires de France, Paris.
- ELLEMERS, N., VAN KNIPPENBERG, A., DE VRIES, N. & WILKE, H. (1988): "Social identification and permeability of group boundaries", European Journal of Social Psychology, vol. 18, 497-513.

ENNIS, J. & SCHREUER, R. (1987): "Mobilizing weak support for social Movements: The role of grievance, efficacy, and cost", Social Forces, 66, N°2, 1987, 390-409.

ESPINOZA, V. (1987): "Crisis y pobreza urbana: aspectos estructurales", en Proposiciones, 13, 26-45, SUR Ediciones.

FALETTTO, E. (1985): "Notas sobre estilos alternativos de desarrollo. Politica y movimientos sociales", en M.Gajardo (compiladora): Teoria y practica de la educacion popular, Coedicion OEA/CREFAL/IDRC, Patzcuaro, México.

FARR, R. (1984): "Social representations: their role in the design and execution of laboratory experiments", in R. Farr and S. Moscovici (eds.): Social representations, Cambridge University Press.

FARR, R. (1984): "Les représentations sociales, in S. Moscovici (ed.): Psychologie sociale, Paris, PUF.

FERREE, M. & MILLER, F. (1985): "Mobilization and meaning: Toward an integration of social psychological and resource perspectives on social movements", Social Inquiry, 55, 38-61.

FINKEL, S., MULLER, E. & OPP, K. (1989): "Personal influence, collective rationality, and mass political action", American Political Science Review, 83, N°3, 885-889.

FLAMENT, C. (1981): "L'analyse de similitude: une technique pour l'étude des représentations sociales", Cahiers de Psychologie Cognitive, I, N°4, 375-395.

FLAMENT, C. (1981): "Sur le pluralisme méthodologique dans l'étude des représentations sociales", Cahiers de Psychologie Cognitive, I, N°4, 423-427.

FRANCO, R. (1984): "Las grandes controversias de la politica social", in R.Franco & J.Cuentas-Zavala (Eds), Desarrollo social en los 80, editado por CEPAL-ILPES-UNICEF, Santiago.

FRANCO, R. & PALMA, E. (1981): "Politica social y pobreza: lecciones de la experiencia", in R.Franco (Ed), Planificacion social en América Latina y El Caribe, editado por ILPES-UNICEF, Santiago.

FRANCO, R. & CUENTAS-ZAVALA, J. (1984): "El desarrollo social de América Latina y El Caribe en los ochenta: notas del simposio", in R.Franco & J.Cuentas-Zavala (Eds), Desarrollo social en los 80, editado por CEPAL-ILPES-UNICEF, Santiago.

FREIRE, P. ((1983): Pédagogie des opprimés, suivi de Conscientisation et revolution, Maspero, Paris.

GAJARDO, M. (1985): "En torno a la teoria y la practica de la educacion popular", en M.Gajardo (compiladora): Teoria y practica de la educacion popular, Coedicion OEA/CREFAL/IDRC, Patzcuaro, México.

GARCIA-HUIDOBRO, J.E. (1976): Educacion, conciencia y sociedad: un estudio del pensamiento educacional de Gramsci, Thèse doctorale en Education, Université Catholique de Louvain.

GARCIA-HUIDOBRO, J.E. (1982): Alfabetizacion y educacion de adultos en la region andina, México, OREALC/CREFALC.

GARCIA-HUIDOBRO, J.E. (1983): "Education Populaire: participation et politique", Amerique Latine, N°14, 39-46.

GARCIA-HUIDOBRO, J.E. (1985) "La relacion educativa en proyectos de educacion popular: analisis de quince casos", en M.Gajardo (compiladora): Teoria y practica de la educacion, Coedicion OEA/CREFAL/IDRC, México.

GARCIA-HUIDOBRO, J.E. (1988): Discurso pedagogico de la educacion popular, CIDE, Documento de Discusion N° 11, Santiago.

GARCIA-HUIDOBRO, J.E. & GUTIERREZ G. (1984): Orientaciones de la investigacion educacional en América Latina, Santiago, CIDE.

GARCIA-HUIDOBRO, J.E. & MARTINIC, S. (1985): Las instituciones privadas y la educacion popular: el caso chileno, Santiago, CIDE. (Ponencia presentada a la Reunion Regional de Educacion de Adultos, de la Organizacion de los Estados Americanos, San José, nov. 1984).

HARDY, C. (1987): Organizarse para vivir. Pobreza urbana y organizacion popular, Programa de Economia del Trabajo (P.E.T.), Santiago.

HERNANDEZ, I. (1985): "Conciencia étnica y educacion indigena", en M.Gajardo (compiladora): Teoria y practica de la educacion popular, Coedicion OEA/CREFAL/IDRC, Patzcuaro, México.

HERZLICH, C. (1972): "La représentation sociale", in S.Moscovici (Ed.), Introduccion à la psychologie sociale, vol.1, Paris Librairie Larousse.

HIRSCH, E. (1990): "Sacrifice for the cause", American Sociological Review, 55, 243-254.

HIRSCHMAN, A. (1977): Salida, voz y lealtad. Ed. Fondo de Cultura Economica, México.

HIRSCHMAN, A. (1984): De la economia a la politica y mas alla. Ensayos de penetracion y superacion de fronteras, Fondo de Cultura Economica, México.

HIRSCHMAN, A. (1986): El avance en colectividad. Experimentos populares en la America Latina, Fondo de Cultura Economica, México.

HIRSCHMAN, A. (1986): Interés privado y accion publica, Fondo de Cultura Economica, México.

HOGG, M. & TURNER, J. (1987): "Social identity and conformity: a theory of referent information influence", in Doise, W. & Moscovici, S. (Eds.) : Current issues in European social psychology (vol.2), Cambridge University Press, Cambridge.

HONORE, B. (1977): Pour une théorie de la formation: dynamique de la formativité, Payot, Paris.

HONORE, B. (1980): Pour une pratique de la formation, Payot, Paris.

HORWITZ, M. & RABBIE, J. (1982): "Individuality and membership in the intergroup system", in Tajfel, H. (ed.), Social identity and intergroup relations, Cambridge University Press, Cambridge.

JARA, O. (1981): Educacion popular: la dimension educativa de la accion politica. Reflexiones sobre la educacion popular desde el contexto de la revolucion sandinista, Coedicion CEASPA/ALFORJA.

JASPARS, J. & WARNAEN, S. (1982): "Intergroup relations, ethnic identity and self-evaluation in Indonesia", in Tajfel, H. (ed.), Social identity and intergroup relations, Cambridge University Press, Cambridge.

JASPARS, J. & FRASER, C. (1984): "Attitudes and social representations", in R. Farr and S. Moscovici (eds.): Social representations, Cambridge University Press.

JASPARS, J. & HEWSTONE, M. (1984): "La théorie de l'attribution", in S. Moscovici (ed): Psychologie Sociale, Paris, PUF.

JENKINS, J.C. (1983): "Resource mobilization theory and the study of social movements", Annual Review of Sociology, 9, 527-553.

JODELET, D. (1984): "Représentation Sociale: phénomènes, concept et théorie", in S. Moscovici (ed): Psychologie sociale, Paris PUF.

KINDER, D. & SEARS, D. (1985): "Public opinion and social action", in G.Lindzey y F.Aronson (Eds.), Handbook of social psychology, New York, Random House.

KLANDERMAN, B. (1983): "Rotter's I.E.-Scale and socio-political action-taking: The balance of 20 years of research", European Journal of Social Psychology, 13, 399-415.

KLANDERMAN, B. (1984): "Mobilization and participation: social-psychological expansions of resource mobilization theory", American Sociological Review, 49, 583-600.

KLANDERMAN, B. (1989): "Grievance Interpretation and Success Expectations: The Social Construction of Protest", Social Behavior, 4, 113-125.

KLANDERMAN, B. & OEGEMA, D. (1987): "Potentials, networks, motivations, and barriers: Steps towards participation in social movements", American Sociological Review, 52, 519-531.

KLOSKO, G. (1987): "Rebellious collective action revisited", American Political Science Review, 81, N°2, 557-564.

LAPEYRONNIE, D. (1988): "Mouvements sociaux et action politique, existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources?", R. Franç. Sociol., XXIX, 593-619.

LATAPI, P. & CADENA, F. (1985): "La educacion no-formal en México: un analisis de sus metodologias, " en M. Gajardo (compiladora): Teoria y practica de la educacion popular, Coedicion OEA/CREFAL/IDRL, Patzcuaro, México.

LEBART, L., MORINAU, A., LAMBERT, T. (1988): SPAD-N, Système Portable pour l'analyse des données, version 1.2: Manuel de référence, CISIA, Sèvres, France.

LESNE, M & BARBIER, R. (1977): L'analyse des besoins en formation, Jauze.

LESNE, M. (1977): Travail pédagogique et formation d'adultes, Presses Universitaires de France, Paris.

LESNE, M. (1984): Lire les pratiques de formation d'adultes, Edilig.

LEYENS, J-Ph. (1979): Psychologie sociale, Pierre Mardaga, Bruxelles.

LEWIN, K. (1967): Psychologie dynamique, (Sélection de textes), Presses Universitaires de France.

LEWIN, K., LITTLE, A., COLCLOUGH, Ch. (1983): "Les effets de l'éducation sur les objectifs du développement", dans: Perspectives (UNESCO), XIII, N°3, 323-336 (I) et N°4, 447-461 (II).

LOUCHE, C. (1982): "Open conflict and the dynamics of intergroup negotiations", in Tajfel H. (ed.), Social identity and intergroup relations, Cambridge University Press, Cambridge.

MALGLAIVE, G. (1984): "Formation et domaines de signification de l'évaluation, pédagogique des résultats de la formation", Pratiques, N°44, 101-116.

MAQUET, J. (1949): Sociologie de la connaissance, Ed. Nauwelaerts, Louvain.

MARQUES, J. M. (1983): Des structures cognitives aux représentations sociales, Mémoire de licence complémentaire en psychologie, Université Catholique de Louvain.

MARTIN, J. (1986): The tolerance of injustice, in J.Olson, L.P. Herman & M. Zanna (Eds.), Relative deprivation and social comparison: The Ontario Symposium, Vol.4, Hillsdale, NJ Lawrence Erlbaum.

MARTINEZ, J. (1989): "La magnitud de la pobreza", Revista Mensaje, N° 383, 398-402.

MARTINIC, S. (1984): Educacion y cambio social, Documento de Trabajo N°4, CIDE, Santiago.

MARTINIC, S. (1988): "Reflexion critica de la educacion popular. Una mirada desde los participantes", en Van Dam, Doijens y Peter, (Eds): Educacion popular en América Latina, CESO Paperback N°4, La Haya.

McADAM, D., MCCARTHY, J. & ZALD, M. (1988): "Social Movements", in Smelser, N. (Ed.) : Handbook of Sociology, Sage Publications, California, London, New Delhi.

McPHAIL, C. (1971): "Civil disorder participation: a critical examination of recent research", American Sociological Review, 36, 1058-1073.

MOSCOVICI, S. (1961): La psychanalyse, son image et son public, Paris, Presses Universitaires de France.

MOSCOVICI, S. (1969): "Préface" à Herzlich, Claudine: Santé et maladie: analyse d'une représentation sociale, Paris, Mouton.

MOSCOVICI, S. (1976): La psychanalyse, son image et son public (2nd edition).

MOSCOVICI, S. (1979): Psychologie des minorités actives, Paris, PUF.

- MOSCOVICI, S. (1981): L'age des foules: un traité historique de psychologie des masses, Paris, Fayard.
- MOSCOVICI, S. (1982): "The coming era of social representations", in J.P.Codol and J.P.Leyens (eds.) : Cognitive analysis of social behavior, Nijhoff publishers , The Hague, Boston, London.
- MOSCOVICI, S. (1984a): "The phenomenon of social representations", in R.Farr and S. Moscovici (eds.): Social representations, Cambridge University Press.
- MOSCOVICI, S. (1984b): "Le domaine de la psychologie sociale", in S.Moscovici (ed.): Psychologie sociale, Paris, PUF.
- MOSCOVICI, S. & HEWSTONE, M. (1983): "Social representations and social explanations: from the naive to the amateur scientist ", in M. Hewstone (ed.): Attribution theory: social and functional extensions, Basil Blackwell.
- MOSCOVICI, S. and HEWSTONE, M. (1984): "De la science au sens commun", in S. Moscovici (ed.): Psychologie sociale, Paris, PUF.
- MULLER, E. (1980): "The psychology of political protest and violence", in Ted R. Gurr (Ed.), Handbook of political conflict, Free Press, New York.
- MULLER, E. & OPP, K. (1986): "Rational choice and rebellious collective action", American Political Science Review, 80, N°2, 471-487.
- MULLER, E. & OPP, K. (1987): "Rebellious collective action revisited", American Political Science Review, 81, N°2, 557-564.
- MULLER, E. & SELIGSON, M. (1987): "Inequality and insurgency ", American Political Science Review, 81, N°2, 425-451.
- NG, Sik Hung (1982): " Power and intergroup discrimination", in Tajfel H. (ed.), Social identity and intergroup relations, Cambridge University Press, Cambridge.
- OAKES, P. & TURNER, J. (1980): " Social categorization and intergroup behavior: does minimal intergroup discrimination make social identity more positive ?", European Journal of Social Psychology , 10, 295-301.
- OBERSCHALL, A.(1973/78): "Une théorie sociologique de la mobilisation", Sociologie politique, textes réunis par P. Birnbaum et F. Chazel, 1978, Librairie Armand Colin, Paris.
- OBERSCHALL, A. (1978): "Theories of social conflict", Annual Review of Sociology, 4: 291-315.
- OLIVER, P. (1980): "Rewards and punishments as selective incentives for collective action: theoretical investigations", American Journal of Sociology, vol. 85, N°6, 1356-1375.
- OLIVER, P. (1984) : "If you don't do it , nobody else will": active and token contributors to local collective action", American Sociological Review, 49, 601-610.

OLIVER, P. & MARWELL, G. (1988): "The paradox of group size in collective action: a theory of the critical mass, II", American Sociological Review, 53, 1-8.

OLIVER, P., MARWELL, G. & TEIXEIRA, R. (1985): "A theory of the critical mass I. Interdependence, group heterogeneity, and the production of collective action", American Journal of Sociology, vol. 91, N°3, 522-556.

OLSON, M. (1966/78): Logique de l'action collective, Presses Universitaires de France, Paris.

OLSON, J. and HAZLEWOOD, J.D. (1986): Relative deprivation and social comparison: An integrative perspective, in J.Olson, L.P. Herman & M. Zanna (Eds.), Relative deprivation and social comparison: The Ontario Symposium, Vol. 4, Hillsdale, NJ Lawrence Erlbaum.

OLZAK, S. (1989): "Analysis of events in the study of collective action", Annual Review of Sociology, 15, 119-141.

OPP, K. D. (1988): "Grievances in social movements", American Sociological Review, 53, 853-864.

OPP, K.D., BUROW-AUFFARTH, K. & HEINRICHS, N. (1981): "Conditions for conventional and unconventional political participation: an empirical test of economic and sociological hypotheses", European Journal of Political Research, 9, 147-168.

PAEZ, D. (1983): Psychologie sociale des comportements collectifs, Thèse doctorale en psychologie, Université Catholique de Louvain.

PAEZ, D. & VALENCIA, J. (1988): Marxismo y movimientos sociales: perspectivas psicosociales, en M. Villarreal (Ed.), Movimientos Sociales, VII Cursos de verano en San Sebastian, Servicio Editorial, Universidad del Pais Vasco.

PAICHELER, G. et DARMON, G. (1977) : "Représentations majoritaires et minoritaires et relations intergroupes", Bulletin de Psychologie, N° 332, tome XXXI, (1977-1978), 170-180.

PAIVA, V. (1985): "Populismo catolico y educacion, una experiencia brasilena", en M. de Ibarrola y E. Rockwell (Eds.), Educacion y clases populares en América Latina, IPN, México.

PARKER, C. (1985): Religion y clases subalternas en una sociedad dependiente, Thèse doctorale en sociologie, Université Catholique de Louvain.

PARKER, R.N. (1983): "Mesuring social participation", American sociological Review, vol.48, 864-873.

PIAGET, J. (1968): La naissance de l'intelligence chez l'enfant, Delachaux et Niestlé, 6me édition, Neuchatel, Suisse.

PIAGET, J. (1974): La prise de conscience, Paris, PUF.

PRZEWORSKI, A. (1986): "Le défi de l'individualisme méthodologique à l'analyse marxiste", in Birnbaum, P. & Leca, J. (eds.), Sur l'individualisme. Théories et méthodes, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris.

RABBIE, J. & HORWITZ, M. (1988) : "Categories versus groups as explanatory concepts in intergroup relations", European Journal of Social Psychology, 18, 117-123.

RABBIE, J. , SCHOT, J. & VISSER, L. (1989): "Social identity theory: a conceptual and empirical critique from the perspective of a behavioural interaction model", European Journal of Social Psychology, 19, 171-202.

RAYNAUD, Ph. (1987): "Max Weber et sa postérité: les faits, les valeurs et la querelle du décisionnisme", Revue Européenne des Sciences Sociales, XXV, N°74, 25-44.

REICHER, S.(1982): "The determination of collective behavior," in Tajfel H., (ed.): Social identity and intergroup relations, Cambridge University Press, Cambridge.

REICHER, S.D.(1984): "The Saint Paul's riot: an explanation of the limits of crowd action in terms of social identity model", European Journal of Social psychology, 14, 1-21.

RICHARDS, H. (1985): La evaluacion de la accion cultural, Ediciones CIDE, Santiago.

RODRIGUES BRANDAO, C. (1985): "Repensando la participacion", in M. de Ibarola & E.Rockwell (Eds), Educacion y clases populares en América Latina, editado por el Centro de Investigacion y de Estudios Avanzados del Instituto Politécnico Nacional, México.

RODRIGUEZ GROSSI, J. (1985): La distribucion del ingreso y el gasto social en Chile - 1983, editado por ILADES, Santiago.

RODRIGUEZ, A. y TIRONI, E. (1987): "El otro Santiago. Resumen de la encuesta SUR 1985", en Proposiciones, 13, 12-21, SUR Ediciones.

ROQUEPLO, PH. (1974): Le partage du savoir, Ed. du Seuil, Paris.

ROTTER, J.B. (1966): "Generalized expectancies for internal versus external control of reinforcement", Psychological Monograph, 80, whole N°609.

SABUCEDO, J. M. (1989): "Participacion Politica", in J. Seoane & A. Rodriguez (Eds.), Psicologia Politica, Ediciones Piramide, Madrid.

SACHDEV, I. & BOURISH, R. (1984): "Minimal majorities and minorities", European Journal of Social Psychology, 14, 35-52.

SACHDEV, I. & BOURISH, R. (1985): "Social categorizations and power differentials in group relations", European Journal of Social Psychology, 15, 415-434.

SAINSAULIEU, R. et équipe (1981): L'effet formation dans l'entreprise, Dunod, Bordas, Paris.

SAINSAULIEU, R., TIXIER, P.E., MARTY, M.O. (1983): La démocratie en organisation, Paris, Librairie des Méridiens.

SCHKOLNIK, M. (1989): "Desempleo y subempleo en Santiago", Revista Mensaje, N°383, 417-422.

SIMON, M. (1978): Comprendre les idéologies, Ed. Chronique sociale de France, Lyon.

- SMELSER, N. (1972): "Some additional thoughts on collective behaviour", Sociological Inquiry, 42, 97-101.
- SNYDER, D., & TILLY, CH. (1972): "Hardship and collective violence in France, 1830-1960", American Sociological Review, 37, 520-532.
- SNYDER, D. & TILLY, CH. (1974): On debating and falsifying theories of collective violence, American Sociological Review, 39, 610-612.
- TABACHNICK, B. & FIDELL, L. (1989): Using multivariate statistics, Harper & Row, Publishers, New York (second edition).
- TAJFEL, H. (1972): "La categorisation sociale", in S. Moscovici (ed.), Introduction à la psychologie sociale, (vol.1), Librairie Larousse, Paris.
- TAJFEL, H. (1981): Human groups and social categories, Cambridge University Press (Traducción española: Grupos humanos y categorías sociales, Herder, Barcelona, 1984.)
- TAJFEL, H. (1982a): "Social psychology of intergroup relations", Annual Reviews in Psychology, 33: 1-39.
- TAJFEL, H. (1982b): "Instrumentality, identity and social comparisons", in Tajfel H. (ed.): Social identity and intergroup relations, Cambridge University Press, Cambridge.
- TAJFEL, H. (1982c): "Psychological conceptions of equity: the present and the future", en Psychologie de demain, sous la direction de P. Fraisse, Presses Universitaires de France, Paris.
- TAJFEL, H. (1984): "Intergroup relations, social myths and social justice in social psychology," in H. Tajfel (Ed.), The social dimension, (vol.2), Cambridge University Press, Cambridge.
- TAJFEL, H. , BILLIG, M., BUNDY, R. and FLAMENT, C. (1971): Social categorization and intergroup behavior", European Journal of Social Psychology, 1, (2), 149-177.
- TAJFEL, H. & TURNER, J. (1979): "An integrative theory of intergroup conflict", in Austin and Worchel (Eds.), The social psychology of intergroup relations, Brooks/Cole Publishing Company, California.
- TAJFEL, H. & FORGAS, J. (1981): "Social categorization: cognitions, values and groups", in J. Forgas (ed.): Social cognition. Perspectives on everyday understanding, European monographs in social psychology 26, Academic Press London.
- TARROW, S. (1988): "National politics and collective action: Recent theory and research in Western Europe and the United States", Annual Review of Sociology, 14, 421-440.
- TAYLOR, D. & BROWN, R. (1979): "Towards a more social social psychology?", British Journal of Social and Clinical Psychology, 18, 173-180.
- TAYLOR, D. & MCKIRNAN, D. (1984): "A five stage model of intergroup relations," British Journal of Social Psychology, 23, 291-300.

TILLY, CH. (1975): "Clio et Minerve", in Birnbaum, P & Chazel, F. (eds.): Théorie sociologique, Presses Universitaires de France, Paris.

TILLY, CH. (1978): From mobilisation to revolution, Reading, MA: Addison-Wesley.

TILLY, CH. (1986): "Action collective et mobilisation individuelle", in P. Birnbaum & J. Leca (Eds.), Sur l'individualisme. Théorie et méthodes, Presses de la Fondation National des Sciences Politiques, Paris.

TILLY, CH. (1988): "Solidary logics," Theorie and Society, 17: 451-458.

TIRONI, E. (1986): "Para una sociologia de la decadencia. El concepto de disolucion social", Proposiciones, 12, 12-16, Santiago.

TIRONI, E. (1989): "Los pobres y la transicion a la democracia", Revista Mensaje, N°383, 428-431.

TOURAINE, A. (1978): La voix et le regard, Ed. du Seuil, Paris.

TOURAINE, A. (1984): "Les mouvements sociaux: objet particulier ou problème central de l'analyse sociologique?", Revue Française de Sociologie, XXV, 3-19.

TURNER, J. (1975): "Social comparison and identity: some prospects for intergroup behavior", European Journal of Social Psychology, 5 (1)

TURNER, J. (1982) : "Towards a cognitive redefinition of the social group", in H. Tajfel (Ed.), Social identity and intergroup relations, Cambridge University Press, Cambridge. v

TURNER, J. (1984): "Social identification and psychological group formation", in H. Tajfel (Ed.), The social dimension, (vol.2), Cambridge University Press, Cambridge.

TURNER, J. (1988): "Comments on Doise's individual and social identities in intergroup relations", European Journal of Social Psychology, 18, 113-116.

TURNER, J. & BROWN, R. (1978): "Social status, cognitive alternatives and intergroup relations ", in H. Tajfel (Ed.) , Differentiation between social groups, European monographs in social psychology N°14, Academic Press, London, New York, San Fco.

TURNER, J. , BROWN, R. & TAJFEL, H. (1979): "Social comparisons and group interest in ingroup favouritism", European Journal of Social Psychology, 2, 187-204.

TURNER, J.C., HOGG, M., OAKES, P; REICHER, S.D. , WETHERELL, M. (1987): Rediscovering the social group. A self-categorization theory, Oxford, New York: Basil Blackwell.

TURNER, J., WETHERELL, M. HOGG, M. (1989): "Referent informational influence and group polarization", British Journal of Social Psychology, 28, 135-147.

URZUA, R. (1985) Juventudes populares, involucion social y sobrevivencia, Documento de trabajo N°24, Centro de Estudios del Desarrollo, Santiago.

VALA, J . (1984): La production sociale de la violence: représentations et comportements, Thèse doctorale en Psychologie, Université Catholique de Louvain.

VALENZUELA, E.(1987): "Identidad y representaciones en el mundo popular", en Proposiciones, 13, 78-104, Sur Ediciones, Santiago.

VAN PARIJS, PH. (1977): "La syntaxe de l'explication dans les sciences sociales", Recherches sociologiques, VIII, N°2, 211-243.

VILLARREAL, M. ECHEVERRIA, A., PAEZ, D., AYESTARAN, S.(1989): "Identidad étnica y movilizacion politica", en Seoane, J. & Rodriguez, A. (Eds): Psicologia politica, Ediciones Piramide, S.A., Madrid,

WALKER, E. (1989): Compromiso de pobladores comunes y corrientes en acciones de desarrollo: reflexiones de una experiencia de trabajo con vecinos, Documento de Trabajo N°9, CIPMA, Santiago.

WALKER, H. & RICHARDS, H. ((1983): Evaluacion iluminativa y accion cultural, Santiago, CIDE.

WALKER, I. & PETTIGREW, T.F.(1984): Relative deprivation theorie: An overview and conceptual critique, British Journal of Social Psychology, 23, 301-310.

WALKER, I. & MANN, L.(1987): "Unemployment, relative deprivation and social protests", Personality and Social Psychology Bulletin, 13, N°2, 275-283.

WATZLAWICK, P., BEAVIN, J., JACKSON, D. (1972): Une logique de la communication, Ed. du Seuil, Paris, (1967 1ère édition, USA).

WATZLAWICK, P. (1980): Le langage du changement, Ed. du Seuil, Paris.

WEINSTEIN, J.(1988): Entre la ausencia y el acoso: apuntes bibliograficos sobre jovenes pobladores, vida cotidiana y Estado en Chile hoy, Documento de Discusion N°2, CIDE, Santiago.

WILLIAMS, J. and GILES, H. (1978): "The changing status of women in society: an intergroup perspective", in H.Tajfel (Ed.), Differentiation between social groups, European monographs in social psychology N°14, Academic Press, London, New York, San Fco.

WOLFE, M. (1981): "La pobreza en América Latina: diagnosticos y prescripciones", in R.Franco (Ed), Planificacion social en América Latina y El Caribe, editado por ILPES-UNICEF, Santiago.

ZAVALLONI, M. (1973): "L'identité sociale, un concept à la recherche d'une science", in S. Moscovici (ed.): Introduction à la psychologie sociale, (vol.2), Librairie Larousse, Paris.

ZAVALLONI, M. & LOUIS-GUERIN, CH. (1984): Identité sociale et conscience, Privat, Presses de l'Université de Montréal.

ZIMBARDO, Ph. (1972): "La psychologie sociale, une situation, une intrigue et un scénario en quête de la réalité", in S. Moscovici (ed.): Introduction à la psychologie sociale, (vol.1), Librairie Larousse.